

**Eugène Varga**

**Essais sur l'économie politique du  
capitalisme**

**1964**

**Source** : les Editions du Progrès, U.R.S.S. 1967

Traduit du russe par M. YOURKÉVITCH

## INTRODUCTION

« Le communisme n'est pas une doctrine, mais un *mouvement*. Il s'inspire non pas des principes, mais des *faits*<sup>1</sup> », écrivait Engels, qui luttait passionnément contre ceux qui, déjà à l'aube du développement du marxisme, voulaient faire de la théorie révolutionnaire du prolétariat un dogme sans vie. L'âme vivante du marxisme triomphe dans le dernier ouvrage d'un vieux savant, l'académicien Varga. Ce livre, modestement intitulé *Essais sur l'économie politique du capitalisme*, est un témoignage du développement du marxisme créateur et reflète la controverse entre les savants soviétiques cherchant à approfondir la connaissance des processus qui se déroulent dans les pays capitalistes.

L'ouvrage couronne en quelque sorte la longue et féconde œuvre du savant. Il évoque les débats des années passées, dont bon nombre sont en rapport direct avec la réalité d'aujourd'hui. L'auteur pose certains problèmes théoriques d'actualité qui réclament impérieusement une solution scientifique. C'est un ouvrage de militant, un livre consacré aux problèmes controversés de l'économie politique.

En véritable savant, l'auteur part du fait que la science est telle parce qu'elle cherche et explore, parce qu'elle n'a pas de réponse toute faite aux problèmes nouveaux. Varga critique impitoyablement celles des conclusions faites par lui dans le passé qui n'ont pas été confirmées par la vie, il précise, par ailleurs, des thèses précédemment formulées. Il s'efforce de répondre à maintes questions discutées par les économistes. Son analyse des problèmes majeurs de l'économie politique porte à la réflexion, à la critique, à la discussion. Et déjà grand est en cela le mérite de Varga.

L'objectif principal du livre est d'ameublir certains secteurs du sol théorique encore tassés par les dogmatiques et les révisionnistes. Un coup sérieux a été porté au dogmatisme irréfléchi qui, selon l'expression de Varga, était encore très largement répandu jusqu'à ces derniers temps dans les travaux sur l'économie et la politique du capitalisme. Pour combattre les dogmatiques, l'auteur préconise « l'analyse concrète d'une situation concrète » et il montre lui-même dans plusieurs cas comment il faut analyser les faits nouveaux qui ne cadrent pas avec les vieux schémas, comment il faut étudier les phénomènes typiques du capitalisme actuel.

---

<sup>1</sup> K. Marx et F. Engels, *Œuvres*, t. 4, p. 281 (éd. russe).

Le livre porte également un coup au révisionnisme qui a répudié les principes théoriques fondamentaux de Marx et qui propose de réviser les fondements du marxisme ou même de jeter la théorie marxiste par-dessus bord. Tout l'ouvrage de Varga montre que les processus de la société en évolution ne peuvent être connus qu'en s'appuyant sur le marxisme-léninisme.

Le lecteur étranger connaît les travaux de l'académicien Varga, éminent économiste soviétique. Il doit son grand renom à sa qualité de prestigieux représentant de la science économique marxiste-léniniste. Sa dernière recherche originale apporte une importante contribution à l'étude des problèmes majeurs du capitalisme contemporain.

Très vaste est la gamme des problèmes analysés, et l'auteur offre généreusement ses pensées au lecteur.

L'analyse du capitalisme monopoliste d'Etat occupe une place considérable dans l'ouvrage. L'étude scientifique du capitalisme actuel, la juste appréciation des processus qui s'y déroulent, telle est la condition nécessaire du succès de la lutte des forces de progrès contre l'idéologie du capital monopoliste. Cette lutte comporte la dénonciation du révisionnisme qui, aujourd'hui comme hier, est l'agent des influences étrangères aux intérêts de classe des travailleurs. C'est aussi la lutte contre le dogmatisme qui entrave l'analyse féconde du processus historique concret, des conditions dans lesquelles évolue le monde.

Toute l'ardeur polémique de l'auteur est dirigée contre la pensée triviale et simpliste, contre les tenants de la « subordination » unilatérale de l'Etat au capital monopoliste, expression de la conception dogmatique du capitalisme actuel. Les dogmatiques prétendent que le capitalisme monopoliste d'Etat n'est pas un phénomène nouveau pour cette raison que tout Etat quel qu'il soit intervient dans la vie économique, que la politique de la bourgeoisie a toujours été celle de l'ingérence de l'Etat dans l'économie. Ils ne voient pas que de nos jours cette intervention de l'Etat dans la vie économique présente un tout autre caractère, que le processus de la reproduction capitaliste est désormais impossible sans cette intervention.

Quant aux révisionnistes, l'ingérence étatique accrue modifie selon eux la nature même du capitalisme : le capitalisme cesse d'être ce qu'il est. Ils prétendent qu'avec le développement de la société capitaliste, l'Etat acquiert un rôle de plus en plus indépendant du capital privé, se place au-dessus du capital. S'élevant contre la conception dogmatique du problème, et aussi contre son interprétation révisionniste, Varga considère avec raison le capitalisme monopoliste d'Etat comme l'union, la conjonction de deux forces : les monopoles et l'Etat.

L'ouvrage reprend les questions débattues en Union Soviétique en 1947, à savoir si, sous le capital monopoliste, la politique de l'Etat est conforme aux intérêts de toute la bourgeoisie (c'était l'opinion de l'auteur à l'époque) ou seulement à ceux de la bourgeoisie monopoliste, à ceux de l'oligarchie financière. Varga a jugé nécessaire de modifier les thèses précédemment formulées par lui en déclarant qu'elles sont toutes deux justes ou erronées selon la situation historique concrète. A son avis, dans les conditions « normales », c'est-à-dire lorsque le régime capitaliste n'est pas réellement menacé, l'Etat est celui de la bourgeoisie monopoliste. Mais si le régime capitaliste est directement menacé, l'Etat est, dans des circonstances « extraordinaires », l'expression des intérêts de toute la bourgeoisie.

Malgré sa séduisante simplicité, ce point de vue lais se néanmoins sans réponse la question qui se pose naturellement : comment cette métamorphose se produit-elle ? Au surplus, l'auteur semble lui-même abandonner sa « double » vision du problème lorsqu'il écrit qu'avec l'aggravation de la crise

générale du capitalisme, le danger qui menace le régime capitaliste est permanent, de sorte que la fonction de défense du régime capitaliste est de plus en plus décisive pour l'Etat du capital monopoliste.

Et encore une circonstance. En posant ainsi le problème, on lève la question des contradictions entre la bourgeoisie monopoliste et non monopoliste, contradictions qui s'exacerbent précisément dans les circonstances « extraordinaires » et affaiblissent les positions du capital monopoliste. Il n'y a pas là selon nous sujet à controverse. Dans les conditions « normales » comme dans les conditions « extraordinaires », l'Etat du capitalisme monopoliste est, de par sa nature, Etat bourgeois, mais où prédomine la bourgeoisie monopoliste. Et l'on peut dire dans ce sens que dans les pays impérialistes, l'Etat est la violence concentrée et organisée par l'oligarchie monopoliste. La fraction de la bourgeoisie qui domine dans l'économie est aussi celle qui règne dans la politique.

Nous n'insisterons pas sur le schématisme dont Varga fait preuve dans l'analyse du problème alors qu'une coalition antimonopoliste est en train de se constituer en Occident, composée d'éléments appartenant à différentes classes, y compris des représentants de la bourgeoisie non monopoliste. La victoire d'une telle coalition priverait la bourgeoisie monopoliste du pouvoir économique et politique.

L'auteur n'en exprime pas moins des idées extrêmement intéressantes dans l'analyse du problème du capitalisme monopoliste d'Etat. Il écrit, par exemple, que la bourgeoisie monopoliste est unanime sur certaines questions, et que ses opinions diffèrent radicalement sur d'autres. Varga signale la contradiction fondamentale qui existe entre les deux principaux objectifs de la bourgeoisie monopoliste : sauvegarder le régime capitaliste et redistribuer (par l'Etat) le revenu national à l'avantage du capital monopoliste.

L'auteur analyse avec un sens politique aigu le problème des contradictions et de la guerre entre les Etats impérialistes. Il montre d'une manière convaincante qu'il y a danger de guerres interimpérialistes pour autant que subsistent les contradictions impérialistes, mais c'est là une infime probabilité. Aux arguments avancés par Varga, il convient d'ajouter celui-ci, fort substantiel : la politique extérieure de l'Union Soviétique, politique de paix entre les peuples, paralyse les plans impérialistes, empêche ces derniers de pousser à leur aboutissement logique, c'est-à-dire à la guerre interimpérialiste, les contradictions de plus en plus violentes qui les déchirent.

Dans l'essai consacré au mouvement de libération nationale, l'auteur formule cette juste conclusion que le problème de la voie socialiste ou de la voie capitaliste de développement est d'importance vitale pour les pays libérés et que la lutte pour le choix de la voie à suivre s'associe souvent au problème de l'orientation de la politique extérieure, de son orientation sur le monde capitaliste ou sur le monde socialiste. Nous préférierions toutefois parler non pas de l'orientation de la politique étrangère (car la plupart des pays libérés se tiennent sur les positions de la neutralité positive, n'adhèrent pas aux blocs militaires et politiques), mais de l'orientation sur l'un des deux systèmes sociaux qui existent dans le monde : sur le système capitaliste ou sur le système socialiste.

Varga critique les définitions de la loi économique fondamentale du capitalisme que l'on relève dans la littérature marxiste. Il soumet à l'attention du lecteur sa propre formule (celle, plus exactement, de deux lois : de la « loi fondamentale du capitalisme dans l'ensemble » et de la « régularité spécifique de l'impérialisme »). Sa définition de la loi économique fondamentale du capitalisme est une brève caractéristique de la nature du mode de production capitaliste et de son stade impérialiste. Le lecteur pourrait demander : « Qu'est-ce que la « loi fondamentale » vient-elle

faire dans tout cela ? La définition de la nature du capitalisme et de l'impérialisme, des processus qui s'y déroulent, est, on ne sait trop pourquoi, qualifiée par l'auteur de « loi fondamentale ».

Le lecteur peut de même demander : y a-t-il en général une loi fondamentale de la formation capitaliste qui est celle de classes antagonistes ? Cette question peut légitimement être posée car nous lisons dans l'ouvrage même : « Les lois fondamentales doivent être une abstraction sensée qui dégage ce qui est réellement commun et que l'opportunité, l'utilité d'une telle mise en relief de ce qui est général est qu'elle nous évite des répétitions, et rien de plus ! Les lois économiques fondamentales ne peuvent ni ne doivent rien donner de nouveau. »

Le problème de la paupérisation absolue sous le capitalisme est éclairé d'une façon juste dans la littérature marxiste depuis le XX<sup>e</sup> Congrès, les thèses des classiques du marxisme-léninisme ont été remises en honneur. Toutefois, la violente polémique de Varga dirigée contre ceux qui considèrent jusqu'à ce jour que la paupérisation absolue est un processus permanent, est fort utile. Le dogmatisme dans ce domaine a été fort préjudiciable au mouvement communiste international, puisqu'il a dénaturé la théorie du marxisme.

La lutte contre la vulgarisation du problème de la paupérisation absolue du prolétariat a son histoire. En 1891, Engels a critiqué la thèse du Programme d'Erfurt de la social-démocratie allemande selon laquelle la misère des prolétaires s'accroît de plus en plus. Engels écrivait : « Cela, affirmé d'une façon aussi absolue, n'est pas exact. Il est possible que l'organisation des travailleurs, leur résistance toujours croissante opposent une certaine digue à l'accroissement de la *misère*. Mais ce qui grandit certainement, c'est *l'incertitude de l'existence*<sup>1</sup>. »

Dans sa critique du livre de Kautsky *Bernstein et le programme social-démocrate*, Lénine s'est élevé contre la « théorie de la misère ». « Marx a parlé de l'aggravation de la misère, de l'avilissement, etc., écrit Lénine, tout en signalant la tendance opposée et les forces sociales concrètes seules capables de lui donner naissance<sup>2</sup>. »

On ne saurait ne pas être d'accord avec Varga lorsqu'il déclare que l'aristocratie ouvrière, sa composition, les sources de sa situation privilégiée, ont beaucoup changé avec le développement du capitalisme, tout particulièrement après la deuxième guerre mondiale. Comme il ressort des données citées dans l'ouvrage, la position de l'aristocratie ouvrière est doublement affaiblie : l'importance relative des ouvriers qualifiés baisse, la différence des salaires diminue.

Un problème reste cependant à éclaircir. Une nouvelle aristocratie ouvrière ne serait-elle pas en train de se former des éléments privilégiés issus non pas des ouvriers manuels qualifiés, mais de ceux d'une haute qualification technique ? Ce problème appelle une étude spéciale. Varga revient à plusieurs reprises à l'idée exprimée par lui, selon laquelle la bureaucratie ouvrière vient s'ajouter, se substitue de plus en plus à l'aristocratie ouvrière dans ses fonctions : sauvegarder le régime capitaliste, propager l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière, l'empêcher de s'engager dans la voie révolutionnaire. Varga range parmi la première, la bureaucratie des partis sociaux-démocrates, des syndicats et des coopératives.

Il y a, comme on sait, controverse parmi les marxistes à propos de la marche cyclique de la reproduction après la deuxième guerre mondiale. L'opinion de Varga est que : 1° la période de la

---

<sup>1</sup> K. Marx et F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions Sociales, Paris 1950, p. 81

<sup>2</sup> V. Lénine, *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 4, p. 207.

grande guerre ne doit pas être comprise dans le cycle ; 2° l'année 1947 doit être considérée comme le début du cycle d'après-guerre ; 3° le premier cycle d'après-guerre a duré jusqu'en 1957-1958, date à laquelle a éclaté une crise de surproduction ; 4° le deuxième cycle d'après-guerre a commencé après la crise. Quant à la question de savoir comment se déroulera le cycle à l'avenir, Varga est d'avis que le cycle unique pour l'ensemble du capitalisme qui s'établira tôt ou tard ressemblera au type de cycle observé dans l'après-guerre aux Etats-Unis et en Angleterre, c'est-à-dire de plus brève durée qu'avant la deuxième guerre mondiale.

Varga considère avec raison, selon nous, qu'il ne convient pas de surestimer la portée des mesures « anticrises » prises par l'Etat, qu'il ne saurait être question d'une reproduction capitaliste sans crises, mais que l'activité de l'Etat peut renforcer les facteurs qui atténueront l'intensité et la durée de la phase d'essor, la profondeur et la durée de la phase de crise des cycles futurs.

Il a beaucoup été dit à propos de l'évolution du capitalisme dans l'après-guerre, il y a eu beaucoup de controverses, mais cette question reste, selon toute apparence, à l'ordre du jour, d'autant plus que, spéculant sur les particularités du cycle d'après-guerre, les antimarxistes cherchent à « réfuter » le marxisme. Varga exprime des idées intéressantes sur ces particularités, celles notamment qui ont trait aux crises seront reprises par les chercheurs qui étudient le capitalisme contemporain. L'attention sera tout particulièrement fixée sur le caractère de la reproduction et du mouvement du cycle à l'heure actuelle.

L'auteur examine également la question « éternellement » controversée du caractère de la crise agraire au XX<sup>e</sup> siècle. Certains économistes la considèrent comme un processus cyclique, transitoire, d'autres (et l'académicien Varga est de ce nombre) considèrent qu'il s'agit là d'un phénomène chronique, d'un élément de la crise générale du capitalisme. Par la force de l'argumentation, les pages consacrées aux crises agraires sont parmi les plus intéressantes de l'ouvrage.

Varga analyse un autre problème de toute actualité, celui notamment du Marché commun. Comme il le souligne lui-même, il envisage le problème sur le plan théorique et abstrait. Sa conclusion est la suivante : «...Union totale signifierait une monnaie, un budget, un Etat unique. C'est-à-dire l'« intégration » politique complète, l'abandon de la souveraineté des pays membres du groupement. Nous le considérons comme impossible. » Les événements dont s'accompagne la crise du Marché commun confirment la justesse de l'opinion de l'académicien Varga sur les contradictions suscitées par la tentative d'intégration.

L'ouvrage met en évidence les raisons de la popularité des idées de Keynes dans les milieux bourgeois et sociaux-démocrates. Selon Varga, elle s'explique non pas parce que l'économiste anglais est un défenseur du capitalisme, mais parce qu'il dissimule cette défense derrière une théorie pseudo-scientifique se situant au-dessus des classes, par une critique bénigne du capitalisme.

L'essai consacré à Keynes est l'un des meilleurs de l'ouvrage. Il nous apparaît toutefois que, déniaient entièrement le rôle du keynésisme dans l'élaboration de recommandations pour le capitalisme, et considérant que Keynes n'a fait que fournir une argumentation pseudo-scientifique à la politique du capitalisme monopoliste, Varga simplifie les rapports qui existent en réalité entre la politique et la science bourgeoises.

L'ouvrage s'achève par un essai consacré au mode de production asiatique. L'académicien Varga y défend les opinions de Marx et Engels sur l'existence de ce mode de production, et s'élève contre le fait que cette notion a disparu de la littérature marxiste soviétique. Ce problème présente plus qu'un intérêt historique, il est d'actualité, car il met en lumière l'influence que ses survivances

exercer sur les processus qui se déroulent de nos jours dans certains pays d'Orient. Aussi, faut-il retenir la proposition faite par Varga de reprendre la discussion sur le mode de production asiatique.

\* \* \*

L'ouvrage de l'académicien Varga a été accueilli avec un vif intérêt en Union Soviétique. En un court laps de temps le livre a connu deux éditions. Il a soulevé et continue de soulever de vives discussions dans les milieux scientifiques. L'ouvrage même et les controverses qu'il suscite sont un témoignage probant que la vie scientifique bat son plein au pays des Soviets, que de vastes débats scientifiques se déroulent, qu'il y a de féconds échanges de vues sur les problèmes d'actualité.

Le livre d'essais sur les problèmes de l'économie politique du capitalisme est un événement remarquable de la pensée économique contemporaine. L'on peut, l'on doit discuter nombre de questions soulevées dans le livre, bien des problèmes restent à résoudre, mais il faut reconnaître que Varga brise avec grand succès les entraves dogmatiques et révisionnistes de la pensée. C'est là son grand mérite.

V. A. Cheprakov

[ auteur de l'Introduction dans l'édition russe – non signée dans l'édition française ]

## PRÉFACE

Cet ouvrage a été écrit à l'intention du lecteur qui se propose d'étudier sérieusement les problèmes de l'économie politique marxiste-léniniste du capitalisme. Il est présumé que ce lecteur est déjà initié aux principes généraux du marxisme-léninisme.

Les essais réunis dans le présent ouvrage, et sur lesquels l'auteur a travaillé de longues années, sont pour la plupart consacrés à des problèmes controversés du marxisme. Nous espérons y avoir apporté certaine clarté ou, tout au moins, d'avoir donné au lecteur matière à réflexion, à critique, à discussion.

C'est un ouvrage de polémique dirigé contre le dogmatisme irréfléchi dont étaient largement imprégnés jusqu'à ces derniers temps les travaux consacrés à l'économie et à la politique du capitalisme.

Que signifie en l'occurrence le dogmatisme ?

C'est avant tout la négation de l'essence du marxisme, donc de l'analyse scientifique concrète des faits historiques ; c'est la négation de ce que Lénine a qualifié « d'esprit vivant » du marxisme. A la méthode marxiste d'investigation, le dogmatisme substitue des conclusions toutes prêtes, celles auxquelles Marx avait abouti dans des conditions historiques déterminées. Cela signifie au surplus que les dogmatiques partent du fait que sont non seulement valables jusqu'à nos jours les régularités de l'évolution du capitalisme découvertes par Marx, mais aussi que tous les faits doivent être les mêmes que du temps de Marx ou de Lénine. De là il ne reste aux dogmatiques qu'un pas à faire pour ajuster les faits à certaines conclusions du marxisme, pour méconnaître les faits nouveaux qui ne cadrent pas avec le schéma, au lieu de les étudier, d'analyser les phénomènes nouveaux typiques du capitalisme actuel. *Par des faits isolés non typiques*, les dogmatiques voudraient démontrer l'invariabilité de toutes les thèses de Marx. Comme l'a dit Lénine, il est toujours possible, dans la complexité de la société capitaliste de relever des *faits isolés* pour démontrer n'importe quelle théorie.

Le dogmatique se considère un marxiste « orthodoxe ». En réalité, c'est un « marxiste » dans le genre de ceux à propos desquels Marx a dit en plaisantant sa propre personne, qu'il « n'est plus marxiste ».

Le présent ouvrage ne se propose pas de faire la critique du révisionnisme en matière d'économie politique du capitalisme : il n'existe pas de révisionnisme avoué en Union Soviétique. Ce n'est que

chez les adeptes de l'économétrie que l'on peut relever parfois des échos d'idées révisionnistes sous une forme voilée.

Le terme d'« économie politique » est employé par nous dans un sens large ; c'est-à-dire sans vive délimitation entre la politique et l'économie. Aussi examinons-nous parfois des problèmes plutôt politiques qu'économiques. Cela est conforme à l'esprit des travaux de Lénine qui, comme on le sait, a caractérisé la politique comme étant « l'expression concentrée de l'économie ».

Les problèmes de l'économie politique du capitalisme, dont une nouvelle étude critique est à faire, ne sont nullement épuisés dans ce livre. Dans cet ordre d'idées nous pourrions signaler toute une série d'autres problèmes. Comme, par exemple, celui de la stratégie de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes fortement évolués, la nécessité d'une analyse et d'une critique marxiste circonstanciées de l'économétrie, celui des limites de l'application des mathématiques à l'analyse du mode de production capitaliste à développement anarchique ; l'étude de cet autre problème : la pensée et le comportement de l'individu ne sont-ils déterminés que par son être social ou par d'autres facteurs encore (biologiques, génétiques, etc.). En d'autres termes, la thèse de Marx selon laquelle la conscience de l'homme dépend de son être social se rapporte-t-elle aux classes ou à chaque individu pris séparément.

Je n'ai malheureusement pas assez de forces pour essayer d'analyser ces problèmes. J'espère que des chercheurs plus jeunes que moi le feront.

En conclusion, je voudrais exprimer ma gratitude à E. Khmel'nitskaïa, qui a relu le manuscrit et a fait de précieuses remarques, ainsi qu'à S. Drabkina pour son concours dans la préparation à la mise sous presse de l'ouvrage.

Moscou, 1963.

E. Varga

# 1

## LE MARXISME ET LE PROBLÈME DE LA LOI ÉCONOMIQUE FONDAMENTALE DU CAPITALISME

Le terme de « loi économique fondamentale » a été largement employé dans la littérature économique et les manuels édités en Union Soviétique après la parution de l'ouvrage de J. Staline *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* Ces derniers temps, par contre, certains ont voulu nier en général la possibilité de l'employer. Nous voudrions, dans le présent essai, définir la place que la loi économique fondamentale occupe dans le marxisme. Nous rappellerons donc avant tout au lecteur la théorie du marxisme sur les lois en général et sur la différence qui existe entre les lois de la nature et celles de la société.

Qu'est-ce qu'une loi ?

Marx lui-même ne donna nulle part de définition du mot « loi ». Contrairement aux économistes bourgeois, il préférait analyser les faits concrets et formuler les lois en se basant sur cette analyse.

Tous ceux qui, dans leur analyse, s'inspirent du matérialisme dialectique, considèrent comme juste la définition donnée par Engels, selon laquelle « les lois sont le reflet des processus objectifs qui se déroulent dans la nature et dans la société ». La reconnaissance du caractère objectif des lois distingue nettement le matérialisme dialectique des systèmes idéalistes qui partent en règle générale de la thèse fautive, selon laquelle les lois ne sont que des hypothèses imaginées par les savants pour systématiser les processus chaotiques de la nature, pour en faciliter la compréhension.

« Le fait que notre pensée subjective et le monde objectif sont soumis aux mêmes lois et que, par suite, tous deux, dans leurs résultats, ne peuvent pas en fin de compte se contredire, mais doivent forcément s'accorder, domine absolument notre pensée théorique dans sa totalité. Il est sa condition inconsciente et inconditionnelle<sup>1</sup>. »

Les lois étant le reflet de processus qui se déroulent effectivement, cela leur attribue un caractère objectif, sous deux rapports notamment : elles sont indépendantes de la *volonté* des hommes et existent qu'elles soient *connues* ou non des hommes. La première thèse est bien connue, alors que

---

<sup>1</sup> F. Engels, *Dialectique de la nature*, Editions Sociales, Paris 1955, p. 272.

l'on accorde peu d'attention à l'autre. Il est cependant parfaitement évident que les lois de la nature existaient avant que l'homme les ait découvertes ; qu'il existe une multitude de lois de la nature non encore découvertes, mais qui opèrent<sup>1</sup>, car autrement le progrès des sciences naturelles serait en général impossible.

Les plus grands savants naturalistes bourgeois ont toujours rejeté l'idéalisme et le pragmatisme. Bien que d'esprit conservateur et croyant, Max Planck écrivait dans sa *Wissenschaftliche Selbstbiographie* (Autobiographie scientifique) : « Il est d'importance essentielle que le monde extérieur représente quelque chose qui est indépendant de nous, un absolu auquel nous faisons face. Je considère que la recherche des lois se rapportant à cet absolu est la plus belle tâche de la vie d'un savant. » A. Einstein écrivait : « La certitude de l'existence du monde extérieur, indépendant du sujet qui en connaît, est le fondement de toute doctrine de la nature<sup>2</sup>. »

Les lois économiques existent, que les hommes les connaissent ou pas. Les lois de l'appropriation de la plus-value, de sa transformation en profit, en revenu de l'entrepreneur, en intérêt et en rente, ont existé bien avant que Marx les ait étudiées et formulées.

Engels complète par deux réserves importantes sa définition initiale de la loi en tant que reflet des processus objectifs qui se produisent dans la nature et dans la société :

- a. ne peut être loi que le reflet des processus qui se déroulent dans l'essence même des choses ;
- b. le reflet de processus *isolés* n'est pas une loi ; la loi n'est que le reflet *adéquat* de processus *qui se répètent régulièrement* dans la nature et dans la société.

La loi reflète non pas un phénomène mais l'essence du processus qui se déroule, dans la nature et dans la société. Cela est extrêmement important. Le phénomène et l'essence ne coïncident ni dans la nature, ni dans la société capitaliste<sup>3</sup>. Faire œuvre scientifique c'est « réduire le mouvement visible, simplement apparent au mouvement interne réel..<sup>4</sup> ».

Si la forme de la manifestation et l'essence des choses coïncidaient directement, écrit Marx, toute science serait superflue. Le soleil se lève et se couche chaque jour, c'est ce qu'il semble ; en réalité, c'est la Terre qui tourne autour de son axe. Il semblerait que l'ouvrier existe grâce au capitaliste qui lui « fait gagner son pain ». En réalité, ce sont les capitalistes qui existent grâce aux ouvriers, grâce à leur travail additionnel. L'appropriation de la plus-value fait de l'homme un capitaliste.

Donc, les processus qui reflètent l'essence de la nature et de la société sont le fondement des lois.

Les lois reflètent les processus qui s'effectuent réellement, mais elles n'en sont pas de simples et mécaniques copies. Les lois sont fondées non pas sur un processus isolé, mais sur ceux qui se

---

<sup>1</sup> Le philosophe Bolzano l'a bien compris il y a près de 150 ans. Il qualifiait de « vérité en soi » les lois de la nature non encore découvertes.

<sup>2</sup> B. Kouznétsov, *Einstein*, Editions de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., 1963, p. 70 (éd. russe).

<sup>3</sup> Dans le monde antique, fondé sur le travail des esclaves, et sous la féodalité, l'exploitation était parfaitement évidente, *le phénomène et l'essence y coïncidaient*. Ce n'est que dans des cas exceptionnels, lorsque la marchandise était produite pour le marché, qu'il y avait dans une certaine mesure séparation entre le visible et le réel. Aussi l'économie politique de ces formations se distingue-t-elle foncièrement de celle du capitalisme.

<sup>4</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, t. I, Editions Sociales, Paris 1957, p. 322.

reproduisent régulièrement dans des conditions identiques. Pour formuler une loi, il faut effectuer un important travail intellectuel : séparer ce qui est fortuit, isolé, faire abstraction de tout ce qui est secondaire, déceler l'essentiel et le dégager de la multiplicité des processus.

Une hypothèse précède habituellement la mise en lumière des lois de la nature. Engels dit à ce propos : « La forme de développement de la science de la nature dans la mesure où celle-ci pense est l'*hypothèse*. L'observation révèle un fait nouveau qui rend impossible le mode d'explication antérieur des faits appartenant au même groupe. Dès cet instant naît le besoin de nouveaux modes d'explication fondés d'abord sur un nombre seulement limité de faits et d'observations. Le matériel d'expérience qui vient s'y ajouter épure ces hypothèses, élimine les unes, corrige les autres, jusqu'à ce que la loi soit enfin établie, sous sa forme pure. Si l'on voulait attendre jusqu'à ce que les matériaux nécessaires à la loi soient *purs*, cela signifierait suspendre jusque-là les investigations de la pensée et ce serait une raison suffisante pour que la loi ne soit jamais mise sur pied.<sup>1</sup> »

L'hypothèse joue un rôle peu important dans l'économie politique car rares sont dans un même mode de production, les faits nouveaux qui rendraient impossible l'ancienne méthode d'explication comme c'est le cas des sciences naturelles. Par exemple, la transformation du capitalisme de libre concurrence en impérialisme *modifie* les lois du capitalisme. On peut en dire autant de la crise générale du capitalisme.

Mais les hypothèses ne sont pas nécessaires pour découvrir les modifications aux lois du capitalisme. (Les hypothèses ne sont parfois nécessaires que dans le domaine relativement restreint de l'étude courante de la reproduction capitaliste cyclique.) Les faits de la vie économique du capitalisme sont connus ; la science est appelée à révéler l'essentiel, l'expression générale, les lois. Par exemple, un million de transactions d'achat-vente ont lieu quotidiennement sous le capitalisme. L'argent passe des millions de fois de mains en mains. Les lois de la circulation monétaire découvertes par Marx reflètent ce qui se répète dans toutes les transactions isolées, l'essentiel propre à des millions d'actes isolés d'achat-vente.

Les différentes lois de la nature et de la société opèrent dans des domaines distincts. Il existe une sorte de subdivision hiérarchique des lois selon leur généralité, selon l'importance du domaine de la nature et de la société qu'elles englobent. *Les lois fondamentales de la dialectique sont les lois les plus générales.*

Engels écrit : « C'est donc de l'histoire de la nature et de celle de la société humaine que sont abstraites les lois de la dialectique. Elles ne sont précisément rien d'autre que les lois les plus générales de ces deux phases du développement historique ainsi que de la pensée elle-même. Elles se réduisent pour l'essentiel aux trois lois suivantes :

la loi du passage de la quantité à la qualité et inversement ;

la loi de l'interpénétration des contraires ;

la loi de la négation de la négation<sup>2</sup>. »

Nous voudrions signaler à ce propos un point vague chez Staline dans la description de la méthode dialectique dans son ouvrage *Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique*.

---

<sup>1</sup> F. Engels, *Dialectique de la nature*, p. 243.

<sup>2</sup> F. Engels, *Dialectique de la nature*, p. 69.

Les classiques du marxisme considèrent comme initial le fait que notre pensée subjective et le monde objectif sont soumis aux mêmes lois de la dialectique. Nous pouvons penser dialectiquement, parce que nous sommes nous-mêmes une partie du monde dialectique objectif. Nous connaissons, comprenons, reflétons ce monde. C'est ce qui explique pourquoi nous décelons des embryons de dialectique chez les philosophes de l'antiquité (Héraclite), la dialectique (non matérialiste) chez Hegel et chez certains grands naturalistes étrangers contemporains, bien qu'ils se déclarent des adversaires du marxisme. La dialectique de la nature les oblige à penser dialectiquement.

La découverte par les fondateurs du marxisme, du matérialisme dialectique, en tant que système de la pensée marque un progrès gigantesque dans l'étude de l'essence de la nature, et tout particulièrement de la société. Mais il ne convient pas d'oublier que la méthode dialectique appliquée à l'étude de la nature et de la société n'est juste que parce que la nature même, la société même se développent selon les lois de la dialectique.

Cette circonstance est insuffisamment prise en considération dans l'exposé que Staline fait du matérialisme dialectique. Il souligne constamment l'aspect subjectif, la façon dialectique dont l'homme considère les phénomènes de la nature et de la société, alors que reste dans l'ombre l'aspect objectif, c'est-à-dire que la dialectique est dans la nature, dans la société même. Staline a écrit ce qui suit : « Le matérialisme dialectique est la théorie générale du parti marxiste-léniniste. Le matérialisme dialectique est ainsi nommé parce que sa façon de considérer les phénomènes de la nature, sa méthode d'investigation et de connaissance est dialectique<sup>1</sup>. »

Ce qui vient d'être dit est naturellement juste en soi, mais sans mentionner l'aspect objectif, on peut s'imaginer faussement que si nous pensons dialectiquement ce n'est pas parce que la nature même — donc notre pensée, en tant que partie de la nature — est dialectique, mais qu'elle nous semble dialectique parce que notre « façon de considérer » — notre méthode — est dialectique.

Nous n'avons aucunement l'intention de minimiser l'importance de la méthode dialectique ; sans elle, le progrès de la science serait beaucoup plus faible et plus lent. Ce que nous tenons à souligner c'est que la dialectique de la nature et de la société, et la méthode dialectique ne font qu'un.

A la différence de Staline, Lénine souligne le caractère objectif de la dialectique : « Au sens propre, la dialectique c'est l'étude des contradictions dans la substance même des objets<sup>2</sup>. »

Cela peut paraître du pédantisme à certains de nos lecteurs. Mais il n'en est rien. Lénine a toujours attaché beaucoup d'importance à ce que la position de matérialisme dialectique, son opposition à toute espèce de subjectivisme, soit formulée avec la plus grande netteté pour éviter tout malentendu, toute fausse interprétation. L'exposé unilatéral par Staline de la méthode subjective a ouvert la voie à de fausses interprétations.

Malgré l'identité de leur développement dialectique, les lois de la nature et les lois de la société se distinguent essentiellement les unes des autres. Staline voyait la principale différence dans le fait que la plupart des lois de la société « ne sont pas durables », puisqu'elles n'opèrent que dans le cadre d'une seule formation sociale. Nous considérons, quant à nous, que là n'est pas la principale distinction. Les lois économiques de la production sont aussi durables que l'humanité même (depuis qu'elle a dépassé l'état primitif, époque à laquelle l'homme n'avait que ses mains pour se procurer la nourriture qu'il trouvait dans la nature). Nous citerons plus loin des exemples de lois économiques

---

<sup>1</sup> *Précis d'histoire du P.C. (bolchevik) de l'U.R.S.S.*, Editions en langues étrangères, Moscou 1953, p. 146.

<sup>2</sup> V. Lénine, *Œuvres complètes*, t. 29, p. 227.

durables. Des lois économiques passagères sont propres aux diverses formations économiques de la société de classes. Le communisme mondial aura, lui aussi, ses lois économiques. Comme le communisme est la forme finale de la société humaine, ses lois opéreront « éternellement », tant que l'humanité existera sur le globe.

Les distinctions les plus importantes sont, selon nous, les suivantes : l'action des lois de la nature peut être saisie sous sa forme pure par l'observation scientifique, suivie de l'abstraction. Marx écrit : « Le physicien, pour se rendre compte des procédés de la nature, ou bien étudie les phénomènes lorsqu'ils se présentent sous la forme la plus accusée, et la moins obscurcie par des influences perturbatrices, ou bien il expérimente dans des conditions qui assurent autant que possible la régularité de leur marche<sup>1</sup>. »

Les phénomènes de la nature se produisant dans des conditions identiques (ou leur changement pouvant être établi), les lois sont elles aussi tout à fait de même ordre<sup>2</sup>.

Les lois économiques fonctionnent différemment. Elles opèrent dans des conditions qui changent constamment. Aussi l'économie politique est-elle une science historique, car « elle traite une matière historique, c'est-à-dire constamment changeante<sup>3</sup> ».

Cela concerne toutes les sciences sociales. *Les lois de la société sont pour cette raison des tendances*, dont l'action est constamment troublée, modifiée, atténuée sous l'effet de tendances contraires. Il n'y a pas de distinction entre la loi et la tendance : la plus puissante tendance dominante est la loi. Dans la préface au premier tome du *Capital*, Marx écrit : il s'agit « de ces lois elles-mêmes, des tendances qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer<sup>4</sup> ».

Marx répète continuellement cette affirmation lorsqu'il analyse les lois du capitalisme. Il écrit notamment : « La hausse du taux de la plus-value... est un des facteurs qui déterminent la masse de la plus-value et, partant, le taux de profit également. Il ne supprime pas la loi générale. Mais il a pour résultat d'en faire *plutôt une tendance*, c'est-à-dire une *loi* dont la réalisation intégrale est arrêtée, ralentie, affaiblie par des causes qui la contrecarrent<sup>5</sup>. » Plus loin il écrit : « C'est ainsi que *la loi* (de la baisse du taux de profit. — E.V.) *n'agit que sous forme de tendance* dont l'effet n'apparaît d'une façon frappante que dans des circonstances déterminées et sur de longues périodes<sup>6</sup>. »

Marx écrit à propos de la concentration du capital : « Ce procès ne tarderait pas à mener la production capitaliste à la catastrophe, si, à côté de cette force centripète, des tendances contraires n'avaient sans cesse un effet décentralisateur<sup>7</sup>. »

---

<sup>1</sup> Karl Marx, *le Capital*, Livre I, t. I, p. 18.

<sup>2</sup> Dans le « micro-monde », c'est-à-dire dans le domaine de la physique atomique, la « précision » a ses limites. Mais cela n'empêche nullement l'utilisation pratique de l'énergie atomique. Cette imprécision disparaîtra peut-être avec le progrès de la science.

<sup>3</sup> F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1956, p. 179.

<sup>4</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. I, p. 18 (souligné par nous. — E.V.).

<sup>5</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, t. I, p. 247 (souligné par nous. — E.V.).

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 251.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 259.

Même dans les rares cas où Marx distingue une loi qu'il appelle absolue ou fondamentale, il souligne l'action de tendances opposées. Résumant son étude des lois de l'accumulation du capital et de l'apparition de la réserve industrielle, il écrit : « ...Plus cette armée de réserve grossit... plus grossit la surpopulation consolidée... Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. *Voilà la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste.* L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières<sup>1</sup>. »

L'importante particularité suivante découle également de la différente façon dont s'accomplissent les processus dans la nature et dans la société : les lois de la nature (à l'exception de l'astronomie et de la géologie) peuvent être représentées sous la forme pure par des expériences et prouvées à tout moment, alors que pour les sciences sociales les expériences sont impossibles ou extrêmement limitées.

Qu'est-ce qu'une expérience ? C'est la reproduction d'un phénomène, d'un processus, d'un mouvement, dans des conditions précises prévues d'avance par l'homme. Les conditions étant identiques, le mouvement se produit toujours de la même façon, en conformité avec la loi. Tout le processus peut être calculé d'avance ; ce qui démontrera la justesse de la loi ou modifiera nos connaissances de la loi selon les résultats des expériences.

Certaines expériences sont constamment effectuées dans les écoles à des fins pédagogiques. D'autres expériences, utiles à la production, viennent après un certain temps enrichir l'arsenal de la technique. Dans les sciences naturelles les formules exprimant tels ou tels processus de la nature peuvent être contrôlées par voie d'expériences, raccourcissant ainsi le chemin menant à la découverte de nouvelles lois<sup>2</sup>. Cette possibilité est exclue ou presque pour les sciences sociales.

Le terme d'« expérience » est également employé en économie. Le capitaliste procède à une « expérience » lorsqu'il lance une nouvelle sorte de savon, une nouvelle marque d'automobile, et il sonde le marché ; s'il y a suffisamment d'acheteurs de ce nouvel article, le capitaliste continuera à en produire, sinon il arrêtera la production.

Me petites entreprises expérimentales sont aménagées en U.R.S.S. avant de construire de grandes usines pour connaître les défauts possibles de la nouvelle méthode de production de machines et appareils. Ces expériences se distinguent cependant radicalement de celles effectuées dans le domaine des sciences naturelles. Elles ont un objectif purement pratique. De telles expériences sont impossibles dans le domaine des sciences sociales en raison des changements qui surviennent continuellement dans la société.

Nous voudrions illustrer par deux exemples la différence qui existe entre les lois de la nature et les lois de la société. Les savants et les techniciens de l'Union Soviétique ont réussi à lancer un satellite

---

<sup>1</sup> K. Marx, *Le Capital*, Livre I, l. III, p. 87.

<sup>2</sup> C'est ainsi qu'une nouvelle planète a été découverte par le seul calcul de Le Verrier. Les adeptes de l'idéalisme subjectif ont estimé que la possibilité de découvrir par ce moyen de nouveaux faits et de nouvelles lois prouvait la justesse de leurs conceptions. Cela est faux : les mathématiques qui ne s'appuient pas sur l'expérience sont sans objet, impossibles. Dans la *Dialectique de la nature*, Engels dit qu'à un certain échelon différentes lois abstraites du monde réel s'en distinguent et s'y opposent comme quelque chose d'indépendant, comme des lois venues de l'extérieur, et selon lesquelles le monde doit s'organiser. Cela aboutit à la religion, à l'agnosticisme, à l'Idéalisme en philosophie.

vers la Lune qui a photographié la face inaccessible aux regards de l'homme et a transmis les photographies sur la Terre. Cette opération a exigé des calculs extrêmement compliqués sur le mouvement de la Lune, la vitesse de la fusée, l'action exercée sur elle par les forces d'attraction de la Terre, et hors de celle-ci, l'influence des forces de friction, de l'atmosphère, les températures, etc. Il a fallu non seulement bien calculer la fusée, mais la construire avec une précision absolue, y compris l'appareillage complexe installé à bord. Il a fallu calculer et déterminer d'avance leur fonctionnement. On y a réussi, car toutes les lois du mouvement physique étaient exactement connues.

Prenons, à titre de comparaison, un fait courant dans le monde capitaliste. Un syndicat décide de déclencher la grève pour obtenir une augmentation des salaires ; il espère gagner la bataille. Bien que par comparaison avec le lancement d'une fusée en direction de la Lune, cela semble une chose très simple, bien que le syndicat ait l'expérience de dizaines de milliers de grèves antérieures, il est impossible d'en prédire exactement l'issue. Nul ne sait si les capitalistes pourront trouver des briseurs de grève, en quel nombre, dans quelle mesure la masse des grévistes est prête à consentir les sacrifices matériels exigés par la grève et les capitalistes prêts à accepter le manque à gagner, comment se comporteront les capitalistes et les ouvriers des autres secteurs, de ceux tout particulièrement qui sont étroitement liés à la branche en grève, quelle sera la réaction de l'opinion publique, quelle sera l'attitude du gouvernement et de ses organes, etc. Il est impossible de savoir d'avance comment agiront tous ces facteurs, alors que cela est possible lorsqu'il s'agit de déterminer le vol d'une fusée autour de la Lune.

Les raisons de cette différence sont claires. Nous savons que la lutte de classes est la loi générale de toutes les sociétés antagonistes. Nous savons que cette lutte s'achèvera inévitablement par le renversement du pouvoir des capitalistes et par la victoire finale du prolétariat dans le monde entier. Mais dans chaque cas isolé, la lutte de classes à l'intérieur de la société capitaliste se déroule dans des conditions différentes qui changent constamment. Or, on ne peut prévoir exactement les changements de ces conditions comme cela est possible dans la nature.

Nous ne connaissons pas les lois de la société (celles de la société capitaliste tout particulièrement) aussi exactement que les lois de la nature pour les raisons suivantes :

L'homme est incontestablement le produit le plus complexe de l'évolution de la nature, sur notre planète tout au moins. (Nous ne savons pas pour le moment quels êtres vivants peuvent exister sur d'autres planètes). L'homme contemporain est le produit d'une longue histoire, le produit le plus différencié de l'histoire : différencié selon le niveau de culture, les conditions naturelles, la couleur de la peau, l'histoire, l'appartenance de classe, l'éducation individuelle, l'expérience, etc.

Tout mouvement social, donc toutes les lois de la société, sont le résultat de l'activité de l'homme, produit le plus complexe et le plus différencié de la nature et de la société. Cela ne contredit nullement la thèse essentielle du matérialisme dialectique selon laquelle toutes les lois de la société ont un pouvoir objectif, indépendamment de la volonté des hommes. Il est clair que sans les hommes, sans leur activité dans la production, sans former des groupes et des classes, sans lutte de classes, il n'y aurait ni histoire, ni lois de la société humaine. *Les lois de la société résultent de l'activité des hommes, mais pas de leur volonté consciente.* Les capitalistes sont assoiffés de gros profits, aussi étendent-ils la production ; mais en vertu des lois objectives du capitalisme les résultats de leur activité diffèrent totalement de ce qu'ils souhaitaient, notamment la surproduction, la disparition momentanée du profit.

Ces deux concepts — que les lois sociales résultent de l'*activité* de l'homme, mais agissent objectivement et indépendamment de sa volonté — doivent être bien compris afin d'éviter tout malentendu. Par exemple, l'expression employée par Staline selon laquelle « la loi économique de correspondance nécessaire... se fraie depuis longtemps la voie dans les pays capitalistes » ne peut que servir d'image ; en réalité, la lutte de classes du prolétariat qui tend à renverser le capitalisme est le moteur essentiel de l'histoire. Ce n'est pas la loi « qui se fraie la voie » (s'exprimer ainsi est contraire à la thèse fondamentale du matérialisme dialectique disant que les lois sont le reflet du mouvement), c'est le prolétariat en lutte qui « se fraie la voie ». Et il ne peut vaincre que si les prémisses de sa victoire existent. Assurément, la force et le dynamisme de la lutte de classes du prolétariat, l'existence d'un parti marxiste-léniniste révolutionnaire sont une des prémisses historiques décisives de sa victoire.

Ainsi nous pouvons dire : les lois de la nature (de la nature non vivante particulièrement) sont nettes et déterminées ; elles peuvent être exprimées par des formules mathématiques, car les processus qu'elles reflètent se reproduisent de la même façon, quelle que soit leur fréquence (dans des conditions identiques). Les lois de la société résultent de l'activité des hommes dans une situation historique constamment changeante ; il est de ce fait impossible de les exprimer par de nettes formules mathématiques, et il est impossible de prévoir exactement comment évolueront les événements dans des cas concrets.

\* \* \*

Essayons à présent de rassembler et de généraliser les opinions de Marx et d'Engels énoncées dans différents ouvrages sur la classification des lois de l'économie politique en tant que fondement du marxisme-léninisme. La définition suivante d'Engels peut servir de point de départ : « L'économie politique, au sens le plus étendu, est la science des lois qui régissent la production et l'échange des moyens matériels de subsistance dans la société humaine<sup>1</sup>. »

L'économie politique est la science des lois ; ces lois concernent les domaines de la production et de l'échange, dont les volumes diffèrent.

a) *Les lois générales inhérentes à tous les modes de production.* Elles concernent la production en général et, par conséquent, ne peuvent pas servir à expliquer une époque historique concrète quelle qu'elle soit. Marx écrit : « ...Il y a des définitions communes à tous les degrés de la production et que la pensée fixe comme étant générales ; cependant, ce que l'on appelle les *conditions générales* de toute production ne sont rien d'autre que ces moments abstraits au moyen desquels on ne peut comprendre aucun des degrés historiques réels de la production<sup>2</sup>. »

C'est pour cette raison précisément que les économistes bourgeois les exagèrent tant dans leurs « travaux ». Nous les signalons avant tout parce que l'on affirme parfois chez nous que sous le capitalisme « tout » est différent, pas du tout comme chez nous. Dans la *Préface à la Critique de l'économie politique*, et à plusieurs reprises dans *le Capital*, Marx mentionne nombre de lois communes à tous les modes de production. Voici certaines d'entre elles, valables pour nous jusqu'à ce jour.

---

<sup>1</sup> F. Engels, *Anti-Dühring*, p. 179

<sup>2</sup> K. Marx et F. Engels, *Œuvres*, t. 12, p. 714, éd. russe (souligné par nous. — E.V.).

*Le travail, condition indispensable de la vie de l'homme.* « En tant qu'il produit des valeurs d'usage, qu'il est utile, le travail, indépendamment de toute forme de société, est la condition indispensable de l'existence de l'homme, une nécessité éternelle, le médiateur de la circulation matérielle entre la nature et l'homme<sup>1</sup>. »

*Le produit du travail est toujours un objet de consommation.* « Le produit du travail est, dans n'importe quel Etat social, valeur d'usage ou objet d'utilité ; mais il n'y a qu'une époque déterminée dans le développement historique de la société, qui transforme généralement le produit du travail en marchandise<sup>2</sup>. »

*La loi de la division du travail.* « La division sociale du travail, avec ou sans échange de marchandises, appartient aux formations économiques des sociétés les plus diverses...<sup>3</sup> »

*Le fonds des moyens vitaux est toujours produit par les ouvriers.* « Le capital variable n'est donc qu'une forme historique particulière du soi-disant *fonds d'entretien du travail* que le travailleur doit toujours produire et reproduire lui-même dans tous les systèmes de production possibles<sup>4</sup>. »

*La nécessité de diriger la production.* « Tout travail social ou commun, se déployant sur une assez grande échelle, réclame une direction pour mettre en harmonie les activités individuelles...<sup>5</sup> »

Parmi les nombreuses lois propres à tous les modes de production nous voudrions en signaler encore deux.

*La loi de la croissance plus rapide de la production des moyens de production par rapport à celle des biens de consommation.* Sous tout régime social, la production des moyens de production doit augmenter plus rapidement que celle des biens de consommation, à condition que la société ne soit pas à l'état de stagnation, c'est-à-dire lorsque la population s'accroît. Il est parfaitement évident que quel que soit le régime social, les moyens de production (si primitifs qu'ils soient) destinés à la jeune génération qui commence le travail producteur, doivent tout d'abord être produits par l'ancienne génération. En résumé on peut dire que, quel que soit le régime social, l'extension de la production des biens de consommation n'est possible que si la production des moyens de production a été préalablement accrue.

Marx dit : « Dans les sociétés les plus différentes au point de vue économique, on trouve non seulement la reproduction simple, mais encore, à des degrés très divers, il est vrai, la reproduction sur une échelle progressive<sup>6</sup>. »

Il existe une loi aux termes de laquelle *la consommation ne peut jamais excéder longtemps la production*. Cette thèse semble une tautologie dépourvue de sens. Cependant, au stade initial de la dictature du prolétariat elle a une grande signification politique.

Le prolétariat attend de son Etat une amélioration immédiate et considérable de sa situation matérielle. Il est vrai que la dictature du prolétariat opère immédiatement une redistribution radicale

---

<sup>1</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. I, p. 58.

<sup>2</sup> Ibidem. p. 75

<sup>3</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. II, p. 48.

<sup>4</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. III, p. 11.

<sup>5</sup> *Ibid.*, t. II, p. 23.

<sup>6</sup> *Ibid.*, t. III, p. 39.

du revenu national en *argent*, en faveur des ouvriers et au détriment de la bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers. Elle peut mettre à la disposition des ouvriers les stocks privés de vivres, de vêtements, etc., qui avaient appartenu aux classes dominantes. Les ouvriers qui habitaient des taudis peuvent être logés dans les palais des riches. Mais elle ne peut donner immédiatement à tous les ouvriers davantage de biens de consommation de toute sorte.

Dans les débuts de la dictature du prolétariat, dans la période des transformations révolutionnaires, la production baisse en règle générale dans les entreprises existantes : les meilleurs ouvriers s'en vont dans l'armée révolutionnaire et les autres organes du nouvel Etat socialiste ; l'ancienne discipline du travail, conditionnée par la domination de classe de la bourgeoisie, s'effondre ; il faut du temps pour que naisse la nouvelle discipline — socialiste — du travail. Il peut y avoir ralentissement momentané de la production au lieu de la montée en flèche nécessaire pour assurer l'accroissement du revenu réel des travailleurs. En outre, l'appareil de production que la dictature du prolétariat reçoit en héritage de la bourgeoisie, est adapté à la répartition des revenus de la société bourgeoise. Dans cet état, il ne peut pas immédiatement produire les quantités supplémentaires de biens de consommation indispensables pour élever le niveau de vie des travailleurs. Il faut passer à la production des biens de consommation nécessaires non pas à la bourgeoisie, mais au prolétariat. Dans nombre de cas, il faut augmenter le potentiel de production afin d'assurer les besoins accrus de la consommation du prolétariat. Or, ceci demande du temps.

Des facteurs complémentaires interviennent dans le domaine de l'agriculture, de la production des denrées alimentaires. L'instauration de la dictature du prolétariat est liée à la révolution agraire, à la confiscation des terres des gros propriétaires fonciers pour les distribuer aux journaliers agricoles, aux paysans pauvres et moyens. Cela signifie, que la rente foncière appropriée avant la révolution par les propriétaires terriens, va à présent aux couches laborieuses de la campagne. Celles-ci se nourriront mieux, mais les villes recevront temporairement moins de produits. La population urbaine se nourrira plus mal jusqu'à ce qu'augmente la production des denrées alimentaires<sup>1</sup>.

Les ennemis de la classe ouvrière, les leaders syndicaux droitiers tout particulièrement, profitent de l'aggravation initiale et temporaire de la situation des ouvriers des villes pour semer le mécontentement contre la dictature du prolétariat.

**b) La loi de la transition révolutionnaire d'un régime social à un autre.** Staline a formulé d'une façon nouvelle cette loi du marxisme : « La loi... de *correspondance nécessaire* entre les rapports de production et le caractère des forces productives...<sup>2</sup> » C'est sous cette forme qu'elle a été reprise dans tous les manuels parus ultérieurement. Certains flatteurs ont dit à ce propos que c'était là une découverte théorique. Nous considérons, quant à nous, que la formule stalinienne est bien mauvaise, car elle estompe le contenu historique et révolutionnaire de la loi formulée par Marx.

La définition n'est pas suffisamment claire et nette. On ne voit pas s'il y a toujours correspondance ou non<sup>3</sup>. Et dans la négative, à quel moment et dans quelles conditions se manifeste

---

<sup>1</sup> Dans des cas exceptionnels, dans les pays où il y a surproduction chronique de denrées agricoles, une telle aggravation pourra ne pas se produire.

<sup>2</sup> J. Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Editions en langues étrangères, Moscou, 1952, p. 8 (souligné par nous. – E. V.)

<sup>3</sup> Staline mentionne plus loin « la résistance des forces déclinantes de la société ». Dans son ouvrage *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*, il écrit avec plus de raison : « ... Les rapports de production ne sauraient trop longtemps retarder sur la croissance des forces productives. »

la correspondance ? Chez Marx, cette loi a été formulée concrètement, dans un esprit historique et révolutionnaire.

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants... au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale<sup>1</sup>. »

Ainsi, non pas « correspondance nécessaire », mais « époque de révolution sociale ». Bien plus, Marx admet que « l'époque de révolution sociale » ne doit pas toujours nécessairement s'achever par l'établissement de la « correspondance entre les rapports de production et le caractère des forces productives ». On peut l'observer sur l'exemple de nombreuses tentatives révolutionnaires qui ont échoué. La lutte peut s'achever par la disparition générale des classes qui s'affrontent.

Il est dit au début du *Manifeste du Parti communiste* : « Oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction *des deux classes en lutte*.<sup>2</sup> » L'histoire, l'archéologie en particulier, fournit une abondante documentation sur l'existence et la disparition dans le passé de centaines d'Etats et de civilisations. Nous ignorons le rôle joué alors par les luttes de classes sans aboutissement. Il est néanmoins parfaitement évident que bien qu'elles n'aient pas été victorieuses, les longues insurrections d'esclaves ont grandement contribué à la disparition de l'Empire romain.

c) *Lois propres à plusieurs formations sociales*. La loi de *l'appropriation gratuite du surtravail* créé par les masses exploitées est propre à toutes les sociétés de classes antagoniques. Marx écrit : « Le capital n'a point inventé le surtravail. Partout où une partie de la société possède le monopole des moyens de production, le travailleur, libre ou non, est forcé d'ajouter au temps de travail nécessaire à son propre entretien un surplus destiné à produire la subsistance du possesseur des moyens de production...<sup>3</sup> »

La forme de l'appropriation change : l'appropriation directe du surtravail dans la société esclavagiste, l'appropriation de la plus-value sous le capitalisme. Marx écrit à propos de cette dernière forme : « Fabriquer de la plus-value, telle est la loi *absolue* de ce mode de production<sup>4</sup>. »

d) *Les lois propres à une seule formation sociale*. Certaines lois n'opèrent que sous le capitalisme ; par exemple la loi du taux moyen de profit, les lois de la rente foncière capitaliste, etc. Un grand nombre de lois économiques du socialisme sont elles aussi propres à la société socialiste exclusivement.

\* \* \*

Nous voudrions nous arrêter brièvement sur les « lois » qui en réalité ne sont pas des lois objectives du développement social.

---

<sup>1</sup> K. Marx et F. Engels, *Œuvres choisies* en deux volumes, t. I, Editions du Progrès, Moscou 1964, p. 377.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 22 (souligné par nous. – E.V.)

<sup>3</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. 1, p. 231.

<sup>4</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. II, p. 59 (souligné par nous. – E.V.)

1) *Lois promulguées par l'Etat*. Ce ne sont nullement des phénomènes objectifs, indépendants de la volonté des hommes. Ce sont des prescriptions de la classe dominante, exigeant un comportement déterminé de la population sous la menace de sanctions (y compris la peine de mort). (Les lois objectives « n'exigent » pas, elles opèrent). Dans les sociétés d'exploiteurs elles constituent l'hypocrite « système légal » prétendument basé sur des principes moraux.

« ...Votre droit, est-il dit dans le *Manifeste du Parti communiste*, n'est que la volonté de votre classe érigée en loi, volonté dont le contenu est déterminé par les conditions matérielles d'existence de votre classe. »

Le caractère hypocrite des lois de l'Etat capitaliste se manifeste, par exemple, dans les faits suivants : les actes de brigandage d'individus isolés commis pour s'enrichir sont passibles de peines allant jusqu'à la condamnation à mort ; le brigandage en masse auquel se livrent les troupes des Etats impérialistes dans les colonies pour enrichir les capitalistes est glorifié, il n'est pas répréhensible.

La classe au pouvoir peut imposer à la population les lois d'Etat tant que celles-ci ne sont pas en violent conflit avec les rapports économiques. Marx écrit : « Les lois peuvent perpétuer un quelconque moyen de production, la terre, par exemple, entre les mains de certaines familles. Ces lois n'ont d'importance économique que lorsque la grande propriété foncière est en harmonie avec la production sociale, comme, par exemple, en Angleterre, En France, c'était la petite agriculture, malgré l'existence de la grande propriété terrienne, qui, pour celle raison, a été écrasée par la révolution<sup>1</sup>. »

Les lois économiques s'avèrent en définitive plus fortes que le pouvoir politique des classes dominantes.

2) *Le droit coutumier*. Dans toutes les formations sociales et économiques opèrent des lois qui régissent d'importants rapports entre les hommes selon la coutume (par exemple, l'usage d'une forêt ou d'un pâturage, de chemins ou d'un puits). A un certain degré de l'évolution, elles revêtent la forme de lois d'Etat ou sont abrogées à l'issue de la lutte entre propriétaires fonciers et paysans. Des vestiges du droit coutumier se sont conservés jusqu'à nos jours, même dans les pays capitalistes fortement évolués. En Angleterre, par exemple, si pendant des années le propriétaire du terrain a permis de le traverser à pied ou en voiture, il perd le droit de barrer la route.

3) *Les lois de l'Eglise* exigent, tout comme les lois d'Etat, que les fidèles suivent une certaine ligne de conduite. En cas d'infraction l'Eglise prend des sanctions à l'égard des pécheurs.

L'Eglise est presque toujours étroitement liée aux classes dominantes. Elle cautionne, au nom de Dieu, l'Etat de classes et elle bénéficie de sa protection.

Ces « lois » doivent être nettement distinguées des lois objectives de la nature et de la société. Les lois de l'Etat et celles de l'Eglise exigent un certain comportement de la population, ce qui suppose que les hommes peuvent agir autrement.

Lorsque Staline affirmait que la loi économique fondamentale « exige » l'un et l'autre, il commettait une erreur singulière de la part d'un marxiste. La loi objective n'est-elle pas le reflet d'événements qui constituent l'essence des choses ? Ce qui est reflet ne peut « exiger ». Les lois

---

<sup>1</sup> K. Marx et F. Engels, *Œuvres*, t. 12, p. 724 (éd. russe).

objectives existent et opèrent indépendamment de la volonté des hommes, elles n'ont donc pas à exiger<sup>1</sup>.

\* \* \*

Après avoir exposé le problème de l'essence des lois économiques en général, nous pouvons passer à la question du caractère et de la portée des lois économiques fondamentales.

Sauf erreur de ma part, Marx emploie cette expression à deux reprises dans *le Capital* pour en souligner l'importance. Mais il ne distingue pas la « loi fondamentale » comme ayant une signification particulière, différente de celle des autres lois. Il emploie par ailleurs l'expression : « loi absolue ». Mais il n'a jamais cherché à généraliser les lois du capitalisme, à en faire une seule loi. Lénine, lui non plus, n'a pas parlé de la loi fondamentale de l'impérialisme ; il a tout simplement énuméré l'un après l'autre les indices essentiels de l'impérialisme. Seul Staline a mis en vedette l'importance du problème des lois fondamentales. Après la parution de son ouvrage *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, nos économistes se sont mis à élaborer des lois économiques fondamentales pour toutes les formations sociales. Ils ont même essayé de dégager de la loi « fondamentale » d'autres lois, moins fondamentales, ce qui était naturellement erroné.

Donc, si les classiques du marxisme n'ont pas mis en relief les lois économiques fondamentales pour les différentes formations sociales, le fait de vouloir les distinguer serait-il contraire au marxisme ? Non. Bien que Marx ne se soit pas explicitement prononcé sur les lois fondamentales, on peut cependant connaître son opinion. Il écrit : « La production en général est une abstraction, mais une abstraction sensée, puisqu'elle distingue réellement ce qui est général, le fixe et nous épargne, pour cette raison, les répétitions<sup>2</sup>. »

La loi économique fondamentale serait donc une abstraction sensée qui supprimerait les répétitions, contiendrait les régularités essentielles de l'économie d'une formation sociale donnée et serait pour cette raison utile sur le plan didactique.

Aucune loi économique fondamentale n'est cependant en état d'englober tous les processus et phénomènes du mode de production considéré.

1) La « loi fondamentale » du capitalisme ne peut naturellement contenir rien de plus que ce qui a déjà été découvert.

2) Aucune loi fondamentale ne peut contenir tout, ni même toutes les lois importantes du capitalisme. Comment pourrait-on faire la synthèse de toutes les lois analysées dans *le Capital* : les lois de la reproduction simple et élargie, de la marche cyclique de la reproduction capitaliste, les lois de l'appropriation de la plus-value, de sa transformation en profit et de sa répartition, les lois du mouvement du capital de prêt et de la rente foncière, les lois du marché du travail et de la formation du salaire, etc. ? C'est absolument impossible ! La déclaration de Staline, selon laquelle la loi fondamentale détermine *tous* les principaux aspects et *tous* les principaux processus du capitalisme est absolument sans fondement.

---

<sup>1</sup> On trouve assez fréquemment chez les naturalistes l'expression : « Cette loi exige ». Mais il ne s'agit là que d'une forme abrégée ; le sens complet de cette expression est le suivant : pour que cette loi agisse exactement, il faut, par exemple, que la température ou la pression atmosphérique restent invariables ; le changement de pression atmosphérique modifie le phénomène.

<sup>2</sup> K. Marx et F. Engels, Œuvres, t. 12, p. 711 (éd. russe).

*Est contraire au marxisme toute tentative de déduire d'une quelconque loi fondamentale d'autres lois moins générales, comme cela a été fréquemment pratiqué dans notre pays. Cela est contraire à l'esprit même du marxisme, qui exige une analyse concrète des faits historiques pour en déduire des lois, par voie de généralisation.*

Marx écrit : « A l'investigation de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement et de découvrir leur lien intime, une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction *a priori*.<sup>1</sup> » Toute tentative de déduire d'une loi générale des lois plus concrètes serait antimarxiste.

Voyons maintenant si la loi économique fondamentale «du capitalisme *actuel* formulée par Staline exprime :

- a) les processus les plus importants de ce régime social ;
- b) les processus propres à ce régime social et qui le distinguent des autres.

La loi économique fondamentale formulée par Staline ne répond pas à ces dispositions. *Il ne dresse pas le bilan final décisif de tous les processus qui se déroulent sous le capitalisme : la création des prémisses du renversement inéluctable du régime social capitaliste par la révolution prolétarienne.*

La loi économique fondamentale du capitalisme telle que l'a formulée Staline ne mentionne que « l'exploitation, la ruine et la paupérisation... de la population », mais ne dit pas que le capitalisme lui-même révolutionne les masses, ce qui a toujours été le fond des opinions exprimées par les classiques du marxisme-léninisme.

La formule est elle-même fort imprécise. On peut entendre par « capitalisme actuel » le capitalisme industriel contemporain, c'est-à-dire le capitalisme d'après la révolution industrielle, différent de celui de l'époque de la manufacture ; on peut entendre par cette expression le capitalisme monopoliste à la différence du capitalisme de libre concurrence ; ou bien le capitalisme de la période de sa crise générale ; ou enfin la période actuelle d'après-guerre du capitalisme. Du contexte de Staline, on peut supposer que par capitalisme actuel il entendait l'impérialisme. Mais il y a manque de clarté chez lui.

Au surplus tous les indices mentionnés par Staline dans sa loi fondamentale se rapportent au capitalisme en général, et pas seulement au capitalisme actuel. Quant à la contribution personnelle de Staline, à sa théorie du profit maximum, elle est tout à fait imprécise.

Les capitalistes ont toujours manifesté *la volonté* de réaliser le profit maximum. Ainsi Marx évoque dans *le Capital* ce tableau éloquent : « Que le profit soit convenable, et le capital devient courageux : 10% d'assurés, et on peut l'employer partout ; 20%, il s'échauffe ; 50%, il est d'une témérité folle ; à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines ; 300%, et il n'est pas de crime qu'il n'ose commettre, même au risque de la potence<sup>2</sup>. »

---

<sup>1</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. I, p. 29.

<sup>2</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. III, p. 202.

Du point de vue *social*, le profil maximum est la totalité de la plus-value produite dans la société capitaliste. (Dans ce sens, les capitalistes pris ensemble ont toujours réalisé un profit maximum). C'est tout à fait faux si cela signifie que le capital monopoliste ou un *seul* monopole tout-puissant s'approprient toute la plus-value, car, comme il ressort de la statistique de n'importe quel pays capitaliste, à peu près la moitié de la plus-value, du profit, va jusqu'à présent au capital non monopolisé. Ainsi, comme l'a souligné Lénine, il n'y a pas, il ne peut y avoir, de capital monopoliste à l'état « pur ». Quels que soient les efforts déployés par certains auteurs, on ne peut rien déduire qui tienne de la notion de profit « maximum ».

Quant à « l'exploitation, la ruine et la paupérisation de la majorité de la population » à l'intérieur d'un pays capitaliste ou hors de ses limites, cette thèse est correcte, mais les travaux de Marx et Engels montrent d'une manière convaincante que ce processus s'est vigoureusement déroulé il y a un siècle, et il ne traduit pas une particularité du capitalisme actuel.

Restent « les guerres et la militarisation » en tant que méthode particulière d'appropriation du profit sous le capitalisme actuel. Cette thèse est également erronée. Au stade prémonopoliste du capitalisme, le capital s'est également enrichi grâce aux guerres. Certes, les sommes affectées il y a près de cent ans aux besoins du militarisme semblent de nos jours ridiculement insignifiantes.

Mais il faut prendre en considération le fait que le pouvoir d'achat de l'unité monétaire était alors beaucoup plus élevé, que la population était bien moins nombreuse et que la productivité du travail (donc les proportions de la plus-value produite en une année) était bien inférieure à celle de nos jours. Le fardeau des dépenses de guerre (peu importantes en chiffres absolus, comparées aux budgets militaires actuels) pesait très lourdement. Engels qui fait autorité en matière militaire, écrivait il y a plus de 80 ans : « L'armée est devenue le but principal de l'Etat, elle est devenue un but en soi ; les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe<sup>1</sup>. » Déjà à cette époque, et même sous l'Empire romain, les fournitures de guerre étaient la source d'énormes profits.

Par ailleurs la loi économique fondamentale formulée par Staline ne mentionne pas les lois spécifiques du capitalisme monopoliste actuel signalées par Lénine dans son ouvrage consacré à l'impérialisme : la loi de la concentration progressive, la loi du développement inégal, etc.

En résumé, on peut dire que les thèses de Staline sur la loi économique fondamentale du capitalisme actuel ne correspondent en aucune façon aux particularités caractéristiques qui distinguent effectivement cette loi.

Nous ne pouvons pas non plus considérer comme juste la formule de la loi économique fondamentale du capitalisme donnée dans le manuel d'*Economie politique* : « ... la production de plus-value est la loi économique fondamentale du capitalisme ».

La production de la plus-value est en effet un des plus importants processus sous le capitalisme. Pas de capitalisme sans cela. C'est pourquoi, Marx dit que la production de la plus-value est la loi absolue du capitalisme. Mais il ne dit pas que c'est la loi fondamentale. En effet, la plus-value n'est pas seulement produite, mais aussi *appropriée par la bourgeoisie*. Ce processus est aussi important que la production de la plus-value.

---

<sup>1</sup> F. Engels, *AntiDuhring*, p. 203.

Si la formule ne mentionne que la production de la plus-value sans rien dire de plus, on peut croire que cette production, c'est-à-dire le capitalisme, peut exister perpétuellement. *Et là, tout comme chez Staline, manque le fond même de l'ensemble des lois économiques du marxisme, notamment que l'action des lois économiques du capitalisme conduit inéluctablement celui-ci à sa perte, crée les prémisses du renversement révolutionnaire du pouvoir de la bourgeoisie.*

Essayons à présent de formuler la loi économique fondamentale du capitalisme dans l'ensemble, y compris le stade Impérialiste. Cela est tout à fait régulier, car bien que certains traits le distinguent du capital prémonopoliste, le capitalisme monopoliste représente le même mode de production, la même formation sociale que le premier.

Nous rappelons une fois de plus au lecteur que selon la pensée de Marx, les lois fondamentales doivent être *une abstraction sensée qui dégage ce qui est réellement commun*, et que l'opportunité, l'utilité d'une telle mise en relief de ce qui est général est qu'elle nous évite des répétitions, et rien de plus ! Les lois économiques fondamentales ne peuvent ni ne doivent rien donner de nouveau.

La loi économique fondamentale du capitalisme, conforme à l'esprit révolutionnaire du marxisme, pourrait être ainsi formulée dans ses grandes lignes :

*Par l'appropriation de la plus-value produite par les ouvriers, par l'accumulation et la centralisation, le capital concentre et socialise la production, crée les prémisses matérielles du socialisme, aggrave toujours plus la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation privée, contradiction momentanément résolue par les crises périodiques de surproduction, contradiction qui rend le pouvoir du capital de plus en plus odieux aux travailleurs du monde entier et conduit le capitalisme à sa perte inéluctable par la révolution prolétarienne.*

Il nous semble que cette définition de la loi économique fondamentale du capitalisme synthétise les processus essentiels qui se déroulent au sein du capitalisme à tous ses stades, et correspond à l'orientation révolutionnaire de l'ensemble de la théorie marxiste<sup>1</sup>.

Pour ce qui est des lois qui régissent spécifiquement l'impérialisme, leur définition doit reposer sur les indices qui distinguent en général celui-ci du capitalisme, et qui ont été définis par Lénine.

La loi spécifique de l'impérialisme — sous-entendant la connaissance de l'ensemble de la loi fondamentale du capitalisme — pourrait être formulée dans ses grandes lignes comme suit :

*Supprimant la libre concurrence, opérant le partage des débouchés, s'intégrant à l'Etat, le capital monopoliste s'assure le surprofit, assujettit l'ensemble du monde capitaliste ; approfondit le fossé creusé entre les pays impérialistes riches et les pays sous-développés, outre l'oligarchie financière et les masses laborieuses, transforme une fraction de plus en plus importante de la population en salariés et le capitalisme en capitalisme agonisant, conduit celui-ci à la révolution prolétarienne.*

La différence essentielle entre la loi économique fondamentale du capitalisme telle qu'elle a été formulée par Staline et par nous est que la formule de Staline est statique, n'exprime pas la dynamique du mouvement du capitalisme, alors que la nôtre est dynamique et exprime la fin inéluctable du capitalisme.

---

<sup>1</sup> Nous pourrions naturellement y ajouter d'autres processus importants, par exemple le caractère marchand de la production ; ou bien nous aurions pu ne pas y inclure les crises périodiques, bien que cela aurait appauvri la définition. Mais c'est là une question de didactique et non de principe.

## 2

### LA QUESTION DE L'ÉTAT BOURGEOIS

La théorie marxiste-léniniste de l'Etat est bien connue. Lénine en a fait la synthèse dans *l'Etat et la Révolution*. En voici l'essentiel :

L'Etat n'existe que dans la société de classes. Il est l'instrument de la classe dominante et sert à consolider (ou à étendre) cette domination. Dans la société de classes antagonistes, le principal moyen employé est l'appareil de contrainte de l'Etat : armée, police, gendarmerie, tribunaux, prison. Un rôle considérable est également joué par les moyens idéologiques historiquement conditionnés : religion, chauvinisme, démagogie sociale, etc. Dans la société communiste, la domination de classes ayant pris fin, l'Etat devient superflu et dépérit graduellement.

La justesse de la théorie marxiste-léniniste de l'Etat est si évidente qu'elle ne saurait être contestée que par de fieffés démagogues qui prétendent faussement qu'il existe un Etat au-dessus des classes.

Mais si, appliquant cette théorie, nous passons à *l'analyse historique concrète du rôle de l'Etat dans différents pays et à certaines époques*, il ne faut pas oublier que, tout comme toutes les thèses du marxisme, cette théorie est une abstraction scientifique : elle présente les traits communs à tous les Etats dans la société de classes, mais ne reflète naturellement pas toute la réalité concrète, bien plus riche dans sa diversité. En procédant à une analyse concrète, nous devons toujours avoir en vue l'essence de cette théorie. Toutefois, sa simple répétition, comme cela se produit assez fréquemment chez nous, ne saurait remplacer une analyse concrète de la réalité.

La brillante analyse des événements qui se sont déroulés en France donnée dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, atteste on ne peut mieux que Marx lui-même s'en tenait à cette opinion. Marx montre que bien que les événements se soient déroulés en une période historique de domination de la bourgeoisie, sa crainte du prolétariat et de la petite bourgeoisie, le manque de clarté sur l'issue de la lutte de classes, ont permis à un aventurier, s'appuyant sur une armée corrompue, de s'emparer du pouvoir « La lutte parut apaisée en ce sens que toutes les classes s'agenouillèrent, également impuissantes et muettes, devant les crosses de fusils... l'Etat semble être devenu complètement indépendant...<sup>1</sup> » « C'est ainsi que la bourgeoisie industrielle applaudit servilement le coup d'Etat du

---

<sup>1</sup> K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. I, pp. 343-345.

2 décembre, la suppression du Parlement, la ruine de *sa propre domination*, la dictature de Bonaparte<sup>1</sup>. »

Mais chaque Etat doit avoir une base de classe. Marx écrit : « Cependant, le pouvoir d'Etat ne plane pas dans les airs. Bonaparte représente une classe bien déterminée, et même la classe la plus nombreuse de la société française, à savoir les *paysans parcellaires*<sup>2</sup>. »

Poursuivant son analyse, Marx développe la même idée.

« La dynastie des Bonaparte ne représente pas le paysan révolutionnaire, mais le paysan conservateur ; non pas le paysan qui veut se libérer de ses conditions d'existence sociales représentées par la parcelle, mais le paysan qui veut, au contraire, les renforcer ; non pas le peuple campagnard qui veut, par son énergie, renverser la vieille société, en collaboration étroite avec les villes, mais, au contraire, celui qui, étroitement confiné dans ce vieux régime, veut être sauvé et avantagé, lui et sa parcelle, par le fantôme de l'Empire<sup>3</sup>. »

Cet exemple montre que par son analyse historique concrète, Marx élabore et enrichit la théorie générale de l'Etat. Le règne de Napoléon III, qui, à part l'appareil d'Etat et les forces armées, s'est appuyé sur la paysannerie française, a duré une vingtaine d'années. Ce n'est qu'après la défaite de la Commune de Paris que la grande bourgeoisie française a pu rétablir, avec l'aide des troupes prussiennes d'occupation, sa domination de classe, directement et ouvertement, telle qu'elle était avant 1848, sous le règne du « roi-bourgeois ».

Bien que plus d'un siècle se soit écoulé depuis qu'a été écrit *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte* et que la situation historique actuelle se distingue grandement de celle de l'époque, cet ouvrage est d'une extraordinaire actualité !

\* \* \*

La disparité des forces qui luttent pour le pouvoir, ce dont il est question dans *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, a, ainsi qu'il est dit plus loin,<sup>4</sup> un fondement commun : il n'existe pas dans la réalité concrète de modes de production à l'état « pur ». Malgré la domination générale de l'oligarchie financière sur la totalité du monde capitaliste, il n'existe pas jusqu'à ce jour de mode de production à l'état « pur » ni dans les pays fortement évolués, ni dans les régions où prédominent encore les rapports féodaux, ni dans celles où existe encore une organisation politique primitive sans pouvoir d'Etat en tant que tel, par exemple, dans les contrées perdues de l'Amérique du Sud ou dans les régions du fond de l'Afrique. Les modes de production sont en outre constamment sujets à des changements lents ou révolutionnaires. Le mode de production prédominant coexiste avec les vestiges de systèmes antérieurs, en même temps qu'apparaissent les germes de nouveaux modes de production. Le mode de production socialiste fait, naturellement, exception : seules les *prémises* du socialisme mûrissent au sein de la société capitaliste.

Cela se rapporte également à certains pays, pris isolément. Par exemple, l'Italie est incontestablement dans l'ensemble un pays de capitalisme monopoliste dominé par la grosse

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 338 (souligné par nous. – E.V.)

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 345.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 347.

<sup>4</sup> Cf. l'essai *Sur le mode de production asiatique*.

bourgeoisie. Mais dans le sud de l'Italie subsistent des éléments qui remontent presque au féodalisme : les latifundia qui prélèvent sur les paysans la rente en nature, etc. Dans le plus puissant Etat impérialiste, dans le sud des Etats-Unis d'Amérique subsistent d'importantes survivances du mode de production précapitaliste.

Tout cela ne modifie en rien la nature même de ces Etats, celle de la domination de l'oligarchie financière. Mais ces éléments doivent être pris en considération dans une analyse historique concrète. C'est un fait qu'en 1961- 1962, il a fallu introduire des troupes fédérales dans certains Etats du Sud pour écarter la police locale qui voulait empêcher par la force l'application de la loi sur l'enseignement conjoint des Blancs et des Noirs.

A l'heure actuelle, alors que croissent les forces du socialisme et que le capitalisme est dans un état de crise profonde, alors que nous assistons à l'écroulement de la domination politique de l'impérialisme dans les colonies, que chaque année voit naître de nouveaux Etats indépendants et que certains d'entre eux hésitent dans le choix entre la voie capitaliste et la voie socialiste de leur développement, des doutes surgissent parfois — en raison de notre insuffisante connaissance des faits — sur le caractère de certains Etats, sur les classes qui y prédominent.

\* \* \*

Le caractère et le rôle de l'Etat peuvent subir de substantiels changements dans des pays où le capitalisme atteint le même degré de développement — l'impérialisme. Nous illustrerons cette thèse sur l'exemple de l'Allemagne du XX<sup>e</sup> siècle. Le caractère de l'Etat a beaucoup changé bien que durant toute cette période la grande bourgeoisie fût la classe dominante. Dans l'empire du kaiser, jusqu'en 1918, la grande bourgeoisie était, sur le plan économique, la classe dominante, mais pour des raisons d'ordre historique, elle était obligée de céder le pouvoir politique au kaiser et aux junkers. Son pouvoir économique n'était pas assez fort pour arracher le pouvoir politique à la caste des hobereaux. L'armée, la flotte, le gouvernement étaient placés sous le contrôle personnel du kaiser : le Cabinet des ministres n'était responsable que devant lui, un vote de méfiance du parlement n'entraînait pas la démission du gouvernement tant que celui-ci avait la confiance du kaiser. L'appareil de l'Etat était aux mains de la noblesse, des junkers ; tous les ministres, diplomates et généraux étaient des nobles. Lorsque Guillaume II nomma le bourgeois Dernburg au poste de ministre des Colonies, cela fit sensation.

Mais dans son ensemble, la politique économique de l'Etat était faite dans l'intérêt des gros bourgeois<sup>1</sup>, les privilèges sociaux et politiques de la noblesse blessaient l'amour-propre des premiers, mais ne nuisaient pas à leurs fortunes.

La révolution qui éclata en Allemagne à la fin de la première guerre mondiale abolit le pouvoir du kaiser et les privilèges de la noblesse, ébranla momentanément la domination de la bourgeoisie allemande (instauration du pouvoir des Soviets en Bavière, organisation de l'Armée rouge dans la Rhur). Mais sous la République de Weimar, la bourgeoisie, aidée par les chefs syndicaux, les sociaux- démocrates de droite, alliée aux généraux et aux mercenaires a pu écraser la révolution et consolider son pouvoir.

Bien que la bourgeoisie ait maintenu sa domination, la République de Weimar se distinguait sous bien des rapports de l'Allemagne du kaiser. A l'époque où la république était réellement menacée,

---

<sup>1</sup> Seuls des taxes douanières protectrices élevées frappant les produits agricoles et le système des licences à leur importation avaient été spécialement établis dans l'intérêt des junkers.

les sociaux-démocrates droitiers, les Noske et compagnie, étaient au gouvernement, afin de dissimuler cette domination. Il fut beaucoup question de réformes socialistes, mais on ne fit rien. Mais à mesure que la bourgeoisie consolida ses positions, les sociaux-démocrates furent graduellement remplacés à la tête de l'appareil gouvernemental par des hommes politiques représentant la grosse bourgeoisie : Rathenau, Stresemann et autres. Le pouvoir passa ouvertement aux mains de la bourgeoisie.

La violente crise économique de 1929-1933, l'effondrement des grosses banques, le chômage en masse, le mécontentement général du peuple, le Parti communiste allemand devenu parti des masses, tout cela ébranla à nouveau la domination de la grande bourgeoisie allemande. Pour survivre, elle se tourne de plus en plus vers le fascisme. En 1933, Hitler accède au pouvoir.

L'Etat fasciste se distingue lui aussi sous bien des rapports de la République de Weimar, bien que la bourgeoisie reste la classe dominante. Des aventuriers, d'anciens indicateurs de police dans le genre de Hitler, des voleurs qui avaient dilapidé les biens de l'Etat, tel Gœring, de fieffés démagogues comme Gœbbels, prennent la tête de l'Etat. Mais cette clique réalise ce que le gouvernement de la grosse bourgeoisie n'avait pas réussi à faire. Par la démagogie et la violence elle soumet la classe ouvrière à sa volonté, consolide le pouvoir de la grosse bourgeoisie, les capitalistes deviennent les « Führers » officiels des ouvriers et des employés de leurs entreprises ; par les dépenses militaires elle contribue à la reprise économique, remet les biens de la bourgeoisie juive à la bourgeoisie allemande ; excite les plus bas instincts : antisémitisme, racisme, chauvinisme, soif d'assassinats, etc., prépare le terrain à la deuxième guerre mondiale devant réaliser le vieux rêve de la bourgeoisie allemande : dominer l'Europe jusqu'à l'Oural.

La défaite de Hitler met fin à l'Etat fasciste ; les autorités d'occupation des puissances occidentales sauvent la domination de la bourgeoisie dans l'Allemagne de l'Ouest.

L'actuel Etat ouest-allemand est une forme beaucoup plus ouverte de domination de l'oligarchie financière que l'Etat fasciste qui se livrait largement à la démagogie anticapitaliste. C'est par nécessité que cette domination est camouflée sous un habit catholique chrétien. Certains traits du fascisme ont été conservés : interdiction du parti communiste, chauvinisme, militarisme<sup>1</sup>. Comme aux temps de Weimar, la social-démocratie pourrait prendre à nouveau la tête du gouvernement en raison du nombre de mandats gagnés aux élections législatives et soutenir la politique de la grosse bourgeoisie, ce qu'elle fait d'ailleurs.

Ce bref aperçu fait ressortir que la simple répétition des principes marxistes-léninistes, selon lesquels à l'époque de l'impérialisme l'Etat exprime la domination de la grosse bourgeoisie, n'explique pas les nombreux changements politiques survenus dans l'Allemagne capitaliste au XX<sup>e</sup> siècle. Il n'est guère nécessaire de démontrer que ces changements ont beaucoup influencé le sort du prolétariat allemand, le développement du mouvement révolutionnaire.

Que l'on nous comprenne bien. Quand nous disons que la simple répétition des principes fondamentaux de la théorie marxiste-léniniste de l'Etat ne suffit pas pour expliquer l'évolution

---

<sup>1</sup> On raconte en Allemagne de l'Ouest l'histoire suivante qui paraît tout à fait vraisemblable. Lorsque l'ancien ministre hitlérien des Affaires étrangères, Neurath, fut libéré, pour raison de santé, de la prison où sont détenus les criminels de guerre, il rendit une « visite de courtoisie » à Adenauer et au ministère des Affaires étrangères. Lorsqu'on lui demanda au ministère s'il avait trouvé beaucoup de changements en Allemagne, Neurath répondit : « Il y a au fond peu de changements, seul le *Führer a beaucoup vieilli !* »

historique concrète, cela ne veut pas dire que nous ayons le moindre doute quant à leur justesse. Les changements relevés ne touchent pas à la nature de l'Etat. La grande bourgeoisie a invariablement dominé, malgré tous ces changements (à l'exception d'une brève période de crise révolutionnaire à la fin de la première guerre mondiale et, naturellement, dans la République démocratique allemande où la bourgeoisie a été renversée). *Seuls ont changé les méthodes de domination, l'appareil de l'Etat et l'idéologie au moyen de laquelle la bourgeoisie a essayé de détourner le prolétariat de la voie révolutionnaire.*

\* \* \*

Quelques mots à propos de l'appareil de l'Etat. Le nombre des fonctionnaires augmente continuellement dans tous les pays capitalistes. Cet accroissement n'est pas uniforme. Il est le plus important pendant les guerres mondiales, lorsque des centaines de milliers de personnes sont appelées à travailler dans les administrations de l'Etat, les capitalistes y compris qui défendent dans ces bureaux les intérêts de leurs entreprises. Après la signature de la paix, l'appareil de l'Etat est réduit, pour augmenter graduellement par la suite. Les chiffres ci-dessous, concernant les U.S.A., montrent l'accroissement du nombre des personnes occupées dans les administrations de l'Etat.

NOMBRE D'OUVRIERS ET D'EMPLOYÉS SALARIÉS OCCUPÉS DANS LES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS NON AGRICOLES<sup>1</sup>  
(en millions)

	total	y compris dans les entreprises et administrations gouvernementales
1955 .....	50,7	6,9
1961 .....	54,1	8,8
1962 .....	55,3	9,2

Ainsi, un sixième de la population active non agricole est occupée dans les administrations de l'Etat. Alors qu'en 7 ans la population active des villes a augmenté de 10%, le nombre des personnes employées dans l'appareil gouvernemental s'est accru de plus de 30%. Par contre, le nombre des personnes travaillant dans l'industrie, le bâtiment et les transports, loin d'augmenter a même quelque peu diminué durant cette période.

L'appareil de l'Etat est l'instrument de la classe dominante, il lui est subordonné. Cependant, seuls les hauts fonctionnaires grassement rétribués intégrés à la grosse bourgeoisie, ont des intérêts identiques. La majorité écrasante des petits et moyens fonctionnaires fait partie du prolétariat, bien que leur situation se distingue sous bien des rapports de celle des ouvriers salariés. Leurs intérêts se distinguent de ceux de la grande bourgeoisie, ils lui sont partiellement opposés. Dans nombre de pays, ils ont des syndicats, revendiquent des augmentations de salaire et parfois même, ils font grève.

Bien qu'ils se composent essentiellement de salariés, les fonctionnaires sont beaucoup moins unis que le prolétariat industriel. La différence entre les traitements des hauts fonctionnaires et ceux des petits travailleurs de l'Etat est beaucoup plus grande qu'entre les salaires de l'aristocratie ouvrière et ceux des ouvriers non qualifiés. Les fonctionnaires forment fréquemment des groupements hostiles les uns aux autres.

Des divergences ont toujours existé en Allemagne entre Prussiens et Allemands de l'Ouest, entre catholiques et protestants. Dans la République de Weimar, les fonctionnaires issus de la noblesse

<sup>1</sup> Cf. *Federal Reserve Bulletin*, August 1962, p. 1048 ; May, 1963, p. 700.

haïssaient les « parvenus » sociaux-démocrates ; au temps de Hitler ils détestaient les aventuriers qui étaient devenus leurs chefs.

Il est parfaitement régulier que l'appareil de l'Etat soit l'instrument de la classe dominante et serve à écraser les classes opprimées. Mais dans certaines conditions historiques, il peut partiellement ou entièrement se tourner contre la classe dominante comme Marx l'a montré dans *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*. Cela se produit habituellement à la suite d'une défaite.

Mais il ne s'ensuit naturellement pas que l'appareil gouvernemental bourgeois ne doit pas être détruit après la victoire du prolétariat. Nous voulons seulement indiquer qu'il est possible de le désagréger partiellement par une propagande appropriée dès avant la conquête du pouvoir, ce qui peut préparer et en faciliter la destruction.

Lorsque Marx et Lénine parlent de la « destruction de l'appareil de l'Etat bourgeois », ils avaient tout en vue l'appareil de coercition, les services administratifs et ceux de la justice. Mais il serait absurde de détruire les services de la Santé et de l'Instruction publique, les P.T.T. ; dans ce domaine, il s'agit en premier lieu d'en remplacer la direction et d'en extirper l'idéologie bourgeoise.

\* \* \*

Je voudrais à cette occasion revenir sur la grande discussion qui a eu lieu en 1947 à propos de la critique d'un de mes livres traitant du rôle de l'Etat bourgeois dans l'économie de guerre<sup>1</sup>.

Aujourd'hui, à la lumière de l'expérience des 16 années écoulées et de la poursuite de l'étude de ce problème, il apparaît plus clairement pourquoi cette discussion a été peu fructueuse. La principale raison en est que l'on n'a pas du tout ou peu accordé d'attention à certains principes essentiels de la méthode marxiste. C'est pourquoi la discussion s'est déroulée sans une analyse concrète suffisante des faits historiques. Il a été omis que :

a) les lois du capitalisme sont des tendances auxquelles s'opposent toujours des tendances contraires ;

b) comme il a déjà été mentionné, l'histoire ne connaît pas de formations sociales, de modes de production à l'état « pur », « statique » ; que leur caractéristique est une abstraction scientifique, que chaque formation sociale subit de constants changements et que tous les modes de production (sauf le communisme) renferment des vestiges des modes antérieurs, ainsi que des germes des modes de production ultérieurs ;

c) il n'existe pas de choses invariables « en soi », que selon les circonstances, selon le point de vue à partir duquel elle est examinée, chaque chose modifie quelque peu son sens.

Les principaux problèmes discutés étaient les suivants :

1. Sous le capitalisme monopoliste, l'Etat est-il celui de toute la bourgeoisie, comme je l'affirmais dans l'ouvrage, ou celui de la bourgeoisie monopoliste exclusivement, celui de l'oligarchie financière, comme l'affirmaient les adversaires du premier point de vue ?

*Les deux thèses sont justes ou fausses selon la situation historique concrète.*

---

<sup>1</sup> Cf. *Discussion sur le livre de E. Varga « Les changements dans l'économie capitaliste résultant de la deuxième guerre mondiale »*. Supplément à la revue *Economie mondiale et politique mondiale*, novembre 1947 (éd. russe).

Prise dans son ensemble, fautive est la thèse selon laquelle l'Etat du capitalisme monopoliste est celui de toute la bourgeoisie : dans les conditions « normales », c'est-à-dire lorsque le régime capitaliste n'est pas menacé d'un danger réel, il est l'Etat de la bourgeoisie monopoliste. La politique extérieure, la politique économique et fiscale, et même la politique sociale, servent les intérêts du capital monopoliste, visent à assurer la possibilité d'exploiter la classe ouvrière selon les exigences de la technique moderne, visent aussi à consolider cette exploitation.

Même les lois qui, à première vue, servent les intérêts de la classe ouvrière — par exemple l'extension de l'instruction obligatoire — servent au fond l'intérêt du capital qui a besoin d'une main-d'œuvre plus qualifiée que par le passé. Il n'est guère besoin d'insister sur cette question.

Toutefois, notre thèse sur l'Etat, expression des intérêts de toute la bourgeoisie, n'est juste que lorsque *l'existence du régime capitaliste est directement menacée*.

Avec l'aggravation de la crise générale du capitalisme l'existence du régime capitaliste est constamment menacée. Aussi, la protection du régime capitaliste est-elle de plus en plus la fonction majeure de l'Etat du capital monopoliste.

Posons la question ainsi : l'Etat des Etats-Unis, en défendant par tous les moyens le régime capitaliste, le système de la propriété privée des moyens de production et l'exploitation, n'agit-il que dans l'intérêt exclusif de la bourgeoisie monopoliste ? Il est évident que non.

Il est évident que toutes les classes et couches qui, directement ou indirectement, tirent leurs revenus de l'exploitation de la classe ouvrière sont intéressées à l'existence du capitalisme. Ce sont, à part la bourgeoisie monopoliste, la bourgeoisie non monopoliste et commerciale, les banquiers et les spéculateurs, les rentiers, ainsi que la bourgeoisie rurale (gros fermiers), les fonctionnaires, les employés et les leaders syndicaux hautement rétribués, les avocats, etc.<sup>1</sup>

Par conséquent, les deux thèses peuvent être justes ou non selon les conditions historiques concrètes : l'affirmation qu'à l'époque de l'impérialisme l'Etat sert les intérêts exclusifs de la bourgeoisie monopoliste, aussi bien que l'affirmation selon laquelle l'Etat traduit les intérêts de l'ensemble de la classe capitaliste.

2. La deuxième question controversée était la suivante : l'Etat du capital monopoliste peut-il, dans des circonstances déterminées, par exemple dans les conditions d'une économie de guerre totale, agir contre les intérêts de *certaines monopoles*, comme nous l'affirmons, ou bien cela est dans tous les cas impossible, comme le prétendaient certains critiques. Ce problème est analysé dans l'essai suivant qui traite du capitalisme monopoliste d'Etat. Nous voudrions seulement noter à ce propos que les possibilités d'action des pouvoirs publics diffèrent selon les conditions historiques concrètes. Plus le danger qui menace l'existence du régime capitaliste d'un pays quel qu'il soit est grand, plus son économie doit être mobilisée pour assurer les fournitures de guerre indispensables, et plus *l'Etat du capital monopoliste, soucieux des intérêts de tous les monopoles* (et aussi pour éviter la défaite), est

---

<sup>1</sup> Le revenu annuel de certains leaders syndicaux américains atteint 100 000 dollars, ce qui correspond à un revenu de 5% sur un capital de 2 millions de dollars. Ils sont naturellement les défenseurs les plus enragés du capitalisme. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les articles de Meany parus dans l'organe central des syndicats américains. Il est significatif que le journal du Syndicat international des dockers exigeait, dès le 9 octobre 1962, c'est-à-dire 15 jours avant la proclamation officielle par Kennedy du blocus de Cuba, que ses adhérents boycottent les navires se rendant dans les ports cubains.

*obligé de se dresser contre ceux des monopoles qui) agissant dans leurs intérêts égoïstes, portent préjudice à la conduite de la guerre.*

La nécessité de subordonner à l'intérêt de tout le capital monopoliste ceux, particuliers, de certains monopoles pour la bonne conduite de la guerre, a été beaucoup moins ressentie aux U.S.A. que dans les pays capitalistes belligérants d'Europe, car les Etats-Unis avaient un potentiel de production excédentaire. Au surplus, leur participation à la guerre a été de moindre durée, et les forces engagées relativement faibles. Si les intérêts particuliers quels qu'ils soient des entreprises monopolistes n'étaient pas soumis à des restrictions, les prix auraient incroyablement haussés (comme le montrent les prix du marché noir), provoquant une inflation effrénée. Dans bien des cas, plutôt que de fabriquer du matériel de guerre, on aurait produit des voitures de luxe et construit des villas pour les hommes que la guerre avait enrichis, procurant au surplus de plus gros bénéfices.

3. J'ai écrit dans mon livre que « l'Etat a acquis une importance décisive dans l'économie de guerre ».

Il n'est guère possible de mettre en doute les faits qui le prouvent. On sait que pour faire la guerre, l'Etat achetait la moitié presque de la production industrielle, qu'il répartissait les matières premières et la main-d'œuvre, qu'il réglementait les prix, etc. Naturellement, les mesures prises par l'Etat ont souvent été transgressées, il y avait un marché noir où les prix étaient beaucoup plus élevés, etc. Mais cela ne change rien au fond de la question.

A cela on objectait : « Ce n'est pas l'Etat, mais les monopoles qui sont l'élément décisif dans l'économie de guerre. »

C'est là une simple erreur de logique, une « confusion d'idées »<sup>1</sup>. Le caractère de classe de l'Etat et son rôle dans l'économie sont des choses tout à fait différentes. L'Etat de classe prolétarien joue toujours un rôle décisif dans l'économie, l'Etat bourgeois ne joue ce rôle que dans l'économie de guerre. L'Etat du capitalisme monopoliste est l'Etat de l'oligarchie financière, et non pas un Etat au-dessus des classes. Le fait que l'Etat du capital monopoliste joue un rôle décisif dans l'économie de guerre ne fait que confirmer le pouvoir des monopoles dans leur ensemble, en période d'économie de guerre également. Ce rôle décisif revient cependant non pas à des monopoles isolés, mais à leur Etat.

Nous voudrions faire remarquer en passant que ceux des économistes qui parlent de la toute-puissance des monopoles dans l'esprit de la formule stalinienne sur la « subordination totale et définitive » de l'Etat bourgeois moderne aux monopoles, nient par là même la possibilité mentionnée dans le nouveau Programme de notre parti, la possibilité de constituer un front populaire antimonopoliste, la possibilité de limiter ou de supprimer le pouvoir des monopoles avant l'écroulement du régime capitaliste grâce à l'action politique des masses.

4. Et enfin, la question de la possibilité pour l'Etat capitaliste de planifier l'économie. Là encore le dogmatisme s'est substitué dans la discussion à l'analyse historique concrète des faits. Les uns ont parlé d'économie planifiée, d'autres d'anarchie complète de la production.

Il va de soi que, dans son acception marxiste, l'économie planifiée est impossible sous le capitalisme. Puisque dans la société socialiste les moyens de production essentiels sont propriété sociale, l'Etat fixe directement ce qui doit être produit, à quel prix, etc. D'où la possibilité de planifier l'ensemble de l'économie nationale. Sous le capitalisme, où les moyens de production sont

---

<sup>1</sup> Déjà l'antique philosophie grecque condamnait cette erreur qualifiée de substitution des catégories.

la propriété privée des capitalistes, l'Etat ne peut que promulguer des lois et ordonnances prescrivant aux capitalistes de produire tel ou tel article, etc. Il dépendra de la situation historique concrète dans laquelle ces lois et ordonnances seront exécutées par les capitalistes.

Mais cela ne signifie pas que toute « planification » est impossible sous le capitalisme. On peut certes ramener l'affaire à une discussion sur les mots en affirmant que toutes les mesures prises par l'Etat capitaliste pour tenter d'influer sur le volume et le caractère de la production, sur la répartition des investissements, etc., ce n'est pas la « planification ». Mais nous nous privons alors de la possibilité de toute analyse concrète ultérieure.

Dans une guerre, comme la deuxième guerre mondiale, qui a exigé la mobilisation de la presque totalité des ressources économiques des belligérants, la planification d'une partie considérable de la production était devenue une nécessité. L'état-major général demandait au gouvernement les ressources matérielles et humaines qu'il lui faudrait pour poursuivre la guerre dans l'année suivante : tant de canons, de fusils, de chars, d'avions, tant d'hommes, etc. Si les ressources économiques du pays étaient illimitées, le rôle de l'Etat se ramènerait à distribuer entre les monopoles les commandes de l'état-major général et à les payer.

Or, même les ressources du plus riche pays capitaliste, les Etats-Unis, se sont avérées insuffisantes pour satisfaire les demandes de l'état-major général, c'est-à-dire les besoins de la guerre, ainsi que la demande solvable des consommateurs privés, ce qui signifiait l'impossibilité de faire la guerre en maintenant l'anarchie totale de la production. Les Etats-Unis ont été obligés de rationner l'acier et certaines matières premières, d'interdire la production des voitures de tourisme et des biens de consommation qui n'étaient pas de première nécessité, de répartir les ressources humaines entre les forces armées et l'économie, de réglementer les prix.

Le rôle de l'Etat a été beaucoup plus important dans les pays capitalistes dont les ressources étaient relativement plus limitées que celles des U.S.A. En Allemagne nazie, même les débris de verre devaient être livrés aux bureaux de l'Etat, *toutes les denrées alimentaires* étaient rationnées.

On peut naturellement dire que toutes ces activités de l'Etat bourgeois ne sont pas de la planification, mais de la « répartition ». Il serait peut-être opportun d'établir une nette distinction entre ces activités et notre économie planifiée. Mais le nom ne change rien à la chose. Or les faits attestent que les activités de l'Etat bourgeois pendant la deuxième guerre mondiale ont abouti à une situation qui se distingue essentiellement de la *production pour un marché inconnu*, base de l'anarchie de la production sous le capitalisme.

De nos jours également, en temps de paix, certains Etats bourgeois ont leurs « plans quinquennaux ». L'Inde, par exemple, réalise déjà son troisième plan quinquennal. Ces plans se distinguent fondamentalement des quinquennats soviétiques. Ils ont cependant leur importance. Par ses investissements directs dans le secteur public, par sa politique fiscale destinée à influencer les investissements dans le secteur privé, l'Etat imprime au développement de la production et des forces productives un caractère partiellement planifié, ce qui n'est pas le cas là où règne l'anarchie complète de la production.

Nous tenons à souligner une fois de plus qu'il ne peut y avoir de véritable planification sous le capitalisme. Il n'en reste pas moins que six pays — les six du Marché commun — ont « planifié » leur politique économique pour une période de 12 ans et que ce plan est dans une certaine mesure réalisé. On pourrait en dire autant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.).

La division dogmatique en *anarchie totale de la production et en économie entièrement planifiée* n'est ni concrète, ni marxiste, ni juste.

Bien que je ne me sois pas consacré spécialement à l'économie soviétique, je voudrais, ayant conscience de la nature incomplète de mes connaissances, faire remarquer que même chez nous, après des dizaines d'années d'une économie véritablement planifiée, se sont quand même conservés des éléments d'anarchie de la production et que la planification n'englobe pas tous les domaines de l'économie dans leur intégrité. La production personnelle des paysans qui cultivent leur enclos existe, cette production étant partiellement destinée à un marché « indéterminé » ; il existe un marché kolkhozien où les prix ne sont pas fixés par les services de l'Etat, bien qu'ils subissent l'influence des prix de détail du commerce d'Etat.

La demande de certains produits de consommation ne peut pas non plus être prévue et planifiée avec une précision absolue. On peut évaluer d'avance d'une façon assez précise la consommation de pain, de sel, de sucre et autres produits. Mais les services du plan ne peuvent pas prévoir exactement combien de complets ou de téléviseurs seront achetés l'année suivante, les femmes accorderont-elles la préférence à tel tissu plutôt qu'à un autre. Aussi, la planification intégrale de la consommation est-elle impossible.

\* \* \*

En conclusion, je voudrais dire qu'en son temps, je dus arrêter la controverse et reconnaître les erreurs contenues dans l'ouvrage. J'ai agi ainsi non pas parce que l'on avait fait pression sur moi en Union Soviétique. Mais la presse capitaliste, la presse américaine<sup>1</sup> surtout, a fait de la discussion une sensation politique à la mode bourgeoise, elle s'en est servie pour la propagande antisoviétique, alléguant que je « m'orientais sur l'Occident », que je m'opposais au Parti communiste, etc. Il m'importait moins de savoir qui de nous avait raison, mes critiques ou moi, dans telle ou autre question. Ce que je ne pouvais admettre, c'est qu'après avoir milité pendant près d'un demi-siècle dans les rangs du mouvement ouvrier international, je fusse représenté, face au monde capitaliste, comme un adversaire de mon propre parti.

---

<sup>1</sup> Cf. *le New York Times*, 25.1.1948.

3

**PROBLÈMES  
DU CAPITALISME MONOPOLISTE  
D'ETAT**

Des succès considérables ont été remportés ces dernières années dans l'étude du capitalisme monopoliste d'Etat. Le nouveau Programme de notre Parti, basé sur la théorie léniniste, donne une nette caractéristique du capitalisme monopoliste d'Etat. Des monographies ont paru dans la littérature marxiste sur le développement du capitalisme monopoliste d'Etat dans les plus importants pays<sup>1</sup>. D'utiles débats scientifiques ont eu lieu sur ce sujet. Certains problèmes à notre avis n'ont néanmoins pas été éclaircis.

**LES CONTRADICTIONS INTERNES DU CAPITALISME  
MONOPOLISTE D'ETAT**

Dans l'analyse théorique générale du capitalisme monopoliste d'Etat, le capital monopoliste est considéré, en conformité avec la théorie marxiste, comme une *force unie*, toute la bourgeoisie monopoliste est analysée en tant que classe ou en tant que couche la plus importante de la classe capitaliste, aux intérêts de classe communs. Dans son livre *La guerre et la révolution* Lénine écrit : «...l'ancien capitalisme, celui de l'époque de la libre concurrence, devient (se transformait. — E.V.) celui des trusts, syndicats et cartels géants. Ce groupe a apporté le principe de l'étatisation de la production capitaliste, de la fusion de ces forces gigantesques que sont le capitalisme et l'Etat en un mécanisme unique où des dizaines de millions d'êtres rentrent dans le cadre d'une même organisation, celle du capitalisme d'Etat. La voilà, l'histoire économique ; la voilà, l'histoire diplomatique de ces dernières dizaines d'années, que nul ne peut méconnaître<sup>2</sup>. »

---

<sup>1</sup> Cf. S. Daline, *Le capitalisme monopoliste militaire d'Etat*, Editions de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., 1961 ; I. Pevzner, *Le capitalisme monopoliste d'Etat du Japon*, Editions de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. 1961 ; E. Khmel'nitskaïa, *Le capitalisme monopoliste en Allemagne de l'Ouest*, Editions de l'Institut des relations internationales, 1959.

<sup>2</sup> V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, p. 413.

La conjonction de *deux forces* : de celle des monopoles et de celle de l'Etat est à la base du capitalisme monopoliste d'Etat. Ces thèses ont reçu leur développement dans le Programme du P.C.U.S. « Le capitalisme monopoliste d'Etat, y est-il dit, allie la puissance des monopoles à la puissance de l'Etat en un mécanisme unique afin d'enrichir les monopoles, d'écraser le mouvement ouvrier et la lutte de libération nationale, de sauver le régime capitaliste, de déclencher des guerres d'agression. »

Nous voudrions souligner que dans les travaux de Lénine, comme dans le Programme du P.C.U.S., il est question de la conjonction des *deux forces*. Cela signifie que le *capital monopoliste et l'Etat sont des forces indépendantes*, qui, à l'époque du capitalisme monopoliste, s'unissent pour atteindre des objectifs déterminés. Ce n'est pas la simple « subordination » unilatérale de l'Etat au capital monopoliste, comme le prétendait Staline, et comme le répètent jusqu'à ce jour, par dogmatisme, certains économistes soviétiques.

Nous avons essayé de définir un peu plus concrètement dans les termes suivants la nature du capitalisme monopoliste d'Etat : « La nature même du capitalisme monopoliste d'Etat réside dans la conjonction des forces des monopoles et de celles de l'Etat bourgeois dans un double objectif : 1) sauvegarder le régime capitaliste en luttant contre le mouvement révolutionnaire intérieur et contre le camp du socialisme et 2) procéder par l'intermédiaire de l'Etat à une nouvelle répartition du revenu national en faveur du capital monopoliste<sup>1</sup>. »

Dans cette formule générale, le capital monopoliste figure en tant que force unie. Mais si nous faisons une analyse encore plus concrète du capital monopoliste, nous pouvons constater que sur certaines questions la bourgeoisie monopoliste est unanime, alors qu'elle est profondément partagée sur d'autres. Il ne saurait en être autrement. Déjà Marx faisait remarquer que la bourgeoisie est unanime dans sa volonté de tirer le maximum de plus-value de la classe ouvrière, mais qu'il ne reste plus rien de cette unanimité lorsqu'il s'agit de répartir la plus-value transformée en profit. Lénine a souligné que la concurrence subsiste sous le capitalisme monopoliste, donc aussi sous le capitalisme monopoliste d'Etat, ce qui exclut l'unité complète d'intérêts de toute la bourgeoisie monopoliste.

C'est pourquoi est fautive la thèse que l'on peut fréquemment rencontrer dans notre littérature, selon laquelle dans chaque pays de capitalisme monopoliste existe un centre qui représente ses intérêts et donne des directives à l'appareil de l'Etat qui doit les exécuter obligatoirement comme, par exemple, la Fédération de l'industrie britannique en Angleterre ou l'Association nationale des industriels aux U.S.A. Cela est inexact. Bien que la bourgeoisie monopoliste ait des intérêts communs, certains de ses éléments dans les différents secteurs ont des intérêts particuliers qui sont contraires à ceux de l'ensemble de la bourgeoisie monopoliste. Des contradictions existent même en permanence entre les monopoles d'une même branche. Les intérêts communs primordiaux de la bourgeoisie monopoliste sont, à notre avis, les suivants :

a) *sauvegarder le régime capitaliste*. C'est au sens absolu l'objectif commun de l'ensemble de la bourgeoisie monopoliste, sans exception.

b) *maintenir les salaires au niveau le plus bas possible*. Toute la bourgeoisie monopoliste y est au même degré intéressée<sup>2</sup> ;

---

<sup>1</sup> E. Varga, *Le capitalisme du XX<sup>e</sup> siècle*, Editions du Progrès, Moscou 1964, p. 98.

<sup>2</sup> Dans le cas concret, il faut considérer certains éléments complémentaires. Les monopoles des différentes branches ont leurs propres intérêts. Ils cherchent tous à maintenir les salaires de leurs ouvriers au niveau le

c) *réduire les impôts* qui frappent le capital et rejeter les charges fiscales sur les autres classes et couches de la population.

Pour le reste, les intérêts des différents éléments de la bourgeoisie monopoliste divergent, sont opposés. Bien que la totalité de la bourgeoisie monopoliste soit intéressée à fixer des prix élevés de monopole, leurs intérêts divergent dans la réalisation concrète de cette mesure. Les monopoles de l'industrie métallurgique s'efforcent d'établir les prix de vente les plus élevés de l'acier, de l'aluminium, du cuivre, etc. Les monopoles acheteurs de ces produits (les industries de l'automobile et des constructions mécaniques, etc.) sont intéressés à ce que ces prix soient les plus bas. *Tous* les monopoles sont intéressés à ce que des taxes douanières élevées les protègent contre les importations de produits industriels. Mais les monopoles de certaines branches particulières s'efforcent d'établir pour *leurs* marchandises des taxes protectrices élevées ; leurs intérêts sont grandement lésés par les droits qui grèvent les articles qui servent à leur production.

Nous pourrions citer beaucoup d'exemples semblables, mais ceux que nous venons de mentionner montrent clairement que les intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie monopoliste ne coïncident que dans certains domaines seulement : la sauvegarde du régime capitaliste, un degré élevé d'exploitation des ouvriers, le rejet des charges fiscales sur d'autres classes. Dans tous les autres domaines, la bourgeoisie monopoliste des différentes branches a, à part des intérêts communs, des intérêts propres opposés<sup>1</sup>.

Outre les intérêts communs, il y a des contradictions aiguës entre les différents monopoles d'une même branche. La concurrence entraîne fréquemment la ruine du plus faible. Les monopoles d'une même branche sont tous intéressés à recevoir les commandes de l'Etat qui procurent des bénéfices élevés, mais ils luttent les uns contre les autres et usent de moyens légaux ou illégaux pour bénéficier de ces commandes.

Il y a lutte permanente entre les monopoles appartenant à différentes branches, souvent même entre ceux d'une même branche, pour la part de leurs produits à introduire sur les marchés à capacité limitée ou, ce qui revient au même, pour leur part de bénéfices. Cette lutte (abstraction faite des fluctuations cycliques) marque une tendance à s'aggraver puisque le décalage est de plus en plus grand entre le potentiel de production et la capacité du marché.

La lutte est particulièrement acharnée entre les monopoles d'une même branche pour l'obtention des commandes de guerre. En mars 1963, le ministre de la Guerre des Etats-Unis, McNamara, a placé la plus importante commande d'avions que l'histoire des U.S.A. ait connue, notamment d'appareils militaires « T.F.X. » pour un montant de 6,5 milliards de dollars. Il voulut passer cette commande à la Dynamics Corporation. Il y eut lutte au Sénat pour que la commande soit confiée à une société concurrente, la Boeing Corporation<sup>2</sup>.

---

plus bas possible. Pour leur part, les monopoles producteurs de biens de consommation qui ne sont pas de première nécessité, mais destinés aux larges masses (par exemple, les voitures à faible cylindrée, les postes radio et de télévision, etc.) sont intéressés à ce qu'augmente la demande solvable des ouvriers travaillant pour d'autres monopoles.

<sup>1</sup> Les contradictions sont atténuées par la constitution de monopoles groupant les entreprises de différentes branches d'industrie, par l'interpénétration du capital financier, etc., mais elles ne disparaissent pas.

<sup>2</sup> . Cf. *The Times*, 15.III.1963

Les contradictions qui existent parfois entre les intérêts des monopoles d'une branche quelconque ou d'entreprises monopolistes isolées et ceux de l'ensemble du capital monopoliste expliquent les conflits possibles entre l'Etat et le capital monopoliste de différentes branches ou entreprises monopolistes. Rappelons au lecteur, par exemple, le grave conflit qui a éclaté en 1961 entre l'industrie américaine de l'acier et le président Kennedy, lorsque sous la pression de l'Etat les monopoles furent obligés de renoncer à augmenter le prix de l'acier, ou le conflit entre le ministre de l'Economie de la R.F.A., Erhard, et la Volkswagen qui n'a pas voulu renoncer à hausser le prix des voitures. L'Etat répondit par une réduction considérable de la taxe à l'importation des automobiles.

Les conflits de ce genre s'expliquent par le fait que sous *le capitalisme monopoliste d'Etat*, l'Etat représente les intérêts communs du capital monopoliste qui peuvent être en contradiction avec les intérêts de certains monopoles ou groupes monopolistes. C'est pourquoi, par exemple, la formule du capitalisme monopoliste d'Etat qui s'appuie sur les conceptions de Staline (« Le capitalisme monopoliste d'Etat consiste à subordonner l'appareil de l'Etat aux monopoles capitalistes...<sup>1</sup> »), est sous cette forme aussi inexacte.

Le fond de la question n'est pas dans la « subordination » unilatérale, mais dans la « conjonction » des forces qui, malgré cette union, ont, dans une certaine mesure, conservé leur indépendance. Cela ne signifie absolument pas la subordination de l'appareil gouvernemental à des monopoles isolés ou à ceux de branches quelles qu'elles soient. Les conflits seraient alors impossibles entre l'Etat et les monopoles. Les dogmatiques oublient le principe essentiel de la philosophie marxiste selon lequel toutes les lois du capitalisme ne sont que des tendances s'accompagnant toujours de tendances opposées.

Les rapports entre le capital monopoliste et l'Etat se compliquent du fait de la forme parlementaire de gouvernement en vigueur dans les pays du capitalisme monopoliste (ce n'est pas le cas sous la dictature fasciste de la bourgeoisie). Au sens étroit, l'appareil de l'Etat, c'est-à-dire l'ensemble des fonctionnaires, l'appareil de répression, etc., est un facteur constant<sup>2</sup>. Par contre, la hiérarchie supérieure de l'appareil de l'Etat, le gouvernement, aussi bien que les membres du corps législatif changent périodiquement<sup>3</sup> à la suite des élections. Une nouvelle majorité au parlement et un changement de gouvernement ne signifient naturellement pas un changement substantiel dans les rapports qui existent entre le capital monopoliste et l'Etat, même lorsque le gouvernement est formé par le Parti travailliste ou le Parti social-démocrate suédois<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> *Economie politique*, manuel, 2<sup>e</sup> édition, Gospolitizdat 1955, p. 266. En 1960 a paru une troisième édition du manuel, revue et complétée qui améliore la définition figurant à la page 250. Mais la conception de Staline sur la « subordination de l'appareil de l'Etat aux monopoles » est restée inchangée.

<sup>2</sup> Aux U.S.A., lorsque le parti d'opposition l'emporte sur le parti au gouvernement, un nombre considérable de fonctionnaires est licencié et remplacé par des partisans du nouveau parti au pouvoir. Cela n'est pas pratiqué en Europe occidentale.

<sup>3</sup> Très grand est le rôle de l'appareil gouvernemental par rapport aux ministères qui, eux, subissent des changements. Le premier ministre d'Angleterre, Lloyd George, a déclaré un jour : « On ne fait que parler des décisions du gouvernement. Or, 95% de ces décisions sont prises par l'appareil et les 5% restants par le gouvernement sur la proposition de cet appareil. »

<sup>4</sup> . Aux U.S.A., les monopoles assurent leurs intérêts en finançant les campagnes électorales des deux partis ; les représentants d'une partie de la bourgeoisie monopoliste appartiennent à un parti, ceux de l'autre, au parti

Cela ne veut cependant pas dire que le système parlementaire, que la volonté d'un parti de gagner les élections sont *sans aucune importance*. Ainsi, si cela ne dépendait que des monopoles, l'Angleterre aurait toujours un gouvernement conservateur. Mais il n'en est pas toujours ainsi. Quelle en est la raison ?

C'est que dans les pays de capitalisme monopoliste d'Etat, les ouvriers, les employés et les fonctionnaires forment la majorité écrasante de la population et des électeurs. Les partis et les gouvernements bourgeois sont obligés d'en tenir compte niant, masquant et enjolivant la domination du capital monopoliste. Dans certains cas cela amène un changement de la politique gouvernementale. Kennedy, fils de millionnaire, dont la fortune se chiffre par centaines de millions de dollars, n'est certainement pas un ennemi du capital monopoliste. Mais comme les ouvriers et les employés votent surtout pour le Parti démocrate, il a rejeté la demande de réduction immédiate de l'impôt sur le capital monopoliste, exigence qui avait été formulée à l'unanimité en été 1962 par la bourgeoisie monopoliste des deux partis. L'abaissement de l'impôt avait été remis à 1963 pour ne pas diminuer les chances du Parti démocrate aux élections de l'automne 1962. Nous voyons que dans la réalité et malgré la conjonction permanente de leurs forces, les rapports entre la bourgeoisie monopoliste et l'Etat sont beaucoup plus compliqués et contradictoires que cela semble lorsqu'on aborde son analyse théorique.

Le capitalisme monopoliste d'Etat s'étend à un Etat isolé (il sera question plus loin du début d'une organisation supranationale du capitalisme monopoliste d'Etat). Cela signifie que les contradictions qui existent entre les intérêts des monopoles de différents Etats font naître des contradictions et des conflits entre lesdits Etats. Il en a toujours été ainsi à l'époque de l'impérialisme. Le développement du capitalisme monopoliste d'Etat n'a apporté aucun changement dans ce domaine.

\* \* \*

Nous voudrions souligner, une fois de plus, la *contradiction fondamentale* qui existe entre les deux principaux objectifs de la bourgeoisie monopoliste : la sauvegarde du régime capitaliste et la redistribution du revenu national en faveur du capital monopoliste grâce au concours de l'Etat. Dans la lutte pour le premier principal objectif : la sauvegarde du régime capitaliste, les monopoles bénéficient de l'appui des couches de la société capitaliste qui tirent entièrement ou partiellement leurs revenus de l'exploitation du travail : la bourgeoisie non monopoliste, les gros propriétaires fonciers, les koulaks, la petite bourgeoisie, ainsi que les employés et les fonctionnaires hautement rétribués, la bureaucratie et l'aristocratie ouvrière corrompue, bref, de l'appui de tous les éléments qui ne veulent pas d'une transformation socialiste. En réalisant leur second objectif essentiel : la redistribution du revenu national en faveur du capital monopoliste avec le concours de l'Etat, les monopoles portent préjudice aux couches de la société capitaliste qui soutiennent la bourgeoisie monopoliste lorsque celle-ci réalise son premier objectif. Ces éléments deviennent les ennemis des monopoles et il devient possible de constituer un vaste front des travailleurs et des couches de la bourgeoisie lésées par ces monopoles, front dirigé contre la domination du capital monopoliste.

Nous ne citerons qu'un seul exemple tiré de l'actualité en Angleterre pour illustrer comment la bourgeoisie monopoliste lèse avec l'aide de l'Etat les intérêts des classes exploiteuses non monopolistes. Le 17 mai 1962, le député conservateur, Osborn, interpellait le ministre du Commerce

---

adverse. Deux postes très importants dans l'administration Johnson sont occupés par des républicains, celui de ministre de la Guerre et celui des Finances.

à propos des prix élevés du sulfate d'ammoniaque fixés par l'Imperial Chemical Industry (I.C.I.) qui a monopolisé la production des engrais chimiques en Angleterre. Il cita les faits suivants. Le sulfate d'ammoniaque importé avait été grevé depuis vingt ans d'une taxe de 4 livres sterling la tonne. Le 3 mai 1962, ce droit a été porté à 7 livres la tonne. Profitant de cette situation, l'I.C.I. vend aux fermiers anglais le sulfate d'ammoniaque 20 livres la tonne, alors qu'elle en exporte de grandes quantités à l'étranger au prix de 12 livres la tonne et que des maisons étrangères consentent à fournir ce produit à l'Angleterre au même prix. Osborn exigeait que le ministre annule le droit protecteur sur le sulfate d'ammoniaque. Le ministre du Commerce ne nia pas les faits, mais refusa de supprimer ce droit protecteur sous prétexte que la vente de ce produit à l'étranger à plus bas prix permet un plus large emploi du potentiel de production et réduit des frais de production. Cet argument sert depuis longtemps à justifier le surprofit du capital monopoliste.

Mais ce n'est pas tout. Il est apparu au cours des débats que l'Etat verse aux fermiers anglais une subvention de 8,75 livres sterling par tonne de superphosphates achetés par eux. Cette subvention soi-disant destinée à accroître la production agricole en intensifiant l'emploi d'engrais minéraux est presque entièrement appropriée par l'I.C.I. sous la forme de prix élevés de monopole. Le ministre du Commerce a également soutenu cette mesure s'attirant cette réplique du député travailliste Jay : « Le gouvernement ose-t-il en général condamner les agissements quels qu'ils soient de l'I.C.I.<sup>1</sup> »

Il est évident que si les gros propriétaires fonciers et les fermiers anglais soutiennent le capital monopoliste lorsqu'il s'agit de défendre la société capitaliste, ils en sont les adversaires lorsqu'il s'agit de répartir les revenus. Les contradictions s'atténuent du fait que les plus riches propriétaires fonciers sont liés, sous différentes formes, au capital monopoliste.

Cet exemple montre en même temps par quelles voies compliquées s'opère la redistribution du revenu national en faveur du capital monopoliste. En Angleterre, l'Etat perçoit des impôts acquittés par tous les citoyens, y compris les ouvriers. Avec cet argent, il verse des subventions aux fermiers, mais l'I.C.I. les reprend aux fermiers en leur vendant les superphosphates à un prix dépassant de 7 livres sterling celui du marché mondial. Par cette voie compliquée, les revenus des ouvriers anglais (soumis à l'exploitation des capitalistes) s'en vont dans les coffres-forts des monopoles. Nous voyons que la conjonction des forces de l'Etat avec ceux du capital monopoliste se produit dialectiquement à travers de multiples contradictions qu'une analyse concrète fait apparaître.

La formule stalinienne de la « subordination » de l'Etat aux monopoles entrave la connaissance de la réalité par voie d'analyse concrète.

## **LE DÉVELOPPEMENT INÉGAL DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT**

Comme tous les autres processus qui se déroulent sous l'impérialisme, le développement du capitalisme monopoliste d'Etat est inégal dans le temps et selon les pays. Dès avant la première guerre mondiale nous relevons certaines manifestations du capitalisme monopoliste d'Etat. Par exemple, l'accord privé intervenu entre l'organisation de l'industrie chimique allemande et les

---

<sup>1</sup> Extrait du compte rendu des débats parlementaires publié dans le *Times* du 18 mai 1962. Il est significatif que quelques mois après ces débats au parlement, Gaitskell, le défunt leader du Parti travailliste, déclarait dans un discours que si le Parti travailliste remporte la victoire aux élections, il ne nationalisera pas l'Imperial Chemical Industry.

maisons textiles japonaises portant sur la fourniture de colorants à ces dernières figurait comme une clause du traité de commerce signé avant la guerre par l'Allemagne et le Japon. Mais la transition définitive au capitalisme monopoliste d'Etat n'a commencé que pendant la première guerre mondiale.

Lénine écrivait : « Le capitalisme mondial, qui était pendant les années 60 et 70 du siècle dernier une force de progrès, fondée sur la libre concurrence, et qui, au début du XXe siècle, est devenu un capitalisme *monopoliste*, c'est-à-dire l'impérialisme, a fait pendant la guerre un notable pas *en avant*, non seulement vers une concentration plus grande encore du capital financier, mais aussi vers sa transformation en un *capitalisme d'Etat*. »<sup>1</sup>

On assiste depuis lors au développement onduleux du capitalisme monopoliste d'Etat. Il se trouve affaibli après la fin de la première guerre mondiale, puis il y a nouveau renforcement dans la période de crise économique extrêmement grave de 1929-1933 ; ensuite nouveau reflux à l'issue de la crise ; nouvelle et brusque accentuation pendant la seconde guerre mondiale ; atténuation modérée après la fin des hostilités et, à l'heure actuelle, montée *qualitativement* nouvelle : formation d'organisations monopolistes supranationales, tentatives en vue de constituer un capitalisme monopoliste supranational.

Le caractère onduleux de l'évolution vient de ce qu'à la tendance au renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat s'opposent de fortes tendances contraires qui l'emportent par moments. Mais seulement par moments : en définitive, c'est la tendance au renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat qui l'emporte. Si l'on compare des périodes historiquement semblables, par exemple les décennies qui ont suivi les première et seconde guerres mondiales, il apparaît qu'à l'issue de chaque processus d'affaiblissement du capitalisme monopoliste d'Etat, son niveau est bien supérieur à ce qu'il était dans la période antérieure correspondante.

Les raisons de ce développement ondulatoire sont parfaitement évidentes. La bourgeoisie monopoliste tend naturellement dans l'ensemble à réaliser le principal objectif du capitalisme monopoliste d'Etat : défendre le régime capitaliste, et aussi, redistribuer le revenu national à son avantage. Mais elle est en *principe* contre l'« ingérence » de l'Etat dans l'économie, contre la législation sociale. « Etre le maître chez soi », tel est son idéal jusqu'à ce jour. Cette attitude contradictoire de la bourgeoisie monopoliste à l'égard du capitalisme monopoliste d'Etat explique qu'il s'accroît par bonds lorsque l'existence du régime capitaliste est réellement menacée, et qu'il recule partiellement lorsque le danger est passé. Lénine écrivait : « La guerre et les difficultés qu'elle implique ont contraint tous les pays à passer du capitalisme de monopole au capitalisme des monopoles d'Etat. Telle est la situation objective<sup>2</sup>. » Nous relevons une définition semblable dans le Programme du P.C.U.S. : « Les guerres mondiales et les crises économiques, le militarisme et les bouleversements politiques ont accéléré la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat<sup>3</sup>. »

Il est clair que dans la *perspective historique*, le capitalisme monopoliste d'Etat doit se renforcer. Les contradictions internes du capitalisme s'aggravent constamment : le socialisme l'emporte dans la

---

<sup>1</sup> V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, p. 293.

<sup>2</sup> V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 26, p. 172.

<sup>3</sup> *Programme du Parti communiste de l'Union Soviétique*, Editions en langues étrangères, Moscou 1961, p. 30.

compétition avec le capitalisme, le système de domination coloniale s'approche rapidement de son écroulement définitif, les anciens peuples coloniaux sont des ennemis de l'impérialisme, ils cherchent de plus en plus fréquemment à s'engager sur la voie du socialisme. Le socialisme est de plus en plus le facteur décisif du développement historique. Cela signifie que l'existence du régime capitaliste est de plus en plus menacée. La bourgeoisie monopoliste n'a pas d'autre issue que de renforcer de plus en plus le capitalisme monopoliste d'Etat pour assurer la défense du régime capitaliste. A notre avis, c'est O. Kuusinen qui a donnée la plus nette formule du caractère de ce développement :

« Il se présenta, pour commencer, comme une mesure "exceptionnelle", appliquée en temps de guerre, en cas de crises économiques et politiques particulièrement graves, et que l'on rapportait ensuite. Aujourd'hui, la bourgeoisie impérialiste est incapable d'exercer sa domination sans le capitalisme monopoliste d'Etat, même en période relativement normale. C'est là une conséquence de l'approfondissement de la crise générale du système capitaliste, de la décomposition de plus en plus avancée du capitalisme, de la diminution de ses forces internes, tant économiques que politiques et idéologiques<sup>1</sup>. »

Mais la bourgeoisie monopoliste, l'oligarchie financière, suit jusqu'à ce jour cette voie historiquement inéluctable d'une manière inconséquente, avec des arrêts, et limitant la superstructure monopoliste d'Etat aussitôt qu'il lui semble que sa domination s'est tant soit peu raffermie. En Angleterre, comme en Allemagne de l'Ouest, une partie considérable des entreprises précédemment nationalisées ont été rendues au capital privé à des conditions avantageuses pour celui-ci au cours des dernières années. En Allemagne de l'Ouest ont été remis au capital privé non seulement les entreprises d'Etat construites sous Hitler, comme, par exemple la Volkswagenwerk, entreprise créée avec l'argent des ouvriers à qui l'on avait promis de fournir des voitures automobiles bon marché, mais même les biens qui avaient appartenu à l'Etat prussien encore au XIX<sup>e</sup> siècle. Il est significatif qu'au même moment toute l'énergétique est nationalisée en Italie contre une compensation aux propriétaires naturellement. Ces faits peuvent servir d'illustration au développement inégal. Malgré la dénationalisation en Allemagne de l'Ouest de certaines entreprises de l'Etat celui-ci possédait en 1962 74 sociétés industrielles au capital social de plus de 100 millions de marks chacune, totalisant un capital de 20,2 milliards de marks. *Sur ce nombre, 22 sociétés totalisant un capital social de 5,8 milliards de marks, étaient des entreprises monopolistes d'Etat*<sup>2</sup>. Si, d'autre part, on prend en considération les revenus de l'Etat, nous verrons que la dénationalisation n'a pas sensiblement modifié jusqu'à présent le poids spécifique de la propriété d'Etat.

Jugeant que son pouvoir est relativement stable, la bourgeoisie des Etats-Unis s'oppose à ce que l'Etat « s'immisce » dans ses affaires. Significatives sont à cet égard les exigences de l'extrême-droite du Parti républicain qui soutient le mouvement fasciste des berchistes. Ils ont présenté la candidature du sénateur réactionnaire Goldwater aux élections présidentielles. Leur programme prévoit notamment l'abolition des lois sociales et économiques promulguées depuis 1932, la limitation des droits des syndicats, le vote de « lois sur le droit au travail<sup>3</sup> », la lutte contre la

---

<sup>1</sup> *La Nouvelle Revue Internationale*, 1960, n° 4, p. 68.

<sup>2</sup> Cf. *Deutsches Wirtschaftsinstitut*, Bericht N° 14, 1962, p. 290-291

<sup>3</sup> Lois qui légalisent les briseurs de grève, attribuent aux employeurs le droit de placer les ouvriers dans des conditions pires que celles prévues par les conventions collectives, etc. Bref, c'est la conception du pouvoir illimité du « maître chez soi ».

construction de logements par l'Etat, la suppression de l'impôt sur le revenu ; ils préconisent de ne pas signer d'accords de désarmement avec ou sans garanties<sup>1</sup>.

Cette bande fasciste exprime ouvertement ce dont rêve la bourgeoisie monopoliste américaine : tous les impôts doivent être payés par la grande masse des consommateurs. Nulle restriction législative ou syndicale à l'exploitation du travail, pas de restrictions à la course aux armements.

Il est clair que la bourgeoisie monopoliste ne veut pas renoncer à la possibilité de recevoir des commandes de guerre quelles que soient les paroles prononcées à propos de désarmement. Les bénéfices que procurent ces commandes sont bien supérieurs à tous les autres. Parfois, mais très rarement, on obtient certains renseignements. L'enquête effectuée sous la direction du sénateur McLelan sur les fournitures de fusées « Nike », qui ont coûté au gouvernement 2,5 milliards de dollars, a révélé les faits suivants. La commande a été passée à la Western Electric Company qui a remis 40% de la commande à la Douglas Aircraft C<sup>o</sup>, qui a, à son tour, recouru aux services de sous-traitants. Les bénéfices se sont présentés ainsi : la Consolidated Steel a livré à la société Douglas des produits pour un montant de 146 millions de dollars, réalisant un bénéfice de 9 millions de dollars. La Douglas y a ajouté 10 millions de dollars, pour réaliser son bénéfice, et a vendu sa production à la Western Electric. Celle-ci y a ajouté son propre bénéfice, soit 9,8 millions de dollars. Les marchandises dont la production avait coûté 146 millions de dollars a rapporté 28,8 millions de dollars aux trois maisons participantes, soit un bénéfice d'environ 29%

Quelle que soit l'opposition de principe de certains monopolistes à l'« ingérence » de l'Etat, au capitalisme monopoliste d'Etat, quelles que soient les railleries dont ils accablent, entre eux, les hommes d'Etat, les monopolistes ne veulent pas renoncer aux commandes de l'Etat, élément considérable du capitalisme monopoliste d'Etat.

L'opinion suivante donne une idée de ce que les gros capitalistes pensent des personnages qui exercent les plus hautes fonctions dans l'Etat : « Dans les salles hautes et silencieuses de l' Athletic Club à Detroit, où se réunissent les hommes commandant l'industrie de l'automobile, ceux-ci ont donné une nouvelle interprétation à un vieux dicton : « Roosevelt a montré que le poste de président peut être inamovible, Truman a montré que n'importe qui peut être président, Ike a montré qu'au fond on peut se passer de président, Kennedy a montré qu'avoir un président peut être chose dangereuse<sup>2</sup>. »

Les éléments de l'oligarchie financière qui déterminent la marche des événements, une partie de cette oligarchie, tout au moins, sont réalistes en politique et ne se bercent pas d'illusions. Ils sont obligés de compter avec les pays socialistes, avec la force des syndicats. C'est pourquoi, pour des raisons d'ordre politique, ils voudraient créer l'illusion que l'Etat se dresse contre les monopoles. C'est à des fins de propagande que l'Etat « lutte » aux U.S.A. contre les cartels interdits (!) par la loi. En 1961-1962, le gouvernement a accusé la General Electric C<sup>o</sup> et 28 autres maisons de l'industrie électrotechnique d'avoir vendu à l'Etat, après s'être concertées entre elles, de l'équipement électrotechnique lourd à des prix excessifs. Les pouvoirs publics ont formulé 1 600 accusations analogues contre des maisons privées.

La lutte de l'Etat contre la General Electric s'est terminée par une solution administrative : la société verse à l'Etat une compensation de 7,47 millions de dollars. Le gouvernement espère agir de

---

<sup>1</sup> Cf. *The New Republic*, 28.V.1962, p. 16.

<sup>2</sup> *Newsweek*, 16.VII.1962, p. 11 (souligné par nous. — E.V.).

la même façon, par la procédure extra-judiciaire, dans toutes les autres affaires, ce qui, selon les estimations de l'*Economist* de Londres, procurera à l'Etat approximativement 50 millions de dollars. Cela paraît une somme importante, mais elle ne représente que 20% des bénéfices réalisés par ces sociétés en 1961 ! La supercherie réside dans le fait que si l'International Revenue Service décide — ce qui est fort probable — que le « préjudice se ramène à une réduction du revenu imposable... les pertes seront en réalité supportées par le gouvernement<sup>1</sup>. »

L'Etat accorde à la société de la main gauche ce qu'elle lui reprend de la main droite.

Dans la réalité concrète, le développement du capitalisme monopoliste d'Etat est très compliqué et contradictoire. En définitive, ce sont les plus gros monopoles qui en tirent toujours profit. Mais les chemins qui y conduisent sont compliqués, camouflés, contradictoires.

## **LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT ET LE PROLÉTARIAT**

Le développement constant du capitalisme monopoliste d'Etat est un processus objectif. Sur le plan historique, il représente la dernière phase de l'impérialisme, le degré préparatoire du socialisme. On connaît bien cette phrase de Lénine: «...Le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation *matérielle* la plus complète du socialisme, *l'antichambre* du socialisme, l'étape de l'Histoire *qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare* du socialisme<sup>2</sup>. »

A première vue, il faudrait en conclure que, comme le prétendent les sociaux-démocrates de droite, le prolétariat doit soutenir sans distinction *toutes* les mesures visant à renforcer le capitalisme monopoliste d'Etat. Ils prétendent même que le capitalisme d'Etat serait déjà le socialisme, ce qui, avec le maintien de la domination bourgeoise, n'est que pure démagogie. Comme nous l'avons déjà montré plus haut, l'attitude de la bourgeoisie à l'égard du capitalisme monopoliste d'Etat est contradictoire et instable. Elle change selon le degré de solidité ou de faiblesse de sa domination à un moment donné.

L'attitude du prolétariat peut-elle toujours être positive à l'égard des mesures d'ordre monopoliste d'Etat indépendamment de leur caractère ?

Certainement pas ! Le capitalisme monopoliste d'Etat renferme des contradictions dialectiques : il signifie, d'une part, la préparation, sur le plan matériel et d'organisation du socialisme ; il est d'autre part, un moyen de consolidation momentanée du système capitaliste et de l'exploitation poussée du prolétariat avec l'aide de l'Etat. C'est pourquoi, le prolétariat ne peut ni soutenir, ni rejeter les mesures monopolistes d'Etat, indépendamment de leur contenu historique concret.

Citons à titre d'illustration deux exemples se rapportant à une même période historique. Les lois adoptées en vertu du New Deal de Roosevelt visaient dans leur ensemble à sauver l'impérialisme américain de l'effondrement économique dont il était menacé à la suite de la formidable crise de surproduction de 1929-1933. Mais d'autre part, la législation sociale du New Deal : liberté et reconnaissance des syndicats, limitation du temps de travail, etc., était incontestablement conforme aux intérêts du prolétariat américain. Puisque les conditions du renversement du pouvoir de la bourgeoisie américaine n'étaient pas encore venues à maturité, il aurait été absurde que le prolétariat

---

<sup>1</sup> *The Economist*, 4.VI 11.1962, p. 411.

<sup>2</sup> V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 25, p. 390.

américain se dresse contre la politique du New Deal, et tout particulièrement contre les mesures d'ordre social et politique adoptées par Roosevelt.

La situation a été tout à fait différente en ce qui concerne les mesures monopolistes d'Etat adoptées par Hitler. Soutenir dans ces conditions les mesures propres à développer le capitalisme monopoliste d'Etat, aurait été trahir la cause du prolétariat, trahison que commirent d'ailleurs les sociaux-démocrates et militants syndicaux de droite.

Dans une situation historique concrète, l'attitude du prolétariat à l'égard des mesures, de nature monopoliste d'Etat, prises par un gouvernement quel qu'il soit, dépend avant tout de ceci : à quel point sont venues à maturité les conditions de la révolution socialiste. S'il est question de lutter pour le pouvoir, soutenir les mesures quelles qu'elles soient du gouvernement visant à renforcer le régime capitaliste serait une absurdité. Mais si la situation n'est pas révolutionnaire et si le pouvoir de la bourgeoisie semble consolidé pour un certain temps, la lutte pour limiter l'arbitraire du capital monopoliste, pour la nationalisation démocratique d'importants secteurs de l'économie, peut être un bon moyen de mobiliser les masses.

Quant à la nationalisation même, sa signification diffère pour la bourgeoisie et pour le prolétariat selon les conditions concrètes. La bourgeoisie est en principe contre la nationalisation. Ainsi que Lénine l'a dit, elle est en faveur de la nationalisation de ceux des secteurs de l'économie qui travaillent à perte, à condition, naturellement, de toucher une bonne compensation. Lorsque la situation politique l'exige, elle tolère même la nationalisation des branches rentables et cherche à les restituer aux capitalistes dès que la situation politique le permet.

L'histoire des nationalisations et des dénationalisations en Angleterre après la victoire des travaillistes aux élections de 1945 et après celle des conservateurs en 1951, en est un exemple.

Tout comme la première guerre mondiale, la seconde guerre suscita dans les larges couches de la classe ouvrière anglaise un vif mécontentement contre le régime capitaliste, ce qui s'est traduit par la victoire électorale des travaillistes. Les dirigeants de droite du Parti travailliste voyaient dans une large nationalisation le moyen de calmer les ouvriers. La bourgeoisie était d'accord. Il y eut des nationalisations et les capitalistes reçurent une compensation.

Mais le sort des branches nationalisées est fort significatif. L'industrie houillère, qui traverse une crise chronique non seulement en Angleterre<sup>1</sup>, reste nationalisée jusqu'à ce jour. La bourgeoisie anglaise n'en a jamais réclamé la dénationalisation, même sous le gouvernement conservateur. Cela se conçoit. Les anciens propriétaires des mines reçoivent compensations, l'Etat vend le charbon à perte à l'industrie capitaliste. Les pertes sont couvertes par les contribuables<sup>2</sup>. La plus-value produite

<sup>1</sup> Voici les données essentielles qui caractérisent le développement de l'industrie houillère anglaise :

	1938	1951	1960
Extraction (millions de tonnes)	227	223	194
Nombre de mineurs (milliers)	782	699	602
Production par ouvrier et par poste (tonnes)....	3,0	3,2	4.0

(*United Kingdom Annual Abstract of Statistics*, 1961, pp. 135, 138). En dix ans, le nombre des mineurs a diminué de 100 000, mais la productivité du travail a augmenté de 25% !

<sup>2</sup> Selon les statistiques officielles (*United Kingdom Annual Abstract of Statistics*, 1961, pp. 256-257), les dépenses de l'Etat pour l'industrie charbonnière de 1951 à 1961 ont dépassé les recettes de 534 millions de livres. On ignore si cette somme comprend la totalité des pertes.

par les mineurs est indirectement appropriée par la totalité de la bourgeoisie industrielle. Une situation semblable règne dans les chemins de fer.

Par contre, les entreprises rentables nationalisées par le gouvernement travailliste : aciéries et transport automobile, ont été dénationalisées par le gouvernement conservateur à des conditions avantageuses pour les monopoles. Seule une faible partie de ces entreprises était encore propriété de l'Etat vers le milieu de 1962.

*Le prolétariat est en principe pour la nationalisation des branches de l'économie dominées par les monopoles.* Il s'agit non seulement des communistes, qui considèrent la nationalisation comme un pas important vers la préparation matérielle et organisationnelle du socialisme, mais aussi des ouvriers sans-parti, du fait de la lutte économique.

Bien que l'Etat du capitalisme monopoliste défende en premier lieu les intérêts du capital monopoliste, il y a une grande différence dans les conditions de la lutte pour des revendications de salaires dans une entreprise privée appartenant à un monopole et dans une entreprise de l'Etat. Cette lutte menace une partie des bénéfices de la bourgeoisie monopoliste. Les chefs d'entreprises sont directement et matériellement intéressés à l'issue du conflit. Par contre, dans les entreprises d'Etat, les ouvriers et les employés ont en face d'eux des directeurs, des ministres, etc., qui ne sont ni matériellement ni directement intéressés à l'issue de la lutte. C'est pourquoi, leur résistance aux revendications du prolétariat n'est pas aussi opiniâtre, en règle générale, que celle opposée par la bourgeoisie monopoliste. A l'exception des pays où prédomine le fascisme. Des motifs politiques viennent s'y ajouter dans les Etats parlementaires. Dans les pays fortement évolués du capitalisme monopoliste d'Etat les ouvriers et les employés forment la majorité écrasante des électeurs. C'est pourquoi, pour des raisons de tactique électorale, le parti au gouvernement juge inopportun de rejeter catégoriquement les revendications de salaire des ouvriers et des employés. En dernier ressort, un grand rôle est également joué par le soutien apporté à la guerre froide, par l'existence du système socialiste mondial et, comme nous l'avons déjà vu plus haut, la volonté de ne pas exaspérer les ouvriers par des provocations, pour ne pas les pousser vers le communisme.

Ce qui importe avant tout au prolétariat révolutionnaire c'est *la lutte pour la nationalisation*. Non seulement les ouvriers et les employés peuvent ainsi être entraînés dans la lutte contre les monopoles, mais aussi les larges couches de la paysannerie et de la petite bourgeoisie des villes opprimées par les monopoles ; une administration démocratique des entreprises nationalisées peut faciliter la situation des travailleurs.

## **LES ORGANISATIONS MONOPOLISTES D'ETAT SUPRANATIONALES**

La croissance rapide des organisations monopolistes d'Etat groupant plusieurs pays est un phénomène important et nouveau dans le développement du capitalisme monopoliste d'Etat après la seconde guerre mondiale. Ces organismes se comptent déjà par centaines<sup>1</sup>.

Comme tous les faits de l'évolution de la société, les organisations supranationales ont elles aussi eu des antécédents dès avant la deuxième guerre mondiale. Un exemple bien connu en est la Banque des Règlements Internationaux à Bâle, chargée des règlements pour les réparations dues par

---

<sup>1</sup> . Cf. *Les organisations économiques internationales*. Ouvrage de référence, M. 1002 (éd. russe).

l'Allemagne à la suite de la première guerre mondiale. Elle est devenue la banque des établissements d'émission (toutes sont des institutions de l'Etat ou mixtes). La banque a même fonctionné pendant la deuxième guerre mondiale. Les réunions de son conseil d'administration ont permis aux monopoles des pays belligérants de se rencontrer en terrain neutre et d'arranger leurs affaires (celles des cartels et trusts internationaux, les accords de paiements, etc.). Dès avant la deuxième guerre mondiale, des cartels internationaux avaient été fondés avec le concours et la participation des Etats intéressés. Des accords intergouvernementaux étaient intervenus sur le transit ferroviaire, les communications postales et télégraphiques, etc. Mais à cette époque c'était une *exception*, alors que cela devient la règle à présent.

Les causes et les objectifs du capitalisme monopoliste d'Etat, devenu supranational, sont généralement les mêmes que ceux du capitalisme monopoliste d'Etat à l'intérieur des frontières nationales. La concentration toujours plus poussée de la production dans des entreprises géantes fait que le marché intérieur de chaque Etat devient trop étroit pour les besoins du capital monopoliste. Cela d'autant plus que la désagrégation du marché mondial consécutive à la deuxième guerre mondiale en zones monétaires arbitrairement constituées, que le contingentement des exportations, le contrôle de l'Etat sur les importations et les exportations de capitaux, les droits de douane élevés, etc., ont gêné les monopoles. Les mesures d'ordre supranational doivent leur faciliter les affaires.

Les objectifs des organisations supranationales sont identiques à ceux du capitalisme monopoliste d'Etat dans le cadre d'un seul pays, notamment, défendre le régime capitaliste et assurer de gros bénéfices aux monopoles.

Au même titre que les organisations militaires et politiques, les organismes économiques servent à assurer la défense du régime capitaliste. La différence est insignifiante entre elles : toutes les organisations économiques supranationales ont de plus un caractère politique. Parmi les organismes économiques supranationaux, le Fonds Monétaire International, qui dispose de milliards de dollars, s'efforce de soutenir la stabilité de la monnaie, de celle des pays impérialistes en premier lieu, lorsque leur balance des paiements est momentanément passive. La banque Internationale (et les établissements financiers affiliés) doit avant tout orienter les pays sous-développés dans la voie favorable au capital monopoliste des puissances impérialistes et maintenir leur dépendance vis-à-vis de ces puissances. Jusqu'à ce jour, les Etats-Unis prédominent dans les deux organisations, puisque ayant fourni la plus grosse part du capital.

Certains organismes et accords entre Etats (accords internationaux sur le blé, le café, etc.), sont destinés à empêcher la baisse des prix consécutive à la crise de surproduction observée dans presque toutes les branches de l'agriculture. Un autre objectif de ces accords est de soutenir les paysans riches, les plus nombreux partisans de la propriété privée.

Dans le domaine de la production, on n'observe pour

le moment que les premiers éléments des organisations monopolistes supranationales : la puissante union des six pays d'Europe occidentale (C.E.C.A.)<sup>1</sup> qui groupe l'industrie houillère et la sidérurgie, ainsi que l'Euratom. Leur nombre augmentera certainement par la suite. L'interpénétration de plus en plus étroite des monopoles des pays impérialistes grâce aux investissements réciproques de capitaux, fraie un chemin à cette évolution.

---

<sup>1</sup> Selon les données de l'organisme directeur de la C.E.C.A., les investissements dans les industries houillère et métallurgique (aciéries) de six pays participants avaient atteint 1,5 milliard de dollars en 1961.

Il n'est pas possible de dresser un tableau complet et réel de l'interpénétration des capitaux, la statistique des différents pays présentant de grandes différences. La situation est déformée par la constante migration du capital à court terme : dépôts en banque, capitaux affectés aux spéculations en bourse, etc.

L'exemple suivant montre l'interpénétration des capitaux. Selon les données du ministère du Commerce des U.S.A., les investissements privés à long terme à l'étranger s'élevaient en 1961 à 49 milliards de dollars ; les investissements privés étrangers à long terme aux Etats-Unis, à 21 milliards de dollars.

Selon les données de la Direction fédérale de statistique d'Allemagne de l'Ouest, arrêtées fin 1960, dans 2 537 sociétés par actions, 261 actionnaires étrangers détenaient 53% du capital social, soit 17% du capital par actions de ce pays. Les capitaux des actionnaires anglais représentaient 932 millions de marks, ceux des actionnaires hollandais, 422 millions, et ceux des actionnaires français, 215 millions de marks. Il faut y ajouter les capitaux des succursales des maisons américaines, anglaises, belges et autres établies en Allemagne de l'Ouest, dont l'importance n'est pas connue.

Par ailleurs, au début de 1961, les investissements de sociétés ouest-allemandes à l'étranger ont atteint 2 750 millions de marks, dont 963 millions placés en Europe occidentale.

Fin 1960, les investissements étrangers à long terme en Italie dépassaient 3 milliards de dollars (selon les données de l'union industrielle I.R.I.), tandis que les capitaux italiens investis à l'étranger se montaient à 2 milliards de dollars.

Il existe, en outre, beaucoup d'autres formes de liaison : la participation à des établissements internationaux (Fonds Monétaire International, Banque Internationale), l'utilisation des brevets et licences, etc.

Mais si importante que soit cette interpénétration des capitaux, *il ne faut pas en surestimer la portée* : comme par le passé, le capital monopoliste *national* reste le facteur décisif dans l'économie et la politique de chaque pays hautement évolué.

Les organismes supranationaux, tels l'O.T.A.N., le Cento, etc., ont pour objectif la sauvegarde militaire et politique du régime capitaliste. Ils se distinguent des alliances militaires et politiques, typiques de la période antérieure, par une plus solide organisation : commandement commun d'une partie des forces armées, présence d'unités de l'O.T.A.N. dans d'autres pays, et tout particulièrement au voisinage des pays socialistes, manœuvres communes, standardisation d'une partie des armements, etc. Ils se distinguent aussi par leur plus longue durée. Malgré les crises<sup>1</sup> traversées par ces groupements, l'O.T.A.N. et les autres alliances militaires et politiques des pays capitalistes hautement évolués subsisteront, selon toute apparence, sous telle ou telle forme jusqu'à l'écroulement définitif du capitalisme comme moyen de lutte contre le monde socialiste.

Le *Marché commun* est un important fait nouveau dans le développement du capitalisme monopoliste d'Etat supranational. La littérature et la presse soviétiques en ont analysé tous les aspects. Il n'est donc pas nécessaire d'examiner ce problème en détail. Nous voudrions indiquer à ce propos ce qui suit :

---

<sup>1</sup> A l'origine des dissensions au sein de l'O.T.A.N. il y a principalement le monopole US de l'arme atomique, arme extrêmement importante. Les Etats-Unis décident donc des questions de la guerre et de la paix. Malgré la pression de leurs partenaires de l'O.T.A.N., les U.S.A. ne veulent pas renoncer à ce monopole.

Le Marché commun n'est pas seulement quelque chose de *nouveau*, mais sous bien des rapports le retour au passé, à la situation d'avant la première guerre mondiale. C'est aussi une tentative de remédier à l'éparpillement du marché mondial en réunissant les marchés de 6 pays, une tentative de rétablir des conditions égales de concurrence par l'insertion généralisée dans les traités de commerce de la clause de la nation la plus favorisée, par la libre circulation des capitaux, par la stabilité de la teneur-or, etc. L'égalité des conditions de la concurrence doit être élargie en abrogeant réciproquement les taxes douanières. Ces mesures sont avant tout dans l'intérêt des gros monopoles<sup>1</sup>. C'est en même temps après la libération politique des colonies, une tentative des puissances impérialistes d'Europe occidentale pour rassembler leurs forces et pratiquer énergiquement une politique néo-colonialiste dans la lutte concurrentielle contre les Etats-Unis.

Sur le plan *politique*, le Marché commun est une tentative désespérée de résoudre les inévitables contradictions internes de l'impérialisme, d'opposer au système socialiste mondial le front uni des puissances impérialistes, ou tout au moins une apparence d'unité. Tous les hommes politiques des pays impérialistes : de Gaulle, Hallstein, Churchill et autres, reconnaissent la primauté de la politique sur l'économie lors de la constitution du Marché commun<sup>2</sup>.

Ce sont précisément ces considérations d'ordre politique qui ont incité les Etats-Unis à appuyer la formation du Marché commun dans les pays d'Europe occidentale et à faire pression sur l'Angleterre pour que celle-ci y adhère, bien que l'union des puissances impérialistes d'Europe hâtera le recul de l'influence politique et économique des U.S.A.

Les pays du Marché commun veulent faire une politique économique qui ne dépende pas des Etats-Unis. L'épisode qui suit est significatif à cet égard. Sous la pression des monopoles intéressés, le président Kennedy avait augmenté en mai 1962 les droits d'entrée sur le verre et les tapis ce qui a affecté en premier lieu les exportations de verre de la Belgique vers les U.S.A. A titre de représailles, les pays du Marché commun ont élevé de 20 à 40% la taxe sur certaines fibres artificielles, tissus et confection<sup>3</sup>.

De graves contradictions séparent également les participants au Marché commun. Ainsi l'Allemagne de l'Ouest et la France n'ont pas réussi jusqu'à présent à se mettre d'accord sur les prix de denrées agricoles. Les fabricants italiens vendent leurs réfrigérateurs en France à des prix inférieurs de 25% à ceux du marché intérieur français ; dans le premier semestre de 1963, ils ont réussi à écouler en France 140 000 réfrigérateurs. En réponse, le gouvernement français a promulgué un décret en vertu duquel les réfrigérateurs d'origine italienne ne peuvent être vendus que sur autorisation ministérielle spéciale.

---

<sup>1</sup> Ce fait ressort, avec le plus de netteté, dans la lutte qui se déroule en Angleterre au sujet de son entrée au Marché commun. Le capital monopoliste est en faveur de l'adhésion ; l'écrasante majorité des gros propriétaires fonciers, des fermiers et des ouvriers sont contre.

<sup>2</sup> Dans une conférence de presse donnée à Londres à l'occasion d'un voyage dans les pays d'Europe occidentale en été 1962, Eisenhower a ouvertement déclaré à propos du Marché commun : « C'est un très important problème qui doit être examiné dans le cadre de l'union du monde libre contre l'agressif impérialisme communiste », c'est à dire, contre la Communauté des pays socialistes.

<sup>3</sup> Cf. *The Times*, 7.VI.1962. La « guerre des poulets » a éclaté en 1963 entre les U.S.A. et les pays du Marché commun.

On a pu entendre au Congrès de l'Union de la fonte et de l'acier réuni à Dusseldorf en juin 1963, des récriminations contre le préjudice que le Marché commun cause à la sidérurgie ouest-allemande. *Soul*, président de cette association, a déclaré dans son rapport : « Alors que sous la protection douanière et fiscale les autres pays — gros producteurs d'acier — disposent d'un marché intérieur aux prix stables, le marché ouest-allemand de l'acier est devenu le champ d'exportation de tous les pays du monde. Par suite de la dévaluation du franc d'environ 30% en 1957-1958, l'acier français est devenu en Allemagne de l'Ouest meilleur marché que la production nationale. Au surplus, le blocage des prix de l'acier par le gouvernement français a encore accru cette disparité des prix au détriment de l'Allemagne de l'Ouest. Les établissements métallurgiques belges et luxembourgeois exercent une forte pression sur les prix du marché ouest-allemand<sup>1</sup>. » Il a été déclaré au Congrès que les Belges avaient tout particulièrement réussi à gagner du terrain au sein du Marché commun grâce à leurs réserves basées sur des prix intérieurs élevés.

Les contradictions politiques ne sont pas moins graves. De Gaulle a fait obstacle à l'entrée de l'Angleterre au Marché commun pour des raisons d'ordre politique, car il considère que ce pays est l'instrument de l'influence américaine en Europe occidentale, la Belgique et les Pays-Bas veulent quant à eux l'adhésion de l'Angleterre, également pour des raisons d'ordre politique, pour faire contrepoids à la menace de domination politique de la R.F.A. en Europe occidentale.

De graves contradictions relatives à l'évolution du Marché commun existent d'ailleurs même entre hommes politiques d'un même pays. Hallstein, chef de l'appareil central du Marché commun à Bruxelles, entend lier étroitement l'économie des Six et tend à élaborer une politique économique commune. Cette orientation est vigoureusement combattue non seulement par de Gaulle, mais même par Erhard. Ainsi, il a déclaré à la Conférence des ministres et ambassadeurs de six pays qu'il « n'aspire pas à un Etat européen centralisé, mais à une Europe fédérée où les différents pays et peuples pourraient vivre leur propre vie, selon leurs idéaux. Bien que l'union économique des Six ait été réalisée à la suite de décisions politiques, la volonté de centralisation dans le domaine de la politique économique ne doit pas prédéterminer la future organisation politique de l'Europe<sup>2</sup> ». Erhard a tout particulièrement mis en garde contre la proposition de la commission du Marché commun relative à la politique économique intégrée de ses participants.

Il est impossible de supprimer les contradictions entre les impérialistes. En Europe occidentale le capital monopoliste des U.S.A. fonde à des rythmes accélérés des succursales de ses entreprises industrielles afin de ne pas être coupé du marché intérieur des pays associés. Et plus seront nombreux les adhérents au Marché commun, et plus variées seront leurs contradictions internes.

Comme le dit le Programme du P.C.U.S., « la dialectique du capitalisme monopoliste d'Etat est telle qu'au lieu de renforcer le système capitaliste, comme l'espère la bourgeoisie, il aggrave encore davantage les contradictions du capitalisme, l'ébranle jusqu'à la base<sup>3</sup>. »

---

<sup>1</sup> *Neue Zürcher Zeitung*, 7.VII.1963.

<sup>2</sup> *The Times*, 23.XI.1961.

<sup>3</sup> *Programme du Parti communiste de l'Union Soviétique*, p. 31.

4

## LES CONTRADICTIONS INTERIMPÉRIALISTES ET LA GUERRE

A l'automne 1951, lors de l'examen de la maquette d'un manuel d'économie politique, nous posons la question suivante : la thèse de Lénine sur *l'inévitabilité de la guerre entre les puissances impérialistes* est-elle juste dans les conditions actuelles de l'existence des deux mondes : socialiste et capitaliste, dans les conditions de la guerre froide et de la menace d'une guerre thermonucléaire ?

La presque totalité des participants à la conférence ont déclaré que cette thèse de Lénine restait valable dans les conditions actuelles.

Comme toutes les autres questions controversées, elle fut soumise à Staline, principal arbitre de la conférence, qui, lui aussi, donna catégoriquement une réponse positive. Staline affirmait que ceux qui niaient l'inévitabilité des guerres entre puissances impérialistes se trompaient. Ils ne voyaient que les phénomènes de surface, écrivait-il, mais ne voyaient pas les forces latentes, qui n'en détermineront pas moins la marche des événements.

Douze années se sont écoulées depuis, laps de temps assez considérable à notre époque où les événements évoluent rapidement. Et pourtant la possibilité d'une guerre entre les puissances impérialistes est actuellement encore moins probable qu'en 1951.

Certains dogmatiques continuent à affirmer que même de nos jours les guerres entre impérialistes sont inévitables. Ils se trompent lourdement : ils ne prennent pas en considération les profonds changements qui se sont produits dans le monde depuis ce temps.

Le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. a mis fin aux affirmations erronées sur la fatalité des guerres. La résolution du Congrès porte : « ... la thèse de Lénine reste en vigueur, selon laquelle pour autant qu'existe l'impérialisme, *subsiste la base économique* des guerres. C'est pourquoi nous devons faire preuve de la plus grande vigilance..., mais les guerres ne sont plus fatalement inévitables<sup>1</sup> ».

On peut considérer la question comme définitivement réglée. Certains pensent cependant que la négation de l'inévitabilité des conflits ne se rapporte qu'aux guerres entre le camp impérialiste et le camp socialiste, alors que la thèse selon laquelle les guerres entre impérialistes sont inévitables serait toujours valable. Certains dogmatiques répètent à présent cette thèse erronée de Staline. Aussi estimons-nous nécessaire de revenir sur son argumentation.

---

<sup>1</sup> Le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. Compte rendu, t. II, Gospoliizdat, 1956, p. 414 (souligné par nous. — E.V.).

Staline admettait que les contradictions théoriques entre le capitalisme et le socialisme sont plus fortes que les contradictions qui divisent les pays capitalistes. Il faisait remarquer qu'il en était ainsi dès avant la deuxième guerre mondiale ; et que malgré cela lorsque Hitler attaqua l'Union Soviétique, le bloc anglo-franco-américain « loin de s'associer avec l'Allemagne hitlérienne a, au contraire, été obligé de se coaliser avec l'U.R.S.S. contre l'Allemagne hitlérienne ».

Cette argumentation est dépourvue de ce que Lénine a appelé «...*la substance même, l'âme vivante du marxisme : l'analyse concrète d'une situation concrète*<sup>1</sup> ».

Avant comme pendant la seconde guerre mondiale, l'U.R.S.S. était l'unique pays socialiste. Nombreux étaient dans le monde bourgeois ceux qui avaient cru que la victoire du socialisme en Russie était due au « hasard », qu'elle avait été provoquée par l'absence de démocratie sous le tsarisme. Ces milieux considéraient le socialisme en U.R.S.S. comme un phénomène historique passager qui tomberait sous les coups des forces extérieures ou des difficultés intérieures.

Un puissant camp socialiste existe de nos jours. Ce qui effraie le plus les capitalistes, c'est que certains pays libérés du joug de l'impérialisme ont opté pour le socialisme, *que le socialisme se propage même sans la guerre*. A présent, nul dans le monde capitaliste ne considère que le socialisme en U.R.S.S. est un phénomène passager, et peu nombreux sont ceux qui prétendent que le socialisme ne peut se répandre que par la guerre. Les apologistes du capitalisme se sont actuellement repliés sur d'autres positions : ils allèguent que le socialisme peut être instauré dans les pays sous-développés, mais pas dans les pays capitalistes évolués et riches.

Il est clair que l'actuelle situation historique se distingue radicalement de celle qui existait lorsque éclata la deuxième guerre mondiale. Le socialisme est devenu le facteur décisif de l'histoire mondiale. Cela ne signifie naturellement que le monde socialiste peut dicter sa volonté au monde capitaliste. Mais cela signifie que chaque puissance impérialiste, à chacun de ses pas dans le domaine de la politique extérieure, de la politique intérieure également est obligé de peser soigneusement la répercussion que cette action peut avoir sur les rapports entre le socialisme et le capitalisme. Sur le plan historique, la situation est tout à fait nouvelle par rapport à ce qu'elle était avant et pendant la deuxième guerre mondiale.

Dans cette situation historique nouvelle, n'est également pas valable l'argument, selon lequel le bloc anglo-franco-américain aurait été obligé, malgré les contradictions existant entre le socialisme et le capitalisme, de se coaliser avec l'U.R.S.S. contre l'Allemagne hitlérienne. Ces pays ne se sont pas coalisés avec l'Union Soviétique *avant* que fût déclenchée la guerre entre les impérialistes. Le comportement des missions militaires anglaise et française à Moscou en 1939 a nettement montré que jusqu'au jour où la guerre a éclaté, l'impérialisme anglais n'avait pas sérieusement envisagé de conclure une alliance militaire avec l'U.R.S.S. Les impérialistes occidentaux n'ont conclu l'alliance avec l'U.R.S.S. que lorsqu'ils ont été attaqués par Hitler, lorsque celui-ci a défait l'armée française et envahi la presque totalité de l'Europe occidentale, menaçant de porter les hostilités sur le territoire de l'Angleterre, et de devenir le dictateur de l'Europe. Ils se sont coalisés non pas pour défendre l'U.R.S.S., mais avant tout pour affaiblir Hitler aussi bien que l'Union Soviétique<sup>2</sup>. Le retard apporté à l'ouverture du deuxième front poursuivait précisément cet objectif. Les mémoires de Churchill et d'autres hommes politiques occidentaux font nettement ressortir qu'ils ont voulu empêcher l'entrée

---

<sup>1</sup>V. Lénine, *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 31, p. 168 (souligné par nous. — E.V.).

<sup>2</sup>Truman a ouvertement préconisé une politique qui affaiblirait l'Allemagne aussi bien que l'U.R.S.S.

des troupes soviétiques en Europe centrale. L'argument du cas concret de la seconde guerre mondiale ne saurait être appliqué à une situation historique tout à fait différente.

L'actuelle situation historique se distingue substantiellement, sous un autre rapport, de tous les faits enregistrés à n'importe quelle phase précédente de l'impérialisme. Autrefois, il y avait toujours des *coalitions de puissances impérialistes* qui s'affrontaient. Avant la première guerre mondiale, c'était la Triplice et l'Alliance franco-russe. Avant la seconde guerre mondiale, le groupe militaire germano-italo-nippon et le groupe anglo-franco-américain. De nos jours, en raison de l'existence et de la croissance rapide du monde socialiste, *toutes les puissances impérialistes occidentales*, malgré les graves contradictions qui les séparent, *forment une alliance militaire unique : l'O.T.A.N.* En cela consiste un des changements essentiels de la situation par rapport à celle d'avant la deuxième guerre mondiale. Des troupes américaines, anglaises et françaises stationnent actuellement en Allemagne de l'Ouest ; des manœuvres conjointes se déroulent sur terre, sur mer et dans les airs ; les armements (excepté l'arme thermonucléaire) sont progressivement standardisés.

L'O.T.A.N. n'est certes pas une alliance militaire solide. Il se pourrait qu'elle ne puisse résister à une sérieuse épreuve militaire, comme cela fut le cas de la Triplice dans la première guerre mondiale. Les crises se succèdent l'une après l'autre au sein de l'O.T.A.N. Mais elles sont résolues d'une façon ou d'une autre, par voie de compromis ou par collusion. L'objectif du Marché commun et de l'« intégration » de l'Europe occidentale est de mettre sur pied une organisation chargée d'aplanir et de résoudre les contradictions économiques et politiques entre les puissances impérialistes du continent européen, afin de s'opposer aux visées d'hégémonie mondiale des Etats-Unis. L'affirmation de Staline, selon laquelle les contradictions entre les grandes puissances, membres de l'O.T.A.N., conduisent obligatoirement à des conflits militaires, est sans fondement scientifique.

Nous tenons à éviter tout malentendu : l'existence de l'O.T.A.N., du Marché commun et des autres alliances impérialistes ne signifie en aucun cas la stabilisation politique du capitalisme. Rappelons ne serait-ce que les événements qui se sont produits dans le monde capitaliste en 1962 : guerre d'Algérie, actes terroristes de l'OAS en Algérie et en France, crise politique en France ; crise du régime Adenauer en Allemagne de l'Ouest ; guerre qui a mis aux prises le Yémen et la R.A.U. d'une part, l'Arabie séoudite et la Jordanie de l'autre ; guerre du Congo, qui est en fait une guerre contre le peuple du Congo, et en même temps une action menée sous le pavillon de l'O.N.U. contre l'Angleterre et la Belgique qui ont soutenu Tshombé et défendu les intérêts de l'Union minière du Haut-Katanga ; crise en Rhodésie ; guerre entre le Portugal et l'Angola, sa colonie africaine ; sourde guerre civile en Afrique du Sud ; semi-guerre entre l'Inde et le Pakistan ; insurrections et pronunciamientos en Amérique latine. A cela s'est ajoutée au début de 1964 la « guerre » dans l'île de Chypre ; le conflit entre la Malaysia et l'Indonésie ; le conflit entre le Panama et les U.S.A. ; entre la Somalie et l'Ethiopie. Depuis des années se poursuit la guerre du peuple sud-vietnamien contre les U.S.A. et leurs hommes de paille, etc.

Il n'y a pas de stabilisation politique du capitalisme. Mais cela ne signifie nullement que les guerres entre impérialistes sont inévitables.

La solidarité des puissances impérialistes dans leur comportement à l'égard du monde socialiste a été nettement illustrée lors du conflit frontalier entre la Chine et l'Inde.

Les événements des douze dernières années ont entièrement réfuté la conception de Staline sur laquelle il a étayé sa théorie de l'inévitabilité des guerres entre impérialistes. Sa conception reposait sur le fait que la supériorité économique des Etats-Unis serait perpétuelle et que l'Angleterre, la France, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon « seront... obligés de s'arracher à l'étreinte des U.S.A. et

d'accepter un conflit avec eux... Penser que ces pays n'essaieront pas de se relever, de briser le « régime » des U.S.A.... c'est croire au prodige<sup>1</sup>. »

Staline a complètement oublié la loi léniniste du développement inégal sous l'impérialisme. Sans recourir à la guerre les pays impérialistes vaincus ont pu s'affranchir de la domination économique des U.S.A. Le développement inégal a supprimé cette domination sans guerre. L'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie et le Japon ont rapidement développé leur économie, alors que les U.S.A. ont pris du retard : leur poids spécifique dans la production industrielle mondiale est tombé à 40%, leur part dans le commerce extérieur a diminué encore davantage ; ils ont perdu plus d'un tiers de leurs réserves d'or qui, à la fin de 1962, étaient même inférieures à celles d'avant la deuxième guerre mondiale. Le déficit chronique de la balance des paiements, conséquence des grosses dépenses des U.S.A. à l'étranger en tant que défenseur du monde capitaliste, est une menace constante à la stabilité du dollar. Les Etats-Unis ont été obligés de demander à l'Allemagne de l'Ouest, à la France et l'Italie, de les aider à maintenir la stabilité du dollar : de ne pas échanger les dollars en leur possession contre de l'or, de rembourser leurs dettes avant terme, d'acheter aux U.S.A. de plus grandes quantités d'armes, de prendre à leur charge une plus grande part des dépenses effectuées pour la sauvegarde du monde capitaliste, etc.

Sur le plan économique, les U.S.A. n'exercent plus de diktat comme à la fin des hostilités. Ils sont obligés de solliciter l'aide de leurs alliés occidentaux pour assurer la défense du dollar. Et cela s'est produit sans guerre. La constitution du Marché commun renforcera encore davantage les positions économiques des puissances impérialistes du continent européen vis-à-vis des U.S.A.

Pour assurer leur développement économique, les autres puissances impérialistes n'ont aucunement besoin de faire la guerre aux U.S.A., *ils ne sont d'ailleurs pas, pour l'instant, en état de s'y engager.*

En général, cette supériorité des U.S.A. sur les autres pays capitalistes en matière d'armements ne pourra pas être facilement dépassée non seulement du fait de leur supériorité (militaire et technique, mais pour des raisons d'ordre purement économique. Les Etats-Unis s'étaient proposé de dépenser environ 60 milliards de dollars pour la guerre dans l'exercice budgétaire 1962/63 (ce montant comprend les dépenses pour l'énergie atomique, pour l'aide militaire à différents pays, etc.). Or, le revenu national des principales puissances d'Europe occidentale s'est présenté comme suit en 1960 (en milliards de dollars)<sup>2</sup> :

Allemagne de l'Ouest	France	Italie	Angleterre	Total
54	44	25	56	179

Ces chiffres manquent naturellement de précision. Il est cependant clair que ni l'Allemagne de l'Ouest, ni la France ne peuvent rivaliser isolément avec les U.S.A. dans le domaine des armements. Même si ces quatre puissances se ligueraient contre les Etats-Unis, elles seraient obligées de dépenser en temps de paix un tiers environ de leur revenu national pour les armements, ce qui n'est guère possible pour des raisons de politique intérieure.

<sup>1</sup> J. Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, Editions en langues étrangères, Moscou 1952, p. 38.

<sup>2</sup> *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1961, p. 480. (Converti en dollars par nous, au cours officiel.)

\* \* \*

Lors des débats sur ce problème, en 1951, nous avons soutenu qu'une nouvelle guerre entre impérialistes n'est pas inévitable avant tout parce que les hommes d'Etat des puissances impérialistes tirent la leçon de l'histoire.

Le pouvoir de la bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers a été aboli en Russie à la suite de la première guerre mondiale ; la seconde guerre mondiale a abouti au renversement du capitalisme dans le Centre et le Sud-Est de l'Europe, en Chine et dans la Corée du Nord. Il doit être clair pour les hommes d'Etat des puissances impérialistes qu'une troisième guerre mondiale serait fatale à l'ensemble du système capitaliste.

Staline a de même rejeté cet argument. Il écrivait que « la guerre contre l'U.R.S.S., pays du socialisme, est plus dangereuse pour le capitalisme que la guerre entre pays capitalistes. Car si la guerre entre pays capitalistes pose seulement le problème de la domination de tels pays capitalistes sur tels autres, la guerre contre l'U.R.S.S. doit nécessairement poser la question de l'existence même du capitalisme<sup>1</sup> ».

Nous considérons que la thèse de Staline sur les guerres entre impérialistes n'est pas juste. Il ne tient pas compte de cette circonstance que la défaite dans une grande guerre moderne entre puissances impérialistes mettra elle aussi en cause l'existence du capitalisme, dans les pays vaincus en premier lieu. Toute défaite dans une guerre jetterait le discrédit sur la classe dominante, sur son gouvernement et son régime social, détruirait la discipline dans l'armée, qui, dans les pays impérialistes, est composée dans sa majorité, à part les officiers de métier, d'ouvriers et d'employés, c'est-à-dire d'éléments qui ne sont pas objectivement intéressés à l'existence du régime capitaliste ; elle déclencherait au sein et hors de l'armée, les forces de classe qui renverseront le pouvoir de la bourgeoisie. L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle atteste que dans les pays évolués : Russie, Hongrie, etc., le régime capitaliste a été renversé à la suite de la défaite militaire essuyée par la bourgeoisie de ces pays.

Il se peut que le groupe des pays impérialistes vainqueurs fasse occuper par ses armées la totalité du territoire des pays vaincus en vue d'assurer la défense du régime capitaliste. Les troupes américaines et anglaises ont désarmé les armées de partisans en France et en Italie en 1944 pour y sauvegarder le capitalisme. Mais dans le cas invraisemblable d'une grande guerre entre impérialistes sans que le monde socialiste y participe, la situation historique serait tout à fait différente de ce qu'elle fut en 1914. Le monde impérialiste serait, dans son ensemble, fortement affaibli et le monde socialiste serait relativement beaucoup plus fort. Le monde socialiste pourrait donc facilement remplir son devoir international et défendre les peuples qui auraient secoué le joug du capitalisme.

Il est clair qu'une troisième guerre mondiale entre puissances impérialistes — le monde socialiste étant neutre — n'est pas moins dangereuse pour le régime capitaliste qu'une guerre entre le capitalisme et le socialisme.

Nous considérons pour cette raison que bien que les fondements économiques des guerres entre impérialistes existent, que bien que la lutte entre impérialistes pour les sources de matières premières et les débouchés, pour les exportations de capitaux, ne soit pas moins âpre qu'avant la deuxième guerre mondiale, les hommes d'Etat des pays bourgeois, prenant en considération l'expérience des première et seconde guerres mondiales à l'issue desquelles le capitalisme a perdu son pouvoir sur un

---

<sup>1</sup> J. Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, p. 39.

tiers de la population du globe, ont une juste notion du danger que présenterait pour leur classe une nouvelle guerre entre impérialistes et se garderont bien de la déclencher.

Une nouvelle grande guerre entre impérialistes est au surplus rendue plus difficile du fait que non seulement les risques de classe et les risques économiques d'une telle conflagration ont beaucoup grandi, mais qu'il est bien moins probable que le *capital monopoliste puisse tirer quelque avantage d'une telle guerre*. La seule chose qu'il pourrait y gagner, ce serait un accroissement des fournitures de guerre.

Autrefois, les guerres entre impérialistes avaient avant tout pour objectif la conquête et le repartage des colonies. Lénine a écrit à propos de la première guerre mondiale que « le sort des colonies extra-européennes se décide sur les champs de bataille de l'Europe ». L'Allemagne et le Japon ont déclenché la seconde guerre mondiale pour assujettir l'Europe et l'Asie, pour les exploiter comme des colonies, bien qu'ils aient voulu dissimuler leurs visées en pérorant à propos de « l'ordre nouveau en Europe » et de « l'Asie aux Asiatiques ».

Dans les conditions actuelles, il ne se trouvera guère de pays impérialiste pour la conquête de colonies. Le système colonial de l'impérialisme ne s'est-il pas désagrégé sous nos yeux depuis la deuxième guerre mondiale ? Seuls subsistent quelques vestiges des anciens empires coloniaux, mais eux aussi sont condamnés par l'histoire. Le capital monopoliste a su s'adapter et exploite les anciennes colonies restées bourgeoises par les méthodes du néocolonialisme, sans les soumettre à sa domination politique.

Le progrès rapide de la technique en général, de la technique militaire en particulier, a une grande importance à notre époque. Ce qui est aujourd'hui considéré comme le matériel le plus moderne est déjà démodé dans un ou deux ans. Parfois, un nouvel engin est démodé avant même qu'il soit mis au point. C'est le cas de la fusée balistique anglaise « Blue Strike », dont la construction a englouti plusieurs centaines de millions de livres sterling. L'Angleterre dut y renoncer, parce que démodée avant même de sortir de l'usine.

Cela signifie que le gros capital monopoliste reçoit des commandes de guerre d'année en année de plus en plus importantes, sans qu'il y ait de guerre. Il est bien connu que depuis 1950 les budgets militaires de tous les pays impérialistes augmentent d'année en année. Sous ce rapport aussi la guerre apparaît comme inutile au capital monopoliste qui détermine la politique étrangère des pays impérialistes.

Les classes dominantes des pays impérialistes savent fort bien par ailleurs que la deuxième guerre mondiale a entraîné *une diminution considérable de la richesse nationale des belligérants*. Même aux Etats-Unis, qui n'ont pas été le théâtre d'opérations militaires, le volume global des biens privés a diminué à l'issue de la deuxième guerre mondiale (d'après les études de S. Kuznets)<sup>1</sup> ; seule la somme des biens de l'Etat a légèrement augmenté. Certains grands monopoles, les principaux fournisseurs de matériel de guerre, des spéculateurs, se sont naturellement enrichis, mais il est hors de doute que dans l'ensemble, les classes dominantes d'Angleterre, de France, d'Allemagne de l'Ouest, d'Italie et du Japon, ont subi de lourdes pertes du fait de la deuxième guerre mondiale. Dans une forte mesure la guerre pour s'enrichir n'a plus de sens.

---

<sup>1</sup> Cf. Simon Kuznets, *Capital in the American Economy. Its Formation and Financing*, Princeton, Univ. Press, 1961.

Nous n'allons pas nous livrer à des conjectures sur les armes qu'emploieraient les impérialistes dans une guerre qui les mettrait aux prises. Etant donnée la cadence infernale à laquelle progresse la technique militaire, impossible de le prévoir. Cela dépendrait beaucoup de la participation des Etats-Unis avec leurs puissants moyens thermonucléaires. Il n'en est pas moins évident qu'une guerre entre puissances impérialistes serait plus dévastatrice que la seconde guerre mondiale, même sans la participation des U.S.A. Le matériel a changé. Nombre de puissances disposent actuellement d'un certain stock d'armes thermonucléaires « tactiques », les bombardiers sont à présent plus puissants, les bombes incendiaires plus efficaces, les chars plus volumineux, les fusils meilleurs, etc. Les destructions de la richesse nationale sur les territoires où se dérouleraient les hostilités seraient beaucoup plus grandes que pendant la deuxième guerre mondiale.

Les savants du monde entier, les larges milieux d'intellectuels et les peuples voient plus nettement les fatales conséquences qu'aurait la guerre nucléaire pour l'humanité, sans distinction de classes. Les hommes même les plus riches ne seraient pas épargnés, comme le cancer n'épargne personne et tue sans distinction de la classe à laquelle on appartient. La conscience du danger commun est un puissant facteur agissant contre la guerre.

Résumons ce qui vient d'être dit : les contradictions impérialistes existent, et avec elles existe le danger des guerres entre impérialistes. Mais la probabilité du déclenchement d'une troisième guerre mondiale entre impérialistes est minime. Une telle guerre ne serait bénéfique à aucun pays. Les destructions seraient sans nul doute plus grandes que pendant la deuxième guerre mondiale ; la fin du capitalisme dans les pays vaincus serait inévitable ; les conséquences d'une guerre thermonucléaire seraient fatales pour l'humanité tout entière. Une nouvelle guerre entre impérialistes n'est pas exclue. Mais si le problème de la guerre et de la paix est résolu non pas par un aventurier dans le genre de Hitler, mais par des hommes d'Etat bourgeois ayant conscience du danger que comporte une telle guerre pour le régime capitaliste, elle ne sera pas.

5

**LE PROBLÈME  
DU RÔLE DE LA BOURGEOISIE  
DANS LA LUTTE  
DE LIBÉRATION NATIONALE  
DES PEUPLES COLONIAUX**

Longtemps le rôle de la bourgeoisie dans la lutte de libération des peuples coloniaux était traité de manière suivante dans la littérature marxiste :

a) la bourgeoisie des colonies est devenue réactionnaire : elle ne participe à la lutte de libération que sous la pression des masses. Elle cherche à prendre la tête du mouvement pour le maintenir dans le cadre du régime social existant ;

b) elle est toujours prête à un compromis avec la bourgeoisie impérialiste aux dépens des travailleurs du pays ;

c) la lutte de libération nationale des peuples coloniaux ne peut être victorieuse que si la classe ouvrière marche en tête sous la direction du parti communiste.

Sur ces trois thèses, la première et la seconde sont parfois correctes, parfois incorrectes ; selon les conditions historiques concrètes, la bourgeoisie des pays coloniaux mène, sur sa propre initiative, une lutte décisive contre l'impérialisme ou accepte un compromis. Pour ce qui est de la troisième thèse, l'expérience des dix dernières années montre qu'elle ne tient pas.

Depuis la deuxième guerre mondiale, plus de cinquante pays coloniaux et semi-coloniaux ont accédé à l'indépendance politique. Dans quatre pays seulement : en Chine, au Nord-Vietnam, en Corée du Nord et à Cuba, le prolétariat est à la tête du mouvement de libération nationale. Dans tous les autres pays : Inde, Pakistan, Birmanie, Indonésie, Ceylan, Egypte, Soudan, etc., le prolétariat n'était pas à la tête du mouvement, mais la bourgeoisie, ou même d'autres éléments (comme par

exemple au Soudan ou au Ghana, pour cette raison, qu'ils n'ont pas ou presque pas de bourgeoisie nationale), les intellectuels en premier lieu<sup>1</sup>.

Nous ne nions naturellement en aucune façon qu'il nous importe de savoir si le mouvement de libération nationale des colonies a triomphé sous la direction du prolétariat et du parti communiste ou sous la direction de la bourgeoisie et de ses partis. Dans le premier cas, la révolution anti-impérialiste résolvait simultanément toutes les tâches de la révolution démocratique bourgeoise (abolition du régime féodal, réforme agraire radicale) et amorçait immédiatement l'édification socialiste.

Dans le second cas, le régime féodal est plus ou moins graduellement aboli, mais il n'y a pas de réforme agraire radicale<sup>2</sup> et le pays conserve l'ancien régime social. Cette circonstance ne modifie pas le fait que dans ces pays la lutte anti-impérialiste pour l'indépendance politique s'est achevée victorieusement sous la direction des classes non prolétariennes. Telle a été l'issue de la lutte en Turquie. Les faits montrent ainsi le caractère erroné de la thèse, selon laquelle la victoire de la lutte politique anti-impérialiste de libération n'est possible que sous la direction de la classe ouvrière et du parti communiste.

\* \* \*

La doctrine erronée sur le caractère toujours réactionnaire de la bourgeoisie des colonies et des pays dépendants, sur l'impossibilité de la victoire de la lutte de libération nationale sous la direction de la bourgeoisie remonte au II<sup>e</sup>, et tout particulièrement au VI<sup>e</sup> Congrès du Komintern. La trahison du Kuo-min-tang a été faussement reportée sur toute la bourgeoisie coloniale.

Dans le projet de résolution présenté au II<sup>e</sup> Congrès, Lénine avait proposé de se borner à indiquer que les communistes sont tenus d'appuyer tout mouvement démocratique bourgeois dans les colonies. Il soulignait que le mouvement national dans les colonies ne pouvait avoir qu'un caractère démocratique bourgeois, la masse essentielle du peuple des pays retardataires étant composée de paysans. Au cours de la discussion, Lénine accepta de remplacer les termes « démocratique bourgeois » par « mouvement révolutionnaire national », car certains délégués avaient insisté sur le fait que la bourgeoisie des pays coloniaux s'était déjà entendue avec les impérialistes contre le mouvement révolutionnaire dans les colonies<sup>3</sup>. Lénine accepta les thèses complémentaires « plus radicales » parce que le principal but des débats et des résolutions était de convaincre les délégués des partis communistes des pays impérialistes où la théorie social-démocrate bourgeoise sur le rôle « éducateur » des colonialistes parmi les peuples « retardataires » était encore solidement enracinée, que leur devoir était d'aider le mouvement anti-impérialiste des colonies assujetties à « leur » bourgeoisie. Si Lénine n'avait pas accepté les modifications de « gauche », il aurait été en général impossible de réunir une majorité sur la résolution anti-colonialiste.

Le VI<sup>e</sup> Congrès du Komintern, qui adopta à son tour une ample résolution sur le problème colonial, a siégé sous la forte impression de la trahison du Kuo-min-tang en Chine et de

---

<sup>1</sup> La conception selon laquelle la libération des colonies n'est possible qu'avec le rôle dirigeant du prolétariat et du parti communiste s'était à tel point ancrée dans notre pays qu'après la transformation de l'Inde en dominion on a fréquemment affirmé « que rien n'est changé au fond » en Inde, qu'elle était restée colonie de l'Angleterre.

<sup>2</sup> En Indonésie les paysans sont jusqu'à ce jour tenus de remettre au propriétaire foncier la moitié de la récolte.

<sup>3</sup>

l'appréciation erronée portée sur le mouvement de « non-coopération et de non-résistance » en Inde. Aussi, avait-on trop unilatéralement souligné la tendance de la bourgeoisie nationale au compromis avec les impérialistes ; ce mouvement a été appelé national-réformiste.

L'expérience de l'après-guerre a montré que dans les conditions historiques actuelles, avec l'affaiblissement général de l'impérialisme, la constitution du système socialiste mondial qui se développe plus rapidement que les pays capitalistes, la bourgeoisie des colonies et des pays dépendants s'avère souvent prête et capable de conduire le mouvement de libération nationale à la victoire.

Naturellement, la lutte de libération sous la conduite de la bourgeoisie n'aboutit tout d'abord qu'à la souveraineté *politique*. *L'entière et conséquente indépendance économique* vis-à-vis de l'impérialisme ne peut être réalisée que dans la voie du développement non capitaliste.

Les décennies qui se sont écoulées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale abondent en formes de mouvements de libération, pouvant au surplus fréquemment changer dans un même pays, de sorte qu'il est impossible d'exprimer cette diversité par des formules rigides.

\* \* \*

Essayons d'analyser le rôle de la bourgeoisie dans la lutte de libération nationale des peuples coloniaux.

La bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux a un caractère double. En tant que *bourgeoisie*, elle a des intérêts communs à ceux de la bourgeoisie impérialiste : la défense du régime capitaliste ; en qualité de défenseur du capitalisme, elle joue un rôle *réactionnaire*. Ses intérêts, en tant que bourgeoisie coloniale, sont violemment opposés à ceux de la bourgeoisie impérialiste, aussi est-elle prête à diriger la lutte des travailleurs des colonies et semi-colonies contre l'impérialisme. Sur le plan historique, elle est alors un élément de *progrès*.

Les hésitations politiques de la bourgeoisie des colonies découlent de cette dualité. Se dressant en règle générale contre l'impérialisme, elle transige avec les impérialistes dans des cas déterminés. Mais l'expérience de l'après-guerre montre que ces compromis ont un caractère provisoire, que la lutte reprend et se poursuit jusqu'à la conquête de l'indépendance politique complète.

L'existence du système socialiste mondial au sein duquel les anciens pays semi-coloniaux et colonies jouent un rôle considérable, a une grande importance pour le mouvement de libération nationale des colonies. Les peuples des colonies, y compris la bourgeoisie, sont fiers des victoires remportées par les anciennes colonies dans la lutte contre l'impérialisme, fiers de leurs réalisations économiques, et y puisent leur certitude dans le succès de la lutte qu'ils mènent. Les peuples des colonies nourrissent des sentiments d'amitié envers celles des anciennes colonies qui sont devenues des pays socialistes. Les peuples autrefois opprimés par le tsarisme jouissent à présent de droits égaux en U.R.S.S., suscitant pour celle-ci la sympathie des peuples opprimés du monde entier. L'existence même de la Communauté des pays socialistes renforce les positions des peuples coloniaux en lutte contre l'impérialisme.

L'intérêt commun des pays du système socialiste mondial et des pays libérés de l'impérialisme à sauvegarder la paix, à défendre leurs conquêtes contre l'agression impérialiste, est la base des rapports amicaux qui se sont établis entre eux. Ayant repoussé (sauf le Pakistan, la Turquie et quelques autres pays) toute participation aux alliances militaires avec les impérialistes, les anciennes colonies, et la bourgeoisie qui les dirigent, sont d'importants facteurs de progrès. *L'existence du*

*système mondial du socialisme renforce dans l'ensemble le rôle progressiste de la bourgeoisie coloniale et atténue son rôle réactionnaire.* Par ailleurs, montent les aspirations réactionnaires de ses couches les plus riches, liées par leurs intérêts économiques aux capitalistes des pays impérialistes, comme le montre l'exemple de l'Inde et de l'Irak.

L'analyse du rôle de la bourgeoisie dans la lutte de libération nationale de certains pays est rendue plus difficile non seulement en raison de sa dualité, mais du fait aussi de son caractère hétérogène.

Certes, la bourgeoisie des pays impérialistes est elle aussi hétérogène. A part la bourgeoisie monopoliste, il y a la bourgeoisie non monopoliste, la bourgeoisie rurale, etc. Mais la politique de l'ensemble de la bourgeoisie, donc la politique des pouvoirs publics, est déterminée, sous l'impérialisme, par la bourgeoisie monopoliste, par l'oligarchie financière. Assurément, il y a lutte dans les rangs de la bourgeoisie monopoliste, entre les groupes qui représentent différents secteurs de l'économie. Mais sur le plan social, selon son rôle dans l'économie, la bourgeoisie monopoliste est homogène.

Il en est autrement de la bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux, également composée de couches diverses qui s'interpénètrent parfois. Mais il n'existe pas dans son sein de couche semblable à l'oligarchie financière des pays impérialistes déterminant à elle seule la politique de la bourgeoisie.

Les choses se compliquent du fait que la nature et l'action politique des différentes couches de la bourgeoisie varient en fonction du niveau de développement économique de la colonie, de la période durant laquelle tel ou tel pays a été assujéti à l'impérialisme, s'il a été une semi-colonie ayant un appareil gouvernemental et une armée à lui, comme en Chine, ou un pays administré par les impérialistes comme en Indonésie, si une partie du pays était administrée par les impérialistes et une autre par les princes locaux, comme en Inde. Il importe également de savoir si les colons ne formaient qu'une faible couche de la bourgeoisie (industriels, planteurs) et de hauts fonctionnaires, ou si, au contraire, ils formaient une partie considérable de la population, s'étant approprié les principales ressources du pays : les terres fertiles comme en Afrique du Sud ou en Algérie. Bien que toutes les colonies et semi-colonies soient assujétiées aux colonialistes et exploitées par eux, la situation et l'action politique de la bourgeoisie des pays coloniaux varient grandement. Porter une appréciation d'ordre général sur la bourgeoisie des pays coloniaux, sur sa politique, est dans ces conditions chose tout à fait insuffisante.

Les principales couches de la bourgeoisie des colonies et semi-colonies sont les suivantes.

Les *compradores*. Ces éléments bourgeois sont très étroitement liés aux impérialistes. Ils sont à leur service, achètent les matières premières pour leur compte, placent leurs marchandises dans le pays, effectuent des opérations de crédit parmi la population autochtone, etc. Les *compradores* sont d'opinions réactionnaires, en matière de politique ils se rangent presque sans exception aux côtés des impérialistes, contre leur propre peuple. Même après la victoire de la démocratie populaire en Chine, ils sont restés hostiles au peuple et, ayant perdu leurs fonctions à la suite de la transformation socialiste du pays, les *compradores* ont été supprimés en tant que classe.

Les éléments numériquement faibles, mais influents, de la bourgeoisie industrielle qui coopèrent étroitement, en Inde par exemple, avec la bourgeoisie anglaise dans des sociétés à capitaux mixtes, mais qui, sur le plan économique, et tout particulièrement sur le plan politique, sont indépendants, forment une couche intermédiaire entre les *compradores* et la bourgeoisie industrielle du pays.

*La bourgeoisie industrielle nationale*<sup>1</sup>. Dans certains pays, en Inde par exemple, elle est un important facteur de la politique économique<sup>2</sup>. Dans nombre d'anciennes colonies, par exemple, dans la plupart des pays libérés d'Afrique ou en Birmanie, il n'y a presque pas de bourgeoisie industrielle autochtone.

La politique de la bourgeoisie industrielle des anciennes colonies et semi-colonies a été et reste hésitante. Elle a participé, en règle générale, à la lutte de libération nationale contre l'impérialisme, elle a souvent été à la pointe de cette lutte. La concurrence de la bourgeoisie impérialiste privilégiée rendait précaire sa situation économique. Comme on sait, même après la libération politique du pays, le capital étranger conserve de solides positions économiques lorsque le pays reste capitaliste. Aussi, la lutte de la bourgeoisie industrielle autochtone continue-t-elle contre le capital étranger même après la libération de l'ancienne colonie ou semi-colonie.

D'autre part, la bourgeoisie des pays coloniaux et semi-coloniaux trahit souvent la lutte de libération (le Kuo-min-tang, par exemple, en 1927), lorsque celle-ci se transforme en révolution agraire ou lorsqu'elle accentue l'importance et le rôle du prolétariat dans la politique du pays. Il convient de souligner que toutes les couches de la bourgeoisie des anciennes colonies tirent directement ou indirectement une part considérable, prépondérante souvent, de leurs revenus de l'exploitation des paysans grâce au maintien des anciens rapports agraires. Cela est évident parce que même dans les anciennes colonies et semi-colonies les plus évoluées, les ouvriers industriels forment une faible minorité par rapport à la paysannerie.

Cette circonstance suscite des contradictions dans la situation et la politique de la bourgeoisie industrielle des anciennes colonies. En tant que producteur d'articles industriels de consommation (la production des moyens de travail n'existe presque pas dans les anciennes colonies), la bourgeoisie est intéressée à élargir le marché intérieur par voie de transformations agraires. Mais une réforme agraire radicale mettrait un terme au surpeuplement agraire, base du niveau extrêmement bas des salaires dans les anciennes colonies, ce qui est avantageux pour la bourgeoisie industrielle nationale et impérialiste. Comme nous l'avons déjà noté, la majorité de la bourgeoisie industrielle tire principalement ses revenus de l'exploitation des paysans par l'usure, le commerce, parfois également à titre de propriétaires fonciers. Pour ces raisons, la bourgeoisie ne soutient pas les réformes agraires radicales et tend à abandonner la lutte de libération nationale lorsque celle-ci risque de se transformer en révolution agraire. Toutefois, dans l'après-guerre, la bourgeoisie industrielle de la plupart des pays coloniaux libérés a été dans l'ensemble un facteur de progrès.

*La bourgeoisie rurale.* Les koulaks et les gros propriétaires fonciers non féodaux qui cultivent eux-mêmes la terre sont l'élément le plus nombreux, mais non le plus influent de la bourgeoisie des colonies et des pays libérés. Cette bourgeoisie existe dans tous ces pays, sauf dans les territoires les moins évolués d'Afrique et d'Amérique du Sud où la terre n'est pas encore propriété privée et où subsiste le régime tribal.

---

<sup>1</sup> Il nous semble impropre de qualifier de « nationale » rien que la bourgeoisie industrielle des anciennes colonies, car on crée l'impression que toutes les autres couches ne le sont pas, ce qui est évidemment incorrect

<sup>2</sup> On a prétendu chez nous qu'il y avait ou qu'il existe encore un « capitalisme monopoliste » en Inde. Cela n'est pas juste : l'existence de *certaines* grandes entreprises, celles de Tata par exemple, ne signifie pas encore qu'il y ait un capital monopoliste, et encore moins un « capitalisme monopoliste ». Mais si l'économie de l'Inde évolue dans la voie capitaliste, elle peut devenir un pays de capitalisme monopoliste, bien qu'avec un puissant secteur d'économie capitaliste d'Etat.

D'une part, la bourgeoisie rurale se dresse avec toute la population contre les colonialistes et même jusqu'à un certain point contre les féodaux qui la briment, la maintiennent sous leur dépendance et l'exploitent de différentes façons. Mais les koulaks et les gros propriétaires fonciers s'élèvent contre les transformations agraires, souvent même contre les réformes agraires. Ils participent parfois momentanément à la lutte anti-impérialiste, mais l'abandonnent aussitôt qu'elle tend à devenir un mouvement agraire. Cette couche de la bourgeoisie joue dans l'ensemble un rôle réactionnaire.

Nous ne considérons pas comme faisant partie de la bourgeoisie rurale les féodaux et les gros métayers qui sous-louent la terre. C'est là une couche nettement parasitaire et réactionnaire, autrefois principal appui social des impérialistes dans les colonies. Ces éléments sont non seulement hostiles à la révolution agraire, mais hostiles aussi, en règle générale, au mouvement anti-impérialiste, conscients qu'ils ne peuvent exister en tant que classe que sous la protection de l'impérialisme.

Les marchands et les usuriers de village, souvent en l'espèce d'une seule et même personne, sont étroitement liés à la bourgeoisie, sur les plans économique et politique

*L'intelligentsia* n'est pas une classe particulière. Mais elle joue un rôle considérable, positif, le plus souvent, dans la vie politique de la société coloniale. Les intellectuels, les étudiants surtout, sont souvent les porte-parole des larges couches de travailleurs en lutte contre l'impérialisme.

On considère fréquemment chez nous que, par analogie avec les pays impérialistes, les intellectuels des colonies et des pays libérés ne sont issus que des classes aisées<sup>1</sup>. Il n'en est pas tout à fait ainsi. Nous savons, par exemple, qu'une partie des étudiants de différentes écoles des pays arabes est d'origine très modeste et participe activement à la lutte anti-impérialiste. On sait que dans la Chine d'avant la Révolution, des villages entiers ou de nombreuses familles pauvres collectaient l'argent nécessaire à l'entretien d'un étudiant de leur village ou de leur famille. Il nous semble que ce problème doit être abordé d'une façon concrète, sur le plan historique.

Certes, la thèse marxiste selon laquelle l'être social détermine la conscience sociale est absolument juste. Mais on ne saurait en faire un dogme. Elle est absolument juste pour les classes et les couches sociales prises dans l'ensemble, mais pas toujours pour les individus pris isolément.

Déjà Marx avait fait remarquer dans le *Manifeste du Parti communiste* que dans les périodes de grands bouleversements sociaux des individus issus des classes au pouvoir ou même y appartenant passaient dans le camp de la révolution.

En effet, Marx, Engels, Lénine, classiques du marxisme-léninisme et ardents révolutionnaires, n'étaient pas d'origine prolétarienne. Des années durant, Engels a mené la vie d'un bourgeois anglais, faisant du commerce. Mais c'est à la révolution prolétarienne qu'il a voué sa vie. Fidel Castro est issu d'une riche famille de gros propriétaires fonciers. Par contre, nombre de contre-révolutionnaires de marque, ennemis de la révolution prolétarienne, étaient d'origine prolétarienne : Noske, Bevin, Meany et autres.

---

<sup>1</sup>Ainsi, par exemple, les thèses du VI<sup>e</sup> Congrès du Komintern sur le mouvement révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux portent que les intellectuels sont souvent les représentants les plus résolus « des intérêts objectifs de la totalité de la bourgeoisie nationale... Qu'ils ne peuvent pas exprimer d'une manière générale les intérêts des paysans, parce que souvent les couches sociales, dont ils sont issus, sont liées à la possession de la terre ». (VI<sup>e</sup> Congrès du Komintern, compte rendu sténographique, fascicule 6, M.-L. 1929, p. 139).

Les conditions historiques modifient le comportement politique des hommes. Les colonialistes se sont systématiquement efforcés de soumettre à leur idéologie, à leur culture, les couches dominantes, et tout particulièrement les intellectuels des colonies, souvent même non sans succès. L'anglais est devenu la langue commune aux intellectuels de tous les peuples de l'Inde. Le français, celle des intellectuels des colonies africaines de la France. Les fils des radjas et de la grosse bourgeoisie de l'Inde ont fréquenté les plus aristocratiques écoles anglaises. Les colonialistes anglais et français se sont efforcés d'éduquer dans leurs écoles les fils des chefs de tribus d'Afrique en serviteurs loyaux de l'impérialisme. Mais de retour dans leur pays, ils devenaient souvent les chefs du mouvement de libération.

Avec l'aggravation des rapports entre colonialistes et colonies, nombre d'étudiants des pays coloniaux ont cherché une idéologie anti-impérialiste. Mais ils ne l'ont pas trouvée chez les savants bourgeois. Se tournant vers le marxisme-léninisme, ils se sont momentanément ou définitivement détachés de leurs classes.

L'expérience des 20 à 25 dernières années montre que, *pour bien comprendre les actions politiques des différentes couches de la population coloniale, il faut prendre en considération non seulement les intérêts économiques, mais aussi les facteurs historiques, nationaux, culturels et moraux.* Tous ces facteurs agissent contre l'impérialisme, suscitent autant que l'exploitation économique, la haine de la totalité du peuple des colonies et des pays libérés, des intellectuels tout particulièrement, envers les impérialistes.

Quelle que soit leur situation économique, les peuples d'Afrique n'oublient jamais que les conquérants européens se sont livrés à la traite des Noirs, ont déporté leurs ancêtres en Amérique, ont partagé toute l'Afrique entre eux sans aucun égard pour la nationalité, les tribus, l'histoire, la religion confessée, leur ont pris la terre, les ont refoulés dans le désert, les vouant ainsi à mourir de faim. Ils ne peuvent pas l'oublier pour cette raison encore que ces pratiques subsistent jusqu'à ce jour dans nombre de pays, bien que sous des formes plus dissimulées. Au Kenya, les troupes anglaises poursuivaient jusqu'à ces derniers temps une guerre d'extermination contre le peuple Kikuo ; à Madagascar, les colonialistes français ont exterminé 80 000 personnes (c'est le chiffre officiel) pour écraser « la révolte après la première guerre mondiale ». En 1956, la France a envoyé 400 000 hommes pour écraser la lutte de libération nationale du peuple algérien, pour défendre les domaines des gros colons français. En Afrique du Sud, les colonialistes continuent à traiter les Noirs comme des semi-esclaves, ils les parquent dans les réserves au désert, jettent chaque jour des centaines d'entre eux en prison, les privent de la moindre possibilité d'influer sur le sort de leur pays. Dans les possessions anglaises de Rhodésie, le salaire des ouvriers blancs est de nos jours également plusieurs fois supérieur à celui des Noirs. Aux Etats-Unis, les Noirs sont jusqu'à présent limités en fait dans leurs droits politiques, ils travaillent dans de plus mauvaises conditions que les Américains blancs. Comment un Africain, quelle que soit sa situation sociale, peut-il oublier cela ?

Comment un Indien (qu'il soit bourgeois, paysan ou ouvrier) peut-il oublier les humiliations que leur ont fait subir les Anglais lorsqu'ils étaient les maîtres en Inde ? L'autobiographie de Nehru, qui a lui-même fait ses études en Angleterre, et que les Anglais considèrent comme un des meilleurs connaisseurs de la langue anglaise, en est une éclatante illustration.

Comment les Chinois peuvent-ils oublier que les conquérants impérialistes ont attaqué leur pays, qui ne leur a jamais fait aucun mal, pour le diviser en « sphères d'influence », pour établir l'« exterritorialité » dans les villes chinoises, pour placer à l'entrée des parcs des inscriptions telles que : « Entrée interdite aux Chinois et aux chiens », et se faire transporter par des coolies, etc. ?

L'histoire des rapports entre les peuples des colonies et les colonialistes est un puissant facteur non économique qui incite toutes les couches de la population, y compris la bourgeoisie, et surtout les intellectuels, à la lutte contre l'impérialisme.

Les apologistes du colonialisme voudraient justifier le joug colonial par la nécessité de propager la culture. Ils prétendent que la soumission aux impérialistes est dans l'intérêt même des peuples « retardataires ». Selon les impérialistes tous les peuples des colonies et des pays libérés, ceux de couleur surtout, soit les deux tiers de l'humanité, appartiennent à des races « non cultivées », inférieures, et doivent être conduits par les Blancs, Européens et Américains<sup>1</sup>.

Toutes les classes de la population et tout particulièrement les intellectuels des pays coloniaux considèrent comme une grave offense l'allégation des impérialistes sur le « manque de culture » des peuples des colonies. Cette indignation est parfaitement légitime.

La civilisation indienne est plus ancienne que la civilisation européenne et ne lui cède en maints domaines, dans celui de l'art notamment. Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, les textiles indiens (mousseline) étaient considérés comme un objet de luxe par les classes privilégiées d'Europe.

La culture arabe a, elle aussi, sous bien de rapports, devancé la civilisation européenne. Au moyen âge, l'Espagne arabe était l'unique lieu en Europe où l'on cultivait sérieusement la science. Les universités arabes d'Espagne étaient les premières en Europe. On ne saurait concevoir les mathématiques et la physique moderne sans le système décimal arabe. Algèbre est un terme arabe.

Les Chinois, par exemple, étaient déjà un peuple hautement civilisé à une époque où les colonisateurs blancs étaient encore des barbares. Jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, la Chine ne leur cédait pas dans les domaines de la science et de la culture.

Les Indiens du Pérou, du Mexique, etc., avaient leur civilisation, leur art, leur Etat évolué bien avant la conquête de l'Amérique par les Européens. Deux plantes sans lesquelles nous ne pouvons pas imaginer notre nourriture : la pomme de terre et le maïs, étaient cultivées par les Indiens et c'est de là qu'elles sont venues en Europe.

Les peuples du « continent noir » que les impérialistes représentent toujours comme incapables de s'initier à la culture, avaient eux aussi leur civilisation avant l'invasion des colonialistes. Le savant anglais Gluckman écrit : « Nous devons avoir présent à l'esprit que lorsque les Européens ont pénétré pour la première fois en Afrique, une grande civilisation, bien développée, existait en Rhodésie, au Transvaal, en Angola, jusqu'à l'Afrique orientale. Il y avait des ouvrages d'irrigation sur tout le territoire ; à 25 mètres de profondeur on extrayait le nickel, le cuivre et l'or ; huit cents ans avant notre ère ces métaux étaient exportés en Perse, en Inde, en Chine<sup>2</sup>. »

La civilisation de l'Europe moderne n'a rattrapé les civilisations chinoise, indienne et arabe que depuis la Renaissance, et seule la révolution industrielle a assuré à l'Europe sa supériorité dans les domaines de la production matérielle, de la technique et des sciences naturelles<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Les impérialistes japonais se sont camouflés derrière le mot d'ordre : « L'Asie aux Asiatiques » !

<sup>2</sup> *New Statesman and Nation*, 26.V.1956, p. 589.

<sup>3</sup> Fort souhaitable serait une étude marxiste du problème, à savoir pourquoi le régime capitaliste et le machinisme se sont développés en Europe, et non pas dans les autres parties du monde, bien que le régime social précapitaliste y fût semblable à celui de l'Europe.

L'exploitation économique des peuples coloniaux, l'oppression séculaire des colonialistes, la calomnie qui les présentait comme des incivilisés, comme de races inférieures, ont provoqué l'indignation de toutes les classes des peuples coloniaux, des intellectuels tout particulièrement, éveillant en eux le sentiment d'unité nationale. Cela permet à la bourgeoisie et aux intellectuels, dans des conditions déterminées, de prendre la tête de la lutte contre les impérialistes, et de la mener à la victoire, comme cela s'est produit en Inde<sup>1</sup>.

L'effervescence nationale des peuples coloniaux a créé une situation où même le roi et chef religieux du Maroc a pu momentanément jouer un rôle progressiste dans le mouvement de libération nationale du peuple marocain.

Mais les impérialistes, ceux des Etats-Unis tout particulièrement, sont incapables de comprendre la signification du sentiment national chez les peuples coloniaux et les nations libérées. Les politiciens, les revues et les journaux américains s'étonnent des centaines de fois du manque de popularité des U.S.A., pourquoi les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine n'ont pas confiance en eux, les méprisent bien que les Etats-Unis leur aient accordé des milliards de dollars à titre d'« aide », tout en leur soutirant beaucoup plus sous la forme de profils, alors que ces mêmes peuples ont une attitude amicale envers l'Union Soviétique et les pays socialistes, bien que l'aide en argent reçue d'eux soit moindre que celle octroyée par les U.S.A.

Ils ne comprennent pas que les dollars ne suffisent pas pour gagner l'affection des peuples. Ils ne comprennent pas que l'Union Soviétique considère tous les peuples coloniaux, grands et petits, déjà libérés, ou se trouvant encore sous le joug de l'impérialisme, jaunes, bruns, rouges ou noirs, comme des égaux ; que l'U.R.S.S. accorde son aide sans conditions économiques ni politiques quelles qu'elles soient, mais en tant qu'acte d'amitié désintéressée dans les rapports entre égaux. Les peuples de la R.A.U. et d'autres pays comprennent parfaitement depuis longtemps cette différence, s'efforcent de se débarrasser de l'« aide » américaine, de se lier plus étroitement avec les pays socialistes.

Nombre de leaders bourgeois des anciennes colonies ont fait leurs études dans les universités des pays impérialistes. Ils comprennent que le capital monopoliste des U.S.A. n'est pas intéressé à développer les forces productives des anciennes colonies, à leur industrialisation, grâce à quoi ils deviendraient indépendants, sur le plan économique, à l'égard des impérialistes.

L'Union Soviétique et les autres pays socialistes sont intéressés à développer au maximum les forces productives des peuples des pays en voie de développement, à leur industrialisation, à ce que leur économie se consolide rapidement et devienne indépendante vis-à-vis des impérialistes. Et ces

---

<sup>1</sup> Certaines définitions des thèses du VI<sup>e</sup> Congrès du Komintern sont nettement dépassées, se sont avérées fausses dans les nouvelles conditions. Il y est dit : « La bourgeoisie nationale n'a pas la valeur d'une force en lutte contre l'impérialisme... Elle freine le développement du mouvement révolutionnaire » (*VI<sup>e</sup> Congrès du Komintern*, compte rendu sténographique, fascicule 7, p. 141).

Après l'expérience des dix dernières années, en Inde, à Ceylan, en Egypte et en Afrique du Nord, cette thèse ne peut guère être considérée comme juste. Aussi, la conclusion politique est-elle aussi erronée, selon laquelle « une tactique correcte dans la lutte contre les partis de la bourgeoisie... consiste à dénoncer vigoureusement leur caractère authentiquement national-réformiste (*ibid.*, p. 143). S'est également avéré erroné le pronostic, selon lequel, à l'instar du Kuo-min-tang la bourgeoisie des colonies passera progressivement dans le camp de la contre-révolution.

peuples le savent bien. On conçoit dès lors que leur attitude envers l'Union Soviétique soit amicale, tandis qu'ils adoptent une attitude de suspicion, une attitude négative à l'égard des U.S.A.

La bourgeoisie et les intellectuels des pays impérialistes s'étonnent que les peuples des anciens pays coloniaux, souvent même y compris la bourgeoisie nationale, adoptent une attitude bienveillante à l'égard des pays socialistes, envisagent très favorablement la possibilité de la transformation socialiste des anciennes colonies.

Cela se conçoit du point de vue historique.

Le capitalisme existe depuis plusieurs siècles déjà en Europe occidentale. Il a été en son temps un élément de progrès : il a aboli le féodalisme et aussi l'obscurantisme ; il a développé les forces productives, élevé l'instruction publique, la science et la technique à un niveau supérieur. Toutes les couches de la population, sauf les ouvriers révolutionnaires conscients, ont été gagnées à l'idéologie capitaliste.

Quant aux peuples des colonies, ils ont ressenti en premier lieu les effets négatifs du capitalisme. Les colonialistes-capitalistes n'ont pas aboli le féodalisme pourri dans les colonies, ils l'ont conservé. L'exploitation capitaliste n'a pas remplacé l'exploitation féodale, elle est venue s'y ajouter. Le capitalisme n'a pas développé les forces productives dans les colonies, il en a fait des fournisseurs de matières premières et agricoles, il a produit un immense surpeuplement agraire, le chômage massif. La bourgeoisie autochtone n'a pu se développer en raison de la concurrence faite par la bourgeoisie impérialiste. Les intellectuels n'ont pas eu accès aux affaires de l'Etat, etc.

Dans ces conditions, l'idéologie du capitalisme, l'idéologie de la toute-puissance de l'argent a beaucoup moins gagné les peuples coloniaux et n'a pu entièrement se substituer à la vieille idéologie qui remonte à l'époque précapitaliste. C'est pourquoi, les couches aisées de la population des anciennes colonies, y compris la bourgeoisie, ne connaissent pas la peur panique devant la transition au socialisme qu'éprouvent les mêmes couches sociales dans les vieux pays capitalistes.

Ainsi est erronée *la notion de bourgeoisie coloniale, force essentiellement réactionnaire* qui ne participe à la lutte anti-impérialiste que sous la pression des masses, toujours prête à la trahir, de même est erronée la théorie selon laquelle la lutte anti-impérialiste ne peut être victorieuse que sous la conduite du prolétariat. Comme le montre l'expérience des années d'après-guerre, la bourgeoisie nationale est capable et prête, étant donné l'existence du système mondial du socialisme, du puissant camp anti-impérialiste et l'affaiblissement de l'impérialisme, à prendre la tête du mouvement de libération nationale et partir à la conquête de l'indépendance *politique*.

*Cela ne signifie naturellement pas que le caractère double de la bourgeoisie coloniale a disparu, qu'elle n'est plus hésitante.* En règle générale, la bourgeoisie ne consent pas à des transformations agraires radicales dans l'intérêt de la lutte anti-impérialiste. Aucun grand pays colonial qui a accédé à l'indépendance sous la conduite de la bourgeoisie, n'a encore réalisé cette transformation<sup>1</sup>. La bourgeoisie est encore moins prête à céder de plein gré le pouvoir au prolétariat, voire à renoncer au système de la propriété privée.

---

<sup>1</sup> Même dans la R.A.U., où l'abolition des rapports féodaux a été poursuivie avec le plus d'énergie, un propriétaire privé pouvait posséder jusqu'à 200, actuellement jusqu'à 100 feddans de terre, ce qui, étant donné l'agriculture irriguée, assure incontestablement l'existence de la grande économie capitaliste.

« Cependant à mesure que les contradictions s'aggravent entre les travailleurs et les classes possédantes et que la lutte des classes s'exacerbe à l'intérieur du pays, est-il dit dans le Programme du P.C.U.S., la bourgeoisie nationale tend de plus en plus à pactiser avec l'impérialisme et la réaction intérieure. »

Malgré cela, les pays libérés du joug de l'impérialisme et gouvernés par la bourgeoisie jouent de nos jours un rôle progressiste dans la politique internationale, et forment avec les pays de la communauté socialiste le camp anti-impérialiste.

Il ne s'est pas encore écoulé suffisamment de temps depuis la libération des anciennes colonies pour pouvoir tirer des conclusions d'ensemble sur le rôle de la bourgeoisie dans ceux des pays libérés qui se sont engagés dans la voie du développement capitaliste ou qui hésitent encore à faire un choix entre le capitalisme et le socialisme.

En outre, le rôle et l'importance de la bourgeoisie diffèrent grandement dans les pays libérés en fonction du niveau de développement du capitalisme atteint avant la libération. Une chose est l'Inde qui, dès avant la libération, possédait de grandes entreprises, les usines Tata et Birla, proches du type monopoliste. Et autre chose, les pays tels que le Ghana ou le Mali qui n'avaient pas de bourgeoisie nationale bien que celle-ci existât à l'état embryonnaire. Ont également une grande importance les particularités du développement historique des peuples, leur niveau social et culturel atteint avant l'asservissement par les impérialistes et durant la période coloniale. En effet, des tribus luttent encore entre elles dans certains pays d'Afrique récemment libérés. L'Inde et le Pakistan ont été divisés selon la religion, bien que les Bengalis constituent en Inde et au Pakistan un peuple unique et que leurs intérêts économiques commandent leur union. En Inde, en Indonésie, dans la R.A.U., au Yémen, et autres pays, la réaction féodale lutte, sous prétexte de religion, contre les forces de progrès.

Dans ces conditions, il n'est pas possible de formuler pour le moment une opinion générale valable pour tous les pays libérés de la domination impérialiste. On ne peut qu'établir une ligne générale de développement de tous les pays libérés ayant atteint un niveau économique plus élevé, notamment: lorsque a été réalisé l'objectif qui avait momentanément rassemblé toutes les classes et couches de la société (sauf les magnats féodaux et les compradores), — la libération du joug de l'impérialisme, — le peuple commence à se diviser. Une nouvelle agression impérialiste peut reconstituer l'imité. *Mais dans l'ensemble, les intérêts de classe l'emportent toujours, refoulant les intérêts généraux de la nation, la lutte de classes s'exacerbe.*

L'Inde nous en fournit un exemple éclatant. Depuis plus de 30 ans, le programme du Parti du Congrès contient un paragraphe concernant le développement de la société indienne après la libération sur le « modèle socialiste ». Mais, jusqu'à ce jour, le gouvernement Nehru s'est efforcé de développer non pas le socialisme, mais le secteur de l'économie capitaliste d'Etat. La bourgeoisie et les éléments réactionnaires du pays s'opposent avec une vigueur toujours accrue à la politique de neutralité et d'amitié avec l'Union Soviétique (politique qui est incontestablement dans l'intérêt des peuples de l'Inde). De concert avec les Etats impérialistes, la grosse bourgeoisie essaie de modifier la politique intérieure et extérieure de l'Inde.

La tendance est donc ainsi à l'aggravation de la lutte de classes. A l'heure du danger national, les classes des pays libérés peuvent à nouveau se rassembler contre les impérialistes. Mais *la lutte sur la voie à suivre — socialiste ou capitaliste — est ce qui préoccupe au premier chef les peuples des pays libérés.* Cette lutte est fréquemment imbriquée avec le problème de l'orientation de la politique extérieure de ces pays, de son orientation sur le monde capitaliste ou sur le monde socialiste.

## 6

# LE PROBLÈME DE LA PAUPÉRISATION RELATIVE DU PROLÉTARIAT

Envisagée théoriquement, la paupérisation relative est un problème simple. Par paupérisation relative Marx entendait la diminution de la part de l'ensemble de la classe ouvrière dans le revenu national. *En régime capitaliste, la paupérisation relative se produit presque toujours*, même lorsque le salaire réel augmente. Marx écrivait : « Le salaire relatif peut baisser, même si le salaire réel monte en même temps que le salaire nominal, la valeur en argent du travail...<sup>1</sup> ».

Si nous partons de l'hypothèse de Marx, selon laquelle la force de travail est, comme toute marchandise, vendue à sa valeur, il est clair qu'avec l'accroissement de la productivité du travail, c'est-à-dire avec la réduction du temps de travail contenu dans une unité de marchandises faisant l'objet de la consommation des ouvriers, *la part de la classe ouvrière dans le revenu national diminue de plus en plus*, tandis que la part de la bourgeoisie, celle des classes dominantes, augmente.

Théoriquement, il ne peut y avoir aucun doute là-dessus. Mais il est très difficile de mesurer concrètement, de chiffrer ce processus.

Ces chiffres sont naturellement très approximatifs, ils font néanmoins ressortir, dans le cadre d'une période de hausse, une chute considérable consécutive à la crise de 1929-1933, puis (partiellement en raison de la dévaluation du dollar en 1933) à la montée ininterrompue jusqu'à ce jour de l'indice des prix. (Dans les autres pays, où l'inflation et la dévaluation ont été plus considérables qu'aux U.S.A., la hausse des prix a été encore plus marquée).

Les raisons principales de ce phénomène qui, de prime abord, semble être en contradiction avec la théorie générale de la formation des prix, sont les suivantes :

a) l'inflation et la dévaluation des monnaies, principale cause de la hausse des prix dans la période de crise générale du capitalisme ;

---

<sup>1</sup> K. Marx et F. Engels, *Œuvres choisies* en deux volumes, t. I, p. 92.

b) les monopoles fixent des prix qui sont supérieurs à la valeur des marchandises, ou plus exactement, aux prix de production ; une partie de ce surplus est à la charge des acheteurs des biens de consommation<sup>1</sup> ;

c) impôts indirects, taxes douanières, etc., rejetés sur les acheteurs ;

Dans son analyse, Marx suppose l'existence d'une monnaie-or stable et de la libre concurrence. Dans ces conditions, par suite de la diminution de leur valeur (la qualité étant la même), les prix des biens de consommation devraient logiquement baisser, et la valeur de la force de travail diminuer en conséquence, c'est-à-dire que la part de la classe ouvrière dans le revenu national diminuerait, qu'il y ait paupérisation absolue ou non.

Mais les prix des biens de consommation n'ont pas baissé au XX<sup>e</sup> siècle, ils ont été continuellement en hausse. Le cas des U.S.A. en est une illustration.

INDICE DES PRIX DES BIENS DE CONSOMMATION<sup>2</sup>  
(1947-1949=100)

1913	1930	1933	1940	1950	1960	1962
42	71	55	60	103	126	128

d) l'Etat du capitalisme monopoliste hausse les prix en recourant à différents procédés, parfois directement (par exemple, la fixation de prix minimum pour des denrées agricoles dans tous les pays capitalistes évolués), parfois indirectement, au moyen des taxes douanières, des restrictions ou des prohibitions à l'importation des marchandises, de subventions à l'exportation des marchandises, etc.

En raison de la montée en flèche des prix des biens de consommation, le salaire en espèces des ouvriers doit notablement augmenter.

Il faut chercher une autre voie pour exprimer en chiffres la paupérisation relative. L'analyse de la répartition du revenu national entre les classes est cette voie. Les changements de prix ne jouent aucun rôle pour ces grandeurs relatives.

Mais cette voie n'est pas simple non plus. La statistique bourgeoise du revenu national est en général peu sûre, surtout du fait que la bourgeoisie est intéressée à falsifier cette statistique, à faire ressortir, contre toute vérité, l'accroissement de la part de la classe ouvrière dans le revenu national.

Pour cette raison, la statistique de la répartition du revenu national doit être substantiellement rectifiée pour servir de preuve de la paupérisation relative. Il faut déduire des revenus des ouvriers et des employés les impôts et les cotisations au fonds de la sécurité sociale, soustraire la part du revenu des « employés » supérieurs qui en fait sont des capitalistes (directeurs d'entreprise, etc.), déduire les dépenses que les ouvriers sont obligés de faire non pas pour leur consommation personnelle, mais pour le capitaliste : frais de déplacement jusqu'au lieu de travail, qui sont considérables aux U.S.A., usure supplémentaire des vêtements et chaussures, là où les ouvriers ne reçoivent pas de vêtements de travail. Il faut, d'autre part, ajouter les revenus provenant de la sécurité sociale, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans le revenu global.

<sup>1</sup> L'autre partie est constituée par le prélèvement sur les bénéfices des entreprises non monopolistes (voir plus loin).

Pour ce qui est des autres chapitres du revenu national, excepté les salaires, ils figurent plusieurs fois dans les statistiques. Les revenus des avocats, des médecins, des artistes, des acteurs, des écrivains, etc., sont des revenus dérivés, provenant surtout des prélèvements sur le revenu de la bourgeoisie, partiellement sur les revenus des ouvriers.

Tout cela ne peut être calculé que très approximativement et les différences peuvent être importantes. A titre d'illustration, nous donnons ci-après trois calculs effectués par différentes personnes et institutions.

PART DES OUVRIERS ET DES EMPLOYÉS  
DANS LE REVENU NATIONAL DES ETATS-UNIS EN %

	1889	1900	1919	1920	1929	1939	1956	1960
I. Kouzminov <sup>1</sup>	70		61		47	45	40	
A. Katz <sup>2</sup>	.				46,8	46,5	45,7	46,2
Statistique officielle		48,6		51,5	53,5	57,6	62,6	63,3

A. Katz fournit des renseignements précis sur les rectifications faites par lui à la statistique officielle américaine. Nous ne les analyserons point, car ils sont justes pour la plupart. Ils réfutent les allégations de cette statistique qui, dans un but de propagande, voudrait faire accroire que la part du revenu national qui revient aux ouvriers et aux employés augmente. Toutefois les calculs de l'auteur ne font pas ressortir que la part des ouvriers diminue.

Pour ce faire, l'auteur introduit une correction nouvelle et originale : il prend en considération l'accroissement du nombre des salariés et calcule en conséquence la part des ouvriers. Par ce procédé, il a obtenu le résultat suivant :

PART DE LA POPULATION PROLÉTARIENNE ET  
PROLÉTARIÉE DANS LE REVENU NATIONAL POUR LA  
PÉRIODE 1900-1956, en %

1900	1910	1920	1929	1940	1948	1953	1956
59,7	54,3	55,0	53,5	48,8	45,1	46,2	45,7

Calculer le nombre des ouvriers pour démontrer leur paupérisation relative est un procédé tout à fait admissible. Mais il faut tenir compte du fait que par cette méthode on obtient non pas la part réelle de la classe ouvrière (et des employés) dans le revenu national, mais une modification présumée de la part du salaire moyen dans le revenu national.

Par ailleurs, les chiffres susmentionnés font nettement ressortir la diminution de la part des ouvriers *avant la deuxième guerre mondiale*, mais ils ne montrent pas *de diminution dans l'après-*

---

<sup>1</sup> Cf. I. Kouzminov, *La paupérisation des travailleurs en régime capitaliste*, M. 1960, p. 19. L'auteur n'indique ni les sources, ni la méthode de calcul. Il déclare qu'il s'agit du rapport entre les bénéfices et les salaires dans l'« industrie » sans mentionner s'il s'agit de toute l'industrie ou bien de l'industrie de transformation seulement ; sans préciser s'il s'agit des bénéfices, impôts payés ou non. Aussi, ses chiffres ne peuvent pas être vérifiés et le lecteur doit le croire sur parole.

<sup>2</sup> Cf. A. Katz, *La situation du prolétariat des Etats-Unis sous l'impérialisme*, Editions de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., 1962, pp. 92, 97.

guerre. De la sorte, la méthode de calcul employée par l'auteur ne fait pas non plus ressortir d'importante paupérisation relative dans l'après-guerre, comme d'ailleurs les données obtenues sans cette modification.

Enfin, nous voudrions noter que l'exposé de l'auteur est si compliqué qu'un lecteur non averti ne peut guère le suivre, et doit, une fois de plus, le croire sur parole. En règle générale, plus la preuve statistique est compliquée, et moins elle est convaincante pour le lecteur.

Nous voudrions à ce propos faire quelques remarques sur l'emploi scientifique de la statistique bourgeoise.

Nombre d'auteurs ont tout à fait oublié les paroles de Lénine sur « l'irréfutabilité » des données de la statistique bourgeoise. Selon eux toute statistique bourgeoise est falsifiée. Cela est évidemment erroné.

Il est des domaines où la falsification est certaine notamment la statistique de la répartition du revenu et de la richesse nationale, les dépenses pour le minimum vital (cost of living), dont dépend souvent l'augmentation ou la diminution du salaire des ouvriers lors de la signature des conventions collectives à long terme, etc. Mais il est des domaines où la bourgeoisie est elle-même intéressée à fournir des informations exactes, par exemple, sur le volume de la production, des stocks, sur le montant des commandes, sur les carnets de commandes, etc.

Il est tout à fait inadmissible, selon nous, lorsqu'on utilise les statistiques bourgeoises, d'ajouter mécaniquement des mentions telles que : « d'après les données falsifiées de la statistique bourgeoise », « d'après des données nettement falsifiées », etc. C'est se moquer du lecteur ! L'auteur est tenu, en général, de ne pas citer de chiffres qu'il considère falsifiés ou bien il doit en expliquer la raison, dans quel sens, et approximativement dans quelle mesure ils sont falsifiés.

Il est encore plus ridicule lorsque certains auteurs, après avoir déclaré que les données de la statistique bourgeoise sont falsifiées, calculent des pourcentages sur la base de ces mêmes statistiques, avec une précision de l'ordre d'un dixième et même d'un centième.

Aucune statistique n'est naturellement pas « précise », c'est-à-dire parfaitement conforme à la réalité. L'écart avec la réalité peut varier selon les méthodes employées. La statistique de la natalité et de la mortalité dans les pays où chaque naissance, chaque décès doivent être obligatoirement déclarés, est presque précise. La statistique des récoltes, basée sur les estimations de personnes souvent incompetentes, peut être imprécise dans les limites de 10% en plus ou en moins. Mais l'imprécision ne contredit pas les paroles de Lénine sur l'« irréfutabilité » de la statistique bourgeoise lorsqu'il s'agit de démontrer la justesse des lois économiques du développement de la société capitaliste formulées par Marx. L'imprécision des statistiques est sans importance dans ce cas.

Bref, la statistique bourgeoise, l'unique statistique sur l'économie des pays capitalistes dont nous disposons, doit être utilisée, comme Lénine l'a toujours fait, d'une manière concrète, dans un esprit critique, c'est-à-dire scientifiquement, sans « adapter » la statistique à ce que l'on veut démontrer<sup>1</sup>, car point n'est besoin de recourir à de tels procédés pour démontrer la justesse du marxisme.

---

<sup>1</sup> Citons un exemple concret d'une telle adaptation de la statistique. Pour prouver l'accroissement rapide des stocks aux U.S.A., A. Katz prend dans son livre (p. 48) comme point de départ l'année 1933, lorsque après quatre ans de crise grave de surproduction, les stocks étaient anormalement réduits. Pour être scientifiquement précis il aurait fallu prendre le niveau moyen du cycle.

\* \* \*

Le calcul de la croissance du taux d'exploitation est la plus simple méthode de preuve statistique de la paupérisation relative du prolétariat. Ces deux processus sont identiques au fond : en effet, l'appropriation de la plus-value est à la base de la répartition du revenu national entre les classes.

Sur la base du recensement opéré dans l'industrie de transformation des U.S.A., portant sur la totalité des salaires payés, c'est-à-dire le capital variable (v), la totalité des dépenses en matières premières, combustibles, etc., c'est-à-dire la partie circulante du capital constant (c), et la somme de la valeur nouvellement créée (v+m), nous avons calculé le taux approximatif de plus-value pour la période de 1899 à 1931. Citant ce calcul, nous écrivions :

« Il faut à cette occasion attirer une fois de plus l'attention sur le fait que ce taux de plus-value est inférieur au taux réel, car la part des bénéficiaires du capital commercial, qui est également créée dans l'industrie, n'y est pas comprise.

« Nous estimons nécessaire de souligner que *le calcul susmentionné est une tentative de calcul très approximatif du taux de plus-value basé sur des données tout à fait insuffisantes. Ce calcul présente certainement un fort décalage par rapport à la réalité.* Tout ce que l'on peut dire à propos de ce décalage, c'est qu'il minimise le taux de plus-value réel<sup>1</sup>. »

Nous avons obtenu la série suivante, caractérisant le taux d'exploitation :

1899	1909	1919	1921	1925	1929	1931
128	130	122	106	128	158	147

Malgré son manque de précision, ce rang fait ressortir trois faits :

a) l'hypothèse de Marx, adoptée après consultation avec Engels, selon laquelle dans les années 60 du XIXe siècle le taux d'exploitation en Angleterre était de 100%, était juste ;

b) le taux d'exploitation augmente avec le développement du capitalisme, ce qui est une preuve irréfutable de la paupérisation relative du prolétariat ;

c) le taux d'exploitation baisse dans les années de crise et monte dans les années de prospérité. A première vue, cela paraît étrange, mais cela est compréhensible. Lorsqu'il y a forte baisse de la production, conséquence de la crise, les dépenses en main-d'œuvre qui ne participe pas directement à la création d'une nouvelle valeur, c'est-à-dire l'embauche d'employés, d'ingénieurs, d'ouvriers chargés de l'information, de magasiniers, de gardiens, etc., changent peu, tandis que la masse des valeurs nouvellement créées diminue fortement. Le contraire se produit dans les phases de prospérité, le profit du capital et le taux d'exploitation sont alors les plus élevés, ce qui est parfaitement conforme à la nature du capitalisme.

Pour ce qui est de l'après-guerre, nous ne connaissons que le montant des salaires payés et des valeurs nouvellement créées<sup>2</sup>. En se basant sur ces données, on peut calculer  $m/v$ , c'est-à-dire le taux d'exploitation. Nous avons obtenu le taux suivant d'exploitation :

<sup>1</sup> E. Varga, *Entre les VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern. Economie et politique 1928-1934*, Partizdat 1935, p. 188.

<sup>2</sup> *Statistical Abstract of the United States*, 1961, p. 777.

1947	1950	1955	1958
187	187	183	192

Naturellement, ces chiffres, qui ne sont pas non plus très précis, montrent que le degré d'exploitation dans l'après-guerre est bien supérieur à celui d'avant la deuxième guerre mondiale, et continue son ascension, bien que lentement. C'est-à-dire que malgré les allégations des propagandistes bourgeois sur le nivellement continu des revenus dans les pays hautement évolués, la paupérisation relative persiste.

Certains économistes soviétiques (V. Motylev, M. Smit-Falkner, A. Katz) considèrent que notre calcul minimise trop le taux d'exploitation, et ils ont calculé des taux plus élevés en faisant des corrections (justes ou fausses). Nous épargnerons au lecteur l'analyse de toutes ces corrections : en effet, pour illustrer l'action de la tendance à l'accroissement de la paupérisation relative, ce qui importe, c'est non pas la proportion absolue du taux d'exploitation, mais son mouvement, son ascension prolongée (bien qu'avec des oscillations). Nous comparerons de ce point de vue nos rangs et ceux de Katz.

*MOUVEMENT DU TAUX D'EXPLOITATION DANS L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION DES U.S.A.*

	1919	1931	1958	Croissance de l'exploitation entre 1919 et 1958 en %
Notre calcul approximatif	122	147	192	58
Calculs de A. Katz <sup>1</sup> : Premier calcul	130	142	209	53
Deuxième calcul	242	311	369 (1957)	51
Troisième calcul complet	253	344	397 (1957)	57

La montagne a accouché d'une souris. Tous les calculs très compliqués de A. Katz font ressortir la même croissance du taux d'exploitation (même un peu inférieure) que notre calcul plus approximatif.

Nous pourrions terminer là-dessus avec ce problème. Mais le lecteur peut demander : qu'est-ce qui a donné dans le second calcul de A. Katz un si grand accroissement (environ 100%) en comparaison de son premier calcul ? Ce bond s'est produit parce qu'à part le profit du capital commercial l'auteur défalque le salaire des ouvriers occupés dans le commerce des salaires touchés par les ouvriers de l'industrie de transformation et ajoute la somme ainsi obtenue à la plus-value. Cela est absolument faux : cela n'est pas une défalcation sur les salaires<sup>1</sup>, mais le *paiement par l'acheteur, sur son propre revenu, des services rendus par le commerce*.

Pour que tout soit parfaitement clair, prenons, par exemple, les services à *l'état pur*. L'ouvrier américain envoie une dépêche et en règle le montant. Est-ce là défalcation sur son salaire ? Les appointements des centaines de milliers d'employés de l'American Telegraph and Telephone sont-ils une défalcation sur le total des salaires des ouvriers de l'industrie de transformation, comme l'auteur le prétend en application aux employés de commerce ! Nul ne le prétendrait. Ayant payé l'envoi du télégramme, l'ouvrier prélève sur son salaire la somme nécessaire pour payer le service qui lui est rendu.

<sup>1</sup> A. Katz, *La situation du prolétariat des U.S.A. sous l'impérialisme*, pp. 62, 70, 77.

Les choses se présentent d'une façon semblable dans le commerce. Celui-ci rend de grands services aux acheteurs. De nos jours, on ne saurait concevoir la vie aux U.S.A. sans les services du commerce. Les acheteurs les payent sous la forme de la majoration des prix. C'est la source des appointements des employés de commerce, et partiellement des revenus des petits commerçants. Il est absurde de considérer comme de la plus-value le salaire des employés de commerce. La volonté de montrer un taux d'exploitation plus élevé en usant de méthodes compliquées ne fait pas mieux comprendre la paupérisation relative.

## LE PROBLÈME DE LA PAUPÉRISATION ABSOLUE

Le problème de la paupérisation absolue est beaucoup plus compliqué que celui de la paupérisation relative. Tous les marxistes sont d'accord pour dire que la paupérisation relative est un phénomène constant sous le capitalisme. Les divergences de vues ne portent que sur les méthodes de démonstration concrète ainsi que sur les rythmes de cette paupérisation. Ces divergences sont beaucoup plus grandes lorsqu'il s'agit de la paupérisation absolue.

Les apologistes du capitalisme, les sociaux-démocrates de droite, les peu nombreux renégats (Browder) nient en général la paupérisation absolue. Cela est naturellement faux : il y a toujours eu dans le monde bourgeois des pays à paupérisation absolue des travailleurs. Il s'agit avant tout des pays où la pénétration capitaliste a perturbé ou détruit le vieux régime social, mais où le mode de production capitaliste ne s'est pas substitué à l'ancienne structure.

Il y a cent ans, Marx écrivait à propos de l'Allemagne : « ...nous sommes, comme tout l'Ouest de l'Europe continentale, affligés et par le développement de la production capitaliste, et aussi par le manque de ce développement. Outre les maux de l'époque actuelle, nous avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la végétation continue de modes de production dépassés, avec la suite des rapports politiques et sociaux à *contre-temps* qu'ils engendrent. Nous avons à souffrir non seulement de la part des vivants, mais encore de la part des morts. *Le mort saisit le vif*<sup>1</sup> ! »

Il y a 60 ans, Lénine développait ainsi cette pensée : « .. dans les "régions frontières" du capitalisme (c'est-à-dire dans les pays et dans les branches de l'économie nationale où le capitalisme ne fait encore qu'apparaître, se heurtant à l'ordre précapitaliste), l'aggravation de la misère — non seulement de la misère "sociale", mais aussi de la plus terrible misère physique, la famine et la mort qui s'ensuit — prend de vastes proportions<sup>2</sup>. »

---

<sup>1</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. I, pp. 18-19.

<sup>2</sup> V. Lénine, *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 4, p. 240.

Cela reste valable de nos jours ! Même un défenseur du capitalisme comme Stevenson reconnaît que le revenu national des peuples sous-développés, calculé par habitant, diminue d'année en année, c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'il y a paupérisation absolue.

Le journal d'une femme noire logée dans un taudis des faubourgs de l'opulente ville brésilienne de Sao Paulo<sup>1</sup>, brosse le tableau de l'effroyable misère qui y règne à présent. Mère de trois enfants (dont deux sont blancs), abandonnée par le père qui a laissé la famille sans moyens de subsistance, cette femme ne peut trouver un emploi stable. Portant le cadet attaché au dos, elle fait chaque jour le tour des poubelles dans les quartiers riches, d'où elle retire le papier qu'elle vend aux marchands pour quelques sous, et d'autres déchets pouvant plus ou moins être utilisés. Elle est sans argent, ayant à sa charge trois enfants qu'elle aime beaucoup, mais qu'elle n'arrive pas à nourrir. Le 26 août 1959, elle note dans son journal : « Il n'est pire au monde que la faim<sup>2</sup>. » Mais en plus de la faim, cette femme souffre encore terriblement du fait que dans la zone où elle habite ce ne sont qu'ivrognerie, rixes, injures, ses enfants sont roués de coups. Ainsi vivent les gens au Brésil, pays riche.

Il est hors de doute que le prolétariat d'Allemagne de l'Ouest, de France et des autres pays capitalistes d'Europe qui ont participé à la seconde guerre mondiale a traversé, pendant les hostilités et dans les années de grave inflation d'après-guerre, une période de paupérisation absolue, de diminution absolue du salaire réel.

La question n'est pas de savoir s'il y a paupérisation absolue sous le capitalisme, mais s'agit-il dans les pays capitalistes évolués d'un processus permanent irréversible, comme la paupérisation relative (comme l'affirment et le « démontrent » chez nous jusqu'à présent pas mal d'auteurs), ou la paupérisation absolue est-elle un processus *inconstant, réversible*.

Le premier point de vue est d'autant plus étrange qu'il contredit les opinions de Lénine, les dispositions de l'ancien Programme du parti, rédigé par Lénine, qu'il est contraire au nouveau Programme du P.C.U.S. qui reprend essentiellement les termes de l'ancien programme sur la paupérisation absolue.

En 1902, lors de la discussion du projet de Programme du parti, écrit par Plékhanov, Lénine faisait remarquer : « Je ne demande pas qu'on parle de la croissance absolue de la pauvreté et de la misère...<sup>3</sup> » Plus loin, il disait : « *Accroissement* de toutes les formes de misère" : cet emprunt à mon projet n'est pas parfaitement heureux. Je n'ai pas parlé *d'accroissement* de la misère. L'expression "toutes les formes" inclut aussi la notion d'"*absolu*"<sup>4</sup>. Le Programme du P.C.U.S. déclare que « les crises et les périodes de stagnation industrielle ruinent davantage les petits producteurs, augmentent la dépendance du travail salarié vis-à-vis du capital, et mènent encore plus rapidement à l'aggravation relative, parfois même absolue, de la situation de la classe ouvrière<sup>5</sup>. »

---

<sup>1</sup> Cf. Carolina Maria de Jesus, *Beyond All Pity*, London 1962 (traduit du portugais).

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 189.

<sup>3</sup> V. Lénine, *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 6, p. 43.

<sup>4</sup> *Ibid.*, pp. 60-61.

<sup>5</sup> *Programme du Parti communiste de l'Union Soviétique*, p. 11.

Comme on voit, le Programme du P.C.U.S. dit, tout comme l'affirmait Lénine, que l'aggravation absolue de la situation (c'est-à-dire la paupérisation absolue) se manifeste « parfois » à la suite de crises. « Parfois » signifie « quelquefois », mais en aucun cas constamment.

Or, I. Kouzminov écrit : « Il est malheureusement encore des théoriciens qui ne mentionnent la thèse de Marx sur la paupérisation des travailleurs que lors des crises et sont portés à l'oublier dans la phase d'essor, faisant ainsi dépendre les principes du marxisme-léninisme du cycle capitaliste et des fluctuations de la conjoncture capitaliste<sup>1</sup>. »

Nos dogmatiques oublient également d'autres opinions exprimées par les classiques du marxisme mettant en garde contre la répétition dogmatique et mécanique de la loi de Marx sur la polarisation de la société capitaliste et l'accroissement de la misère par suite de l'accumulation du capital. Marx a lui-même signalé les tendances contraires qui modifient cette loi : « L'action de cette loi, comme tout autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières<sup>2</sup>. » Dès 1891, Engels signalait les plus importants facteurs qui modifient l'action de la loi de la paupérisation du prolétariat. Il critiquait le paragraphe du projet de Programme du Parti social-démocrate allemand de 1891, où il était dit : « Le nombre des prolétaires et leur *misère* s'accroissent de plus en plus ». Engels écrivait à ce propos : « Cela, affirmé d'une façon aussi absolue, n'est pas exact. Il est possible que l'organisation des travailleurs, leur résistance toujours croissante opposent une certaine digue à l'accroissement de la *misère*. (Mais ce qui grandit certainement, c'est l'"*incertitude de l'existence*"<sup>3</sup>. » En cette phase de la crise générale du capitalisme, cette « digue » est beaucoup plus efficace qu'il y a 70 ans, époque à laquelle l'organisation des ouvriers était beaucoup plus faible que de nos jours.

Nos dogmatiques méconnaissent tout cela. Entre 1947 et 1953, le point de vue officiel de la direction de l'Institut d'économie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. (après sa fusion avec l'Institut de l'économie mondiale) sur la nature permanente de la paupérisation absolue dans la totalité du monde capitaliste, était celui des scientifiques soviétiques s'occupant, des problèmes de l'économie capitaliste. Certains d'entre eux soutenaient même que la paupérisation est en constante progression, qu'il y a diminution progressive du salaire réel. L'objection formulée par nous, selon laquelle même si le salaire réel diminuait dans une très faible progression, il se rapprocherait de zéro dans un laps de temps relativement bref (comme le prouve un simple calcul mathématique)<sup>4</sup>, n'a produit aucun effet.

Marx abordait le problème du salaire réel avec plus de souplesse que ne le font les dogmatiques. Il a établi sous la forme la plus générale que le salaire réel doit être égal à la *valeur* de la force de travail, y compris les dépenses afférentes à la formation de nouveaux ouvriers.

Marx affirmait-il que le salaire réel est une grandeur invariable et correspond toujours à la valeur de la force de travail ? Evidemment non. Marx soulignait non seulement que les capitalistes cherchent toujours à abaisser le salaire réel au-dessous du niveau de la valeur de la force de travail, ce qui leur réussit fréquemment, mais *il admettait aussi la possibilité d'une augmentation* du salaire

---

<sup>1</sup> Cf. I. Kouzminov, *La paupérisation des travailleurs sous le capitalisme*, p. 26 (éd. russe).

<sup>2</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. III, p. 87.

<sup>3</sup> K. Marx et F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 81.

<sup>4</sup> A supposer que dans la première année, le salaire réel diminue de 0,5% et qu'il continue de diminuer progressivement de 0,1% par an, au bout de 28 ans, il ne représentera plus que la moitié de sa grandeur initiale.

réel. Il écrit, par exemple, dans *le Capital* : « En mettant les subsistances à meilleur marché, le développement des pouvoirs productifs du travail fait que les travailleurs aussi baissent de prix<sup>1</sup> » qu'augmente par conséquent le taux de plus-value, *même lorsque le salaire réel augmente*.

Bien que la valeur de la force de travail soit à la base de la grandeur du salaire réel, sa grandeur effective est un des résultats de la lutte de classes entre le travail et le capital. *Les proportions concrètes du salaire réel changent dans chaque pays* et dans chaque période selon le déroulement de la lutte de classes. En outre, le salaire réel de la classe ouvrière change régulièrement au cours du cycle.

Des personnes qui se considèrent des marxistes orthodoxes continuent à démontrer que la paupérisation absolue est un processus permanent, que dans des pays capitalistes évolués comme l'Angleterre et les U.S.A., le salaire réel est de nos jours inférieur à celui d'il y a 60 ans.

I. Kouzminov écrit dans l'ouvrage déjà cité (p. 148), « qu'en Angleterre... le salaire réel... est actuellement (en 1958. — E.V.) inférieur au niveau de 1938 et, par conséquent, inférieur au niveau de 1900-1901 ». Il l'affirme également en ce qui concerne les U.S.A. Il écrit (p. 154) qu'en 1920, le niveau des salaires était « inférieur au niveau de 1899 », qu'avant la deuxième guerre mondiale il « n'avait pas atteint le niveau de 1899-1900 » (p. 157) ; qu'en 1952, le salaire réel représentait 85% de celui de 1939 (p. 158) ; qu'en 1956, « l'augmentation du salaire réel... a, dans le meilleur des cas, rajusté le niveau général des salaires à celui de 1939, année d'avant-guerre » (p. 160), et qu'en 1958, le salaire était d'environ 5% inférieur à celui de 1956, c'est-à-dire qu'en 1958, le salaire réel des ouvriers américains était inférieur de 5% au niveau de 1939, lui-même inférieur au niveau des années 1899-1900. Ainsi à en croire I. Kouzminov, le salaire réel des ouvriers américains, celui aussi des ouvriers anglais, aurait baissé durant tout le XX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire qu'il y aurait paupérisation absolue de la classe ouvrière. En d'autres termes, cela fait que la paupérisation absolue se produit non pas « parfois » à la suite des crises, comme déclare le Programme du P.C.U.S., mais qu'il y a paupérisation absolue séculaire.

Bien que plus prudemment, A. Katz considère lui aussi que la paupérisation absolue est aux Etats-Unis un processus permanent. Il écrit : « En analysant la dynamique du salaire réel durant une longue période, il faut tenir compte du fait que les *processus d'aggravation absolue de la situation* des masses prolétariennes dans un pays aussi évolué que les U.S.A. *n'ont pas toujours le caractère d'un mouvement rectiligne*<sup>2</sup>. » En termes clairs, cela veut dire qu'aux U.S.A., la paupérisation absolue est permanente, bien que non rectiligne.

Cette affirmation est-elle juste ? Etant donné le caractère varié du développement historique du capitalisme dans les différents pays et à différentes époques, les lois du capitalisme ne peuvent pas jouer partout de la même façon. Affirmer que la paupérisation de la classe ouvrière est ininterrompue et de nature identique dans tous les pays capitalistes, c'est fermer la porte à l'analyse scientifique de ce problème important pour la lutte de classes du prolétariat.

Les dogmatiques peuvent dire : nous avons prouvé, statistiques en mains, que le salaire réel des ouvriers des U.S.A. et d'Angleterre a diminué au XX<sup>e</sup> siècle. Nous répondrons à cela que ce problème ne peut pas être résolu rien que par des statistiques.

---

<sup>1</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. III, p. 45.

<sup>2</sup> A. Katz, *La situation du prolétariat des U.S.A. sous l'impérialisme*, p. 168 (souligné par nous. — E.V.).

Sur quoi reposent les preuves statistiques ? Elles sont basées sur la comparaison des modifications du salaire en argent et de celles du minimum vital (cost of living). Cette méthode est applicable à un bref laps de temps (jusqu'à dix ans). Mais elle ne convient absolument pas pour une longue période, et encore moins pour la totalité du XX<sup>e</sup> siècle.

En effet, la structure de la consommation d'une famille ouvrière diffère tant de ce qu'elle était en 1899 que la comparaison faite sur une telle base ne tient pas. Le progrès technique a créé de nouveaux besoins, tandis que les nouveaux besoins ont impulsé le progrès technique. Au début du siècle, les ouvriers américains n'avaient pas de dépenses à faire pour l'achat d'une voiture automobile, d'un appareil de radio, de télévision, pour le nettoyage des vêtements, etc. Ils préparaient leurs repas chez eux et employaient des produits frais. De nos jours, ils achètent des conserves, des plats tout faits, etc. L'indice du coût de la vie ou l'indice des prix de consommation peut-il être, dans ces conditions, la mesure du salaire réel<sup>1</sup> ?

Les chiffres suivants montrent la rapidité avec laquelle la structure de la nourriture se modifie aux U.S.A. : en 1902, la consommation par habitant comparée à celle de 1947-1949 avait *augmenté* de 45% pour la viande de bœuf, de 60% pour les poulets, de 70% pour la margarine, de 312% pour les fruits congelés, de 362% pour les légumes congelés ; la consommation par habitant a *diminué* de 10% pour les pommes de terre, de 15% pour la farine, de 30% pour le beurre, de 30% pour les légumes frais<sup>2</sup>.

En étudiant ce problème complexe, il faut toujours avoir présent à l'esprit les sages paroles de Lénine : « ...l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse...<sup>3</sup> »

Il est hors de doute que des millions de prolétaires des U.S.A. et d'Angleterre logent dans des taudis, se nourrissent mal. Il est évident que les chômeurs longtemps privés d'un emploi sont très malheureux.

Lord Orr, grand spécialiste de ce problème, écrivait en 1943 : « Parmi les éléments les plus déshérités de la classe ouvrière, environ 50% des femmes capables de procréer souffrent d'anémie par suite d'une nourriture irrationnelle. La mortalité infantile, la tuberculose et certains autres phénomènes pathologiques, résultant de la sous-alimentation, sont plus fréquents parmi la population pauvre, sous-alimentée. Les enfants n'ont pas la taille normale. La taille moyenne des adultes parmi la population pauvre est inférieure de 4 pouces à celle des couches aisées qui se nourrissent bien<sup>4</sup>. »

---

<sup>1</sup> Les services de statistique des pays bourgeois s'efforcent de surmonter cette difficulté en « adaptant » périodiquement l'indice du coût de la vie aux modifications de la structure de la consommation. Mais cela ne fait qu'embrouiller encore plus les calculs et vise souvent à présenter la situation des ouvriers sous un jour plus favorable qu'elle ne l'est en réalité.

<sup>2</sup> Cf. *The Economist*, 19.I.1963. Calculé d'après *National Food Situation*, US Department of Agriculture.

<sup>3</sup> V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, I, 22, p. 206.

<sup>4</sup> G.B. Orr, *Food and the People*, London 1943, p. 20. Lord Orr fait remarquer qu'il y a 250 ans, lorsque les ouvriers se nourrissaient (de même que les paysans) d'aliments beaucoup plus simples qu'à présent, ils absorbaient davantage de vitamines, de fer et de calcium que n'en consomment de nos jours les citoyens dont la nourriture est plus recherchée. Mais cela ne résulte pas de la diminution du salaire réel, ce sont les habitudes qui ont changé.

Tout cela est exact. Mais cela ne signifie pas que la *masse essentielle* des ouvriers anglais et américains, que l'ensemble de la classe vit plus mal qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Etant donné les changements considérables survenus dans la structure de la consommation, dans les conditions de travail et l'intensité accrue du travail, les méthodes statistiques ne « prouvent » rien.

Le tableau du « Salaire réel, annuel, visible, libre; » établi par A. Katz<sup>1</sup> (les dépenses pour le transport et le loyer ne sont pas comprises), montre l'inconsistance des calculs de ce genre :

1884-1892	100
1893-1903	90
1950-1960	98,1

Si nous comparons les années 1950-1960 et 1884-1892, il apparaîtra que le salaire réel a *diminué* de 2% en 1950-1960. Mais en comparant ce salaire à celui de 1893-1903, on s'aperçoit qu'il a augmenté de 8%.

Que prouve un tel calcul ?

Etant donné leur extrême complexité, comme a dit Lénine, un même phénomène peut être interprété de façons tout à fait différentes. L'extension des grandes villes a, en fait, obligé les ouvriers à acheter des voitures, bien que d'occasion. Pour cette raison, Katz exclut les dépenses de l'ouvrier américain pour l'achat d'une voiture de son salaire « libre », c'est-à-dire du salaire affecté seulement à la satisfaction des besoins personnels.

Est-ce juste ? En partie, oui, en partie, non. Dans la mesure où la voiture sert à se rendre au travail, cette dépense réduit les possibilités de satisfaire les autres besoins de l'ouvrier, réduit son salaire réel. Mais l'ouvrier se sert aussi de la voiture le soir pour aller au cinéma, le dimanche pour des excursions, ou pour voyager pendant les vacances, etc. Les dépenses y afférentes ne doivent en aucun cas être exclues du salaire réel de l'ouvrier.

Prenons un autre exemple : les changements dans la consommation du pain et des pommes de terre. Dans les pays pauvres, lorsque la consommation du pain et des pommes de terre diminue, cela signifie que la population se nourrit plus mal. Dans les pays riches, cela signifie qu'elle se nourrit mieux : plus les hommes peuvent consommer de viande, de légumes, de fruits, moins ils mangent de pain.

Ou encore, la question de la diminution de la consommation du beurre et de l'augmentation de celle de la margarine. Aux Etats-Unis, la substitution de la margarine au beurre semble une altération évidente de la nourriture. Mais les médecins américains (et les compagnies d'assurances au plus haut point intéressées à ce que leurs clients prolongent le plus longtemps possible leurs contrats d'assurance) font une énergique campagne contre la consommation des graisses animales. Par quelles statistiques peut-on prouver quelle part de la diminution de la consommation de beurre est à imputer au fait que la margarine est meilleur marché que le beurre, et dans quelle mesure la population consomme moins de beurre sur le conseil des médecins ? Est-ce une altération ou une amélioration de la nourriture ?

---

<sup>1</sup> Cf. A. Katz, *Le situation du prolétariat des U.S.A. sous l'impérialisme*, p. 230.

Dans la vie sociale, tendances et contre-tendances s'affrontent constamment. Prenons, par exemple, le domaine des conditions de travail. Les capitalistes prétendent qu'elles sont actuellement meilleures que dans le passé, que les ouvriers ne font plus de durs travaux manuels. Cela est faux. L'effort musculaire est probablement moindre, mais la tension nerveuse en raison de la cadence du travail imposée par le mouvement de la chaîne, par la terrible monotonie du travail<sup>1</sup> est à présent beaucoup plus grande du fait de l'extrême concentration de l'attention, etc. Par contre, les usines sont, en règle générale, mieux éclairées, mieux chauffées. La journée de travail est plus courte. Dans certains pays, les ouvriers bénéficient de congés payés. Dans les premiers temps, le capitalisme avait opposé une résistance farouche aux revendications ouvrières concernant l'amélioration des conditions de travail. Ils ont maintenant pris conscience que ces améliorations leur sont dans une certaine mesure avantageuses parce qu'elles augmentent la productivité du travail, indépendamment de la volonté des ouvriers. Ainsi, tendances et contre-tendances s'affrontent constamment, dans ce domaine aussi. Une analyse scientifique commande la prise en considération de ces deux facteurs objectifs.

\* \* \*

Le plus grand défaut des travaux des dogmatiques est qu'ils *détachent l'économie de la politique*.

Nous considérons que prétendre que la paupérisation de la classe ouvrière est constante, fatalement inévitable, est non seulement une conception erronée, mais *politiquement* nuisible. Comment les communistes peuvent-ils mobiliser la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts en affirmant, par ailleurs, que la paupérisation absolue et permanente des ouvriers est inévitable ? Comme fait ressortir l'histoire du mouvement ouvrier, les mots d'ordre politiques sont un puissant facteur de la mobilisation des travailleurs sans-parti, lorsqu'ils sont liés aux revendications économiques de toute la classe ouvrière. Que peut répondre un ouvrier gréviste communiste à un briseur de grève, lorsque ce dernier lui dit : pourquoi dois-je me mettre en grève, pourquoi dois-je renoncer à mon gagne-pain aujourd'hui, alors que vous déclarez vous-mêmes que notre paupérisation est inévitable ?

Or, par exemple, I. Kouzminov écrit dans le livre déjà cité : « Il ne faut pas oublier que même la lutte couronnée de succès des ouvriers dans le cadre du capitalisme ne peut pas... contrecarrer l'action de la loi de l'accumulation capitaliste, qui signifie non pas l'amélioration, mais l'aggravation de la situation des masses laborieuses.<sup>2</sup> »

Nous, les communistes, nous rejetons résolument les allégations des réformistes, selon lesquelles le régime capitaliste peut être modifié par la lutte économique et parlementaire, les assertions des apologistes du capitalisme et des réformistes qui voudraient faire croire que le capitalisme actuel serait devenu quelque chose d'intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. C'est naturellement un mensonge. Sous le régime capitaliste, aujourd'hui comme il y a 100 ans, les ouvriers sont les esclaves du capital. Ils ne peuvent exister qu'en vendant leur force de travail. Mais cela ne signifie pas que les conditions de leur esclavage s'aggravent constamment.

---

<sup>1</sup> Par exemple, l'expérience a montré qu'en raison de la monotonie de la conduite sur les autoroutes sans carrefours et sans circulation en sens inverse, les conducteurs de voitures se fatiguent beaucoup plus que sur les autres routes.

<sup>2</sup> I. Kouzminov, *La paupérisation des travailleurs sous le capitalisme*, p. 27.

Lorsqu'ils analysent la situation de la classe ouvrière, les dogmatiques méconnaissent totalement l'étroite corrélation de l'économie et de la politique. Ils oublient ce que Lénine a dit de la politique — expression concentrée de l'économie. Ils méconnaissent les changements survenus dans les conditions politiques de la lutte entre le travail et le capital ; ils oublient que l'existence du monde socialiste oblige le capital, oblige les hommes d'Etat des pays capitalistes à aligner leur attitude envers la classe ouvrière de leur pays sur les conditions de la lutte entre les deux systèmes mondiaux. Certes, les capitalistes sont, comme par le passé, intéressés à ce que le taux d'exploitation des ouvriers soit le plus élevé. Ils sont toujours aussi intéressés à ce que les ouvriers touchent le salaire le plus réduit. Mais, pour des considérations *d'ordre politique, la classe des capitalistes est dans son ensemble intéressée à ne pas trop aggraver la lutte de classes dans le pays, à ne pas pousser les ouvriers vers le communisme. On ne saurait sans danger pour sa propre domination combattre simultanément le camp socialiste et lutter violemment contre la classe ouvrière de son propre pays, surtout dans des pays capitalistes évolués comme l'Angleterre ou les Etats-Unis où le prolétariat (ouvriers et employés) forment la majorité écrasante de la population*<sup>1</sup>. L'existence du puissant système socialiste mondial oblige les gouvernements des U.S.A., de l'Angleterre et des autres pays capitalistes, de représenter les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie de leurs pays et d'intervenir assez fréquemment dans les conflits entre le travail et le capital et de se dresser *contre* celles des entreprises capitalistes qui poussent le conflit avec les ouvriers plus loin que ne le permettent les intérêts communs de la classe capitaliste dans les conditions de la troisième phase de la crise générale du capitalisme.

Les conditions de la lutte entre le travail et le capital diffèrent à présent de ce qu'elles étaient il y a 60 ans, quand le régime capitaliste paraissait encore solide. L'existence et la consolidation du système socialiste mondial aide la classe ouvrière du monde capitaliste dans sa lutte contre le capital, tout particulièrement dans les pays capitalistes évolués. Dans les conditions de la lutte des deux systèmes, le capital monopoliste transige avec les ouvriers pour ne pas les pousser dans la voie de la révolution.

\* \* \*

Nous voudrions poser une question politique à nos dogmatiques.

Si le salaire réel des ouvriers des U.S.A. et d'Angleterre a diminué par rapport au début du XX<sup>e</sup> siècle, si les conditions de travail se sont aggravées et s'aggravent de plus en plus, comment expliquer que ni aux U.S.A., ni en Angleterre, les partis communistes n'ont jusqu'à présent réussi à exercer une grande influence sur les masses, qu'il n'existe même pas aux U.S.A. de parti réformiste de masse de la classe ouvrière, et que malgré le chômage structurel considérable, des dizaines de millions d'ouvriers accordent leurs suffrages aux partis bourgeois ; qu'en Angleterre où depuis le début du siècle existe un parti réformiste du prolétariat, au moins six millions d'ouvriers et d'employés ont voté aux élections de 1959 pour les conservateurs qui ont remporté la victoire dans un pays où plus de 90% de la population active vit de son travail ?

Nous ne nions naturellement pas l'énorme influence que la propagande bourgeoise, le milieu petit-bourgeois et l'histoire du pays exercent sur l'attitude politique de la classe ouvrière. Mais il est peu probable que ces facteurs idéologiques aient été d'un grand poids si le salaire réel était vraiment inférieur et les conditions de travail plus mauvaises qu'au début du siècle. En définitive, la situation

---

<sup>1</sup> L'histoire du fascisme allemand et italien sert à la bourgeoisie d'avertissement contre de pareilles velléités, tant que cela est possible.

économique doit exercer sur l'attitude politique de la classe ouvrière une plus forte influence qu'une idéologie qui n'est pas la sienne.

Quelle réponse nos dogmatiques donneront-ils à cette question ?

\* \* \*

Nous voudrions, enfin, noter qu'en répétant leur thèse sur la paupérisation absolue et permanente de la classe ouvrière des pays capitalistes évolués, nos dogmatiques compromettent notre science économique dans ces pays.

C'est que ces pays ont déjà leur propres chercheurs marxistes qui étudient la situation de la classe ouvrière, qui joignent à la méthode statistique celle de l'observation directe de la situation de la classe ouvrière dans leur pays. Les calculs de ces chercheurs réfutent les affirmations des dogmatiques quant au caractère permanent de la paupérisation absolue dans ces pays.

A titre d'exemple, il faut citer les données élaborées par six chercheurs marxistes anglais (conjointement avec des collaborateurs de la *Nouvelle Revue Internationale*) sur la situation de la classe ouvrière anglaise. Ils donnent les chiffres suivants :

SALAIRE RÉEL DES OUVRIERS ADULTES DANS  
L'INDUSTRIE<sup>1</sup>  
(1850=100)

1880	134	1930	212
1890	<b>166</b>	1938	222
1900	<b>183</b>	1960	335
1910	169		

C'est là un tableau tout à fait différent de celui présenté par M. Smit-Falkner, I. Kouzminov et autres.

Les ouvriers anglais payent évidemment cher cette augmentation du salaire réel. « L'augmentation du salaire réel, déclarent les auteurs, est due, pour une bonne part, à l'intensification du travail et, souvent aussi, à sa durée accrue ».

Les auteurs de la recherche constatent néanmoins : « L'augmentation du salaire réel des travailleurs anglais après la guerre constitue un grand succès pour le mouvement ouvrier<sup>2</sup>. »

Dans son rapport présenté à la Conférence des économistes marxistes tenue à Moscou en 1962, A. Arzoumanian cite les chiffres suivants :

MOUVEMENT DU SALAIRE RÉEL (HEBDOMADAIRE)<sup>3</sup>  
(1938=100)

Années	U.S.A.	Angleterre	R.F.A.	France	Italie	Japon
1948	89,4	101	91 <sup>4</sup>	68	103	48,6
1958	106,8	123	132	96	121	112,8
1960	111,7	135	147	—	125	127,1

<sup>1</sup> *La Nouvelle Revue Internationale*, 1963, n° 8, p. 63.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 63.

<sup>3</sup> Cf. *Problèmes du capitalisme actuel et de la classe ouvrière*, Prague, p. 59.

<sup>4</sup> 1950

Ces chiffres manquent, naturellement, de précision ; on ne peut les comparer les uns aux autres, la structure de la consommation variant d'un pays à l'autre. Mais que le salaire réel ait considérablement augmenté dans les pays capitalistes évolués après la seconde guerre mondiale, cela est tout à fait clair. Evidemment, le travail a été intensifié et la valeur de la force de travail aussi. L'augmentation du salaire réel n'est pas identique, cela s'entend, à l'accroissement du bien-être des ouvriers ; il n'en est qu'un facteur, très important, il est vrai<sup>1</sup>. La paupérisation absolue est théoriquement possible même si le salaire réel augmente, lorsque l'intensité du travail, la dépense en énergie musculaire, nerveuse et autre, comme *s'exprime* Marx, s'accroissent plus rapidement que le salaire réel. Mais cela ne se produit pas en fait de nos jours dans les pays capitalistes évolués.

\* \* \*

Après des années de résistance, I. Kouzminov a enfin rectifié sa position. Il écrivait en octobre 1963 : « Pour ce qui est de la paupérisation absolue, ni Marx ni Lénine n'ont jamais prétendu que ce processus était invariable... Le niveau de vie des ouvriers est sujet à des fluctuations considérables, il peut s'élever et s'abaisser pendant un court laps de temps, comme pour une période plus longue<sup>2</sup>. »

C'est exact. L'étrange, c'est que I. Kouzminov n'a pas jugé nécessaire de faire son autocritique, ne serait-ce qu'en quelques mots sur les opinions erronées exprimées par lui dans les précédents travaux.

---

<sup>1</sup> A. Arzoumanian a notamment déclaré (p. 60) que « la limite supérieure du niveau de vie des ouvriers est déterminée par la valeur de la force de travail ». Cela n'est ni tout à fait exact, ni tout à fait clair. Selon Marx, le salaire (c'est-à-dire le paiement de la valeur de la force de travail) varie comme toute marchandise ; il peut être inférieur ou supérieur à sa valeur, selon la situation sur le marché du travail et le rapport des forces dans la lutte de classes ; l'organisation et la combativité de la classe ouvrière sont en l'occurrence un important facteur.

<sup>2</sup> *La Vie Internationale*, 1963, n° 10, p. 58.

## 8

# L'ARISTOCRATIE OUVRIÈRE APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Les classiques du marxisme-léninisme ont étudié à fond le rôle de l'aristocratie ouvrière. Mais cette aristocratie même, les éléments qui la composent, les sources de sa situation privilégiée, ont, comme tous les phénomènes du capitalisme, beaucoup changé avec l'évolution de cette formation, et tout particulièrement, après la deuxième guerre mondiale.

Sous le capitalisme prémonopoliste, l'aristocratie ouvrière n'existait qu'en Angleterre. Le surprofit monopoliste du capital anglais en était la base économique. L'Angleterre était alors la « manufacture du monde » et, à part les sources ordinaires de profit, c'est-à-dire l'exploitation de la classe ouvrière à l'intérieur du pays, elle tirait un surprofit considérable de l'exploitation de son immense empire colonial. Selon l'expression d'Engels, « cette nation, la plus bourgeoise des nations, veut aboutir en fin de compte à ce qu'il y ait aux côtés de la bourgeoisie une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois<sup>1</sup> ». « Cette aristocratie ouvrière, écrivait Lénine, dont les salaires étaient alors convenables, s'est confinée dans des groupements corporatifs étroits et égoïstes, s'est *détachée de la masse du prolétariat et en matière de politique prend le parti de la bourgeoisie libérale*. Et il n'est peut-être pas jusqu'à ce jour de pays au monde où il y ait tant de libéraux parmi les ouvriers avancés comme en Angleterre<sup>2</sup>. » Il ressort de cette opinion et des nombreuses opinions exprimées à d'autres occasions que Lénine considérait l'aristocratie ouvrière avant tout comme un *facteur politique*.

*De par sa nature, l'aristocratie ouvrière se sépare des masses ouvrières, passe dans le camp de la bourgeoisie et exerce une influence anti-révolutionnaire sur les masses ouvrières. C'est la situation économique privilégiée de l'aristocratie ouvrière qui conditionne son passage aux côtés de la bourgeoisie.*

L'analyse historique concrète de ce phénomène montre qu'il est beaucoup plus compliqué que cela ne paraît de prime abord.

---

<sup>1</sup> Lettre de F. Engels à K. Marx du 7 octobre 1858.

<sup>2</sup> V. Lénine, Œuvres, t. 19, p. 332, éd. russe (souligné par nous. — E.V.).

La situation tolérable et le passage aux côtés de la bourgeoisie peuvent avoir d'autres causes encore que le surprofit colonial. De par leur situation économique, les U.S.A. ont longtemps été un pays colonial. Mais la situation économique des ouvriers américains (mais non celle des nouveaux immigrés) était meilleure, privilégiée, en comparaison de celle de la classe ouvrière d'Europe. Il en était principalement ainsi parce que la rente foncière n'existait pas en fait, parce qu'il y avait de vastes étendues de terres « libres », et la possibilité, après plusieurs années de salariat, de devenir le propriétaire d'une ferme.

Il en est autrement de l'aristocratie ouvrière dans les colonies. La différence entre le revenu des Blancs et celui de la population autochtone (par exemple en Rhodésie, en Afrique du Sud, etc.) est beaucoup plus grande que celle qui existe dans les métropoles entre le revenu de l'aristocratie ouvrière et celui des manœuvres. Leur fonction est d'ailleurs différente. Ils n'exercent pas d'influence idéologique sur les ouvriers autochtones. Les capitalistes blancs les soudoient pour les gagner à leur cause afin d'écraser les ouvriers noirs.

L'aristocratie ouvrière privilégiée n'est pas la seule à prendre le parti de la bourgeoisie, se joignent fréquemment à elle des couches plus ou moins larges de travailleurs non syndiqués, dont la situation est précaire : journaliers agricoles, ouvriers travaillant chez des artisans, ouvriers non qualifiés dans les usines, les femmes tout particulièrement, etc. Ils sont politiquement inconscients, faiblement organisés et subissent avant tout l'influence des partis cléricaux. Aux élections, ils votent pour ces partis, c'est-à-dire pour la bourgeoisie. Seule une crise révolutionnaire peut les tirer de l'état de léthargie politique.

Par ailleurs, inexacte, dogmatique, serait l'idée selon laquelle l'aristocratie ouvrière serait toujours aux côtés de la bourgeoisie, dans n'importe quelle situation historique. L'expérience montre que le comportement politique des ouvriers ne dépend pas seulement de leur plus ou moins bonne situation. Les ouvriers peuvent fort longtemps tolérer leur situation précaire, ils peuvent s'y accoutumer. *Le mécontentement est avant tout suscité par la détérioration de la situation*, surtout lorsque les événements se déroulent rapidement. L'aristocratie ouvrière est aux côtés de la bourgeoisie tant que sa situation économique est stable, supportable. *Mais elle peut participer activement à la lutte révolutionnaire lorsque sa situation se dégrade brutalement*. C'est ce qui s'est produit, par exemple, en Hongrie en 1918-1919, avant l'instauration de la dictature prolétarienne. L'inflation avait rapidement et brutalement aggravé la situation du prolétariat hongrois. Les ouvriers qualifiés, aux salaires les plus élevés, avaient plus violemment réagi à ce fait que les ouvriers mal payés. Ils adhèrent au parti communiste et souvent jouèrent un rôle de premier plan dans la lutte pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie. La situation était évidemment semblable dans le mouvement révolutionnaire de l'Allemagne.

Il s'ensuit que bien qu'elles présentent un intérêt scientifique<sup>1</sup>, les tentatives faites pour connaître les effectifs de l'aristocratie ouvrière ne résolvent pas le problème politique de l'influence exercée

---

<sup>1</sup> Les savants anglais représentent ainsi la structure de la classe ouvrière anglaise (en %) :

Aristocratie ouvrière (ouvriers hautement qualifiés)	environ 15.
Ouvriers de qualification moyenne et semi-qualifiés	de 45 à 50 environ.
Ouvriers non qualifiés et manœuvres	35-40 environ.

(L. Tornton et J. Teith, *Histoire du mouvement ouvrier anglais*, M. 1959, pp. 199-200).

par cet élément sur le comportement de l'ensemble de la classe ouvrière dans telle ou telle situation historique.

La base de cette influence a changé avec l'évolution du capitalisme. Au XIX<sup>e</sup> siècle, elle reposait surtout sur l'aptitude professionnelle. L'aristocratie ouvrière était exclusivement composée d'ouvriers qualifiés. Mais tous ne faisaient pas partie de l'aristocratie ouvrière. La structure de la classe ouvrière était alors assez simple et comprenait deux catégories (excepté les contremaîtres) : les ouvriers qualifiés ayant appris leur métier au bout de trois à cinq ans d'apprentissage empirique, principalement chez des artisans, et les manœuvres desservant les ouvriers qualifiés. L'influence idéologique de l'aristocratie ouvrière était fonction de son rôle dans la production : lorsque les ouvriers qualifiés étaient en grève, les manœuvres devaient eux aussi faire grève.

Avec le développement du machinisme, et tout particulièrement du travail à la chaîne et de l'automatisation, la structure de la classe ouvrière a considérablement changé. Le nombre des ouvriers qualifiés a relativement diminué, celui des ouvriers ayant fait un « apprentissage » a considérablement augmenté, la durée de cet apprentissage a été fortement réduite. Chez Ford, par exemple, l'apprentissage ne durait pas plus d'un jour. Des ouvriers hautement qualifiés, ayant reçu une formation professionnelle non pas empirique, mais scolaire de préférence, ont fait leur apparition et procèdent au réglage et aux réparations de chaînes, des machines automatiques, etc. Il y a peu de différence entre ces ouvriers et les techniciens et ingénieurs.

Ce changement peut être illustré par la situation qui règne aux U.S.A. et en Angleterre.

RAPPORT ENTRE LES SALAIRES DES OUVRIERS  
QUALIFIÉS ET LES MANŒUVRES EN ANGLETERRE<sup>1</sup>  
(en %)

	1914	1960
Constructions mécaniques (tarifs hebdomadaires) ajusteurs- finisseurs	184	133
ajusteurs et tourneurs	170	119
Bâtiment (tarifs horaire) maçons	150	114
Cheminots (tarifs hebdomadaires) mécaniciens	211	147

Pour les U.S.A., les données sont les suivantes :

SALAIRE HEBDOMADAIRE DES OUVRIERS DE 25 BRANCHES  
DE L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION<sup>2</sup>  
(en dollars)

Année	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Dépassement du salaire des ouvriers qualifiés sur celui des ouvriers non qualifiés (en %)
1914	10,7	15,0	42
1948	50,0	63,5	27

La tendance au nivellement est là aussi évidente, mais elle se manifeste très lentement.

Les chiffres cités font nettement ressortir que la différence entre les salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés tend à diminuer. Ainsi, dans leur ancienne conception, les positions de l'aristocratie ouvrière s'affaiblissent de deux côtés : il y a d'une part réduction relative du nombre des ouvriers qualifiés et de l'autre une moindre différence dans le salaire.

<sup>1</sup> Cf. *The Economist*, 23.IV. 1900, p. 303

<sup>2</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*. 2<sup>e</sup> Edition, p. 94. (Il n'y a pas de données plus récentes. Le pourcentage a été calculé par nous. — E.V.).

Malgré cette tendance, les salaires diffèrent encore grandement entre les catégories d'ouvriers aux U.S.A. Selon les statistiques officielles<sup>1</sup>, en novembre 1962, le salaire horaire des ouvriers était le plus élevé dans les branches produisant du matériel de transport, soit 2,98 dollars ; il était le plus bas dans la confection —1,67 dollars. Cela s'explique partiellement par le fait que les femmes forment dans la première branche environ 10% des effectifs et plus de 80% dans la seconde. Comme les chiffres cités représentent le salaire moyen par branche et que les différences sont grandes à l'intérieur de chaque branche, il est clair qu'il y a aux Etats-Unis des ouvriers qui gagnent le double de ce que touchent les ouvriers aux plus bas salaires. Malgré la tendance au nivellement, la base matérielle de l'aristocratie ouvrière existe bien aux Etats-Unis.

En Angleterre, la discrimination est jusqu'à présent très forte en ce qui concerne la rémunération du travail des femmes.

SALAIRE HEBDOMADAIRE DANS L'INDUSTRIE ANGLAISE<sup>2</sup>  
(en shillings)

	1938 (octobre)	1948 (octobre)	1959
Hommes de plus de 21 ans	69	138	271
Femmes de plus de 18 ans	32,6	74,6	140

Tout comme avant la guerre, les femmes gagnent de nos jours environ la moitié du salaire des hommes. En moyenne, elles sont évidemment moins qualifiées que les hommes, mais même lorsqu'elles font un même travail, elles touchent beaucoup moins que les hommes. Aux U.S.A., cette discrimination est moins marquée.

Si nous examinons le problème de l'aristocratie ouvrière à l'échelle mondiale, il ressortira que la plupart des ouvriers industriels des U.S.A. (excepté les Noirs, les Mexicains, les Portoricains, etc.) comparés aux ouvriers de tous les autres pays capitalistes font partie de l'aristocratie ouvrière. Cela ne signifie naturellement pas que la classe ouvrière des Etat-Unis ne connaît pas la misère. Même le président Kennedy avait reconnu que plus de 30 millions d'Américains vivent dans la pauvreté. Ce sont essentiellement les Noirs, les ouvriers mexicains, les nouveaux immigrés, les ouvriers agricoles sans domicile qui nomadisent toute l'année, les chômeurs qui n'ont plus droit à l'allocation, etc. De nos jours, l'aristocratie ouvrière est néanmoins plus nombreuse qu'elle ne l'était en Angleterre dans sa période de prospérité.

Le salaire horaire moyen (hommes et femmes) dans l'industrie de transformation se présentait comme suit en 1961<sup>3</sup> (en dollars) :

U.S.A.	Allemagne de l'Ouest	France	Italie	Angleterre (hommes)	Angleterre (hommes et femmes)
2,32	0,72	0,45	0,40	0,95	0,80 <sup>4</sup>

<sup>1</sup> Cf. *Federal Reserve Bulletin*, December 1962, p. 1687 (Bureau of Labor Statistics).

<sup>2</sup> Cf. *United Kingdom Annual Abstract of Statistics*, 1938-1948, p. 110 ; 1961, p. 128.

<sup>3</sup> Cf. Données de l'O.N.U. (*Monthly Bulletin of Statistics*, January 1963, p. 116 (calculé par nous au cours officiel en dollars)

<sup>4</sup> Notre estimation.

Nous savons que ces chiffres altèrent la situation dans un sens favorable aux ouvriers américains. La conversion du dollar au cours officiel réduit le pouvoir d'achat des monnaies d'Europe occidentale. Il y a beaucoup plus de chômeurs aux U.S.A. qu'en Europe occidentale. Les ouvriers d'Europe occidentale bénéficient d'allocations familiales, d'allocations de chômage, de maladie, d'invalidité, etc., alors qu'aux U.S.A., seule une faible partie des ouvriers américains en bénéficie. Or, même si nous évaluons à 50% du salaire le montant des allocations que touchent les ouvriers d'Europe occidentale, ce qui est certainement exagéré, le salaire des ouvriers américains sera quand même de 2 à 3 fois supérieur à celui des premiers. La différence entre le niveau du salaire horaire dans l'industrie de transformation des U.S.A. et d'Europe occidentale est supérieure à la différence qui existait entre le salaire de l'aristocratie ouvrière classique et celui des manœuvres à n'importe quelle époque de l'histoire de l'Angleterre.

La situation des ouvriers industriels américains en tant qu'aristocratie ouvrière du monde capitaliste, est encore plus nettement soulignée lorsqu'on compare leurs salaires à ceux des ouvriers des pays capitalistes sous-développés. Ainsi, les ouvriers des U.S.A. gagnent en une semaine autant que les ouvriers du Mexique, pays voisin des U.S.A., en un mois, et autant que les ouvriers africains gagnent en deux ou trois mois.

\* \* \*

De quelles sources dispose de nos jours la grande bourgeoisie des pays évolués pour corrompre et soutenir l'aristocratie ouvrière ?

On affirme fréquemment chez nous que l'affranchissement des colonies de la domination impérialiste a privé la bourgeoisie ou tout au moins a considérablement réduit la possibilité de corrompre une partie des ouvriers.

Nous pensons qu'il n'en est pas ainsi. Seules se sont libérées de l'exploitation impérialiste les anciennes colonies et semi-colonies qui ont mené des guerres anti-impérialistes de libération sous la conduite de la classe ouvrière et des partis communistes : Cuba, Corée du Nord, Nord-Vietnam, Chine, et qui se sont engagés dans la voie du développement socialiste. Dans tous les autres grands pays d'Asie : en Inde et au Pakistan, dans le Proche-Orient, sur tout le continent africain, en Amérique latine (excepté Cuba), la conquête de l'indépendance politique n'a pas encore été suivie de l'affranchissement économique du pouvoir du capital étranger. Les investissements de capitaux anglais en Inde ont doublé depuis sa libération politique ; les profits ont augmenté en conséquence. Le néo-colonialisme s'est donc substitué à l'ancienne domination impérialiste ouverte, avec comme conséquence de l'installation d'entreprises capitalistes mixtes, les prêts de la Banque Internationale, l'« aide » de l'Etat, etc. Nous ne pouvons pas citer de chiffres concrets à ce sujet, mais on ne peut guère douter que le *montant des investissements* des pays impérialistes dans les pays sous-développés, que les *profits et surprofits* qu'ils en tirent sont maintenant plus importants qu'avant la libération des colonies.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, il faut y ajouter le fort accroissement des revenus que les impérialistes tirent du commerce avec les pays sous-développés du fait de la hausse des marchandises exportées par les pays impérialistes et de la baisse des prix des marchandises que les pays sous-développés exportent dans les pays impérialistes ou, comme il est admis de s'exprimer

laconiquement, dans le langage commercial bourgeois, en raison de la dégradation des conditions du commerce<sup>1</sup>.

Essayons d'évaluer approximativement le tribut que les pays impérialistes évolués prélèvent au surplus sur les pays sous-développés à la suite de la détérioration des conditions du commerce au cours de la dernière décennie.

CONDITIONS DU COMMERCE<sup>2</sup>  
(1958=100)

	1950	1960	1962
Pays évolués <sup>3</sup>	96	103	105
Pays sous-développés <sup>4</sup>	108	99	95

Les conditions du commerce extérieur des pays impérialistes se sont améliorées de 7% au cours des dix dernières années ; les échanges des pays capitalistes sous-développés se sont dégradés de 14% dans la même période.

Que procure aux impérialistes le commerce avec les pays sous-développés ? En 1960 (dernière année pour laquelle nous possédons des données), les ventes des pays évolués aux pays sous-développés ont atteint 21,2 milliards de dollars<sup>5</sup>. L'amélioration des conditions du commerce de 7% représente un gain de 1,4 milliard de dollars. Dans la même année, les pays évolués ont acheté aux pays sous-développés des marchandises pour un montant de 19,8 milliards de dollars. Etant donné la perte de 14% occasionnée par la détérioration des conditions de commerce, cela fait un gain de 2,8 milliards de dollars pour les acheteurs. Ainsi le gain réalisé par les impérialistes rien qu'en 1960 a atteint 4,2 milliards de dollars.

Comme nous le voyons, les revenus que les impérialistes tirent des investissements dans les pays sous-développés, plus l'important gain supplémentaire que leur procure le commerce extérieur, forment une somme assez imposante pour soudoyer l'aristocratie ouvrière.

Cette somme ne peut cependant pas être à l'heure actuelle la principale source du fonds de corruption de l'aristocratie ouvrière. Cela ressort de la comparaison suivante. Prenons, à titre d'exemple, les Etats-Unis (le Canada inclus), pays capitaliste extrêmement riche. En 1961, les exportations de marchandises des U.S.A. vers les pays sous-développés ont atteint 7 milliards de dollars, leurs importations en provenance de ces pays 6,8 milliards de dollars<sup>6</sup>. En admettant que le gain fourni par l'amélioration des conditions du commerce soit resté le même que celui calculé plus haut, ce qui est exagéré, car les U.S.A. et le Canada exportent des quantités considérables de produits

<sup>1</sup> Les conditions du commerce égalent l'indice des prix d'exportation divisé par l'indice des prix d'importation.

<sup>2</sup> Cf. *Monthly Bulletin of Statistics*, January 1962, p. XI.

<sup>3</sup> D'après la classification de l'O.N.U. : les U.S.A., le Canada, les pays d'Europe occidentale, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud. Cette classification n'est pas tout à fait exacte. L'Espagne et le Portugal sont des pays ouest-européens, mais on ne saurait les classer parmi les Etats fortement évolués.

<sup>4</sup> Tous les autres pays capitalistes.

<sup>5</sup> Cf. *Monthly Bulletin of Statistics*, August 1962, p. XVIII.

<sup>6</sup> Cf. *Monthly Bulletin of Statistics*, March 1963, p. XVI.

alimentaires vers les pays sous-développés, il se monterait à 1,3 milliard de dollars. Il convient d'y ajouter le revenu net fourni par les investissements dans les pays sous-développés, soit 2,3 milliards de dollars<sup>1</sup>. Pour éviter une minimisation arrondissons ces sommes à 4 milliards de dollars.

4 milliards de dollars par an représentent incontestablement une forte somme. Elle est cependant insuffisante pour transformer en aristocratie ouvrière une partie considérable de la classe ouvrière américaine. Cela ressort des données qui suivent.

Le total des salaires et appointements de l'économie privée des U.S.A. a été en 1951 de 142 milliards de dollars<sup>2</sup>. 4 milliards de dollars de surprofit drainés des pays sous-développés ne forment que 3% de cette somme.

L'estimation du revenu moyen annuel d'un ouvrier occupé dans l'économie privée des U.S.A. (avec plein emploi), a été en 1960 de 4 734 dollars<sup>3</sup>. Nous savons fort bien que ces chiffres sont fortement exagérés. Ils comprennent les revenus des employés hautement rémunérés, n'ont pas été déduites les perles de revenus causées par le chômage, ni les impôts et autres paiements, etc. Il est néanmoins clair que même si la bourgeoisie américaine (canadienne aussi) avait entièrement dépensé le surprofit tiré des pays sous-développés pour corrompre les ouvriers, cela ne lui aurait pas permis de transformer en aristocratie ouvrière qu'une faible partie des 40 millions d'ouvriers et de simples employés.

*La croissance rapide de la productivité du travail sans réduction correspondante du temps de travail est la principale source du fonds qui permet de corrompre une partie considérable de la classe ouvrière.* La croissance de la productivité du travail dans l'industrie des U.S.A. en est l'illustration.

PRODUCTION PAR OUVRIER ET PAR HEURE  
DANS L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION<sup>4</sup>  
(1947-1949=100)

1947	1950	1955	1960
97,6	109,5	125,6	135,7

Ainsi, la statistique officielle fait ressortir que la productivité du travail a augmenté d'environ 40% après la seconde guerre mondiale<sup>5</sup>. Or la semaine de travail a été faiblement réduite, en tout cas, de moins de 10%<sup>1</sup>. La croissance de la productivité du travail n'a pas entraîné de baisse

<sup>1</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1691, p. 865 (pour 1960).

<sup>2</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1961, p. 303 (pour 1960).

<sup>3</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1961, p. 323.

<sup>4</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1961, p. 217. 1960 — branches non agricoles de la production.

<sup>5</sup> Cette statistique est naturellement imprécise. Elle comprend les employés, les artisans, etc. Il est hors de doute que la productivité du travail des ouvriers occupés fi la production a incontestablement augmenté davantage. D'autre part, l'effet général produit par la croissance de la productivité du travail est légèrement inférieur car les amortissements ont augmenté par suite de l'utilisation de machines plus compliquées et plus coûteuses

correspondante des prix ; au contraire, « l'indice des prix de consommation » dépasse à présent de 25% celui de 1948 et augmente continuellement.

Tout cela signifie que le capital américain reçoit à présent une masse beaucoup plus importante de surproduit approximativement de 20 à 30% qu'il y a 15 ans.

L'augmentation rapide de la productivité du travail procure à la bourgeoisie un important fonds intérieur supplémentaire pour corrompre une partie considérable de la classe ouvrière<sup>2</sup>. Cela crée d'autre part un chômage structural croissant — cette calamité dont souffre la classe ouvrière.

Le même mouvement est observé dans les autres pays capitalistes évolués.

Après la guerre, la productivité du travail a fortement augmenté dans tous les pays industriels évolués, alors que le temps de travail effectif a très peu diminué en comparaison de la semaine de 48 heures, courante dans l'avant-guerre.

En 1961, la semaine de travail a été de 45,3 heures en Allemagne de l'Ouest, de 45,7 en France, de 46,8 en Angleterre, de 48,5 heures en Italie<sup>3</sup>.

Bien qu'il y ait en Angleterre plusieurs centaines de milliers de chômeurs, dans la semaine qui s'est achevée le 27 avril 1963, au moins 1,7 million d'ouvriers anglais, soit 28,6% des ouvriers de ce pays ont fait des heures supplémentaires, en moyenne 8 heures supplémentaires par semaine et par ouvrier<sup>4</sup>.

\* \* \*

L'aristocratie ouvrière a pour fonctions : la sauvegarde du régime capitaliste, la propagation de l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière pour l'empêcher de s'engager dans la voie révolutionnaire. La *bureaucratie ouvrière* complète et remplace de plus en plus dans cette fonction l'aristocratie ouvrière. Le rôle de cette dernière a d'ailleurs diminué par suite du progrès technique et son influence a baissé parmi les ouvriers.

---

<sup>1</sup> La statistique américaine de la durée de la semaine de travail donne non pas la quantité d'heures faites en une semaine par les ouvriers qui travaillent une semaine entière, mais la moyenne des heures de travail de l'entreprise, c'est-à-dire le temps de travail moyen (complet, réduit ou compte tenu de la fermeture de l'entreprise) par ouvrier. Aussi, dans les années de crise, la statistique fait ressortir une diminution considérable du temps de travail.

<sup>2</sup> Le gain réalisé par la bourgeoisie américaine grâce à l'accroissement de la productivité du travail ne peut pas être concrétisé. Mais les chiffres ci-dessous en donnent une certaine idée.

Revenu national des U.S.A., défalcation faite du revenu des ouvriers et des employés (en milliards de dollars)

1947	1955	1961
70	107	126
Ou bien : bénéfices des sociétés		
23,6	43,0	45,5

(*Survey of Current Business*, July 1962, pp. 6-7)

<sup>3</sup> Cf. *Monthly Bulletin of Statistics*, February 1963, p. 11.

<sup>4</sup> Données de Ministry of Labour, *The Times*, 8.VI.1963. Durant la semaine en question 98 700 ouvriers seulement ont fait des journées réduites.

Lénine écrivit après la première guerre mondiale : « On a vu mûrir toute une couche sociale de parlementaires, de journalistes, de fonctionnaires du mouvement ouvrier, d'employés privilégiés et de certains contingents du prolétariat, couche qui *s'est intégrée* à sa bourgeoisie nationale et que celle-ci a parfaitement su apprécier et « adapter » à ses vues<sup>1</sup>. »

De nos jours, la bureaucratie ouvrière réformiste est encore plus nombreuse et plus puissante. Elle se distingue avant tout de l'aristocratie en ce qu'elle ne participe pas à la production, ne faisant en règle générale que siéger dans des bureaux. Les revenus des couches inférieures de cette bureaucratie ne dépassent pas ceux de l'aristocratie ouvrière, mais ils ne sont pas touchés par ce qui est le fléau de la classe ouvrière : la menace permanente du chômage. Les éléments plus haut placés de cette bureaucratie ont un revenu élevé égal à celui de la bourgeoisie, et mènent une vie de bourgeois. Le chef de « l'opposition à Sa Majesté » reçoit de l'Etat bourgeois anglais un traitement ministériel. Le revenu des chefs syndicaux américains s'établit au même niveau que celui des rentiers millionnaires : il atteint 100 000 dollars par an<sup>2</sup>.

La bureaucratie ouvrière est numériquement forte. Ses principaux détachements comprennent :

1. *La bureaucratie des partis sociaux-démocrates* : députés au parlement, journalistes, fonctionnaires du parti, etc. Il faut y ajouter les fonctionnaires de l'Etat, des municipalités, etc., qui ont accédé à ces postes grâce à l'influence du parti.

2. *La bureaucratie syndicale* dont l'influence est grande parmi les ouvriers. Le sort de l'ouvrier (dans le cadre des conventions collectives) dépend souvent de cette bureaucratie (en collaboration avec la bureaucratie de la bourgeoisie siégeant dans les entreprises) : qui sera licencié en premier lieu, qui recevra un meilleur emploi, quel secours l'ouvrier recevra en cas de chômage, etc. Si l'ouvrier se brouille avec un personnage de la bureaucratie du parti ou s'il quitte le parti réformiste, cela n'entraînera pas immédiatement de conséquences négatives pour lui. Mais il peut se perdre s'il se brouille avec un membre de la bureaucratie syndicale. Fréquemment l'ouvrier ne peut pas quitter le syndicat, car il perdrait son emploi. La bureaucratie syndicale signe les conventions collectives; dans la plupart des cas, les syndiqués ne font que les voter<sup>3</sup>.

3. *La bureaucratie des coopératives*. Elle est nombreuse et étroitement liée à la bureaucratie du parti réformiste, mais l'influence qu'elle a sur les ouvriers est moindre que celle de la bureaucratie syndicale.

Il est difficile de dénombrer la bureaucratie ouvrière. Dans les grands pays elle compte plusieurs dizaines de milliers de personnes. Mais son importance et son influence sont accrues du fait qu'à côté de la bureaucratie authentique, appointée, il y a les « militants » du parti et des syndicats, des dizaines de fois plus nombreux — ouvriers qui aspirent à devenir eux-mêmes des bureaucrates appointés, aussi exécutent-ils pour cette raison toutes les directives des bureaucraties syndicale et du parti.

---

<sup>1</sup> Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, p. 256.

<sup>2</sup> A la mi-février 1963, le syndicat des conducteurs de camions de l'Etat de New Jersey décida d'augmenter de 50 000 dollars le traitement de son leader A. Provencano. Par cette augmentation son revenu devait atteindre 113 000 dollars par an. Mais il jugea opportun de la refuser. (*The Times*, 16.11. 1963 ; 21.11.1963).

<sup>3</sup> En Angleterre, les délégués d'ateliers (shopstewards) s'opposent parfois à l'influence de la bureaucratie syndicale.

La principale fonction de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière est de propager l'idéologie bourgeoise, de combattre le marxisme, l'idéologie communiste au sein de la classe ouvrière. Les principaux éléments de leur idéologie sont : légalité, répudiation de toute activité illégale, enjolivement de la démocratie et du parlementarisme bourgeois, la doctrine de l'Etat de démocratie bourgeoise au-dessus des classes, le chauvinisme et la religion, l'antimarxisme et l'anticommunisme.

Il y a une cinquantaine d'années Lénine écrivit : « *Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identiques* : c'est la collaboration des classes, la renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, la reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise, le manque de confiance dans le prolétariat, la confiance dans la bourgeoisie. *Le social-chauvinisme est le prolongement direct et le couronnement de la politique ouvrière libérale anglaise, du millerandisme et du bernsteinisme.*

La lutte entre les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier, le socialisme révolutionnaire et le socialisme opportuniste, remplit toute la période qui va de 1889 à 1914<sup>1</sup>. » »

Lénine ne mentionne ni la religion, ni l'Eglise en tant que promoteurs de l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière. Cela s'explique par le fait qu'avant la première guerre mondiale, la religion était rarement utilisée dans la lutte de classes. A cette époque existait encore un courant libéral et anticlérical au sein de la bourgeoisie et du mouvement ouvrier réformiste. Après la première, et surtout après la seconde guerre mondiale, l'Eglise est un des principaux moyens de tromper les ouvriers. Des partis catholiques ont été formés ou renforcés. En Angleterre, certains leaders travaillistes : Macdonald, Lansbury, Henderson étaient croyants, de fervents pratiquants. Aux U.S.A., nombre de sectes cherchent à entraver le développement de la conscience sociale des ouvriers.

Lorsque les bouleversements de la seconde guerre mondiale se sont quelque peu apaisés et estompés, l'influence de la religion et de l'Eglise sur la politique a cédé du terrain. Mais elle reste jusqu'à ce jour beaucoup plus forte qu'avant la première guerre mondiale.

Quant aux origines de la bureaucratie ouvrière, ses couches inférieures et les chefs syndicaux se recrutent parmi les ouvriers, tandis que les intellectuels issus de la bourgeoisie jouent un rôle de plus en plus important dans les hautes sphères de la bureaucratie des partis réformistes. Attlee, Gaitskell, Wilson, les trois plus récents leaders du Parti travailliste, sont d'origine bourgeoise, tout comme Blum, Guy Mollet, Ollenhauer et autres. Cela montre nettement le lien étroit qui existe entre les partis réformistes et la bourgeoisie<sup>2</sup>.

\* \* \*

En posant la question : dans quelle mesure la bourgeoisie a réussi, avec le concours de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières, à détourner la classe ouvrière de la voie révolutionnaire, nous pourrions répondre : la bourgeoisie a pour le moment réussi à détourner la classe ouvrière de la voie révolutionnaire dans les riches pays anglo-saxons et Scandinaves, mais elle n'y a pas réussi dans les autres pays capitalistes.

---

<sup>1</sup> V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 22, pp. 119-120.

<sup>2</sup> Cela ne signifie pas que les leaders syndicaux sont de moins zélés serviteurs de la bourgeoisie. La bourgeoisie anglaise chante jusqu'à ce jour les louanges de Bevin, grand homme d'Etat. Après la mort de Gaitskell, la bourgeoisie anglaise a préconisé la candidature du militant syndical Brown comme leader du Parti travailliste, et non pas celle de Wilson.

La situation est bien connue : aux U.S.A., le prolétariat n'a même pas son propre parti réformiste de masse ; des dizaines de millions d'ouvriers et d'employés votent pour l'un des deux grands partis bourgeois ; bien qu'il existe depuis plus de 40 ans, le Parti communiste n'exerce pas d'influence massive, il est persécuté et placé dans une situation semi-légale. Au service de la bourgeoisie, les leaders syndicaux sont chargés de tromper les ouvriers, de propager l'antimarxisme et l'anticommunisme (il en est de même au Canada).

En Angleterre (tout comme en Australie et en Nouvelle-Zélande) existe un vieux parti de masse de la classe ouvrière, mais il est en fait le second parti de la bourgeoisie<sup>1</sup>, et la bourgeoisie ne craint pas de lui confier périodiquement le gouvernement du pays, sachant bien qu'il ne présente aucun danger pour le régime capitaliste. Ainsi, le Parti social-démocrate suédois est au gouvernement depuis plus de 25 ans, seul ou coalisé avec un parti bourgeois, sans aucun préjudice pour le régime capitaliste de la Suède. Dans ces pays, le parti communiste ne constitue pas encore un facteur politique important.

Ce que Lénine a qualifié de base de la situation révolutionnaire fondamentale : situation où la bourgeoisie ne peut plus, et où le prolétariat ne veut plus vivre « comme par le passé », une telle situation n'existe pas encore dans ces pays, et cela en dépit du chômage massif aux U.S.A. et en Angleterre.

Il est vrai que des grèves massives, longues et âpres, éclatent aux U.S.A. Ces mouvements sont fréquemment considérés chez nous comme l'expression des sentiments révolutionnaires de la classe ouvrière américaine. Nous pensons que cette appréciation de la situation historique concrète et de ces événements n'est pas tout à fait correcte.

En période révolutionnaire, les grandes et longues grèves sont le symptôme, et aussi le facteur, de l'exacerbation de la lutte révolutionnaire, l'indice que les ouvriers ne veulent plus vivre comme par le passé. Les grandes grèves qui éclatent de nos jours aux Etats-Unis signifient que les ouvriers se considèrent suffisamment forts pour résister à l'aggravation de leur situation par suite de la hausse ininterrompue des prix ; suffisamment forts pour tenter, par la grève, d'améliorer leur situation dans le cadre du régime capitaliste.

Que ces grèves soient sans danger pour le régime capitaliste aux U.S.A. ressort du fait que souvent les leaders de ces grèves sont des anticommunistes forcenés, des défenseurs du capitalisme. A plusieurs reprises, l'administration Kennedy (par exemple lors de la grève des métallurgistes ou des dockers) a même jugé opportun, et dans l'intérêt de l'ensemble de la grande bourgeoisie américaine, d'intervenir dans le conflit, de prendre le parti des ouvriers. La bourgeoisie américaine est encore en état de gouverner selon les anciennes méthodes, alors que la majorité des ouvriers américains, anglais, canadiens, australiens et suédois veulent encore pour le moment vivre « comme par le passé ». L'aristocratie et la bureaucratie ouvrières de ces pays remplissent encore *pour le moment* les tâches qui leur sont assignées par la bourgeoisie.

La situation est différente en France et en Italie. Le mouvement ouvrier réformiste y est faible en comparaison du mouvement communiste. Les partis communistes exercent une forte influence sur le mouvement syndical. Bien que les réformistes et les catholiques aient réussi à détacher une partie des

---

<sup>1</sup> Il est significatif pour ce parti entièrement pénétré de l'esprit bourgeois, que le député travailliste Jey ait récemment proposé de renoncer à s'appeler travailliste parce que nombre d'électeurs jugent incommode de voter pour un parti qui s'appelle ainsi.

ouvriers pour former des syndicats séparés, la solidarité prolétarienne s'avère habituellement plus forte que les divergences idéologiques, et dans les grandes grèves ces syndicats jouent en règle générale cause commune avec la majorité des travailleurs. Il est donc clair dans ces conditions que la grande grève des mineurs français en mars 1963, pratiquement soutenue par toute la classe ouvrière de France, avait, indépendamment de son issue, un caractère politique tout à fait différent de celui des grandes grèves aux Etats-Unis.

\* \* \*

Résumant ce qui vient d'être dit, il faut souligner que dans les plus riches pays capitalistes, le grand capital est *encore* à même de soudoyer d'assez larges couches de l'aristocratie ouvrière pour, avec son aide et celle de la bureaucratie réformiste, maintenir la majorité des ouvriers aux côtés du capital. Mais c'est là un phénomène passager. Le développement révolutionnaire du mouvement ouvrier suivra, selon toute apparence, la voie du mouvement ouvrier d'Italie et de France, la voie de la destruction de l'influence de la bourgeoisie.

9

**LE PROBLEME  
DU TRANSFERT DES CAPITAUX  
EN RAPPORT AVEC LE NIVELLEMENT  
DU TAUX DE PROFIT.**

**LE TAUX DE PROFIT  
SOUS LE CAPITALISME MONOPOLISTE**

Comme on sait, Marx caractérise le passage constant des capitaux des branches où le taux de profit est inférieur au taux moyen vers celles où le taux est plus élevé, comme un mécanisme tendant à niveler le taux de profit entre les différents secteurs de la production.

Marx écrit : « Mais c'est un fait que le capital abandonne une sphère à taux de profit peu élevé et se précipite sur celle qui comporte un taux de profit plus important. Par ce va-et-vient perpétuel, par la façon dont il se répartit entre les différentes sphères suivant que le taux de profit baisse par-ci et augmente par-là, le capital provoque un rapport entre l'offre et la demande tel qu'il entraîne l'égalité du profit moyen dans les différentes sphères de production, d'où la transformation des valeurs en prix de production<sup>1</sup>. »

Sous cette forme générale, cette thèse est répétée dans les manuels d'économie politique, par exemple dans celui publié sous la rédaction de K. Ostrovitianov, et autres. Il y est dit : « Dans la course au profit élevé, il y a transfert des capitaux d'une branche à l'autre à la suite de quoi s'établit un taux moyen de profit...<sup>2</sup> »

En réalité, de nos jours tout particulièrement, le passage des capitaux d'une branche à l'autre est un problème beaucoup plus compliqué que ne le fait croire cette première formule marxiste générale. Développant ses conceptions, Marx, comme nous le verrons plus loin, a dans une certaine mesure modifié cette formule générale. Il va de soi qu'il entend par transfert du capital les changements survenus dans la répartition du capital social brut dans sa fonction de capital industriel productif. Lorsqu'un capitaliste industriel vend sa fabrique à un autre capitaliste, il retire naturellement *son*

---

<sup>1</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, t. 1, p. 210

<sup>2</sup> *Economie politique*, manuel, 4<sup>e</sup> édition, Gospolitizdat, 1962, p. 154.

capital de ce domaine, mais cela ne signifie aucun changement dans la répartition du capital social brut, cela n'influence aucunement la formation du taux de profit, puisque le capital en question est remplacé par un capital de même ordre appartenant à un *autre* capitaliste. Il en est de même en ce qui concerne l'achat-vente des actions. L'achat-vente des « duplicata du capital effectif » ne joue aucun rôle en l'occurrence, puisqu'il ne change rien à la répartition du capital productif. La modification du rapport entre le total du capital productif et le total du capital de prêt est également sans importance.

Lorsqu'une branche d'industrie ou une entreprise isolée recourt au capital de prêt, elle doit verser, *après* la formation du taux moyen de profit, une part de ses bénéfices sous forme d'intérêts. Le taux de profit n'est influencé que par le changement dans la répartition du capital productif entre les différents secteurs de l'industrie.

Examinons la migration concrète du capital. Le transfert du capital d'une branche à l'autre ne soulevait aucune difficulté ni problème sous le capitalisme de libre concurrence analysé par Marx. Il était identique à la création d'une nouvelle entreprise ou à l'extension d'une entreprise déjà existante, c'est-à-dire à la transformation du capital argent en capital constant (fixe et circulant) et en capital variable, puisqu'une nouvelle entreprise signifie l'extension de la production et l'afflux du capital dans une branche déjà existante (sauf le cas extrêmement rare où l'on passe à la fabrication d'un produit tout à fait nouveau). Les choses sont beaucoup plus compliquées lorsqu'il s'agit du *reflux* des capitaux. Le départ du capital circulant ne présente pas de difficultés : les matières premières et auxiliaires sont transformées, les produits finis sont vendus, le capital variable peut également être placé dans une autre branche de la production. Le départ du capital fixe est beaucoup plus compliqué : les bâtiments et moteurs peuvent être utilisés dans une autre branche bien qu'avec des dépenses supplémentaires considérables, mais cela est impossible en ce qui concerne l'équipement direct. Une machine à coudre ne peut servir qu'à coudre, un tour ne peut servir qu'à façonner des pièces, un bateau ne peut naviguer que sur l'eau. Aussi le reflux de capital est toujours lié à *de plus ou moins grandes pertes de ce capital*.

Marx a naturellement vu ces difficultés. Il dit : « Mais dans chaque sphère de production proprement dite — industrie, agriculture, mines, etc., — le transfert de capital d'une sphère à une autre présente des difficultés importantes, surtout à cause du capital fixe existant<sup>1</sup>. »

Au temps de Marx, la part du capital fixe dans la totalité du capital d'une entreprise industrielle était relativement faible, la technique étant encore peu développée et le poids spécifique de la deuxième section était beaucoup plus important dans l'industrie que celui de la première.

Mais dès celle époque, il y avait des branches de l'économie d'où le reflux du capital était pratiquement impossible. Par exemple les chemins de fer qui représentaient à l'époque de très importants investissements. La part du capital fixe y est très élevée par rapport à celle du capital constant circulant (composé des matières premières et des matériaux auxiliaires) qui est très faible. La forme du capital fixe ne lui permet de fonctionner que dans le transport ferroviaire : rails et traverses, nombreux ponts, gares, locomotives et wagons ne pouvant pas être utilisés dans les autres secteurs de la production, à l'exception d'une part insignifiante pouvant servir de ferraille. Il en est de même pour les navires.

Souvent, les capitalistes n'ont qu'une seule issue : exporter l'équipement, les locomotives, les wagons, les navires, devenus inutiles et investir le produit de la vente dans d'autres secteurs. Il y

---

<sup>1</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, l. I, p. 222.

aurait aussi transfert de capitaux dans leur propre pays, mais dans l'ensemble, à l'échelle de tout le système capitaliste, rien ne serait changé : ce ne serait qu'un déplacement géographique et non réel des capitaux d'une branche de la production à une autre.

On conçoit aisément que de nos jours le transfert des capitaux est chose beaucoup plus difficile qu'au temps de Marx. Premièrement, le progrès technique a immensément augmenté la part du capital fixe tant dans les entreprises prises isolément qu'à l'échelle mondiale. Deuxièmement, dès la fondation de l'entreprise, son capital fixe est adapté à la production qui lui est propre. Les bâtiments et l'équipement d'une usine de produits chimiques ne peuvent être utilisés que dans l'industrie chimique. Une usine métallurgique ne peut produire que du métal. L'équipement d'une usine d'automobiles pour la production à la chaîne, à commande automatique, exécutant des opérations distinctes, n'est que ferraille s'il n'est pas employé à la fabrication des voitures. Il en est de même de la plupart des grandes entreprises modernes. Le transfert réel du capital entraînerait de très lourdes pertes, signifierait la faillite de l'entreprise

On peut se demander dans ces conditions : Marx avait peut-être tort de considérer le transfert du capital comme un moyen de niveler le taux de profit ?

Nullement. En l'occurrence, et en conformité avec sa méthode dialectique, Marx donne d'abord la solution du problème sous sa forme générale, pour la modifier et la concrétiser ensuite. Il déclare que « le taux général de profit existe seulement comme tendance, comme mouvement d'égalisation des taux particuliers de profit. La concurrence entre capitalistes — qui est elle-même ce mouvement d'égalisation — se traduit ici par le retrait progressif de capital des sphères où, pendant un certain temps, le profit se trouve être au-dessous de la moyenne et par un apport tout aussi progressif de capital aux sphères où le profit est au-dessus de la moyenne ; il se peut également que du *capital additionnel soit peu à peu réparti entre ces sphères dans des proportions différentes*<sup>1</sup> »

Les mots soulignés par nous caractérisent le transfert de capital comme stimulant de la tendance à égaliser le taux de profit. Le reflux de capital est un phénomène rare, entraînant de lourdes pertes. Il serait plus exact de dire que le reflux de capital est la conséquence logique d'un certain nombre d'années de travail à perte, lorsqu'il n'y a aucun espoir de voir l'entreprise devenir rentable à l'avenir<sup>2</sup>. La tendance à l'égalisation du taux de profit s'exprime en ce que le *capital réinvesti* se répartit petit à petit, dans différentes proportions, entre les branches en fonction de la grandeur du taux de profit.

Cela se rapporte au capitalisme prémonopoliste comme au capitalisme monopoliste. Mais, alors que sous le capitalisme de libre concurrence l'afflux de capital additionnel s'effectuait librement, il se heurte, sous le capitalisme monopoliste, à de *nouvelles* difficultés. Les monopoles qui existent déjà dans une branche donnée, peuvent naturellement agrandir sans obstacles leurs entreprises en y ajoutant du capital, lorsque l'accroissement de la production ne risque pas d'être préjudiciable aux prix de monopole et augmente les bénéfices. Mais les investissements de capitaux par *d'autres firmes* se heurtent à de grosses difficultés dans les branches dominées par un ou plusieurs monopoles groupés en cartels ou trusts. Les monopoles usent de différents moyens pour empêcher l'apparition d'une nouvelle entreprise concurrente car les prix de monopole pourraient s'en ressentir. Ces

---

<sup>1</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, t. II, p. 12 (souligné par nous. — E.V.).

<sup>2</sup> Après la deuxième guerre mondiale, un grand nombre de petites lignes de chemin de fer ont été liquidées en Angleterre, car elles n'étaient plus rentables par suite de la concurrence du transport automobile.

procédés sont connus du lecteur grâce aux œuvres de Lénine sur l'impérialisme, ainsi que par la pratique courante. Aussi arrêterons-nous très brièvement sur ce problème.

Le premier obstacle rencontré lorsqu'il s'agit de fonder une nouvelle entreprise dans une branche dominée par des monopoles, c'est le volume du capital nécessaire à la construction d'une usine moderne. Il est difficile de réunir de telles sommes sans le concours des grandes banques. Etant donné les liens étroits qui existent entre les grandes banques et les monopoles, l'oligarchie financière dominante refuse habituellement ce concours. La formation de nouvelles sociétés dans les branches de la production que dominent les monopoles, sauf leurs propres entreprises, n'est possible que par l'intrusion d'autres monopoles, par la lutte entre monopoles.

Parfois, les nouveaux investissements sont rendus difficiles du fait que les monopoles déjà existants contrôlent les sources de matières premières, monopolisent la production grâce à un système ramifié de brevets. Déjà les travaux de Lénine nous l'avaient appris.

L'intervention de l'Etat, conséquence du capitalisme monopoliste d'Etat, est un facteur nouveau. Dans la plupart des pays évolués, l'Etat a, sous telle ou telle forme, le droit d'intervenir lors de la création de nouvelles grandes entreprises<sup>1</sup>.

Il s'ensuit qu'alors que l'afflux de capital dans les secteurs dominés par les monopoles est rendu difficile au capital non monopoliste, pratiquement presque impossible, les monopoles peuvent, par contre, librement placer leurs capitaux dans les branches non monopolisées, ruinant leurs concurrents par la « guerre des prix », pour fixer ensuite des prix élevés de monopole et réaliser un taux élevé de profit de monopole. C'est pourquoi, fort différentes sont pour les autres entreprises les possibilités d'investir des capitaux dans les branches dominées par les monopoles et les possibilités qu'ont ces derniers pour placer des fonds dans les branches non monopolisées<sup>2</sup>.

Tout cela pose naturellement la question suivante : *dans quelle mesure la tendance à égaliser le taux de profit contribue-t-elle à former un taux unique de profit sous l'actuel capitalisme monopoliste d'Etat ?*

---

<sup>1</sup> L'hostilité que les larges masses populaires nourrissent envers les monopoles qui font hausser les prix, contraint l'Etat d'annoncer de temps à autre, à grand renfort de publicité, des « mesures et lois sévères » dirigées contre les monopoles, aux U.S.A. par exemple. Mais les monopoles américains ne s'en portent pas plus mal. C'est également le cas des monopoles ouest-allemands qui n'ont pas souffert de la « décartellisation » proclamée par les puissances d'occupation occidentales.

<sup>2</sup> On observe ces derniers temps un phénomène relativement nouveau, la « diversification » de l'activité des monopoles. Du fait de l'exiguïté du marché pour l'écoulement de leurs produits essentiels et du sous-emploi du potentiel de production, les monopoles affectent fréquemment le capital accumulé à l'acquisition de nouvelles entreprises de traitement ou, au contraire, pour se procurer des matières premières, pour produire du matériel d'emballage, pour la vente directe des produits aux détaillants, sans l'intermédiaire du capital commercial, ou encore, pour organiser leur propre réseau de vente du détail, etc.

Cette « diversification » assure aux monopoles une certaine liberté de manœuvre dans la répartition du capital entre les différentes branches de la production, réduit les pertes résultant de l'arrêt de la fabrication de tel ou tel produit. Mais cela n'évite pas au monopole intéressé les pertes causées par le transfert de capital fixe d'une branche de la production à une autre.

On observe aussi une tendance contraire à la « diversification » : les monopoles américains de l'automobile achètent des pièces à d'autres entreprises (qui dépendent souvent d'eux sous le rapport financier), se bornant à monter les pièces fabriquées par des centaines de fournisseurs.

Nous donnerons plus loin la réponse à cette question.

\* \* \*

Le problème de la tendance à la baisse du taux de profit est indépendant de celui de la tendance à l'établissement d'un taux moyen de profit consécutif au transfert des capitaux.

Théoriquement parlant, cette tendance existe certainement. La réduction évidente de la part du capital variable par rapport au capital constant doit engendrer la tendance à la baisse du taux de profit. Cette tendance ne peut malheureusement pas être confirmée par des chiffres concrets. La statistique bourgeoise ne nous renseigne exactement ni sur le montant du capital social brut, fonctionnant dans telle ou telle sphère de la production, ni sur le montant de la plus-value appropriée, c'est-à-dire le profit. Les données statistiques servant à calculer l'impôt sur le revenu sont bien au-dessous de la réalité. Il en est de même des amortissements exagérés et autres méthodes de constitution de réserves « camouflées ».

La baisse du taux de profit ne peut pas être calculée par une méthode directe<sup>1</sup>.

La baisse du taux de profit est freinée par le fait qu'un nombre toujours plus considérable de capitalistes renoncent à participer directement aux bénéfices, faisant fructifier leurs fonds en tant que capital de prêt et se contentant d'un revenu inférieur, mais plus sûr que le taux de profit, sous la forme d'intérêts portés par les obligations, les actions privilégiées à revenu fixe, etc. Cela signifie que l'on soustrait de l'ensemble des bénéfices une part ayant la forme d'intérêts ; une partie du capital industriel en fonction bénéficie d'un taux de profit relativement inférieur à sa grandeur, alors que la partie restante, un profit relativement plus élevé. Le taux de profit serait donc inférieur sans l'existence du capital de prêt et la masse entière du profit se répartirait régulièrement entre le capital global.

Marx l'avait déjà indiqué. Il écrivait : « Dans les sociétés par actions, la fonction est séparée de la propriété du capital ; ... Comme le profit prend ici (c'est-à-dire dans les grandes sociétés par actions. — E. V.) purement la forme de l'intérêt, de telles entreprises demeurent possibles si elles rapportent simplement l'intérêt, et c'est une des raisons qui empêche la chute du taux général de profit, parce que ces entreprises, où le capital constant est immense par rapport au capital variable, n'interviennent pas nécessairement dans l'égalisation du taux général de profit<sup>2</sup>. »

Sous le capitalisme monopoliste, la répartition du profit est grandement modifiée ; le problème du taux moyen de profit se complique encore davantage, comme nous le montrerons plus loin.

---

<sup>1</sup> Déjà avant la première guerre mondiale, nous avons tenté de montrer indirectement la chute du taux de profit. Nous partions du fait que les capitalistes ont le choix entre le placement de leurs fonds en capital industriel rapportant un profit et l'achat de fonds publics, à l'intérêt fixe garanti, par exemple des consols anglais ou la rente française. S'il y a baisse du taux de profit durant une longue période, le cours des fonds publics à revenu fixe devrait, toutes conditions étant égales, monter. Cela ne s'est pas produit, ce qui indique que le taux de profit n'avait pas baissé avant la première guerre mondiale. Nous ne disons [pas] « ce qui démontre », car nombre de facteurs n'ont pas été pris en considération. La méthode indirecte ne peut pas être appliquée à la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale en raison des nombreuses inflations et stabilisations des monnaies.

<sup>2</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, t. II, pp. 102-103. Ailleurs, Marx mentionne spécialement les chemins de fer en tant qu'entreprises de type particulier. Le capital qui y est investi ne participe pas à l'égalisation du taux de profit.

\* \* \*

Les difficultés mentionnées ci-dessus qui se présentent en général lors du reflux des capitaux pour se diriger vers les branches dominées par les monopoles, impliquent la question suivante : dans quelle mesure la tendance à l'égalisation du taux de profit agit-elle sous le capitalisme monopoliste actuel ?

Répondant à cette question, on constate ce qui suit :

1. Le taux de profit réalisé par les monopoles est supérieur au taux moyen obtenu par les entreprises non monopolisées. La formation de monopoles n'aurait aucun sens s'ils n'assuraient pas un taux de profit plus élevé.

2. Comme Lénine l'a souligné à maintes reprises, le capitalisme monopoliste ne supprime ni l'anarchie de la production, ni la concurrence, n'amène pas la formation d'un supermonopole comme l'imaginait Hilferding. Cela signifie qu'il *n'existe pas de limite constante et nette entre les entreprises monopolistes et non monopolistes*. Les cartels et les trusts se constituent et se désagrègent. Le monopole d'une certaine branche peut perdre ses positions du fait de l'apparition d'un outsider. Les innovations techniques minent parfois les positions de monopole des différentes entreprises. La lecture de la rubrique économique des principaux journaux capitalistes nous apporte quotidiennement des nouvelles sur ces faits et autres facteurs qui agissent dans le même sens. *La limite entre le monopole et le non-monopole, donc entre le taux de profit de monopole et le taux de profit moyen, est inconstante, manque de netteté*. Il y a cependant des exceptions. Dans chaque pays capitaliste évolué il y a un groupe d'entreprises géantes disposant d'un capital fixe énorme et de réserves colossales. Voici quelques données concernant les plus grands monopoles. En 1963, les bénéfices de la General Motors ont été de 1 592 millions de dollars<sup>1</sup>. Cela représente presque la moitié du revenu national d'un pays tel que l'Autriche. Citons un autre exemple. L'American Telegraph and Telephone s'est proposé de dépenser 3 250 millions de dollars en 1964 pour « moderniser » ses entreprises<sup>2</sup>. Ces géants ne craignent pas les crises économiques. Ils ne redoutent pas les nouveaux concurrents, leurs bénéfices de monopole ne peuvent être supprimés ni par les crises de surproduction ni par les bouleversements politiques qui se produisent dans le cadre du capitalisme, ni par la guerre, ni par l'inflation. Les innovations techniques ne peuvent pas non plus miner leurs positions, étant donné qu'ils concentrent chez eux la recherche scientifique et les inventions protégées par un très vaste système de brevets. Sont dans la même situation la Standard Oil, la General Motors, Du Pont, l'United States Steel, etc., aux U.S.A. ; la Shell, l'Unilever, l'Imperial Chemical, etc., en Angleterre ; la I. G. Farbenindustrie, Krupp, dans la R.F.A. Il est vrai que pendant la violente crise économique de 1929-1933, de grosses banques allemandes ont fait faillite, ainsi que des spéculateurs tels que Insull aux Etats-Unis et Krueger en Suède, mais pas une des gigantesques entreprises industrielles monopolistes. Quant aux bouleversements politiques dans le cadre du système capitaliste, les positions du consortium Krupp, par exemple, n'ont en principe subi de modifications ni au temps de Guillaume I et de Guillaume II, ni sous la République de Weimar, ni sous la domination de Hitler, ni sous le régime d'Adenauer ou d'Erhard.

---

<sup>1</sup> C.f. *The Times*, 28.I.1964

<sup>2</sup> C.f. *The Times*, 12.II.1964

Il est impossible d'établir une statistique satisfaisante du poids spécifique des monopoles dans l'économie et de calculer les proportions du profit de monopole. Les chiffres ci-dessous concernant les U.S.A. présentent un tableau très approximatif<sup>1</sup> :

(en milliards de dollars, impôts non payés)

Années	Bénéfices des entreprises ne formant pas des sociétés	Bénéfices des sociétés par actions
1929	8,6	9,6
1939	7,5	6,4-
1949	22,2	26,4
1959	34,8	47,0
1960	36,0	45,0

Nous pouvons ne pas tenir compte de la dépréciation du dollar, car seul nous intéresse en l'occurrence le rapport qui existe entre les revenus des entreprises ne faisant pas partie de sociétés et ceux des sociétés par actions.

Ces chiffres témoignent de ce qui suit (excepté 1939)<sup>2</sup>.

1. Les revenus des sociétés par actions ont augmenté plus rapidement que ceux des autres entreprises, partiellement en raison de la transformation permanente de ces dernières en sociétés par actions.

2. La répartition des revenus se modifie lentement : même en 1960, les entreprises ne formant pas de sociétés ont totalisé les 4/9 des revenus, les sociétés par actions, 5/9. Il y a tout lieu de supposer qu'en réalité les revenus des sociétés par actions ont été relativement plus élevés, ces dernières pouvant plus facilement que les autres entreprises constituer des réserves camouflées pour ne pas payer d'impôt.

On peut également supposer, sans aucun doute, que *la totalité du profit de monopole est concentrée dans les revenus des sociétés par actions*. Il existe naturellement des entreprises monopolistes individuelles, comme le fut la société Ford avant sa transformation en société par actions, ou encore Krupp dans la R.F.A. Mais ces cas sont si rares que nous pouvons ne pas les prendre en considération.

Il est certain que les sociétés par actions ne sont pas toutes des monopoles. Un grand nombre ne le sont pas. Nous ignorons comment se répartissent les profits entre les entreprises monopolistes et non monopolistes. Il n'y a pas, il ne peut y avoir de statistique de ce genre, étant donné que la limite entre ce qui est monopole et ce qui ne l'est pas change constamment<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Cf. *United States. Economic Report of the President*, 1961, p. 138.

<sup>2</sup> Dans les années 30 lors de la grande crise et de la dépression prolongée, les revenus des propriétaires des entreprises ne formant pas de sociétés par actions : fermiers, artisans, commerçants, avocats, médecins, ont moins diminué que ceux des sociétés par actions. Nombre de ces dernières ont perdu à cette époque leurs positions de monopole.

<sup>3</sup> A supposer qu'aux U.S.A. toutes les sociétés au capital social de 50 millions de dollars et davantage sont des monopoles, ce qui, selon toute apparence, est proche de la vérité, on peut citer les chiffres suivants pour 1959 (en milliards de dollars) :

Quoi qu'il en soit, il ressort des données susmentionnées que la part des sociétés par actions de type non monopoliste représente approximativement 35 % du profit des sociétés par actions (nous soulignons une fois de plus que cette évaluation est très approximative). Tels sont les bénéfices des entreprises monopolistes dans un pays où le degré de monopolisation est très élevé. Les données suivantes donnent une idée de la part des *plus grands* monopoles dans les bénéfices réalisés en 1959 par les sociétés par actions des Etats-Unis<sup>1</sup>.

	(en milliards de dollars)
Bénéfices de la totalité des sociétés par actions	47,0
Bénéfices des 500 plus grandes sociétés	12,0
Bénéfices des 100 plus grandes sociétés	8,2

Par conséquent, les 500 plus grandes sociétés ont réalisé 1/4 des bénéfices de la totalité des sociétés par actions, et les 100 plus grandes sociétés, 1/6.

La liste publiée chaque année par la revue *Fortune* brosse un tableau un peu plus concret de la répartition des bénéfices rien que dans l'industrie des U.S.A. Ainsi, 57 % des ventes de produits industriels ont été effectuées par les 500 plus grandes sociétés. Ces mêmes groupements ont réalisé 72 % des bénéfices de l'industrie<sup>2</sup>. Cela veut dire que ces ventes ont procuré aux grandes entreprises de plus gros bénéfices que ceux réalisés par les sociétés de moindre importance. Mais cela ne signifie pas pour autant que, calculés sur le capital effectivement investi, leurs bénéfices (c'est-à-dire le taux de profit) soient proportionnellement plus élevés. Il en aurait été ainsi si le capital investi, calculé par dollar de vente, était identique pour les entreprises géantes comme pour toutes les autres. On peut néanmoins supposer avec juste raison que non seulement la composition organique du capital est supérieure à la moyenne dans les plus grandes entreprises, mais l'est également le rapport entre la totalité du capital — le capital fixe plus le capital circulant— et le volume des ventes. Par conséquent, la différence du taux de profit est aussi grande que la différence des bénéfices par rapport à la somme des ventes.

En 1960, le capital « net » (net worth) des 500 plus grandes sociétés a représenté 115 milliards de dollars, le bénéfice net, 11,6 milliards de dollars. Cela fait une moyenne de 10 % de bénéfices, chiffre incontestablement supérieur au taux moyen de profit réalisé par les entreprises non monopolisées.

Il serait cependant tout à fait faux de considérer ces 10 % comme un bénéfice moyen de monopole. Comme nous l'avons montré plus haut, il n'existe pas, ou presque pas, de migration de

---

Bénéfices de la totalité des sociétés par actions	38
Bénéfices des sociétés au capital de 50 millions de dollars et davantage	24

(*Statistical Abstract of the United States*, 1961, pp. 487-488).

La grande différence qui existe entre le chiffre des bénéfices réalisés en 1959 par les sociétés par actions, soit 47 milliards de dollars (d'après le rapport du président), et le chiffre de 38 milliards (d'après *Statistical Abstract*), s'explique par le fait que cette dernière source mentionne les « bénéfices imposables ». Cela fait ressortir que 1/5 des revenus du capital par actions est officiellement exonéré de l'impôt. En réalité, la part des bénéfices non imposables est encore plus grande.

<sup>1</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1961, p. 482.

<sup>2</sup> Cf. *Fortune*, July 1961, p. 167.

capitiaux entre les monopoles. Par conséquent, il n'y a pas de tendance à la formation d'un taux moyen de profit de monopole<sup>1</sup>.

Cela ressort également avec évidence des statistiques publiées par la revue *Fortune*. Le profit le plus élevé tiré du capital investi, soit 43,4 %, a été réalisé par une société relativement peu importante qui avait totalisé 1/481 de la somme des ventes. Certaines sociétés géantes ont réalisé des bénéfices inférieurs à 10%, et sur 500 sociétés 24 n'ont eu que des pertes, dont 43 millions de dollars de pertes pour la grande société aéronautique Lockheed.

Nous voudrions également faire remarquer que le montant du « capital net » (en réalité c'est le capital social nominal) qui figure dans les statistiques ne correspond nullement au capital réellement investi. Lorsqu'une société déclare des bénéfices trop élevés par rapport à son capital social, elle doit distribuer des dividendes très élevés. Cela n'est pas avantageux dans les discussions relatives aux salaires, ni en ce qui concerne les impôts sur le capital. Aussi, le capital social est formellement augmenté sans nouveaux investissements par la transformation des anciennes actions en actions nouvelles à valeur nominale deux ou quatre fois supérieure, ou par l'émission d'actions gratuites. C'est pourquoi le taux de profit et les dividendes semblent moins élevés, mais la somme des dividendes distribués reste la même ou augmente. Il en résulte qu'un même bénéfice sur le capital social nominal peut donner un taux de profit tout à fait différent lorsqu'il est calculé sur le capital réellement investi.

L'analyse de l'histoire financière des sociétés géantes, depuis leur fondation, celle de l'Alcoa, par exemple, montre que le capital effectivement investi est peu important, et que le dividende calculé d'après ce capital est énorme. Comme Marx l'avait déjà prouvé, le capital est entièrement composé de plus-value accumulée.

\* \* \*

Théoriquement, le profit réalisé par les monopoles se compose de deux parties : profit moyen sur le capital et surprofit de monopole supérieur au premier. Nous ne connaissons pas, nous ne pouvons pas connaître la grandeur concrète de ces parties, puisqu'il s'agit de tendances qui changent continuellement sous l'effet de facteurs économiques variés.

La question se pose : quelle est la nature économique, la source économique du surprofit de monopole ?

L'explication couramment donnée se ramène à ceci : les monopoles fixent arbitrairement pour les marchandises qu'ils produisent des prix élevés, réalisant un surprofit au détriment des acheteurs en haussant les prix, cette explication n'est juste que dans la mesure où nous nous bornons à examiner les processus de la concurrence. Mais une telle affirmation est contraire à une des thèses fondamentales de la théorie économique de Marx, selon laquelle sous le capitalisme le total de la valeur doit être égal au total de la somme des prix, la monnaie étant stable.

---

<sup>1</sup> Ces chiffres témoignent en même temps de la monstrueuse exploitation à laquelle sont soumis les ouvriers. Le bénéfice global de 11,6 milliards de dollars des 500 plus grandes sociétés est le produit du travail de 9 178 511 ouvriers et employés. Par conséquent, chacun d'eux a rapporté 1 250 dollars de profit par an. Comme nous le montrerons plus loin, une partie du profit provient de l'appropriation de la plus-value produite dans les entreprises non monopolisées. Par ailleurs, les chiffres de la main-d'œuvre mentionnés ci-dessus comprennent des millions d'employés ne produisant pas de plus-value.

Est de même théoriquement inconsistante l'affirmation, rencontrée assez souvent, selon laquelle le profit de monopole aurait essentiellement sa source dans l'achat par les monopoles de la force de travail à un prix inférieur à sa valeur, le paiement de salaires inférieurs à ceux payés dans les entreprises non monopolisées. Cela signifierait que le capital monopoliste paie toujours la main-d'œuvre utilisée au-dessous de sa valeur. Une telle affirmation s'écarte cependant de la thèse essentielle de la théorie de la valeur de Marx, selon laquelle toutes les marchandises, y compris la force de travail, sont vendues à leur valeur bien que les prix oscillent constamment autour de la valeur.

Le capitalisme a tendance à baisser le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail. Marx écrivit :

« En traitant de la production de la plus-value, nous avons toujours supposé que l'ouvrier reçoit un salaire normal, c'est-à-dire que la juste valeur de sa force est payée. Le prélèvement sur le salaire joue cependant dans la pratique un rôle trop important pour que nous ne nous y arrêtions pas un moment. Ce procédé convertit en effet, dans une certaine mesure, le fonds de consommation nécessaire à l'entretien du travailleur en fonds d'accumulation du capital<sup>1</sup>. »

Cette tendance qui était encore forte au temps de Marx, opère actuellement dans les pays sous-développés. Mais des tendances contraires agissent dans les pays évolués : la puissance des syndicats, la peur de la bourgeoisie devant la classe ouvrière eu regard à la lutte des deux systèmes, l'activité des partis communistes, etc.

L'affirmation selon laquelle le capital monopoliste achète la force de travail meilleur marché que le capital non monopoliste, n'est pas confirmée par la pratique pour les raisons suivantes :

1. C'est un fait que dans tous les pays capitalistes évolués, les ouvriers des petites entreprises cherchent toujours à se faire embaucher dans les grandes.

2. Dans les branches grandement monopolisées, le salaire des ouvriers est beaucoup plus élevé que dans les branches non monopolisées. Citons plusieurs chiffres concernant les Etats-Unis :

SALAIRE HEBDOMADAIRE MOYEN OFFICIEL<sup>2</sup>

(1960, en dollars)

Branches fortement monopolisées		Branches non ou peu monopolisées	
Industrie de l'automobile	115	Industrie de la confection	48—69
Sidérurgie	116	Industrie du tabac	53—80
Chimie inorganique	115	Production d'articles de menuiserie	66—81

La différence est pour beaucoup conditionnée par le nombre relativement plus élevé de femmes travaillant dans le second groupe. Mais dans ces branches aussi le salaire des hommes est bien inférieur.

Le tableau publié par le ministère anglais du Travail fait ressortir la différence du salaire des ouvriers de l'industrie de traitement des métaux selon l'importance des entreprises (les heures supplémentaires et les majorations sont prises en considération, les impôts et les différentes cotisations des ouvriers ne sont pas défalqués ; cela ne modifie pas la proportion).

<sup>1</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. III, p. 40.

<sup>2</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1961, pp. 220-222

SALAIRE DES OUVRIERS DANS LES GRANDES ET PETITES  
ENTREPRISES<sup>1</sup>  
(salaire hebdomadaire moyen en shillings)

Importance des firmes d'après le nombre de personnes employées	Ouvriers payés à l'heure			Ouvriers payés à la tâche		
	qualifiés	semi-qualifiés	non qualifiés	qualifiés	semi-qualifiés	non qualifiés
25-99	313,9	264,3	242,2	328,3	295,8	253,2
100-499	335,7	379,4	243,0	340,3	301,0	262,8
500 et davantage	383,3	339,0	264,8	374,0	341,0	269,1
En moyenne pour la totalité des entreprises	354,3	316,6	253,8	362,2	331,5	265,9

Il convient de souligner que ce salaire hebdomadaire *nominal* des ouvriers occupés une semaine entière ne correspond pas à ce qu'ils touchent réellement : les lourds impôts et cotisations à la sécurité sociale, le chômage chronique, etc., réduisent considérablement le salaire. Mais cela n'a pas d'importance pour la différence du salaire hebdomadaire des ouvriers. Dans l'industrie lourde, le travail est plus intense que dans l'industrie légère, bien qu'un système aussi sévère d'intensification du travail existe dans cette dernière branche, ce qui, étant donné le bas salaire aux pièces, implique une cadence de travail exténuante (sweating système). Il apparaît fort peu probable que le salaire étant parfois le double, les monopoles américains achètent la force de travail au-dessous de sa valeur.

Il va de soi que, malgré un salaire plus élevé, le taux d'exploitation peut être supérieur chez les monopoles que dans les branches non monopolisées, si la différence du niveau de productivité et d'intensité du travail dans les entreprises monopolistes est supérieure à la différence de la rémunération des ouvriers.

De l'énorme puissance économique et politique du capital monopoliste, on peut facilement déduire que les grandes sociétés monopolistes peuvent arbitrairement imposer aux ouvriers les conditions de travail. Il n'en est pas ainsi en réalité, comme le montrent les batailles périodiques qui durent parfois longtemps pour des augmentations de salaire dans les pays évolués du capitalisme monopoliste. En analysant le rapport des forces entre les monopoles et les syndicats, il faut prendre en considération ce qui suit.

1. Plus l'entreprise est grande, et plus élevée est, en règle générale, la composition organique du capital, moins important est le poids spécifique des dépenses pour les salaires dans les frais de production, plus grandes sont les pertes provoquées par l'arrêt des entreprises à la suite d'un conflit portant sur les salaires. Avec le progrès de la technique, de l'automation tout particulièrement, cette circonstance revêt plus d'importance.

2. Les grandes et longues batailles pour des augmentations de salaire ont une signification politique, elles aggravent les rapports entre la bourgeoisie et le prolétariat, elles accentuent la lutte de classes. Etant donné la guerre froide, cela est indésirable pour la politique de la grande bourgeoisie.

<sup>1</sup> *The Economist*, 1.VI.1963, p. 922.

Les intérêts généraux de la classe des capitalistes entrent en conflit avec les intérêts de certains monopoles qui s'efforcent de dicter aux ouvriers les conditions de travail. Expliquer le profil de monopole par l'exploitation plus poussée des ouvriers dans les entreprises monopolisées en tant que loi générale ne tient pas. Cela n'est juste que dans des cas particuliers, que pour les monopoles des pays sous-développés où le salaire des ouvriers autochtones est très bas.

L'analyse marxiste de la nature du surprofit de monopole exige la même méthode conséquente que celle appliquée par Marx à l'analyse du profit. Au stade de l'analyse abstraite, on suppose l'existence d'une société capitaliste à l'état pur composée uniquement de capitalistes et d'ouvriers, tous les pays capitalistes étant considérés comme formant un marché unique, c'est-à-dire abstraction faite du commerce extérieur. Dans une telle société, la totalité du profit — le profit moyen aussi bien que le surprofit de monopole — est la forme convertie de la plus-value. Il n'existe aucune autre source de profit sauf la plus-value. Les proportions de la plus-value déterminent celles du profit global : ce dernier ne pouvant pas être supérieur au premier.

Il découle de cette proposition théorique que *dans une société capitaliste à l'état pur, le surprofit de monopole ne peut résulter que de la répartition inégale, ne correspondant pas à la grandeur du capital, de la plus-value globale ou du profit global*. Aucune autre source ne peut exister. Dans la mesure où les monopoles réalisent un profit supérieur au taux moyen, celui des entreprises non monopolisées est inférieur à celui que devrait leur rapporter le capital engagé.

La redistribution du profit global en faveur des monopoles se produit naturellement par le mécanisme des prix : les monopoles peuvent vendre leurs produits au-dessus du prix de production, alors que les entreprises non monopolisées sont obligées de vendre leurs produits au-dessous du prix de production. Mais le total des prix équivaut au total des valeurs tout comme le total de la plus-value est égal à celui des profits<sup>1</sup>.

Au stade de l'analyse concrète nous devons prendre en considération le fait qu'à part les capitalistes et les ouvriers, il existe dans la société capitaliste moderne des centaines de millions de petits producteurs indépendants : paysans pauvres et moyens, artisans. Ils sont également concernés par la formation du profit de monopole. Étant donné le rapport des prix que fixent les monopoles : prix élevés de monopole des marchandises achetées par les petits producteurs et prix bas de monopole des produits vendus aux monopoles, les premiers sont obligés de céder à ces derniers une part de leurs revenus.

Au stade d'une encore plus concrète analyse, il faut prendre en considération la distribution du capitalisme par régions économiques. *Le capital monopoliste est presque entièrement concentré en Europe occidentale, en Amérique du Nord et au Japon*. Dans les autres pays capitalistes, des embryons de monopoles sont exceptionnels parmi la bourgeoisie locale, par exemple, le consortium Tala en Inde. Les pays d'Amérique latine, d'Afrique, les pays capitalistes d'Asie sont en fait des pays sous-développés où l'économie repose sur des centaines de millions de petits propriétaires indépendants : paysans et artisans. La division en pays de capital monopoliste et en pays sous-développés est aussi la division, d'une part, en pays agraires et d'autre part, en pays industriels. Environ 90 % de la production industrielle du monde capitaliste est jusqu'à ce jour concentrée en

---

<sup>11</sup> De temps en temps, les monopoles (le capital monopoliste en général) s'enrichissent par la centralisation du capital, par « l'assainissement » des entreprises faibles éprouvant des difficultés financières qu'ils absorbent par voie de fusion, etc. Mais cette *appropriation du capital* qui se produit par moments n'est pas partie intégrante du surprofit de monopole réalisé *constamment*.

Europe occidentale, en Amérique du Nord et au Japon. Le tribut que les petits producteurs de marchandises paient aux monopoles du fait de l'échange non équivalent est, *en premier lieu*, dirigé des pays sous-développés vers les pays de capital monopoliste. L'affranchissement politique des colonies a apporté peu de changements dans ce domaine jusqu'à ce jour. Ce tribut s'exprime dans la disparité de plus en plus grande entre les prix des matières premières et des denrées alimentaires, d'une part, et ceux des produits industriels, d'autre part<sup>1</sup>. L'échange non équivalent est pour les pays capitalistes riches le moyen de piller les pays pauvres, une source permanente de surprofit de monopole, bien que les entreprises non monopolisées des pays industriels reçoivent une part de ce profit.

Les circonstances suivantes attestent que cette part du profit de monopole provient avant tout des pays en voie de développement.

1. Dans les pays de capital monopoliste, le nombre des petits producteurs indépendants est relativement peu

élevé et leur poids spécifique dans l'économie est peu important par rapport à la grande industrie. En Angleterre, les ouvriers et les employés représentent 95% de la population active, dans les autres pays évolués, environ 80%. Le revenu global des petits producteurs indépendants ne représente qu'une faible partie du revenu national. C'est pourquoi une partie insignifiante du surprofit de monopole peut être obtenue aux dépens des petits producteurs locaux.

2. Dans les pays de capital monopoliste, l'Etat, dont la tâche essentielle est à présent la sauvegarde du régime capitaliste, cherche à maintenir dans le camp du capitalisme les petits producteurs, et, en premier lieu, sa couche la plus nombreuse, la paysannerie ; il s'efforce d'entraver la propagation de l'idéologie et de la politique anticapitalistes. Il existe à cet effet dans les pays de capital monopoliste : Etats-Unis, Angleterre, France, Allemagne de l'Ouest, un ensemble de lois et de mesures destinées à soutenir les prix des denrées agricoles. Leur importation est limitée, des établissements financiers s'occupent spécialement du crédit pour la paysannerie, etc. Les fermiers des U.S.A. touchent actuellement environ 6 milliards de dollars à titre de subventions pour maintenir les prix et limiter la production<sup>2</sup>. Ces subventions sont surtout accordées aux fermiers de type capitaliste, mais une certaine part revient aux petits producteurs, ajournant ainsi leur ruine.

Dans les pays sous-développés, les petits producteurs sont sans défense devant le capital monopoliste international. Quelle que soit l'action destructrice du capital monopoliste dans les pays sous-développés, le tribut qu'il y prélève forme néanmoins une part relativement peu élevée du surprofit de monopole.

Les pays de capitalisme monopoliste prélèvent ce tribut sous la forme des prix élevés de monopole des produits industriels exportés vers les pays sous-développés et les bas prix de monopole

<sup>1</sup> En 1960, l'indice des prix (1953 = 100) a été :

	Exportations	Importations
Pays capitalistes évolués	100	96
Pays en voie de développement	94	99

En 7 ans, les conditions de l'échange se sont détériorées de 9% pour ces derniers. (*Monthly Bulletin of Statistics*, April 1961. pp. VIII-IX).

<sup>2</sup> Cf. l'essai *Le problème des crises agraires*.

des matières premières et produits alimentaires provenant de ces pays. Supposons que dans les deux cas le surprofit représente 10% des échanges du commerce extérieur, ce qui est, selon toute apparence, quelque peu exagéré (Lénine évaluait à 10% la totalité du profit tiré du commerce extérieur sous l'impérialisme).

En 1959, la valeur des matières premières, combustibles et denrées alimentaires exportées par les pays capitalistes sous-développés représentait 22 milliards de dollars : leurs importations de produits industriels finis, 16,6 milliards de dollars<sup>1</sup>.

Pour leur part, les pays sous-développés importaient des denrées alimentaires, matières premières et combustibles pour une somme de 9 milliards de dollars et exportaient des produits finis pour un montant de 3 milliards de dollars.

Par conséquent, les exportations nettes de matières premières, combustibles et denrées alimentaires par les pays sous-développés s'élevaient à 13 milliards de dollars ; les importations nettes de produits industriels, à 13,6 milliards de dollars, soit au total 27 milliards de dollars<sup>2</sup>.

Une partie des échanges s'effectue avec les pays socialistes et — une faible partie — avec les pays capitalistes non évolués. Les échanges avec les pays de capitalisme monopoliste totalisent environ 25 milliards de dollars, ce qui, le surprofit étant de 10%, fait 2,5 milliards de dollars. Une partie de cette somme revient au capital non monopoliste de ces pays. Ainsi, le surprofit que procurent les échanges avec les pays sous-développés forme un élément important mais non essentiel du surprofit de monopole.

Une quatrième source, particulière, de profit des monopoles ayant des entreprises dans les pays sous-développés provient de l'achat de la force de travail à un prix inférieur à sa valeur, d'une plus intense exploitation des ouvriers, ce dont il a déjà été question plus haut (la différence est très grande entre les salaires des ouvriers blancs et ceux des ouvriers autochtones en Rhodésie, au Katanga, etc.). Cela ne contredit pas notre affirmation précédente selon laquelle le profit de monopole *ne peut pas* provenir de l'achat de la force de travail au-dessous de sa valeur. Il s'agissait alors du marché du travail capitaliste en général, lorsque la force de travail est achetée à sa valeur. Ce n'est naturellement qu'une tendance, comme d'ailleurs toutes les lois du capitalisme. Le prix de la force de travail oscille autour de sa valeur. Il peut être légèrement supérieur ou inférieur à la valeur, selon les conditions historiques concrètes, tout particulièrement sous l'influence du cycle de la reproduction. Mais la valeur est en définitive le régulateur du prix de la force de travail. En l'occurrence, il s'agit de l'achat de la force de travail non pas sur le *marché capitaliste du travail*, mais dans des pays où en raison du surpeuplement agraire, l'offre est grandement excédentaire sur le marché du travail, où jusqu'à ces tout derniers temps les ouvriers n'avaient pas d'organisations syndicales, ce qui leur aurait permis de lutter pour que le prix de la force de travail ne soit plus inférieur à sa valeur.

\* \* \*

Notre analyse donne les résultats suivants :

---

<sup>1</sup> Cf. *Monthly Bulletin of Statistical*, Mardi 1961, pp. XVI-XVII.

<sup>2</sup> Ces chiffres sont fort arrondis, étant donné que les statistiques ne sont pas très exactes : les cargos changent de destination en mer, ce que la statistique des exportations ne reflète pas, etc.

1. Sous le capitalisme, qu'il soit monopoliste ou pas, la tendance est à l'égalisation du taux de profit en profit moyen. Il existe, cependant, chez les monopoles des taux de profit plus élevés, qui ne subissent pas la tendance à l'établissement d'un taux moyen de profit de monopole. Cela est fonction de la nature même des monopoles. Donc, rien n'est changé en ce qui concerne la tendance à la formation d'un taux moyen de profit pour les entreprises non monopolistes, en proportion de la grandeur de leur capital. Déjà, Marx avait dit que rien ne serait changé si, pour des raisons quelconques, dans certaines sphères de la production, le capital ne participait pas au processus d'égalisation du taux de profit (il citait l'exemple des chemins de fer à son époque). Dans ce cas, le taux moyen de profit s'établirait en rapport avec la part du capital social brut ayant participé à l'égalisation.

Non seulement les bénéficiaires des monopoles ne participent pas à l'égalisation du taux général de profit, mais ceux-ci s'approprient une part du profit des entreprises non monopolisées.

2. La délimitation entre le profit de monopole et le taux moyen de profit n'est pas constante. Les entreprises qui réalisent aujourd'hui un surprofit de monopole peuvent demain perdre leurs positions de monopole et se contenter du taux moyen de profit.

3. Malgré la différence existant entre le taux de profit de monopole et le taux moyen, leur mouvement est uniforme dans le cycle industriel : ils baissent dans la phase de crise et montent dans les phases de reprise et d'essor. Les changements dans les bénéfices des monopoles sont camouflés en raison des importantes réserves avouées ou dissimulées qu'ils accumulent lorsque la conjoncture est favorable, ce qui leur permet de distribuer en période de crise un dividende normal.

4. Le surprofit de monopole a trois sources :

a) la principale est que la plus-value globale n'est pas répartie selon la grandeur du capital de chaque entreprise capitaliste, ce qui était la tendance caractéristique du capitalisme prémonopoliste ; il y a redistribution des revenus en faveur des monopoles, au détriment des entreprises capitalistes non monopolisées ;

b) l'appropriation d'une partie de la valeur produite par les petits producteurs indépendants de type non capitaliste, à l'intérieur du pays comme hors de ses frontières ;

c) l'achat de la force de travail à un prix inférieur à sa valeur dans les pays sous-développés par les monopoles qui y sont établis, et qui sont presque exclusivement des monopoles étrangers.

Il est naturellement impossible de déterminer exactement la part de chacune de ces sources : nous les estimerions très approximativement : la première à 80% et les deux autres sources indépendantes de surprofit de monopole à 20%.

\* \* \*

Dans notre analyse nous n'avons pas employé la définition du profit maximum donnée par Staline. Et à bon droit. N'est pas fondée son affirmation selon laquelle « l'actuel capitalisme de monopole ne demande pas le profit moyen, mais le maximum de profit nécessaire, pour réaliser plus ou moins régulièrement la reproduction élargie ». Le terme même de « profit maximum » que Staline

substitue à la notion de « surprofit de monopole » employé par Lénine, ce dont il a déjà été question dans un autre ouvrage<sup>1</sup>, sujet à diverses interprétations, manque de clarté.

La volonté de réaliser le profit maximum, n'est pas ce qui distingue le capitalisme *actuel* et n'est seulement le fait du capitalisme. Les marchands phéniciens qui faisaient le commerce en Méditerranée, les usuriers romains, les marchands hanséatiques, tout comme les princes de l'Eglise catholique qui étaient au moyen âge des usuriers, tous, au même titre que la bourgeoisie monopoliste actuelle, voulaient réaliser le profit le plus élevé. Que déjà au stade prémonopoliste, le capital était prêt à commettre n'importe quel crime pour réaliser le maximum de profit, Marx l'avait déjà montré dans *le Capital*.

Encore moins compréhensible est le terme de « profit maximum », à supposer qu'il concerne l'ensemble du capital monopoliste, ce qui, selon toute évidence, était le point de vue de Staline. \* Assurer le profit maximum » était selon lui la loi fondamentale du capitalisme actuel. Au sens mathématique du terme, le « profit maximum » devrait signifier que le capital monopoliste s'approprie la totalité de la plus-value formée dans la société capitaliste, ce qui est certainement un non-sens. Comme nous l'avons déjà montré plus haut, des millions de fermiers, de commerçants, de fabricants, de sociétés par actions de type non monopoliste, même dans un pays de capitalisme monopoliste le plus évolué, les Etats- Unis, réalisent à peu près la moitié du profit approprié par la totalité du capital. Cela est parfaitement conforme à la thèse bien connue de Lénine (exposée dans sa polémique avec Kievski) qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir « d'impérialisme à l'état pur », c'est-à-dire de capitalisme où il n'y a que des monopoles. Nous ne voulons naturellement pas minimiser par là le rôle décisif que la bourgeoisie monopoliste, l'oligarchie financière, joue dans l'économie et la politique des Etats capitalistes évolués. Le terme de « profit maximum » étant dépourvu de sens, la « loi fondamentale » de Staline devient sans objet (nous faisons totalement abstraction de l'aspect méthodologique et philosophique du problème analysé par nous dans un autre ouvrage). La « loi économique fondamentale » de Staline est en réalité une accusation politique spectaculaire lancée contre le capitalisme monopoliste, mais aucunement le résultat de l'analyse marxiste.

---

<sup>1</sup> Cf. E. Varga, *Problèmes fondamentaux de l'économie et de la politique de l'impérialisme après la deuxième guerre mondiale*, 2<sup>e</sup> édition, Gospolitizdal, 1957, p. 23.

## 10

# LE PROBLÈME DU VOLUME DU MARCHÉ CAPITALISTE

Comme on sait, dans *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, Staline a déclaré que non seulement la thèse de Lénine, selon laquelle sous l'impérialisme, malgré sa putréfaction « dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite que naguère », mais aussi la propre thèse de Staline sur la stabilité des marchés en période de crise générale du capitalisme, étaient périmées. « Etant donné les nouvelles conditions, écrivait Staline, dues à la deuxième guerre mondiale, il faut considérer les deux thèses comme périmées ».

Ces conditions nouvelles étaient : le rétrécissement géographique du marché capitaliste à la suite de la création et de la consolidation du marché socialiste mondial et les possibilités plus réduites pour les principaux pays capitalistes (U.S.A., Angleterre, France) d'accéder aux ressources mondiales. D'où la conclusion que « la croissance de la production dans ces pays se produira sur une base rétrécie, car le volume de la production se réduira dans ces pays ».

Notons que cette opinion de Staline est loin d'être claire. Dans une même phrase, il est question de croissance de la production et de sa réduction.

Les paroles de Staline sur le rétrécissement du marché capitaliste ont été répétées pendant des années dans notre littérature économique sans aucune preuve à l'appui : on en trouve des échos jusqu'à ce jour.

L'évolution du capitalisme dans l'après-guerre comparée à la période de son développement d'avant la seconde guerre mondiale, donne raison à Lénine et non pas à Staline.

Malgré le rétrécissement géographique considérable de la sphère du capitalisme, les forces productives et la production capitalistes ont dans l'ensemble progressé plus rapidement que par le passé ; quant au marché capitaliste, il ne se rétrécit pas, il n'est pas stagnant, il s'élargit pour le moment. Cela n'est pas seulement valable pour l'ensemble du capitalisme, mais concerne tout particulièrement les trois pays mentionnés par Staline, et notamment les Etats-Unis, l'Angleterre et la France.

Mais avant de citer des chiffres nous voudrions préciser notre terminologie afin d'éviter tout malentendu.

Nous entendons par *marché* l'ensemble des actes d'achat-vente à la suite desquels les produits passent du producteur au consommateur définitif.

Nous entendons par marché *capitaliste* les actes d'achat-vente qui servent soit directement le processus de production capitaliste (achat d'éléments de capital constant), soit la réalisation des marchandises issues de ta production capitaliste. Une situation à part revient à l'achat et à l'exploitation de la force de travail qui est l'essence du système capitaliste.

*Le volume du marché capitaliste est plus réduit que le volume du marché en général.* Dans les pays capitalistes très évolués cette différence n'est pas grande, bien que là aussi une partie des produits des paysans, des pêcheurs, des artisans, est directement vendue au consommateur sur les marchés locaux non capitalistes. Dans les pays capitalistes sous-développés, le volume du marché capitaliste est beaucoup plus réduit que celui du marché en général, étant donné le poids spécifique considérable des échanges non capitalistes.

Comme Lénine l'a montré dans son ouvrage *Le développement du capitalisme en Russie*, le marché capitaliste s'agrandit durant l'histoire en entraînant les producteurs non capitalistes dans les échanges capitalistes, les paysans en premier lieu, dont l'exploitation était précédemment consommatrice ou qui écoulaient leurs produits sur les marchés locaux non capitalistes. Dans les pays comme l'Angleterre ou les Etats-Unis, ce processus est presque achevé, dans les autres pays il se poursuit encore.

*Le volume de la production capitaliste* peut avant tout être la mesure du volume du marché capitaliste. Une partie de la production capitaliste peut naturellement rester invendue. Il en est toujours ainsi lors des crises de surproduction. Mais pour une plus longue période, englobant plusieurs cycles, le volume du marché capitaliste est avant tout déterminé par le volume global de la production.

Une corrélation dialectique particulière existe sous le capitalisme entre le volume de la production et celui du marché. La croissance de la production est dans l'ensemble limitée par le volume du marché, c'est-à-dire en définitive par l'écoulement des produits de la seconde section, lequel est à son tour limité par la situation matérielle du prolétariat, par le faible pouvoir d'achat des masses, conséquence de la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation capitaliste. D'autre part, la progression de la production de la première section — construction d'usines, de centrales électriques, etc., expansion du capital fixe — exige un accroissement momentané du capital variable, ce qui signifie un accroissement du pouvoir d'achat des masses, l'augmentation du volume du marché capitaliste. Certes, un tel accroissement du volume du marché capitaliste lié à l'augmentation du capital fixe est un phénomène temporaire et non permanent comme le prétendait Tougan-Baranovski. Au bout d'un certain temps il y a surproduction.

Passons à présent aux chiffres qui montrent que la thèse sur le rétrécissement du marché capitaliste après la deuxième guerre mondiale est erronée.

PRODUCTION INDUSTRIELLE DU MONDE CAPITALISTE<sup>1</sup> (1958 =100)

1950	1955	1961
70	95	122

Ces chiffres manquent évidemment de précision. Mais ils le sont suffisamment pour démontrer qu'après la deuxième guerre mondiale, il y a eu non pas rétrécissement, mais extension considérable du marché capitaliste. Car d'une façon ou d'une autre les marchandises produites ont été réalisées.

<sup>1</sup> Cf. *Monthly Bulletin of Statistics*, June 1963, p. VIII.

(Les changements qui surviennent dans la part de la production consommée par les producteurs eux-mêmes ou vendue sur les marchés non capitalistes locaux n'ont pas d'importance. Cette part est à présent, sans aucun doute, relativement inférieure à ce qu'elle était avant la deuxième guerre mondiale.) Les stocks de marchandises sont à présent plus importants qu'avant la guerre. Une partie des marchandises est vendue à crédit. Mais comme la production industrielle du monde capitaliste a augmenté de plus de 50%, cela n'a pas d'importance. La production agricole a considérablement augmenté, bien que dans de plus faibles proportions que la production industrielle.

Il est ainsi clair que le volume de la production et celui du marché capitaliste loin de se rétrécir dans l'après-guerre, comme l'avait prédit Staline, s'est au contraire accru.

La production et le volume du marché n'ont pas été les seuls à progresser, le commerce extérieur des pays capitalistes s'est lui aussi étendu bien que des pays totalisant plus de 700 millions d'habitants se soient détachés du capitalisme. (Les échanges des pays socialistes avec les pays du monde capitaliste ne représentent qu'une faible partie de son commerce extérieur.)

COMMERCE EXTÉRIEUR DU MONDE CAPITALISTE<sup>1</sup>  
(en milliards de dollars)

	1948	1960	1961
Exportations			
En prix courants	53,6	112,7	117,7
En prix de 1959	51,8	111,5	116,7

Dans l'après-guerre, les exportations ont plus que doublé en prix courant aussi bien que calculés aux prix de 1959.

La pratique n'a pas confirmé le pronostic de Staline selon lequel le volume de la production des U.S.A., de l'Angleterre et de la France allait se réduire. Rien de pareil ne s'est produit pour le moment. Dans l'après-guerre, le volume de la production a considérablement augmenté dans les trois pays mentionnés. La production industrielle est pour eux d'importance capitale lorsqu'on considère l'ensemble du volume de la production ; aux U.S.A., et en France tout particulièrement, la production agricole s'est considérablement accrue dans la période qui a suivi la guerre<sup>2</sup>. Aussi nous bornerons-nous à citer les chiffres de la production industrielle.

MOUVEMENT DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE<sup>3</sup> (1953 = 100)

Pays	1938	1948	1955	1960	1962 <sup>4</sup>
U.S.A	34	75	106	119	127
Angleterre	76	84	111	126	127
France	72	77	117	161	170

Ces données ne sont naturellement pas précises. Elles ont en général tendance à exagérer l'accroissement réel. Après chaque modification des méthodes d'établissement de l'indice, les chiffres obtenus sont supérieurs aux précédents. Ce qui influence tout particulièrement les données, c'est l'insertion du secteur des services en rapide extension, dans les indices des U.S.A. Cela nous

<sup>1</sup> Cf. *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1962, p. 466.

<sup>2</sup> Cf. l'essai sur la crise agraire.

<sup>3</sup> Cf. *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1901, p. 72 passim.

<sup>4</sup> Cf. *Monthly Bulletin of Statistics*, July 1963, p. 18 (calculé par nous sur la base de 1953=100. — E. V.).

empêche d'analyser concrètement ces déformations. Mais l'accroissement de la production aux Etats-Unis, en Angleterre et en France est si important que de telles exagérations ne changent rien au fait que tout cela est contraire aux pronostics de Staline.

Revenons au problème du volume du marché capitaliste. Nous le déterminions jusqu'à présent en partant du volume de la production, [ce] qui est tout à fait juste puisqu'on ne peut vendre que ce qui a été produit. Mais si l'on détermine le volume du marché comme étant l'ensemble des achats et des ventes, il peut différer selon les pays en fonction des particularités structurales de leur économie.

Prenons un simple exemple. Les établissements métallurgiques achètent du charbon pour une somme de  $a$ , du minerai pour un montant de  $b$  et vendent l'acier aux usines de constructions mécaniques qui vendent à leur tour des machines au consommateur.

La chaîne des achats et des ventes sera donc la suivante :

$$a + b + (a + b + x) + (a + b + x + y) = 3a + 3b + 2x + y$$

où  $x$  est l'augmentation de la valeur (ou du prix) du charbon et du minerai transformés en acier ;

$y$ , l'augmentation de la valeur ou du (prix) lors de la transformation de l'acier en machines.

Les prix du charbon et du minerai passeront dans le prix de l'acier et avec l'acier ils entreront encore une fois dans le prix des machines.

Supposons à présent qu'au lieu de l'existence d'entreprises indépendantes s'occupant de l'extraction du charbon et du minerai produisant l'acier et les machines, il y a un combinat (ou trust vertical) qui possède son minerai et son charbon, des usines métallurgiques et de constructions mécaniques. Seul est vendu le produit fini — les machines. Au lieu de 3 ou 4 opérations d'achats et de ventes, il n'y aura qu'une seule opération, la vente de machines. Sa somme sera :  $a + b + x + y$ .

Ainsi, le volume de la production étant identique, celui du marché sera beaucoup plus réduit dans un pays où les trusts verticaux sont très répandus.

On peut se demander : est-il juste de définir le volume du marché comme le total de *tous* les achats et ventes ? Il nous apparaît que certaines réserves sont à faire. Des opérations d'achat-vente sont effectuées dans le monde capitaliste portant sur des sommes colossales et affectant des objets qui n'ont pas de véritable valeur : les actions et obligations (capital fictif), les terres et terrains urbains pour la construction, les brevets, etc. Dans certains cas, une même marchandise est vendue plusieurs fois à la bourse à des fins spéculatives. Il s'agit en réalité de transactions fictives : le vendeur n'est pas possesseur de la marchandise qu'il vend, quant à l'acheteur, il ne pense nullement l'acquérir. On ne fait qu'anticiper sur les prix qui pourront s'établir à l'avenir.

Pour donner une idée du volume de ces achats-ventes fictifs, disons qu'en 1959, par exemple, le montant des ventes effectuées aux bourses des U.S.A. a atteint 54 milliards de dollars<sup>1</sup>. Les banques vendent pour leur part beaucoup de valeurs à leurs clients sans passer par la bourse. La somme des ventes de marchandises produites par les fermiers a représenté dans la même année à peu près la moitié, soit 30,6 milliards de dollars<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1961, p. 400.

<sup>2</sup> Cf. *Ibid.*, p. 622.

En 1959 également, les ventes des 500 plus grandes entreprises industrielles ont atteint 197 milliards de dollars<sup>1</sup>. Si nous prenons en considération les achats-ventes spéculatifs aux bourses de commerce, les transactions portant sur la vente de terres et terrains urbains, etc., nous obtenons une somme de l'ordre de 100 milliards de dollars par an, et peut-être davantage encore.

En outre, de grandes quantités de marchandises font l'objet de plusieurs transactions entre la sortie de l'usine et leur arrivée au consommateur.

VENTES AUX U.S.A. EN 1961<sup>2</sup>  
(en milliards de dollars, ventes mensuelles moyennes)

Industrie	Commerce de gros	Commerce de détail
30,7	12,6	18,2

Tout cela montre qu'on ne peut pas définir le volume du marché capitaliste comme la simple somme des achats-ventes. Nous aurions alors un marché au volume U à 3 fois supérieur à la somme des prix de toutes les marchandises produites, et deviendraient incompréhensibles les difficultés de vente qui préoccupent principalement les capitalistes.

Il nous semble qu'il est relativement mieux de définir la capacité du marché capitaliste comme étant la somme des *ventes primaires de marchandises et de services*, c'est-à-dire des ventes des fermiers, des industriels, des artisans, ainsi que des dépenses pour le transport des marchandises et la construction. Des données de cette nature peuvent être trouvées pour plusieurs pays<sup>3</sup>.

Ainsi, le rapport qui existe entre le volume de la production et le volume du marché est dialectique : la croissance de la production étend jusqu'à un certain point le volume du marché ; le volume restreint du marché est une limite à la croissance de la production.

\* \* \*

Le volume limité du marché est une grandeur concrète calculable pour chaque pays d'après les statistiques dont on dispose.

L'exiguïté du marché est le rapport entre le potentiel de production et les possibilités de réaliser les marchandises. Les deux aspects de ce rapport peuvent évoluer en sens opposés. Le volume du marché peut augmenter absolument et, en même temps, se rétrécir relativement à la croissance du potentiel de production, c'est-à-dire que les difficultés de réalisation peuvent augmenter malgré l'accroissement du volume du marché.

Cela est non seulement possible, c'est la tendance qui prédomine en fait dans l'histoire du capitalisme. Dans la course au profit les capitalistes accroissent continuellement le potentiel de production. Ils augmentent ainsi momentanément le volume du marché. Mais sous le capitalisme cela ne correspond pas, cela ne peut pas correspondre, à la progression du potentiel de production.

Dans la course au profit, les capitalistes ne font pas qu'accroître l'appareil de production ; du fait de la concurrence, ils s'efforcent par tous les moyens de réduire le prix de revient. Le règne des

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 482.

<sup>2</sup> Cf. *Survey of Current Business*, September 1962, p. S-4

<sup>3</sup> Pour les données concernant l'Allemagne de l'Ouest voir plus loin l'essai *Problèmes théoriques du Marché commun*.

monopoles ne modifie pas cette situation. Les méthodes employées pour réduire le coût de revient sont infiniment variées : meilleure utilisation des matières et du combustible, emploi de matières moins coûteuses ; avant tout par la réduction du salaire des ouvriers, par la « rationalisation », lorsque cela est possible, par l'intensification du travail, par l'automatisation de la production, etc. Mais toutes les méthodes employées pour diminuer le coût de revient signifient en définitive la *réduction* du temps de travail incorporé dans la marchandise, la réduction de la part des ouvriers et des employés dans le revenu national, avec comme aboutissement les crises périodiques de surproduction.

En dépit des faits de l'histoire du capitalisme, les savants qui se font les défenseurs du capitalisme, prétendent que les crises périodiques de surproduction ne sont pas dans la nature du régime capitaliste, qu'elles ne doivent pas se produire en général ; la production, déclarent-ils, crée une somme de revenus des capitalistes et des ouvriers équivalente à la valeur nouvellement créée. Cela est exact. Mais ils oublient, ou ne veulent pas admettre que ce n'est pas chose indifférente pour la reproduction capitaliste si le revenu va aux ouvriers et employés ou s'il est encaissé par les capitalistes. Les ouvriers et les employés consomment (dépensent) leur revenu immédiatement ou quelque temps après pour l'achat des biens de consommation. Quant aux capitalistes, bien qu'ils vivent somptueusement, bien qu'ils s'entourent parfois d'un luxe insensé, ils affectent une partie considérable de leurs revenus à de nouveaux investissements, à l'extension et à la modernisation de l'appareil de production. C'est la concurrence qui les pousse à le faire.

Ainsi, en 1961, que l'on ne saurait qualifier d'année d'essor, puisque la production industrielle des Etats-Unis n'était supérieure que d'un point à celle de l'année précédente (ce qui est dans la limite de l'inexactitude statistique), les capitalistes ont affecté 69 milliards de dollars aux investissements<sup>1</sup>, dont 25,5 milliards de dollars pour les équipements. Il en est de même dans tous les pays capitalistes évolués.

Cela signifie que le potentiel de production augmente constamment, tandis que la part des ouvriers et des employés dans le revenu national diminue. Comme les ouvriers et les employés sont les principaux acheteurs de biens de consommation et comme de la vente de ces articles dépend en dernier lieu la réalisation des moyens de production, donc le volume du marché capitaliste, les crises de surproduction sont inévitables, comme est inévitable la tendance au ralentissement de la croissance de la production.

Après avoir analysé le bilan de la crise de 1929-1933, nous écrivions en 1934 : « La dépression ne sera pas obligatoirement suivie d'une phase d'essor, son déroulement sera inégal dans les différents pays et s'accompagnera de temps à autre d'une chute brutale de la conjoncture... Ce serait commettre une grossière erreur que d'identifier une dépression basée sur la crise générale du capitalisme et la fin de la stabilisation à une « dépression normale<sup>2</sup>. »

Le déroulement du cycle industriel de 1929 à 1938 a confirmé ce pronostic. Mais la deuxième guerre mondiale (et plus tard la guerre de Corée), avec ses énormes destructions et le dépassement

---

<sup>1</sup> Cf. *Survey of Current Business*, National Income Number, July 1962, p. 6.

<sup>2</sup> E. Varga, *Nouveaux phénomènes dans la crise économique mondiale*, M. 1934, pp. 113-114.

considérable de la consommation sur la production, a radicalement modifié le mouvement cyclique d'après-guerre de la reproduction<sup>1</sup>.

Mais la tendance durable du capitalisme au ralentissement de la croissance de la production se manifeste à présent de plus en plus nettement dans les pays capitalistes extrêmement riches qui n'ont pas été le théâtre des hostilités.

Dans ces pays la production a augmenté de 2% environ par an. Comme la croissance annuelle de la population y est d'environ 1,5%, la production n'a presque pas augmenté par habitant.

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
(1958=100)

Années	U.S.A.	Canada	Angleterre
1950	107	100	99
1959	113	108	105
1960	110	108	112
1961	117	112	114
1962	120	121	115

Avec la fin du « miracle économique » en Allemagne occidentale, on y observe également un ralentissement de plus en plus marqué de la croissance de la production. Notons à ce propos que cette modeste progression doit surtout être imputée à la fabrication des armements dont les énormes proportions vont croissant.

Dans cette situation une part considérable du capital fixe des pays capitalistes fortement évolués n'est pas utilisée. Au début des années 60, le potentiel non utilisé aux U.S.A., au Canada et en Angleterre était estimé à 20-30%, si l'on prend 300 relèves par an comme étant la norme.

Une autre conséquence de cette évolution est le chômage massif et chronique. Cela saute aux yeux aux Etats-Unis et au Canada, bien qu'une partie considérable de la population active soit dans les rangs de l'armée, de la marine et des forces aériennes. En Europe occidentale, les pertes considérables causées par la guerre, la diminution de la natalité pendant les hostilités, l'extension momentanée du volume du marché capitaliste en raison de la nécessité de reconstituer les stocks, de construire de nouveaux bâtiments, de remplacer le capital fixe usé, etc., ont atténué cette tendance essentielle du capitalisme à l'époque de sa crise générale.

Il y a dix-huit ans, nous écrivions : « Immuable reste le fait terrible qu'au cours des 25 dernières années l'unique période pendant laquelle ceux qui dans les pays bourgeois ont cherché un emploi en ont effectivement trouvé, a été celle de la guerre mondiale. Ce n'est que lorsque des millions d'hommes s'entre-tuaient et que des millions d'autres hommes fabriquaient les instruments de ces meurtres, la société capitaliste a été à même de donner un emploi à chaque ouvrier<sup>2</sup>. »

La crise générale du capitalisme s'est encore aggravée depuis. La contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation capitaliste privée s'exacerbe toujours plus. La preuve en est dans la toujours plus grande exigüité du marché, c'est-à-dire son volume relativement insuffisant, le

<sup>1</sup> Cf. l'essai *Changements dans la marche cyclique de la reproduction capitaliste après la seconde guerre mondiale*.

sous-emploi de plus en plus marqué du potentiel de production, le chômage massif chronique, l'instabilité générale du capitalisme.

Dans le passé, l'action de la tendance essentielle au ralentissement de la croissance de la production dans le monde capitaliste était atténuée par le processus simultané d'extension du marché capitaliste en raison du développement des rapports capitalistes dans les pays sous-développés. Cette extension du marché se produit actuellement en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Mais sa portée diminue, car un nombre toujours plus grand de pays affranchis de la domination impérialiste s'engage dans la voie du développement socialiste.

La tendance essentielle au ralentissement de la croissance de la production du monde capitaliste l'emportera inévitablement. Rien ne saurait y faire obstacle, ni les « plans » élaborés par Kennedy, ni les sauts de la production dans tel ou tel pays, ni le Marché commun et l'intégration de l'Europe occidentale.

\* \* \*

Résumons : J. Staline n'avait pas raison lorsqu'il prédisait le rétrécissement du marché capitaliste. Cela ne s'est pas produit, cela ne se produira pas, sauf naturellement lorsqu'il y aura des crises de surproduction.

Staline a confondu deux notions différentes : le volume absolu du marché capitaliste et son exigüité relative. L'exigüité du marché, c'est-à-dire le retard de la capacité de consommation de la société capitaliste sur son potentiel de production croissant, l'insuffisance relative de ce marché s'accroît de plus en plus, malgré l'augmentation absolue du volume.

## 11

# PROBLÈMES DE LA FORMATION DES PRIX, L'INFLATION ET L'OR

Nos lecteurs connaissent la théorie de Marx sur la valeur et la formation des prix. Elle est cependant fréquemment exposée d'une manière par trop simpliste, dans un esprit dogmatique ; le long chemin qui sépare la thèse initiale de Marx et les prix concrets du marché à notre époque n'est pas suffisamment expliqué. Nous jugeons donc utile de retracer brièvement ce chemin.

### PRINCIPAUX DEGRÉS DE LA FORMATION DES PRIX

1. *Le prix correspond à la valeur, c'est-à-dire au temps de travail de l'ouvrier incorporé à la marchandise et exprimé en unités monétaires — l'or — qui incarne une même quantité de temps de travail.*

*Restrictions.*

a) Le temps de travail doit être socialement nécessaire, c'est-à-dire que la force de travail dépensée pour la production de la marchandise doit être de qualification moyenne ; la technique utilisée doit être au niveau de l'époque historique donnée. Si la technique retarde sur le niveau social moyen, le prix de la marchandise est inférieur à sa valeur individuelle ; lorsque cette technique est supérieure au niveau moyen, la marchandise se vend momentanément à un prix dépassant sa valeur individuelle.

b) L'ensemble de chaque catégorie de marchandises produites doit correspondre (dans la tendance) à la demande solvable de la société. Lorsque les quantités de marchandises produites sont inférieures à la demande solvable de ces produits, leur prix sera momentanément supérieur à la valeur ; lorsque les quantités de marchandises produites sont supérieures à cette demande, les prix baisseront au-dessous de la valeur.

c) *L'unité monétaire doit être stable par rapport à l'or*

La somme des prix et la valeur globale des marchandises vendues sont alors équivalentes.

2. *Sous le capitalisme, les marchandises ne se vendent pas selon leur valeur : les prix se transforment en prix de production.* En raison de la concurrence, les marchandises produites par le capital, dont la composition organique est inférieure au niveau social moyen, sont vendues à des

prix inférieurs à leur valeur individuelle ; par contre, les marchandises produites par le capital, dont la composition organique est supérieure au niveau moyen, sont vendues à des prix supérieurs à leur valeur individuelle. La réalisation d'un taux moyen de profit est ainsi assurée (dans la tendance) à chaque entreprise.

La somme des prix reste égale à la somme des valeurs.

Il ne faut pas perdre de vue que les capitalistes industriels vendent leurs marchandises aux capitalistes commerçants à un prix *inférieur* au prix de la production, à tel point inférieur que le capital commercial puisse lui aussi réaliser un taux moyen de profit. Sans cela, il n'y aurait plus de commerce capitaliste. Par la somme des prix équivalente à la valeur il faut, par conséquent, entendre la somme des ventes aux consommateurs.

3. *Influence du mouvement cyclique.* En période de crise, les marchandises sont vendues au-dessous du prix de production ; dans la phase de prospérité, au-dessus de ce prix. Les prix des marchandises ne sont équivalents au prix de la production qu'en moyenne par cycle. Par conséquent, la somme des prix *équivaut à la somme des valeurs non pas chaque année, mais en moyenne par cycle.*

4. *Les prix concrets du marché* (à part l'influence du cycle) s'écartent du prix de production sous l'influence de nombreux facteurs temporaires : rapport entre l'offre et la demande à un moment donné, situation politique, mauvaises récoltes, etc.

Tout cela se rapporte au capitalisme de *libre* concurrence.

5. *Influence des monopoles sur la formation des prix.* Les monopoles vendent leurs marchandises à des prix supérieurs à ceux de la production. C'est leur principale source de surprofit. Théoriquement les entreprises non monopolistes devraient vendre leurs marchandises à un prix inférieur au coût de la production, la somme des prix devant rester équivalente à la somme des prix, la vente s'effectuant aux prix de production. Mais les choses se passent autrement dans la réalité. Les entreprises non monopolistes qui achètent aux monopoles les marchandises dont elles ont besoin pour leur fonctionnement (matières premières, produits semi-ouvrés, machines, appareils, services) à des prix supérieurs à ceux de la production, ne peuvent pas, en règle générale, vendre leurs produits aux prix effectifs de la production, comme c'était le cas sous le capitalisme de libre concurrence, car cela signifierait des pertes constantes et l'inévitable faillite. Ils rejettent donc entièrement ou partiellement la majoration des prix sur les acheteurs et vendent eux aussi leurs marchandises à des prix supérieurs à ceux de la production. Peuvent-ils ou non faire supporter à l'acheteur toute la différence, peuvent-ils ou non réaliser l'ancien taux moyen de profit<sup>1</sup>, cela dépend de l'état du marché. En tout cas, à chaque acte successif de vente de la marchandise, une partie considérable de la majoration de monopole du prix de production est reportée sur les détaillants et les consommateurs.

La somme des prix devient ainsi effectivement supérieure à la valeur, même si la monnaie-or est maintenue.

6. L'inflation influence la formation des prix de la même façon que les monopoles. Lorsque l'inflation revêt de vastes proportions, les prix en unités monétaires nominales peuvent être cent fois

---

<sup>1</sup> Cf. l'essai *Le problème du transfert des capitaux en rapport avec le nivellement du taux de profit. Le taux de profit sous le capitalisme monopoliste.*

supérieurs à la teneur-or officielle de ladite monnaie. Les prix en unités monétaires se détachent des prix exprimés par la quantité d'or que cette unité monétaire continue à représenter.

7. *Influence de l'impôt sur la formation des prix.* L'impôt a tendance à faire monter les prix. Les capitalistes s'efforcent de rejeter sur les acheteurs l'impôt sur le revenu. Qu'ils y réussissent ou non, cela dépend de l'état du marché des différentes marchandises. Mais il existe un impôt qui est *automatiquement* rejeté sur les acheteurs. C'est l'impôt sur le chiffre d'affaires. (Les choses se compliquent lorsque quelques produits seulement sont assujettis à la taxe, car les consommateurs peuvent en acheter d'autres qui ne sont pas imposables). Il est clair que (toutes conditions étant égales) la somme des prix plus la somme de l'impôt sur le chiffre d'affaires sera supérieure à la somme des prix de la production plus l'élévation du niveau des prix sous l'action des monopoles.

8. *Influence de la spéculation.* Dans certains cas, il y a hausse ou baisse momentanée purement spéculative des prix de certains articles ou catégories de marchandises.

Nous voyons qu'à l'époque du capitalisme monopoliste, en période de crise générale du capitalisme, période où l'inflation est presque constante, les prix du marché s'écartent de la thèse initiale de Marx, selon laquelle le prix correspond à la valeur.

Nous voudrions cependant souligner tout particulièrement ce qui suit. Quelles que soient les irrégularités que provoquent dans la formation des prix les facteurs susmentionnés, la *valeur*, c'est-à-dire le temps de travail socialement nécessaire incorporé dans une unité de marchandise, *reste le régulateur essentiel du rapport des prix*. Quel que soit l'écart existant entre le niveau général des prix et la valeur, une unité de marchandise dont la valeur est 10 fois supérieure à celle d'une autre marchandise, se vendra à peu près 10 fois plus cher, quelles que soient les irrégularités dans la formation des prix. La théorie de la valeur de Marx, la thèse selon laquelle la quantité de temps de travail socialement nécessaire incorporé dans une unité de marchandise sert de base à la formation des prix, reste toujours valable.

Avant la crise générale du capitalisme, la stabilité des monnaies, le même pouvoir d'achat du papier monnaie (banknotes) et des pièces d'or de même valeur nominale était la règle, alors que l'inflation était l'exception. Au stade de la crise générale du capitalisme, et tout particulièrement après la deuxième guerre mondiale, les monnaies stables font exception, le « chaos » monétaire, l'inflation, la dévaluation, les tentatives réussies ou non de stabilisation, sont devenus la règle.

A sa troisième phase, la profondeur de la crise générale du capitalisme ne s'exprime pas seulement par le fait que 19 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, le capitalisme n'arrive pas à stabiliser la monnaie de la plupart des pays capitalistes, mais aussi en ce que les Etats-Unis d'Amérique, le plus riche des pays capitalistes, sont obligés de lutter constamment pour la stabilité de leur monnaie, de combattre l'inflation.

Une monnaie stable est une des conditions de la reproduction normale du capital social. Une monnaie instable altère la reproduction.

Les indices des prix de gros donnent une idée de la gravité de l'inflation.

INDICE DES PRIX DE GROS<sup>1</sup>  
(1953=100)

Années	Pays neutres			Pays vaincus		
	Suède	Suisse	Espagne	Allemagne de l'Ouest	Japon <sup>2</sup>	Italie
1938	38	47	16	46		2
1948	106	102	57	103	36	104
	(1952)			(1952)		
1960	111	101	152	107	101	99
1962	116	104	164	110	100	102

Années	Pays vainqueurs		Pays en voie de développement		
	U.S.A.	Angleterre <sup>3</sup>	Brésil	Argentine	Egypte
1938	46	53	13	25	29
1948	96	102	53	66	93
		(1952)			
1960	109	113	399	150	118
1962	109	117		224	121

L'exactitude de ces chiffres n'est pas grande, ils sont calculés différemment selon les pays. Les fréquentes dévaluations altèrent le tableau. Il importe cependant de noter ce qui suit :

a) Les prix ont haussé dans tous les pays pendant la guerre et immédiatement après la fin des hostilités.

b) En règle générale, le niveau des prix a augmenté de 2 à 4 fois entre 1938 et 1949. En Italie, les prix ont été multipliés par 52.

c) Après 1948, le mouvement des prix a été encore plus inégal. Dans certains pays, les prix se sont stabilisés ou sont montés lentement. Au Japon et en Espagne, ils ont encore haussé de 2 à 3 fois.

d) Malgré la baisse des prix des matières premières sur le marché mondial, la hausse inflationniste des prix persiste jusqu'à ce jour dans certains pays sous-développés.

A supposer que les prix montent parce que la valeur des marchandises a changé, l'inconsistance de cette hypothèse pourrait théoriquement être démontrée de deux façons :

1. La valeur des marchandises, c'est-à-dire le temps de travail incorporé dans les unités de marchandises a plus que doublé entre 1938 et 1962. Mais cela est manifestement faux. Au contraire, grâce au rapide développement de la technique, la productivité du travail a considérablement augmenté dans cette période. A l'heure actuelle, moins de temps de travail qu'en 1938 est incorporé dans une unité de marchandises. Par conséquent, les prix devraient être non pas supérieurs, mais inférieurs.

<sup>1</sup> *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1958, p. 408 passim; 1961, p. 474 passim ; *Monthly Bulletin of Statistics*, June 1963, p. 118 passim (calculé par nous la base 1953=100. — E.V.).

<sup>2</sup> Les données antérieures font défaut.

<sup>3</sup> Produits ouvrés.

2. Théoriquement, la hausse des prix aurait pu être la conséquence d'une forte baisse de la valeur de l'or. Ceci est également faux. Il n'y a pas eu dans l'extraction de l'or de révolution technique susceptible de réduire de plusieurs fois le temps de travail intégré dans l'or.

Qu'entre 1950 et 1960 la hausse des prix ait été un phénomène 'généralisé dans le monde capitaliste, cela ressort de la chute annuelle du pouvoir d'achat des monnaies de 43 pays capitalistes, selon les calculs effectués par la National City Bank aux Etats-Unis sur la base de l'indice des prix des biens de consommation ou du coût de la vie<sup>1</sup>.

POURCENTAGE ANNUEL DE DÉPRÉCIATION  
(entre 1950 et 1960)

Moins de 1	4 pays (Philippines, Ceyla, Portugal, Guatemala)
De 1 à 2	3 pays (Suisse, Belgique, Equateur)
De 2 à 3	10 pays (dont U.S.A., Allemagne de l'Ouest, Italie, Inde)
De 3 à 4	6 pays (dont Angleterre, Japon)
De 4 à 5	5 pays (dont Suède, Norvège)
De 5 à 6	5 pays (dont France)
De 6 à 10	6 pays – tous sous-développés
De 10 à 38	8 pays – tous sous-développés, excepté Israël

L'inégalité est très grande : dans tous les pays évolués les prix ont augmenté de 2 à 5%. La dépréciation de la monnaie s'est poursuivie à peu près au même rythme de 1961 à 1963.

Qu'aucune des considérations susmentionnées ne peut servir d'explication aux phénomènes analysés par nous ressort de ce qui suit. Si la hausse des prix résultait de l'accroissement de la valeur des marchandises ou de la baisse de celle de l'or, cette hausse aurait du être à peu près la même dans tous les pays du marché capitaliste mondial. En fait, les prix ont augmenté selon les pays de 2-3 et jusqu'à 100 fois.

Il est clair qu'il s'agit là d'une hausse inflationniste des prix, c'est-à-dire que les prix du marché se sont écartés de la valeur, des prix exprimés par la teneur-or des unités monétaires (nominale mais non pas réelle).

Rien d'étonnant à cela dans les conditions de la guerre et de la ruine d'après-guerre. En effet, la demande solvable de marchandises a été pendant des années beaucoup plus forte que l'offre. Par conséquent, une des prémisses de la vente des marchandises à leur valeur faisait défaut — l'équilibre dynamique entre l'offre et la demande. L'accroissement de la quantité de monnaie en circulation a été la conséquence et non la cause de la hausse des prix.

Le problème de l'inflation a une très grande importance pour les ouvriers et les employés du monde capitaliste. Le processus de hausse continue des prix, inflationniste ou autre, est à présent le facteur capital de la paupérisation du prolétariat dans nombre de pays. Lorsque, étant donné l'inflation, la classe ouvrière réussit à un certain moment de sa lutte à obtenir des augmentations de salaire qui compensent la hausse des prix, l'inflation persistante réduit cet acquis à néant.

Les économistes bourgeois expliquent la montée constante des prix par l'augmentation « excessive » des salaires. Ils ressassent sans fin leurs propos sur le cercle infernal des « salaires et des prix ». L'inflation rend plus difficile la lutte de la classe ouvrière pour l'amélioration des conditions de travail, on a l'impression que les ouvriers mènent tout le temps l'offensive, alors qu'en

<sup>1</sup>. Cf. *National City Bank Monthly Letter*, May 1961, p. 59.

réalité ils ne font souvent que se défendre contre le préjudice que leur cause l'inflation. Par ses assertions mensongères, selon lesquelles les revendications injustifiées des ouvriers provoqueraient la cherté de vie et l'inflation, la bourgeoisie réussit souvent à tromper les larges masses de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, à les dresser contre les ouvriers.

Il faut reconnaître que les problèmes extrêmement complexes de l'inflation ont été insuffisamment étudiés chez nous au cours des quinze dernières années, souvent superficiellement, sans tenir compte des nouveaux phénomènes qui se sont produits dans ce domaine.

L'étude de l'inflation est rendu difficile, étant donné que nous ne pouvons jamais observer directement le mouvement de la valeur des marchandises, c'est-à-dire de la quantité de temps de travail socialement nécessaire incorporé dans une unité de marchandise et exprimé par un poids d'or déterminé. Ce que nous pouvons observer, ce n'est pas la valeur des marchandises, ni le prix de la production, mais les prix du marché<sup>1</sup> qui s'écartent du prix de production en raison de la concurrence et de la situation qui règne sur le marché.

Nous voudrions avant tout dégager des causes de la hausse des prix tout ce qui n'est pas inflationniste, tout en soulignant que c'est bien l'inflation qui est le facteur décisif du niveau élevé des prix à l'heure actuelle.

Toute hausse des prix n'est pas inflationniste, comme le prétendent de nos jours les économistes bourgeois.

Comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, au cours du cycle industriel, les prix de la presque totalité des marchandises augmentent régulièrement dans la phase de reprise, et surtout dans celle de prospérité. Mais ce n'est pas là une hausse inflationniste des prix. Ce phénomène a été observé alors que fonctionnait la monnaie-or, lorsque les banques d'émission ne refusaient pas l'échange de leurs billets contre de l'or, lorsque les pièces d'or circulaient au même titre que le papier monnaie, avec le même pouvoir d'achat. Dans une phase déterminée du cycle, cette hausse des prix ne résulte pas d'un changement du facteur monétaire dans l'échange, elle n'est pas un dépassement constant du prix des marchandises sur leur valeur<sup>2</sup>.

Il ne faut également pas considérer comme inflationniste une hausse des prix de courte durée provoquée, par exemple, par une mauvaise récolte. Dans ces cas, la quantité de travail social incorporé dans une unité de marchandises agricoles augmente momentanément. On peut encore moins qualifier d'inflationnistes les fréquentes hausses des prix de certains produits à la suite des

---

<sup>1</sup> Souvent même pas les prix réels du marché, mais la cote officielle, les prix réels des marchandises vendues peuvent être bien supérieurs ou inférieurs, et ceci dépend de multiples facteurs.

<sup>2</sup> Dans la phase de prospérité, la valeur des marchandises est probablement supérieure à celle des autres phases du cycle, parce qu'elles ne participent au processus de la production des ouvriers longtemps restés inoccupés et ayant partiellement perdu leur qualification, ou de nouveaux ouvriers inexpérimentés. C'est pourquoi, le temps de travail socialement nécessaire dans une unité de marchandise, qui détermine sa valeur, est, apparemment dans la phase de prospérité, toutes autres conditions étant égales, supérieur à ce qu'il est dans la phase de crise et de dépression lorsque les entreprises capitalistes, étant donné l'existence d'une forte armée de réserve de sans-travail, ont la possibilité de n'employer que les ouvriers les plus qualifiés et les plus expérimentés. Il n'est pas possible de prouver concrètement par des statistiques cette hausse de la valeur, parce que, pour sa part, le progrès technique réduit constamment le temps de travail socialement nécessaire contenu dans une unité de marchandises, tout particulièrement dans la phase de prospérité, lorsque entrent en service les nouvelles usines construites dans la phase de reprise.

spéculations aux bourses du commerce. Ne peut être inflationniste qu'un dépassement plus ou moins constant des prix des marchandises sur leur valeur exprimée en or.

Comme nous l'avons déjà signalé, il existe sous le capitalisme monopoliste une catégorie extrêmement importante de dépassement durable des prix des marchandises sur la valeur, qui n'est pas de nature inflationniste. Ce sont les prix de monopole qui, pour la plupart, sont rejetés sur les acheteurs successifs, et, en dernier lieu, sur les acheteurs des biens de consommation. Les prix de monopole ont pour conséquence une hausse générale des prix dont le caractère n'est cependant pas inflationniste.

Examinons les faits de l'histoire. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, avant la première guerre mondiale, les prix des marchandises étaient en hausse dans le monde entier malgré l'existence d'une véritable monnaie-or. Quelles sont les causes de ce phénomène ? Il n'est guère possible de supposer que la valeur de toutes les marchandises avait augmenté ou, en d'autres termes, que vingt ans avant le début de la première guerre mondiale, la quantité de travail socialement nécessaire contenu dans une unité de marchandise avait augmenté. Ne sait-on pas que sous le capitalisme, le progrès technique réduit, en règle générale, la valeur des marchandises.

On pourrait de même supposer que la valeur de l'or a baissé, provoquant une hausse des prix. Mais il n'y a pas eu à cette époque d'important progrès technique dans l'extraction de l'or. En outre, la valeur de l'or a tendance à augmenter, étant donné qu'en règle générale il doit être extrait de filons plus profonds et moins riches.

Aussi, l'analyse de la hausse des prix, observée il y a plus d'un demi-siècle, nous a amenés à conclure que sa principale cause réside dans les prix élevés des marchandises vendues par les monopoles.

Les considérations suivantes montrent que les prix de monopole provoquent la hausse générale des prix. Les monopoles sont les plus puissants dans les industries lourdes : pétrolière, houillère, métallurgique, chimique, constructions mécaniques, c'est-à-dire dans les branches dont les produits entrent dans le prix de revient de la presque totalité des autres secteurs de la production : agriculture, industrie de transformation, transports, bâtiment. Il est clair que si achetant une partie des moyens de production (matières premières et instruments de production) à des prix de monopole supérieurs à la valeur ou au prix de production, les entreprises non monopolistes vendaient leurs marchandises à des prix inférieurs à la valeur, ou au prix de production, et la somme des prix restant égale à celle des valeurs (comme cela devrait se passer théoriquement), ces dernières feraient faillite. En réalité, cela ne s'est pas produit.

Sous le capitalisme il y a naturellement toujours concentration de la production par accumulation et centralisation du capital. Les grands monopoles fournissent une part toujours plus importante de la production. Mais le nombre absolu des entreprises n'en diminue pas d'autant sous le capitalisme.

Si l'énorme somme de surprofit de monopole avait été prélevée sur le profil moyen des entreprises non monopolistes, celles-ci auraient depuis longtemps déjà fait faillite.

1. NOMBRE D'ENTREPRISES AUX U.S.A.<sup>1</sup>

(en milliers)

Années	Entreprises existantes	Entreprises nouvelles	Entreprises fermées
1929	3029	275	318 (1940)
1957	4471 <sup>2</sup>	405	341

La plupart des petites entreprises parviennent tant bien que mal à joindre les deux bouts, cédant une partie de leurs bénéfices aux monopoles. Mais dans l'essentiel, elles font payer par les acheteurs les prix haussés par les monopoles.

La seule branche où il y a diminution absolue du nombre des entreprises, est l'agriculture des pays capitalistes évolués où les producteurs indépendants se ruinent en masse (voir l'essai sur la crise agraire). Les monopoles pèsent doublement sur les fermiers et la paysannerie : lorsqu'ils leur vendent des moyens de production (partiellement aussi des biens de consommation) à des prix élevés de monopole et lorsqu'ils achètent les produits agricoles à des prix bas de monopole. Par ailleurs, la crise agraire entraîne la ruine en masse des paysans ; dans les pays sous-développés la ruine est la conséquence de l'échange non équivalent.

Nous estimons que sous l'impérialisme, la vente des principaux moyens de production à des prix élevés de monopole entraîne — en l'absence d'inflation — la hausse générale des prix. Les entreprises qui utilisent des moyens de production achetés à ces conditions, sont obligées, pour éviter des pertes, de hausser les prix de leurs produits au-dessus de la valeur. Lorsque la situation qui règne sur le marché ne le permet pas, ils font faillite, l'offre baisse sur le marché jusqu'à ce que le rapport entre l'offre et la demande ne permette de porter les prix à un niveau tel que, se contentant habituellement d'un taux de profit réduit, elles peuvent faire supporter, ne serait-ce que partiellement, par l'acheteur, le coût plus élevé des matières premières et des instruments de production du fait des prix de monopole.

Ainsi, les prix majorés des produits de monopole ont leur incidence sur ceux des biens de consommation et, en définitive, sur toutes les marchandises. Le salaire réel des ouvriers et des employés s'en trouve réduit. Ces derniers revendiquent des augmentations de salaire qu'ils obtiennent par la grève. La hausse des salaires, toutes autres conditions étant égales, augmente dans une certaine mesure le prix de revient des produits de différentes entreprises ce qui entraîne une nouvelle hausse des prix.

En règle générale, les entreprises non monopolistes ne réussissent pas à rejeter entièrement sur leurs acheteurs les charges qu'imposent les prix de monopole. Aussi les bénéfices qu'elles obtiennent sont-ils inférieurs au taux moyen réalisable s'il n'y avait pas de monopoles. Comme nous l'avons déjà indiqué, le surprofit de monopole est partiellement obtenu aux dépens des bénéfices des producteurs non monopolistes.

Ainsi, les prix élevés de monopole provoquent-ils progressivement la hausse générale des prix. En réalité, les choses sont encore plus compliquées. Les monopoles luttent souvent entre eux par de fortes baisses des prix. La politique économique de l'Etat influence la formation des prix : tarifs douaniers, restrictions à l'exportation et à l'importation, impôts indirects, etc.

<sup>1</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*, 2<sup>e</sup> édition, pp. 570-571.

<sup>2</sup> Dont 4 067 000 occupent des salariés.

L'influence que les monopoles exercent sur la formation générale des prix commande de nouvelles et sérieuses recherches. Les investigations sont rendues difficiles, car à l'époque de la crise générale du capitalisme, l'influence des monopoles et celle que l'inflation exerce sur la hausse des prix s'entremêlent, et il est difficile de les distinguer l'une de l'autre. Nous croyons néanmoins qu'une analyse circonstanciée et approfondie confirmerait notre opinion sur le mécanisme qui étend la hausse monopoliste des prix aux prix de détail de toutes les marchandises.

Enfin, dans *certaines pays*, la hausse générale des prix peut être provoquée par le passif *durable* de la balance des paiements. Dans ce cas aussi on parle souvent d'inflation. Point n'est besoin de discuter sur les mots. Il faut cependant distinguer l'augmentation des prix due à cette cause de leur hausse générale observée à l'heure actuelle dans tous les pays capitalistes, y compris dans ceux qui ont un solde actif. Par ailleurs, par l'augmentation des prix des produits importés, par l'accroissement des exportations et par les importations de capitaux, le mécanisme du capitalisme agit spontanément dans le sens du rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements et du niveau antérieur des prix. L'actuelle inflation générale est dépourvue d'un tel mécanisme.

\* \* \*

Passons à l'analyse de l'inflation au sens propre du terme et à l'influence qu'elle exerce sur la formation des prix. Nous essayerons avant tout d'expliquer pourquoi la répétition, courante dans la littérature marxiste, de la thèse de Marx selon laquelle l'inflation signifie l'engorgement des canaux de la circulation par du papier-monnaie, ne nous satisfait pas. On dit habituellement que la hausse inflationniste des prix vient de ce que pour couvrir le déficit du budget, l'Etat met en circulation des masses supplémentaires de papier-monnaie pour un montant supérieur à la monnaie-or qui serait nécessaire pour assurer le commerce, étant donné les prix existants et la vitesse donnée de la circulation monétaire.

Procédant actuellement à l'étude de l'inflation, nous ne pouvons pas nous borner aux indications de Marx, parce que de grands changements se sont produits dans la circulation monétaire depuis son époque. Lorsque Marx étudia le capitalisme il y avait quatre catégories tout à fait distinctes de monnaies.

a) *Monnaies d'or* : monnaie d'aloï, ayant sa propre valeur capable de remplir toutes les fonctions de la monnaie. Il ne pouvait y avoir excédent de monnaies d'or capable de provoquer l'inflation<sup>1</sup>.

b) *Monnaies d'argent*. Le bimétallisme existait au temps de Marx dans certains pays d'Europe occidentale et aux Etats-Unis, c'est-à-dire que, tout comme l'or, l'argent servait d'étalon et les pièces d'argent circulaient au même titre que les pièces d'or. La valeur de l'argent ayant beaucoup baissé, cela suscita de graves complications, étant donné que son rapport avec la monnaie d'or ne correspondait plus au taux fixé par la loi. Aussi les pièces d'argent ont-elles cessé au temps de Marx d'être de la monnaie d'aloï et ont de moins en moins servi de monnaie universelle.

c) Les *billets de banque* sans valeur propre, mis en circulation par les banques d'émission (à l'époque il y avait encore dans la plupart des pays plusieurs banques ayant le privilège de l'émission)

---

<sup>1</sup>Cela ne signifie pas que l'excédent d'or ne provoquera *jamais* de forte hausse des prix. L'histoire du capitalisme a connu deux « révolutions des prix » : au XVI<sup>e</sup> siècle, après la découverte de l'Amérique et au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la découverte d'abondants gisements d'or en Amérique et en Australie. Une masse considérable d'or à valeur réduite a été mise en circulation et comme la production des marchandises n'avait pas augmenté en proportion, les prix subirent de fortes hausses.

sur la base du crédit commercial. Elles représentaient la phase non achevée de la circulation. La marchandise a déjà été produite, mais pas encore consommée. Elle se trouve encore dans la sphère de la circulation : dans les entrepôts, chez des fabricants en vue de parachever leur traitement, chez les marchands de gros ou de détail. Les banques octroient des crédits commerciaux basés sur des effets de commerce jusqu'à ce que la marchandise soit consommée. Les effets de commerce sont escomptés par les banques d'émission qui, sur cette base, émettaient des billets.

Ces véritables billets de banque, cette « monnaie de crédit » ne pouvait pas être superflue dans la circulation. Les billets retournaient automatiquement à la banque d'émission. Lorsque la marchandise touchait le consommateur final, elle était vendue au comptant et l'argent passait du détaillant au marchand de gros, puis aux fabricants, ensuite à la banque en paiement de l'effet, pour retourner en dernier lieu à l'établissement qui avait émis les billets<sup>1</sup>.

d) Le *papier-monnaie* au sens étroit de ce terme, c'est-à-dire les signes monétaires émis par l'Etat pour couvrir le déficit budgétaire. A la différence des billets de banque, le papier-monnaie ne peut pas quitter la sphère de la circulation, l'Etat pouvant le retirer en prélevant des impôts dont le montant est supérieur aux dépenses de l'Etat ou par la voie des emprunts d'Etat.

L'émission de papier-monnaie peut ou non provoquer l'inflation, selon les conditions concrètes. Si la production et la circulation de marchandises croissent, tandis que la somme des monnaies d'or et de billets de banque en circulation n'augmente pas ; si des masses supplémentaires de monnaie sont nécessaires à la circulation, la vitesse de rotation des unités monétaires restant invariable, l'émission de papier-monnaie par l'Etat peut ne pas provoquer d'inflation. Mais si l'Etat imprime et met en circulation davantage de monnaie fiduciaire que la somme de l'or ou des billets de banque nécessaires à la circulation, l'inflation est inévitable<sup>2</sup>.

A ce stade de la circulation monétaire capitaliste, la définition de Marx, selon laquelle l'inflation est l'engorgement des canaux de la circulation par du papier-monnaie, était tout à fait suffisante. Mais, de nos jours, cette circulation se distingue grandement de ce qu'elle était à l'époque où Marx a développé sa théorie de la monnaie dans l'ouvrage *La critique de l'économie politique*.

Quels sont ces changements ?

a) *Il n'y a plus de monnaie d'or en circulation*. L'or est concentré dans les sous-sols des établissements d'émission. Il ne sert que de monnaie universelle pour solder le passif de la balance des paiements. Les pièces d'or circulent parfois dans les pays où l'inflation a revêtu de telles proportions que les commerçants refusent de vendre leurs marchandises contre du papier-monnaie. La monnaie d'or est thésaurisée, dans les pays sous-développés tout particulièrement.

---

<sup>1</sup> Il ressort de ce qui vient d'être dit que la stabilité des véritables billets de banque *ne dépend pas* des proportions de la « couverture-or ». A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les monnaies des différents pays étaient stables sans réserves d'or comme, par exemple, la monnaie de la monarchie austro hongroise.

<sup>2</sup> Il s'ensuit que la théorie « quantitative de la monnaie », c'est-à-dire l'affirmation selon laquelle les prix changent toujours (en sens inverse) lorsque change la quantité de monnaie en circulation, est erronée ; l'augmentation des quantités de pièces (l'or ou de véritables billets de banque en circulation n'entraîne pas la hausse des prix.

b) *L'argent a partout cessé d'être une monnaie de change.* Les pièces d'argent ne circulent que comme monnaie divisionnaire<sup>1</sup>.

c) Le *papier-monnaie* au sens étroit de ce terme, c'est- à-dire comme signe monétaire émis par l'Etat a, du point de vue formel, disparu de la circulation.

d) Les *billets de banque* sont le principal moyen de circulation sous le capitalisme actuel. Leur caractère économique a beaucoup changé. Il n'est plus possible à présent de savoir si les billets de banque sont véritablement de la monnaie fiduciaire émise en vertu d'une opération de crédit ou non. Une très grande partie de ces billets, probablement plus de la moitié de la masse monétaire actuellement en circulation dans les pays capitalistes, a été émise directement en fonction des énormes crédits que les banques d'émission (des banques d'Etat pour la plupart) ont accordés à l'Etat, en premier lieu pour couvrir le déficit budgétaire.

CREDITS DE LA BANQUE CENTRALE D'ÉMISSION À L'ÉTAT<sup>2</sup>  
(en milliards)

U.S.A. (dollars)		R.F.A. (marks)	
1954.....	28,6	1954 . . . .	4,3
1962.....	35,8	1962 . . . .	5,9
Angleterre (livres sterling)		Suède (couronnes)	
1954	2,1	1954 . . . .	3,0
1962 .....	2,7	1962 . . . .	4,6
France (francs)			
1954 .....	9,9		
1962 .....	10,6		

Il est clair qu'il ne s'agit pas de véritables billets de banque, mais de papier-monnaie qui en a la forme extérieure.

Ce changement de la nature économique du billet de banque résulte essentiellement de la deuxième guerre mondiale. En 1929, les crédits consentis par les banques à l'Etat ne représentaient que 10% du crédit privé aux Etats-Unis ; en Suède et en Allemagne ils faisaient presque défaut, et ce n'est qu'en Angleterre qu'ils étaient équivalents aux crédits privés.

Par ailleurs, une partie du crédit bancaire privé est indirectement un crédit d'Etat. Les maisons privées recourent au crédit gagé sur fonds publics (emprunts de guerre et autres). Les banques américaines sont tenues d'accorder des crédits contre les titres des emprunts de guerre U.S.

c) *Les chèques jouent un rôle de plus en plus important en tant que moyen de paiement,* surtout aux Etats-Unis, en Angleterre et dans les dominions britanniques. Ils sont honorés ou réglés par compensation, par prélèvement sur le compte en banque de la personne ayant tiré le chèque.

Les chèques remplacent dans une forte mesure les billets de banque dans la circulation. En Angleterre et aux U.S.A., on règle par chèque non seulement de grosses sommes, mais souvent les achats de quelques dollars ou livres sterling faits dans les magasins. La statistique bourgeoise

<sup>1</sup>Dans le nord-est de l'Afrique, en Ethiopie tout particulièrement, les pièces d'argent, les « thalers » Marie-Thérèse, servent toujours de monnaie, mais cette exception n'a pas grande importance.

<sup>2</sup> Cf. *International Financial Statistics*, April 1963, pp. 112, 116, 230, 256, 260.

assimile les dépôts aux billets de banque « deposit money »<sup>1</sup> ce qui montre le rôle important que jouent actuellement dans la circulation monétaire les dépôts et les chèques émis par les déposants.

Ainsi, la définition de l'inflation donnée par Marx est toujours valable dans ce sens que le déficit du budget de l'Etat est de nos jours également la principale source d'inflation.

Mais comme le « papier-monnaie », c'est-à-dire les signes monétaires émis directement par l'Etat, n'existe plus, mais que seuls circulent les billets de banque, dont une partie considérable est de par sa nature économique, du papier-monnaie, l'indication de Marx selon laquelle « l'inflation est l'engorgement des canaux, de la circulation par du papier-monnaie » requiert actuellement une explication complémentaire. Le rôle du papier-monnaie est actuellement rempli par les billets de banque, qui ont perdu leur ancien contenu économique, par les dépôts en banque, les emprunts de l'Etat à court terme, etc.

Nos économistes interprètent souvent la thèse de Marx dans ce sens que l'engorgement des canaux de la circulation par le papier-monnaie est la *cause* de l'inflation. Cela n'est pas juste à notre avis. Les causes de l'inflation sont économiques, et non pas monétaires et techniques.

Marx ne s'est pas penché sur ce problème. Il n'explique pas *pourquoi* les Etats émettent du papier-monnaie pour couvrir le déficit budgétaire ; est-ce parce qu'ils ne peuvent pas ou ne veulent pas prendre d'autres mesures ? Cela se conçoit. Au temps de Marx, le problème de l'inflation était une partie importante de la *théorie* de la monnaie. Mais, comme nous l'avons déjà montré, l'inflation était pratiquement l'exception. Elle n'affectait que certains pays, son action n'était ni profonde, ni de longue durée.

A l'époque de la crise générale du capitalisme, après la deuxième guerre mondiale tout particulièrement, *l'Inflation*, sévissant dans tous les pays capitalistes, est devenue *un grave problème économique et politique concernant tout particulièrement la classe ouvrière*, modifiant ses conditions d'existence et de lutte. Aussi faut-il élucider les conditions économiques et politiques qui ont provoqué cette inflation générale, tirer au clair pourquoi tous les Etats bourgeois (sous le couvert des prêts consentis par les banques d'émission) ont été contraints de mettre en circulation de fortes quantités excédentaires de monnaie.

Il faut faire une distinction entre le processus d'inflation s'exprimant par la hausse des prix et le niveau inflationniste des prix qui se maintient même après la stabilisation de la monnaie. Dans les conditions actuelles, la stabilisation de la monnaie ne signifie pas le retour au niveau des prix existant avant le début du processus inflationniste, ne signifie pas le rétablissement du pouvoir d'achat de la monnaie avant l'inflation. L'écart entre les prix, exprimés en unités monétaires, qui représentent formellement l'ancienne quantité d'or, et la valeur des marchandises subsiste même après la stabilisation de la monnaie. L'économie s'adapte à ces nouveaux niveaux des prix et seule une profonde crise économique de surproduction peut partiellement liquider la disparité créée par le processus inflationniste.

\* \* \*

Pour illustrer ces thèses, nous prenons les données concernant les Etats-Unis, car dans la plupart des autres pays capitalistes, la monnaie a été dévaluée après la deuxième guerre mondiale, c'est-à-

---

<sup>1</sup> C'est le cas notamment des publications officielles de l'O.N.U. Ainsi, il ressort des données de l'organisation internationale que dans la plupart des pays capitalistes la « deposit money » représente plus de la moitié des billets de banque en circulation, presque autant aux U.S.A.

dire que le poids de l'or de l'unité monétaire des différents pays a été diminué officiellement, ce qui complique les choses. La France, par exemple, a changé à plusieurs reprises dans l'après-guerre le cours du franc par rapport au dollar.

Ces données montrent que répéter tout simplement la définition marxiste de l'inflation ne suffit pas pour expliquer l'inflation aux U.S.A. pendant et après la seconde guerre mondiale.

L'INFLATION D'APRES-GUERRE AUX ETATS-UNIS<sup>1</sup>  
(en milliards de dollars en fin d'année)

	1937	1945	1950	1955	1961
Monnaie en circulation	6	26	25	28	30
Dépôts dans les banques	24	76	92	109	119
Déficit budgétaire établi pour la période entre les années	200 17 11 10				
Réserves d'or	13	20	23	22	17
Indice de la production industrielle (1953=100)	46	80	84	106	120
Indice des prix de gros (1953 = 100)	51	62	94	101	108 <sup>2</sup>

Entre 1937 et 1945, la masse monétaire (billets de banque) en circulation a été multipliée par quatre, celle des dépôts, par trois, durant cette période le déficit du budget a atteint l'énorme somme de 200 milliards de dollars, alors que l'indice officiel des prix de gros n'a augmenté que de 20%. Cet indice ne reflète cependant pas la situation réelle. Il ne prend pas en considération les fournitures de guerre ni les ventes sur le marché noir. L'indice correct des prix ne serait probablement pas 62, mais s'établirait entre 80 et 100.

Une situation inverse est observée dans la période 1945-1950. La somme de monnaie en circulation n'a pas augmenté, mais a diminué d'un milliard de dollars ; les dépôts n'ont augmenté que de 20%, quant à l'indice officiel des prix de gros, il a haussé de 50%.

Le mouvement de tous les facteurs a été plus normal entre 1950 et 1961. La circulation monétaire a approximativement augmenté de 16%. Cela ne pouvait pas exercer d'influence inflationniste, car le facteur décisif de l'économie des U.S.A. — la production industrielle — avait augmenté de plus de 75% dans le même laps de temps. Le chiffre d'affaires du commerce a augmenté à peu près dans les mêmes proportions, donc à supposer que la vitesse de rotation étant inchangée, le besoin en argent a grandi. L'indice des prix a cependant augmenté d'environ 15%.

A prendre toute la période allant de 1937 à 1961, il apparaît que le déficit budgétaire s'est chiffré à 238 milliards de dollars, les billets de banque en circulation n'ayant augmenté que de 24 milliards de dollars, soit de 10%. Il est clair que le déficit budgétaire n'a été couvert que pour une faible partie par l'émission de billets de banque, et que cet accroissement de monnaie fiduciaire n'a pu provoquer

<sup>1</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*, 2<sup>e</sup> édition, pp. 647, 649, 711 ; *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1956, pp. 452, 484, 490 ; 1961, p. 72 ; *Monthly Bulletin of Statistics*, May 1962, p. 126 ; June 1963, pp. 22, 128.

<sup>2</sup> Calculé par nous de la base 1958=100 à la base 1953=100. Tous les chiffres du tableau ont été arrondis au milliard.

l'inflation, car même sans hausse des prix, l'accroissement considérable du chiffre d'affaires du commerce avait nécessité une telle augmentation de la masse monétaire en circulation.

A notre avis, les principaux facteurs expliquant ce phénomène sont les suivants :

1. *Fixation de prix maxima par l'Etat*. Il s'agit là d'un facteur tout à fait nouveau, inexistant dans l'économie capitaliste prémonopoliste avec son mécanisme de la libre formation des prix sur le marché par la concurrence reposant sur les prix de la production, phénomène étudié par Marx.

La réglementation des prix par l'Etat a maintenu l'indice *officiel* des prix à un niveau beaucoup plus bas que celui correspondant à l'augmentation considérable des billets en circulation. Ce n'est qu'en 1946, lorsque la réglementation des prix a été abrogée, qu'ils ont atteint un niveau correspondant approximativement à la situation réelle.

En Angleterre, où la réglementation n'avait pas encore été abrogée après la fin de la guerre et où le marché noir avait joué un rôle beaucoup moins important qu'aux Etats-Unis, la montée des prix avait été beaucoup plus régulière.

INDICE OFFICIEL DES PRIX DE GROS EN ANGLETERRE<sup>1</sup>  
(1953=100)

1937	1945	1948	1950	1955	1961 <sup>2</sup>
13	52	67	80	104	105

La dévaluation de 30% la livre sterling en 1919 a peu influencé la formation des prix.

2. *La vitesse de rotation de la monnaie a ralenti pendant la guerre*. De très importantes sommes étaient entre les mains des trafiquants du marché noir. Toutes les transactions au-dessus des prix officiels s'effectuaient au comptant pour ne pas laisser de traces<sup>3</sup>. Les soldats américains stationnés loin des Etats-Unis possédaient d'importantes sommes de papier-monnaie. Une partie des billets étaient thésaurisés à l'étranger dans les pays où la monnaie s'était dépréciée avant et plus fortement qu'aux Etats-Unis.

Il y a donc eu engorgement des canaux de la circulation par le papier-monnaie, bien qu'il ne fût plus le même qu'au temps de Marx.

\* \* \*

*La véritable cause de l'inflation générale* au cours et après la deuxième guerre mondiale réside dans les *profonds changements survenus dans l'économie des pays capitalistes belligérants* du fait de la guerre. En effet, la conduite de la guerre absorbe presque la moitié du produit national ; les armements et autres matériels de guerre sont entièrement détruits dans les batailles, sont exclus du revenu national et des ressources ; aussi les richesses nationales et le revenu national réels des belligérants, de ceux surtout qui sont le théâtre de la guerre, diminuent alors qu'augmentent le revenu national et la richesse nationale nominaux, exprimés en monnaie, du fait que l'Etat paie toutes les fournitures de guerre à des prix beaucoup plus élevés que le prix de production. Ce *mouvement opposé de la richesse nationale réelle et nominale*, du revenu national réel et nominal,

<sup>1</sup> Cf. *Statistical Yearbook*, 1956, p. 460 ; *Monthly Bulletin of Statistics*, June 1963, p. 118 passim.

<sup>2</sup> Calculé par nous pour reporter de la base 1958=100 sur celle de 1953=100.

<sup>3</sup> Pendant la guerre la quantité de grosses coupures en circulation a tout particulièrement augmenté.

constitue la base économique, la véritable cause de l'inflation de guerre : quant à l'engorgement des canaux de la circulation par le papier-monnaie, il en est la conséquence.

Selon toute apparence, les méthodes actuelles de financement de la guerre et les dépenses militaires du temps de paix permettent de couvrir l'énorme déficit budgétaire sans trop d'émissions supplémentaires de papier-monnaie. A la somme des prix accrue du fait de la guerre correspond non pas l'émission directe de masses monétaires supplémentaires, mais l'augmentation des dépôts utilisés au lieu de papier-monnaie dans le commerce de gros, l'émission d'emprunts de guerre et autres succédanés du papier-monnaie.

Tous ces problèmes appellent un complément d'analyse. Il est néanmoins clair que l'engorgement des canaux par le papier-monnaie n'est pas la cause réelle de l'inflation, mais la disparité entre le revenu national réel et le revenu nominal pendant la deuxième guerre mondiale et depuis la fin des hostilités.

\* \* \*

L'inflation modifie grandement la répartition du revenu national entre les différentes classes et couches de la société capitaliste. Ce fait est bien connu. L'ouvrier souffre de l'inflation, son salaire réel diminue rapidement, car la dépréciation de la monnaie devance toujours l'augmentation du salaire ; les employés, les fonctionnaires et les retraités qui ont un revenu fixe sont encore plus gravement touchés ; les rentiers subissent également des pertes. Les créanciers perdent beaucoup d'argent, car la dette leur est remboursée dans une monnaie fortement dépréciée. Sont de même touchés les petits commerçants et les artisans qui, selon la vieille habitude, continuent à vendre leurs marchandises aux prix où ils les ont eux-mêmes achetées, plus les majorations habituelles. Malgré les bénéfices réalisés, le produit de la recette leur permet d'acheter moins de marchandises que celles qu'ils ont vendues.

La classe dominante — la bourgeoisie industrielle — profite de l'inflation : elle achète la force de travail au-dessous de sa valeur ; elle achète aux producteurs « indépendants » les matières premières au-dessous du prix de production ; elle rembourse ses dettes en monnaie dépréciée, recevant des banques des crédits toujours nouveaux (finalement de la banque d'émission). Les capitalistes industriels achètent des valeurs matérielles et remboursent à nouveau leurs dettes avec de la monnaie dépréciée. L'inflation est profitable aux gros propriétaires fonciers, aux koulaks, aux propriétaires d'immeubles qui se libèrent automatiquement de leurs dettes hypothécaires grâce à l'inflation. Les gros trafiquants, les banquiers qui spéculent sur les changes et les marchandises, profitent tout particulièrement de l'inflation.

Comme les classes dominantes s'enrichissent sur l'inflation, nos économistes ont assez souvent affirmé qu'elle est toujours avantageuse à la bourgeoisie. Cela est inexact.

L'inflation n'est avantageuse à la bourgeoisie que jusqu'à un certain stade de son évolution. Mais toute inflation tend à la dépréciation graduelle de plus en plus rapide, de la monnaie. A un certain moment, elle produit une telle destruction de la reproduction capitaliste que l'inflation devient désavantageuse même à la bourgeoisie. Nous assistons alors à un véritable passage de la quantité en qualité.

« L'inflation excessive », « incontrôlée », comme s'expriment les économistes bourgeois, détériore la circulation des marchandises parce que nul ne veut vendre aujourd'hui ses produits, sachant que demain leur prix sera encore plus élevé. La liaison entre la ville et la campagne est troublée car, n'ayant pas la possibilité d'acquérir en ville les marchandises dont ils ont besoin, les

paysans cessent de ravitailler la ville en denrées alimentaires, refusent de vendre leurs produits contre la monnaie de plus en plus dépréciée et passent au troc.: chemises contre viande. La discipline du travail se dégrade dans les usines, car les ouvriers ne sont guère intéressés à toucher de l'argent qui se déprécie rapidement. Nombre d'ouvriers ne se présentent pas au travail, car ils sont obligés de se procurer des vivres en province. Les fabricants sont obligés de pourvoir eux-mêmes leurs ouvriers en produits de première nécessité ou de payer une partie des salaires en produits de leur fabrication pour l'échange avec les paysans. Ainsi, le papier-monnaie voit son rôle diminuer. Il est partiellement remplacé par la monnaie étrangère plus stable, les pièces d'or ou même l'or en sa forme naturelle. Tous les capitalistes sont obligés de spéculer sur la monnaie pour se garantir contre sa dépréciation, etc.

Tôt ou tard arrive un moment où l'inflation devient désavantageuse et nuisible, non seulement pour les travailleurs, mais même pour les classes dominantes, sauf la bande des spéculateurs professionnels. La bourgeoisie se trouve dans la nécessité de mettre un terme à l'inflation, de stabiliser la monnaie.

C'est ce qu'enseigne l'expérience de l'histoire. Il y a certainement eu plus de cent inflations dans les différents pays capitalistes depuis que ce régime existe. Elles ont toutes été suivies de stabilisation. Il est clair qu'elle est réalisée par la classe dominante — la bourgeoisie — dans ses propres intérêts. Le fait que certains pays bourgeois n'aient pas réussi à stabiliser leur monnaie 15 à 18 ans après la fin des hostilités témoigne que le système capitaliste s'est affaibli dans la phase actuelle de sa crise générale. Dans les dernières années, certains pays fortement évolués pratiquent (selon la recette de Keynes) une inflation lente, réglementée.

Dans la seconde moitié de 1963, deux grands pays capitalistes d'Europe occidentale, la France et l'Italie, ont été obligés d'adopter des mesures énergiques contre la hausse rapide des prix, jusqu'à fixer des prix maxima pour nombre d'articles, en France notamment, et cela malgré les réserves d'or de plus en plus importantes accumulées par les banques centrales des deux pays. Par contre, pour conserver leurs réserves d'or qui s'épuisent, les riches Etats-Unis sont non seulement obligés de compter sur l'exécution par les banques centrales d'Europe occidentale des accords aux termes desquels celles-ci n'exigeront pas de l'or en remboursement de leurs avoirs en dollars aux Etats-Unis, mais chercher, au détriment de leur rôle de première puissance impérialiste, à réduire par tous les moyens les dépenses en dollars à l'étranger.

En règle générale, l'inflation se termine par la stabilisation, bien que provisoire, mais ses conséquences subsistent. Le pouvoir d'achat de l'unité monétaire diminue par rapport à ce qu'il était avant l'inflation, même si l'on maintient la parité or de l'unité monétaire, c'est-à-dire dans le cas de stabilisation sans dévaluation. Lorsque l'inflation dure longtemps, l'économie capitaliste s'adapte au niveau plus élevé des prix. La formation de prix de monopole, les changements cycliques et les fluctuations des prix du marché s'opèrent à ce niveau plus élevé. La répartition du revenu national, grandement modifiée pendant l'inflation, se rétablit progressivement pour se rapprocher du niveau d'avant l'inflation. La reproduction capitaliste se poursuit « normalement » sur la base de nouveaux prix.

Nous avons déjà noté que la hausse des prix après la seconde guerre mondiale n'est pas d'ordre purement inflationniste, mais a été dans une certaine mesure provoquée par la montée excessive des prix, œuvre des monopoles. Cela ressort de ce qui suit : si la hausse des prix avait été purement inflationniste, elle aurait affecté d'une façon relativement égale toutes les marchandises. Des différences auraient pu se produire rien qu'en raison de changements de la valeur des marchandises.

Une différence approximativement égale pour tous les produits n'aurait pu s'établir que par suite du changement de la valeur des marchandises.

PRIX À LA TONNE<sup>1</sup>  
(en dollars)

	1939 Janvier	1961 décembre
1. Produits fabriqués par les monopoles		
Acier en barres.....	34,0	80
Fonte .....	20,5	66
Pétrole (Oklahoma).....	1	3
2. Produits fabriqués par des maisons non monopolisées:		
Acier .....	15,5	36
Porcs (Chicago) les 100 livres....	7,35	16,35
Cuirs (en cents la livre).....	11,5	14,5

La situation a cependant été tout autre. Les prix des produits fabriqués par les monopoles ont beaucoup plus augmenté que ceux des marchandises vendues par des producteurs non monopolisés. Le mouvement des prix aux U.S.A., où la parité or du dollar n'a pas changé, peut servir d'exemple.

Les prix des marchandises du premier groupe ont été multipliés en moyenne par 3, ceux du deuxième groupe, par 2 environ.

La comparaison du mouvement des prix dans les grandes branches de la production industrielle présente le même tableau.

INDICE DES PRIX DE GROS<sup>1</sup>  
(1957-1959=100)

	1953	1962 (juin)
1. Produits provenant des secteurs fortement monopolisés		
Combustibles.....	95,9	99,6
Métaux ..... • .....	83,6	100
Machines .....	82,2	102,2
2. Produits provenant des secteurs peu ou pas monopolisés		
Production des fermiers .....	105,9	95,3
Textiles .....	102,8	100,8
Divers .....	105,4	105,4

Ces données manquent naturellement de précision, mais leur tendance est nette. Les changements survenus dans la valeur des marchandises n'ont pu être la cause des hausses différentes du prix des produits monopolisés et des articles que fabriquent surtout les entreprises non monopolisées. Si de tels changements sont survenus, ils concernent incontestablement, avant tout, le premier groupe de marchandises où le progrès technique s'est beaucoup plus rapidement développé que dans le second groupe. Il est de même évident que les branches non monopolisées n'ont pu entièrement faire payer aux acheteurs les prix haussés par les monopolistes.

\* \* \*

Un nouveau problème se pose : comment expliquer qu'à l'heure actuelle, après la stabilisation des monnaies opérée par la plupart des pays capitalistes, on obtient pour un kilogramme d'or beaucoup moins de marchandises de même qualité qu'avant la guerre ?

<sup>1</sup>. Cf. *Federal Reserve Bulletin*, August 1962, p. 1052

Pour l'Union Soviétique, important producteur d'or, ce fait n'est pas que d'ordre théorique, il a aussi une grande importance pratique, car l'or sert souvent de monnaie universelle pour l'achat à l'étranger des marchandises dont elle a besoin. Mais sa portée théorique est primordiale. Nous posons la question bien que nous ne soyons pas à même de lui donner une réponse exhaustive.

Nous savons que toujours et partout où il y a échange *régulier* de produits, qu'il s'agisse de troc ou de transaction marchande au moyen d'un équivalent général : bétail, fer, argent, or, les produits ou les marchandises sont échangés, vendus, selon leur valeur, c'est-à-dire selon la quantité de travail socialement nécessaire contenue dans une unité de marchandises, selon l'équivalent commun dans l'échange ou la vente.

Quelles sont les raisons pour lesquelles 1 kg d'or est à présent échangé contre une quantité de marchandises représentant la moitié de celles d'avant-guerre ?

Lorsque l'or arrive aux U.S.A., il y est échangé, tout comme dans les autres pays fortement évolués, et tout comme avant la guerre, au taux de 35 dollars l'once. Mais comme nous l'avons déjà noté plus haut, on ne peut acheter aux prix actuels que la moitié des marchandises de même qualité que l'on pouvait se procurer avant la guerre pour 35 dollars. On pourrait théoriquement supposer que le temps de travail incorporé dans une unité de marchandise est à présent le double de celui d'avant-guerre. Mais cela est évidemment faux. Depuis 1938, la productivité du travail social a considérablement augmenté (probablement d'au moins 35 à 50%). Il y a donc actuellement dans une unité de marchandise moins de temps de travail qu'avant la guerre.

On pourrait au contraire supposer que le temps de travail intégré dans un kilogramme d'or représente actuellement la moitié de la quantité d'avant-guerre. Mais il ne peut en être question : aucune révolution technique ne s'est produite dans la production aurifère : 1 kilogramme d'or ne contient pas moins, en tout cas, pas beaucoup moins de temps de travail qu'avant la guerre.

Que l'or est à présent échangé contre marchandises au-dessous de sa valeur, que l'extraction de l'or n'est plus rentable, cela ressort de la chute de la production aurifère dans le monde capitaliste par rapport au niveau d'avant-guerre, alors que celle de la presque totalité des marchandises a fortement augmenté.

INDICE DE LA PRODUCTION DU MONDE CAPITALISTE<sup>1</sup> (1953 = 100)

Années	Matières de base	Industrie
1938	77	50
1900	120	140

La production industrielle a presque triplé, la production des matières de base (agriculture, pêche, industrie minière, etc.) a augmenté de 50%. L'or est presque l'unique matière dont la production n'a pas augmenté.

PRODUCTION DE L'OR DANS LE MONDE CAPITALISTE<sup>2</sup>  
(en milliers de kg)

1938	1941 (maximum)	1945 (minimum)	1960
993	1108	654	1044

<sup>1</sup> Cf. *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1961, p. 59

<sup>2</sup> *Ibid.*, 1957, p. 174 ; 19(51), p. 153. La forte baisse de l'extraction pendant la guerre s'explique probablement par la pénurie de main-d'œuvre.

Par rapport à l'avant-guerre, la part que l'extraction de l'or dans la production du monde capitaliste a beaucoup diminué. Il est évident qu'étant donné le rapport existant actuellement entre l'or et les autres marchandises, son extraction dans les entreprises où les conditions de production sont les plus mauvaises, procure un profit inférieur au taux moyen.

Comment expliquer cette situation étrange où, tout en continuant à jouer son rôle de monnaie universelle, l'or est l'unique marchandise apparemment échangée au-dessous de sa valeur ?

Voici ce qui peut en être la cause : pendant la deuxième guerre mondiale et quelques années après la fin des hostilités, les balances commerciales et des paiements de la totalité des pays capitalistes avec les Etats-Unis étaient passives. Il y avait « pénurie de dollars ». Les U.S.A. avaient mis la main sur une partie considérable des réserves d'or du monde capitaliste. Les pays dont la balance des paiements avait toujours été passive ne purent conserver leurs réserves d'or.

RÉSERVES D'OR DES ETATS-UNIS  
(en milliards de dollars, en fin d'année)  
(35 dollars l'once)

1929	1938	1949 (maximum)	1955	1962
4,0	14,5	24,6	21,8	16,0

Les Etats-Unis acceptaient l'or au taux invariable de 35 dollars l'once. Cela leur était avantageux car, par suite de la dépréciation inflationniste du dollar, ils donnaient en échange d'un kilogramme d'or beaucoup moins de marchandises qu'avant la guerre ; manifestement, une quantité inférieure à celle qui correspondrait à l'échange de marchandises contre de l'or selon la valeur.

Deux faits le confirment.

Jusqu'à ces dernières années, une once d'or était vendue sur les marchés noirs de New York, de Londres, de Paris et d'ailleurs, non pas 35, mais de 40 à 45 dollars. En 1951, le principal producteur d'or, la République sud-africaine, a vendu environ 40% de sa production en qualité d'or industriel à un prix beaucoup plus élevé que 35 dollars, payé par les U.S.A. et par presque toutes les banques centrales du monde capitaliste<sup>1</sup>. Aux Etats-Unis mêmes, l'or nouvellement extrait était légalement payé au-dessus du prix officiel,

Les pays producteurs d'or, la République sud-africaine et l'Australie, exigent constamment que le « prix » de l'or soit augmenté, mais les U.S.A. s'y refusent.

Dans la littérature économique bourgeoise, cette apparence estompait complètement la réalité en matière d'or et de monnaie. Au lieu du prix des marchandises en or, mesure universelle de la valeur, nous relevons quotidiennement dans tous les journaux bourgeois des informations relatives au « prix » de l'or exprimé en différentes monnaies. Au lieu d'exprimer le cours des changes à la parité or, les devises sont officiellement cotées en dollars et en cents<sup>2</sup>.

Par des ventes d'or ces banques centrales soutiennent le cours de leur monnaie non pas par rapport à l'or, mais par rapport au dollar. Tout est sens dessus dessous !

<sup>1</sup> Cf. E. Varga, *Problèmes fondamentaux de l'économie et de la politique de l'impérialisme après la deuxième guerre mondiale*, pp. 66-67.

<sup>2</sup> Toutes les publications de l'O.N.U. pratiquent cette méthode.

Cela est d'autant plus bizarre que le dollar U.S. n'est nullement une monnaie-or. Les dollars-papier ne sont pas échangés contre de l'or, bien qu'ils soient encore sensés avoir une couverture-or de 25%. Il est interdit aux citoyens américains (sauf aux orfèvres) de garder l'or non seulement dans le pays, mais même à l'étranger. L'or n'est délivré qu'aux Etats étrangers et aux banques centrales sur leur demande en remboursement de la dette des Etats-Unis. Les réserves d'or des U.S.A. sont actuellement inférieures à ce qu'elles étaient en 1939, avant le début de la guerre. Calculées par habitant, les réserves d'or de la Suisse ou de la Hollande étaient en 1962 supérieures à celles des Etats-Unis.

Le rapport réel se rétablit cependant petit à petit, bien que le dollar soit officiellement rattaché à l'or.

Une part de plus en plus importante de l'or nouvellement extrait est dirigée non pas vers les banques centrales au cours officiel de 35 dollars l'once, mais achetée par des particuliers à un taux beaucoup plus élevé et thésaurisé.

Selon le rapport du Fonds Monétaire International<sup>1</sup> pour 1961, pendant douze ans (du début de 1950 à la fin de 1961), plus de la moitié de l'or extrait dans le monde capitaliste est allé non pas aux banques centrales au prix officiel, mais a été accaparé par des particuliers pour être thésaurisé et pour servir à la fabrication d'objets en or. En 1960, les achats d'or par des particuliers ont atteint 1 035 millions de dollars, les réserves d'or des banques centrales n'ayant augmenté que de 340 millions de dollars. Bien que les Etats-Unis aient passé avec un grand nombre de banques centrales d'Europe occidentale des accords portant sur des crédits destinés à maintenir artificiellement le cours du dollar au niveau officiel, ces établissements s'efforcent d'échanger contre de l'or les dollars stockés à l'époque de la « pénurie de dollars ».

Les banques manifestent une nette tendance à ce que leurs réserves soient constituées en or au lieu de dollars, tout particulièrement en Suisse, aux Pays-Bas, en Italie et en Allemagne de l'Ouest.

RÉSERVES DES BANQUES D'ÉMISSION<sup>2</sup> (en millions de dollars, en fin d'année)

Pays		1951	1960	1962
Belgique	or	635	1 170	1 365
	devises	419	252	257
France	or	597	1 641	2 587
	devises	19	429	1 023
Allemagne de l'Ouest	or	28	2 971	3 679
	devises	427	3 766	2 768
Italie	or	333	2 203	2 243
	devises	441	876	1 198
Pays-Bas	or	544	1 451	1 581
	devises	(1952) 379	291	162
Suisse	or	1 451	2 185	2 667
	devises	193	139	205
Angleterre <sup>3</sup>	or	—	2 800	—
	devises	—	431	—

<sup>1</sup> . Cf. *Neue Zürcher Zeitung*, 21.X.1962.

<sup>2</sup> Cf. *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1961, p. 521 passim ; *Monthly Bulletin of Statistics*, June 1963, p. 171 passim.

<sup>3</sup> Les chiffres font défaut pour les autres années.

La dévaluation est un autre moyen de rétablir des proportions normales. Selon le rapport du Fonds Monétaire International, 23 pays ont réduit en 1962 la teneur or nominale de leur unité monétaire.

On peut prévoir que sera liquidée dans un proche avenir la situation où contrairement à la loi de la valeur, le dollar est artificiellement considéré comme équivalent à l'or (au cours officiel). Ce ne sera plus alors par une voie détournée, comme c'est le cas à présent, que la loi de la valeur déterminera le rapport entre l'or et le dollar. *Tôt ou tard, la dévaluation du dollar est inévitable*. L'évaluation excessive du dollar ne pouvait durer que tant que la puissance économique des Etats-Unis contraignait tous les autres pays capitalistes à le surestimer<sup>1</sup>.

\* \* \*

Nous voudrions également aborder un problème qui n'a pas été étudié jusqu'à présent par la littérature économique marxiste et requiert de nouvelles investigations. Voici de quoi il s'agit.

L'or sert comme on sait d'équivalent universel et de mesure de la valeur des marchandises. Il peut mieux remplir cette fonction que les autres marchandises qui ont servi dans l'histoire de l'humanité d'équivalent général et de mesure de la valeur, parce que l'or contient une grande quantité de temps de travail intégré dans un faible poids, qu'il se fractionne facilement, que sa qualité est la même dans toutes ses patries, etc. La valeur de l'or change tout comme celle de toutes les autres marchandises, comme le fait remarquer Marx dans *La critique de l'économie politique*. La valeur d'une once d'or varie grandement selon les exploitations minières. Le temps de travail effectif incorporé dans un même poids d'or diffère grandement. Le minerai peut avoir une très grande ou une très faible teneur en or ; il est extrait par des procédés primitifs ou à l'aide de machines très perfectionnées. La rente minière est parfois très élevée dans l'industrie aurifère. Certaines entreprises d'Afrique du Sud ont déjà cent fois remboursé, sous forme de dividendes, le capital investi ; une multitude d'entreprises ont par contre fait faillite ou tout simplement cessé de produire.

Les dépenses à l'extraction dépendent en effet presque entièrement de la masse de minerai et non de sa teneur en or qui varie beaucoup. L'Afrique du Sud peut servir d'exemple. En 1962, une tonne de minerai extrait des mines « Geduld » contenait 20 dwt d'or, contre 2,17 pour les mines « Breckpan », c'est-à-dire un peu plus d'un dixième de la teneur du premier<sup>2</sup>.

Comment, par quel mécanisme économique, l'or, qui a une valeur initiale diverse, se transforme-t-il en monnaie universelle, dont chaque kilogramme a une valeur tout à fait identique ? En d'autres termes : laquelle de ses valeurs à l'extraction détermine la valeur de la totalité de l'or nouvellement extrait ? Ou bien, en formulant autrement cette question : qu'est-ce qui détermine l'existence et le taux de la rente minière différentielle dans l'industrie aurifère ?

Il n'est guère possible de résoudre ce problème par analogie avec les autres marchandises dont le prix comprend la rente différentielle (par exemple le blé ou les métaux). Pour toutes ces marchandises, le prix commun de toute la quantité obtenue est déterminé par la valeur des unités « limites » produites dans les plus mauvaises conditions nécessaires à la satisfaction de la demande

---

<sup>1</sup> A quel point la situation est de nos jours dénaturée ressort du fait que les pièces d'or, même celles qui sont frappées actuellement, et ne sont par conséquent pas une rareté, ont un agio considérable par rapport à leur teneur en métal, car la monnaie d'or peut plus facilement être thésaurisée. La pièce d'or de 100 francs suisses (frappée en 1925) a un agio de 957% ; le souverain anglais, de 20% ; la pièce de 10 dollars, de 30% ; les nouvelles pièces d'or autrichiennes, frappées en 1915, de 7% (*Neue Zürcher Zeitung*, 20.X.1962).

<sup>2</sup> Cf. *Neue Zürcher Zeitung*, 27.X.1962.

sociale solvable, c'est-à-dire celle dont l'unité contient la plus grande quantité de temps de travail. Pour simplifier les choses, nous faisons abstraction de la rente absolue.

Mais pour l'or, considéré comme monnaie universelle, la question ne se pose pas de savoir si une quantité quelconque est nécessaire à la satisfaction de la demande sociale. Il n'y a pas dans ce sens de « valeur limite » qui déterminerait la valeur (le prix) de toute la production : on a besoin de tout l'or extrait. Il n'y a pas, il ne peut y avoir de problème de la réalisation, car en tant qu'équivalent universel, l'or est échangé contre toutes les autres marchandises.

La question est très simple pour chaque entreprise de l'industrie aurifère prise séparément. Lorsque l'extraction d'un kg d'or nécessite des dépenses supérieures à 1 kg d'or, l'entreprise travaille à perte et doit être liquidée. Lorsque la dépense est inférieure à cette grandeur, lorsque ce capital investi procure un taux moyen de profit, l'exploitation est rentable. S'il faut dépenser un demi-kilogramme d'or pour extraire un kilogramme d'or par exemple, la rente minière se forme naturellement exprimée en or, dans la monnaie du pays en question.

Le problème est de savoir quelle valeur individuelle, et aussi par quel mécanisme économique, celle-ci devient valeur *commune* de la totalité de l'or. La circonstance suivante complique encore davantage ce problème. A la différence de la presque totalité des objets dont l'homme se sert, l'or n'est utilisé que dans une faible partie à des fins industrielles. Une partie considérable de l'or extrait chaque année est conservée comme fonds monétaire en qualité de monnaie universelle. Les réserves d'or visibles du monde capitaliste (sans l'or thésaurisé aux mains des particuliers) ont représenté 40,5 milliards de dollars à la fin de 1960, soit un montant 50 fois supérieur à la production annuelle et environ 100 fois supérieur à la quantité affectée aux réserves. Il est clair que les fonds monétaires gardent l'or extrait il y a cent ans ou même davantage. Il est hors de doute que la valeur de l'or extrait il y a 100 ou 80 ans, par des procédés primitifs surtout, était beaucoup plus élevée que celle de l'or extrait de nos jours.

La question se pose : la valeur de l'or produit de nos jours détermine-t-elle la valeur de la totalité de l'or figurant dans les fonds monétaires ? Ou bien existe-t-il une valeur moyenne historiquement établie de la totalité du stock d'or qui influe sur la valeur de l'or nouvellement extrait ?

Nous posons ces questions bien que nous ne puissions pas leur donner de réponse satisfaisante. Il y a là un vaste terrain pour les recherches des marxistes théoriciens et financiers.

## 12

# CHANGEMENTS DANS LA MARCHE CYCLIQUE DE LA REPRODUCTION APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Pour analyser ce problème, la science économique marxiste doit répondre aux questions suivantes.

1. Pourquoi le déroulement cyclique de la reproduction durant les 20 années qui se sont écoulées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, se distingue-t-il fortement de celui de la reproduction d'entre les deux guerres mondiales ? Cette différence n'est-elle que la conséquence d'une profonde déformation du capitalisme pendant et après la seconde guerre mondiale, ou y a-t-il d'autres raisons à cela ?

2. Quelle est la cause de la forte disparité entre l'évolution du cycle aux U.S.A., au Canada, et partiellement en Angleterre, où se sont succédées de faibles améliorations et des crises sans profondeur à brefs intervalles, et l'évolution du cycle dans les pays de l'Europe continentale : en France, en Allemagne de l'Ouest, en Italie, où il n'y a pas eu jusqu'à ce jour de crise de surproduction (chute de la production industrielle à un niveau inférieur à celui de l'année précédente) ?

Certes, dans l'histoire du capitalisme, les cycles ne se sont jamais exactement déroulés selon le schéma de Marx. Les lois de la marche cyclique de la reproduction sont, comme toutes les lois en général, des abstractions scientifiques ; on les déduit des différentes tendances et contre-tendances qui opèrent dans l'économie capitaliste. Mais il n'y a encore jamais eu jusqu'à présent dans l'histoire de la reproduction capitaliste un écart si important, si durable entre les deux parties décisives du monde capitaliste : l'Amérique du Nord et l'Europe continentale.

3. Le problème le plus important est celui des *perspectives* : la reproduction capitaliste s'effectuera-t-elle tant que subsistera le régime capitaliste, selon le type des U.S.A. ou selon le type caractéristique des pays capitalistes d'Europe occidentale ?

\* \* \*

Rappelons au lecteur que le cycle de la production a été relativement normal entre la première et la deuxième guerre mondiale. Trois crises mondiales de surproduction se sont produites durant cette

période : en 1920-1921, 1929-1933 et 1937-1938. La première crise a été brève et peu profonde, celle de 1929-1933 a duré longtemps et elle a été la plus grave dans l'histoire du capitalisme ; la crise de 1937-1938 a été de profondeur moyenne.

Citons l'indice de la production industrielle mondiale dans cette période.

INDICE GÉNÉRAL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
DU MONDE CAPITALISTE<sup>1</sup>

(1029=100)

Années		Années	
1912	68,2	1933	71,9
1920	66,9	1934	77,7
1929	100,0	1935	86,0
	(maximum avant la crise)	1936	96,4
1932	83,8	1937	103,7
	(minimum)	1938	93,0

Rien qu'elles soient incomplètes, ces données montrent clairement le déroulement cyclique de la reproduction. Les données mensuelles auraient fait ressortir une variation maximum encore plus forte. Il ressort de ces chiffres qu'entre 1920 et 1938, la production a augmenté de plus de 50%, soit en moyenne environ 3,5% par an. Mais toute cette progression s'est produite dans la période 1920-1929. Quant à la décennie allant de 1929 à 1938, elle ne fait ressortir presque aucun progrès ; il n'y a pas eu de véritable essor après la crise de 1929-1933<sup>2</sup>, en 1937, le niveau maximum de la production n'a dépassé que de 4% celui de 1929.

Le tableau de la période englobant les 20 années environ qui se sont écoulées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale se distingue substantiellement de la période semblable qui a suivi la fin de la première guerre mondiale. La production industrielle mondiale a augmenté plus rapidement, le mouvement cyclique dans le monde capitaliste a été dans l'ensemble bien moins nettement exprimé, les oscillations moins profondes.

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DU MONDE  
CAPITALISTE<sup>3</sup>

(1953=100)

1937	1938	1946	1947	1948	1950	1952	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
50	51	61	68	73	84	93	112	117	121	118	130	139	144	153 <sup>4</sup>

<sup>1</sup> Cf. *Mirouïé Khoziaïstvo* (l'Economie mondiale), Annuaire 1938/1939, Sotsguiz, M. 1939, p. 362.

<sup>2</sup> Sauf l'Allemagne où les préparatifs de guerre ont modifié la marche de la reproduction.

<sup>3</sup> Données de l'O.N.U. *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1955, p. 115 ; 1961, p. 60 ; *Monthly Bulletin of Statistics*, May 1962, p. VI ; June 1963, p. VI.

<sup>4</sup> Calculé par nous à partir de la base 1958=100.

Dans l'après-guerre, la production industrielle a plus que doublé. La progression moyenne annuelle de la production a été de 5,5%, c'est-à-dire supérieure que dans la période envisagée d'entre les deux guerres mondiales.

Comme il a déjà été dit plus haut, la croissance de la -production industrielle n'a pas été la conséquence du développement industriel des pays sous-développés ; elle résulte presque entièrement de l'augmentation de la production dans les pays capitalistes très développés.

L'O.N.U. donne les chiffres suivants sur l'importance relative des groupes de pays dans la production industrielle mondiale en 1953 et 1958 (en %) <sup>1</sup>.

Années	U.S.A. et Canada	Europe occidentale	Japon	Tous ces pays	Autres pays du monde capitaliste
1953	55,0	32,6	2,1	89,7	10,3
1958	49,5	36,3	3,5	89,3	10,7

En cinq ans, période durant laquelle on a fait grand bruit dans les pays impérialistes à propos du développement des forces productives des pays sous-développés, l'importance relative de ces derniers dans la production du monde capitaliste n'a augmenté que de 0,4%, chiffre qui se situe incontestablement dans la limite de l'erreur statistique. Le poids spécifique des pays fortement évolués continue à prédominer dans la production industrielle mondiale.

Dans cette période, le mouvement cyclique de la production capitaliste mondiale a été faiblement exprimé dans l'ensemble. Dans l'année de crise 1958, la production industrielle du monde capitaliste a diminué d'environ 3% par rapport au niveau de 1957. On n'aperçoit pas de phase de dépression : le niveau de la production en 1959 était déjà bien supérieur au maximum précédent <sup>2</sup>.

Par ailleurs, le développement était fort inégal dans les plus grands pays capitalistes évolués, selon le degré de déformation subie par leur économie du fait de la guerre, et tout particulièrement selon l'état de leur appareil de production (capital fixe, matières de base, etc.). Les pays qui n'avaient pas été épuisés par la guerre, et qui n'avaient pas été le théâtre des opérations militaires ont, après avoir surmonté les difficultés de la reconversion, commencé à augmenter leur production ; quant aux pays qui avaient été dévastés et dont l'appareil de production avait été désorganisé, il leur a fallu plusieurs années avant que la production se mette à augmenter.

Nous donnons ci-dessous les chiffres de la production industrielle dans les pays capitalistes les plus importants dans l'ordre du niveau de production de 1947.

---

<sup>1</sup> Cf. *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1961, p. 62 passim ; *Monthly Bulletin of Statistics*, February 1963, pp. XII-XIV.

<sup>2</sup> D'après les chiffres mensuels, la différence est un peu plus grande.

INDICE DU VOLUME DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE<sup>1</sup>  
(1953=100)

Années	Japon	Allemagne occidentale	Italie	France	U.S.A.	Angleterre	Canada
1	2	3	4	5	6	7	8
1937 <sup>2</sup>	80	78	03	78	46	76	43
1947	29			71	75	76	76
1948	38	40	62	81	78	83	79
1949	48	57	68	88	72	88	80
1950	55	72	79	88	84	94	85
1951	74	85	90	99	90	97	91
1952	82	92	91	103.	93	94	94
1953	100	100	100	100	100	100	100
1954	108	112	109	109	93	107	98
1955	116	129	120	120	106	111	110
1956	144	139	128	133	109	112	120
1957	167	147	137	144	110	114	120
1958	108	151	142	150	102	112	120
1959	208	162	158	156	116	118	129
1960	261	180	180	174	119	126	130
1961	317	191	200	184	120	128	133
1962	345	200	206	196	122	129	141

Ce tableau montre que :

a) Les pays vaincus qui ont repris la production d'après-guerre à un très bas niveau, l'ont augmentée dans cette période sans chute de crise ; la crise de 1958 n'a que faiblement ralenti le rythme de croissance.

b) En 1962, le niveau de la production industrielle de ces pays a été approximativement trois fois supérieur à celui de 1937 — accroissement supérieur à celle des U.S.A. ou de l'Angleterre. Nous reviendrons plus loin sur les causes de ce phénomène.

c) A la différence de ces pays, nous observons aux U.S.A. plusieurs crises de faible envergure. Au cours des huit dernières années, la production progresse très lentement aux U.S.A. et en Angleterre.

Ces faits sont différemment interprétés par les marxistes. Certains affirment que le cycle qui a commencé après la crise de 1937-1938 s'est poursuivi pendant la deuxième guerre mondiale et s'est achevé par la crise régulière de surproduction de 1946.

<sup>1</sup> Données de l'O.N.U. *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1955, p. 117 passim ; 1961, p. 71 passim ; *Monthly Bulletin of Statistics*, May 1962, p. 10 passim ; June 1963, p. 16 passim ; (1962 a été calculé par nous à partir de la base 1958=100).

<sup>2</sup> Pour la comparaison nous avons pris 1937, car 1938 a été une année de crise, et 1939, partiellement une année de guerre.

Nous considérons ce point de vue comme incorrect. Comme toute grande conflagration, la seconde guerre mondiale<sup>1</sup> a interrompu le déroulement normal du cycle, elle a suscité une immense et extraordinaire demande de matériel de guerre s'accompagnant d'une réduction de la production civile, créant pendant plusieurs années un excédent de la demande solvable sur l'offre de marchandises. Alors que la moitié presque du produit national brut du monde capitaliste est affectée aux besoins de la guerre, alors que d'immenses valeurs sont détruites pendant les hostilités, alors que pour les entreprises capitalistes le problème qui se pose n'est pas celui de la réalisation des marchandises, mais de la possibilité de recevoir les matières premières, les machines, la main-d'œuvre nécessaires à la production, dans une telle situation il ne peut être question de surproduction, de crise de surproduction, et naturellement de mouvement cyclique de la reproduction. La guerre mondiale interrompt le mouvement cyclique de la reproduction. Dans ces conditions, le déroulement cyclique de la reproduction et la crise de surproduction sont tout simplement impossibles.

*La nature du cycle, sa fonction essentielle, est de créer durant la marche du cycle, dans toutes ses phases, les prémisses de la crise de surproduction. Dans les années de guerre, il n'y a pas de prémisses pour la surproduction des marchandises. C'est pourquoi, la période d'une grande guerre ne peut pas être comprise dans le cycle.*

Certains économistes objectent à cela. Ils affirment que le caractère cyclique de la reproduction est fonction des lois générales du capitalisme et que, pendant la guerre, le capitalisme reste ce qu'il est. La marche cyclique de la reproduction se poursuit donc également pendant la guerre mondiale.

C'est là, à notre avis, une conception dogmatique. Il lui manque ce que Lénine a qualifié d'âme vivante du marxisme : l'analyse concrète d'une situation concrète. Marx, lui, a formulé les lois de l'économie pacifique du capitalisme. Bien qu'il y ait eu des guerres à son époque, elles influencèrent relativement peu la vie économique du capitalisme. Du vivant de Marx, il n'y avait pas « d'économie de guerre ».

Certains économistes soviétiques ont exprimé l'opinion selon laquelle la guerre crée elle-même les prémisses d'une crise de surproduction en raison du développement excessif des productions militaires et branches connexes (sidérurgie et métallurgie non ferreuse, traitement des métaux, industrie chimique, etc.), et du retard considérable des branches produisant des biens de consommation, c'est-à-dire que la guerre provoque une forte disproportion au sein de l'économie capitaliste. C'est là un écho de la théorie bourgeoise et révisionniste en vertu de laquelle ce n'est pas le capitalisme qui est la cause des crises de surproduction, non pas la contradiction entre le caractère social de la production et la forme capitaliste privée de l'appropriation, non pas la misère et la prolétarianisation des masses que cette contradiction engendre, mais la disproportion entre les différentes branches de la production<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Même une guerre relativement limitée, comme celle de Corée a fortement influencé l'évolution du cycle d'après-guerre : constitution de stocks de matières premières stratégiques, augmentation considérable des dépenses de guerre, hausse des prix.

<sup>2</sup> Cette théorie part de la doctrine de l'économie politique classique anglaise selon laquelle chaque marchandise incarne le salaire, le profit et la rente, c'est-à-dire que déjà par la production même de la marchandise on crée le pouvoir d'achat assurant sa réalisation, de sorte qu'une crise générale de surproduction est impossible.

Celte thèse est fausse. Si à la fin de la guerre le potentiel de certaines branches d'industrie est excessif, et insuffisant dans d'autres, cela peut provoquer une crise partielle dans les secteurs travaillant pour les besoins de la guerre, mais non une crise générale de surproduction. En effet, dans nombre d'importantes branches, en particulier dans celles de la section II, la demande a continué à être supérieure à l'offre après la guerre<sup>1</sup>.

Le seul fait qui puisse être interprété comme un indice de surproduction pendant la guerre, c'est la chute de l'indice général de la production industrielle américaine en 1944 de son maximum 244 (1935-1939= 100) en février à 230 en juillet<sup>2</sup>. Mais cette chute a avant tout été provoquée par la surestimation des besoins en moyens de transport et en armes lourdes ; la production a baissé pour cette raison dans l'industrie mécanique (qui englobe la production des chars, des canons, etc.) et dans celle des moyens de transport.

Deux faits montrent que la baisse de la production n'a pas été d'ordre cyclique, n'a pas été une crise de surproduction : a) en 1946, il y avait encore dans tous les pays capitalistes pénurie générale d'articles d'usage civil ; il n'y avait pas de surproduction sauf pour les armements, les productions de guerre ; b) la chute de la production dans la seconde moitié de 1945 et en 1946 s'est non seulement produite dans le monde capitaliste, mais chez nous également, en dépit du caractère planifié et sans crises de notre économie.

Dans la reconversion beaucoup d'éléments ont été communs aux pays capitalistes et à nous : arrêt des productions de guerre ; nécessité de transporter des millions de personnes à de grandes distances : troupes, population évacuée, prisonniers de guerre ; abandon de la production par une partie de la main-d'œuvre ne travaillant habituellement pas dans l'industrie ; mise en route de la production dans les branches n'ayant pas fonctionné pendant la guerre, etc. Et bien que toute cette réorganisation se soit effectuée chez nous conformément au plan, le niveau de l'ensemble de la production industrielle (1913= 100) a rétrogradé de 782 en 1945 à 652 en 1946, la production des biens de consommation ayant simultanément progressé de 295 en 1945 à 335 en 1946<sup>3</sup>.

En fait, après la fin des hostilités, dans la seconde moitié de 1945, en 1946, et partiellement en 1947, le niveau de la production industrielle a été dans tous les pays inférieur à celui des années de guerre. Mais cela n'est nullement un phénomène cyclique, mais la conséquence naturelle du passage

---

Cette théorie est fausse. Déjà Marx l'avait réfutée. Mais elle subsiste jusqu'à ce jour. Nous lisons dans l'organe de la Guaranty Trust, l'une des plus grandes banques américaines : « Chaque partie composante de la valeur monétaire de chaque produit fabriqué ou de services rendus est le revenu ou le pouvoir d'achat de quelqu'un... Si les marchandises sont invendues, cela ne résulte pas de l'insuffisance de pouvoir d'achat, mais de son inutilisation par le public. » (*The Morgan Guaranty Trust Survey*, January 1959, p. 3).

<sup>1</sup> Même aux U.S.A., où la composition organique du capital est bien plus élevée que dans les autres pays capitalistes, le poids spécifique de la section II n'est pas inférieur à celui de la section I. En 1957, le total des ventes d'articles d'usage durable et non durable a été identique, soit environ 170 milliards de dollars chacun. (*Survey of Current Business*, February 1958, p. S-3). Parmi les marchandises d'usage durable figurent des biens de consommation : automobiles, meubles, etc. D'autre part, le charbon et le pétrole qui sont de préférence des moyens de production, sont rangés par la statistique américaine parmi les produits d'usage non durable. Dans l'ensemble, celte division en marchandises d'usage durable et non durable correspond plus ou moins à la division en section I et II.

<sup>2</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1944-1945, p. 796.

<sup>3</sup> Cf. *L'économie nationale de l'U.R.S.S. en 1960*, Annuaire de statistique, p. 219 (éd. russe).

de l'économie de guerre à l'économie du temps de paix. Certaines usines de guerre furent mises en veilleuse, d'autres rééquipées en vue de la production d'articles de consommation pacifique (une partie continue les fabrications de guerre).

L'industrie avait à se réorganiser en vue de la production d'un nouvel assortiment de marchandises. Cette reconversion exigeait du temps et a entraîné une réduction du volume de la production. *Par conséquent, 1947 doit être considéré comme l'année du début du cycle d'après-guerre qui a duré de 10 à 11 ans.*

Sous ce rapport, le premier cycle qui a suivi la fin de la deuxième guerre mondiale se distingue grandement de celui qui a suivi la fin de la première guerre mondiale. Comme on sait, la crise avait alors éclaté deux à trois ans après la fin de la guerre. Il est vrai que la crise de 1920-1921 a relativement peu duré et n'a pas été très grave. Cette différence vient de ce que la première guerre mondiale a beaucoup moins duré, qu'elle a exigé beaucoup moins de matériels, que moins de pays y ont pris part et qu'il a été détruit bien moins de potentiel de production que dans la deuxième guerre mondiale. L'économie mondiale capitaliste a de ce fait subi moins de changements après la première guerre mondiale qu'après la seconde guerre mondiale.

Une question théorique se pose : de quoi dépend en général la durée des différents cycles ?

L'extension et le renouvellement du capital fixe est la base matérielle du déroulement cyclique de la reproduction. Si l'on exclut du calcul des circonstances extraordinaires, telles que les guerres, les mauvaises récoltes, etc., la durée du cycle dépend des proportions et du caractère du renouvellement et de l'extension du capital fixe. Plus il y a de nouveaux investissements et plus grande est la durée de la phase ascendante du cycle : la reprise, l'essor (et la surtension).

En procédant à l'analyse des cycles, nous ne prenons habituellement en considération que la somme des nouveaux investissements et accordons peu d'attention à leur caractère. Cela est incorrect : une somme identique de nouveaux investissements peut différemment influencer la durée du cycle en raison des circonstances extrêmement importantes suivantes.

1. Est-ce que prévalent les investissements en usines et fabriques qui, dès leur achèvement, augmentent directement l'offre de marchandises sur le marché ou bien prédominent (comme cela s'est produit, mettons, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle) les investissements qui ne font qu'augmenter indirectement l'offre de marchandises sur le marché (chemins de fer, ports, routes, édifices bancaires ou grands magasins, etc.) ? Il est clair que dans le premier cas les prémises d'une crise de surproduction mûriront plus rapidement que dans le second.

2. Le rapport entre les nouveaux investissements et la valeur des marchandises offertes sur le marché après l'achèvement des travaux de construction. Ainsi, la construction d'une centrale hydroélectrique exige d'importants investissements, mais elle procure relativement peu de nouvelles marchandises, son amortissement est très lent. Par contre, les usines et fabriques à moindre composition organique du capital, livrent au marché davantage de marchandises par rapport aux capitaux placés dans ces usines et fabriques, de sorte que la surproduction de marchandises se produit plus rapidement.

3. La durée des travaux de construction des nouvelles entreprises. D'une part, avec le développement de la technique et la concentration, du capital on crée de plus grandes usines et complexes. L'établissement des projets et la construction de ces entreprises prend beaucoup plus de temps que pour les petites usines fondées il y a un siècle. Par ailleurs, les travaux de construction s'effectuent à présent beaucoup plus vite que dans le passé.

Nous examinerons plus loin les nouveaux facteurs qui abrègent la durée du cycle.

## LES PARTICULARITÉS DU PREMIER CYCLE D'APRÈS-GUERRE

Bien que depuis plus d'un siècle les cycles industriels se sont régulièrement succédés l'un après l'autre, et que leur nature soit identique, chaque cycle a néanmoins ses particularités selon les conditions historiques concrètes dans lesquelles il s'est déroulé.

Les principales particularités du cycle d'après la deuxième guerre mondiale sont les suivantes : a) le cycle d'après-guerre s'est déroulé alors qu'existent deux systèmes mondiaux, dans les conditions de la guerre froide ininterrompue ; b) il s'est manifesté en même temps que s'est désagrégé le système colonial de l'impérialisme ; c) il a commencé à la suite d'une guerre mondiale de six ans qui a fortement détruit et modifié l'économie capitaliste mondiale ; d) comme les différents pays capitalistes : pays neutres, U.S.A., pays vainqueurs et pays vaincus d'Europe occidentale, étaient placés après la fin de la deuxième guerre mondiale dans des conditions économiques (et politiques) tout à fait différentes, le déroulement du cycle a beaucoup varié selon les pays ; e) à l'exception de plusieurs pays neutres, le cycle s'est déroulé dans les conditions d'une inflation générale, d'une forte et constante montée des prix. Notons, cependant, que cette hausse n'est que très partiellement le fait des monopoles et la conséquence de l'augmentation habituelle dans la phase d'essor ; f) la plupart des pays capitalistes ont éprouvé une « pénurie de dollars » durant le cycle ; g) le cycle s'est accompagné d'une nouvelle aggravation de la crise agraire.

Essayons d'analyser brièvement l'influence qu'exercent ces faits concrets sur le déroulement du cycle.

La principale conséquence de la guerre froide a été la suivante : peu après la fin des hostilités, la production des armements a été reprise sur une vaste échelle dans les pays capitalistes, aux U.S.A. avant tout, son rythme a été accéléré durant tout le cycle. Selon nos calculs, les dépenses militaires se sont présentées comme suit en % par rapport au revenu national<sup>1</sup>.

	1937/1938	1948/1949	1953/1954
U. S. A.			
par rapport au revenu national officiel	1,5	6,5	15,8
par rapport au revenu national épuré des sommes faisant double emploi	—	—	environ 22
Angleterre			
par rapport au revenu national officiel	4,1	7,7	9,5
par rapport au revenu national épuré des sommes faisant double emploi	—	—	environ 12
France			
par rapport au revenu national officiel	5,9	6,1	13,3
par rapport au revenu national épuré des sommes faisant double emploi	—	—	environ 16

Dans les années qui suivirent, la part des productions de guerre dans le revenu national a augmenté encore davantage.

La production des armements forme la plus grosse part des dépenses militaires, les armes sont de plus en plus compliquées et chères. La technique militaire s'est développée avec une telle rapidité qu'arrivées au stade de la production en série, les nouvelles armes étaient déjà démodées (il en a été ainsi ; pour les engins atomiques anglais « Blue Stricke » et « Skybolt »). Cela signifie que même en temps de paix, les monopoles, fournisseurs d'armements, reçoivent sans cesse d'avantageuses

<sup>1</sup> Cf. E. Varga, *Problèmes fondamentaux de l'économie et de la politique...* op. cit., p. 42.

commandes de guerre. La tension internationale et la poursuite de la politique de guerre froide sont donc extrêmement profitables aux monopoles. En effet, dans la production industrielle, le poids spécifique des fournitures de guerre est beaucoup plus élevé que dans le revenu national ; dans la somme des profils, le poids spécifique des fournitures de guerre est encore plus élevé.

Les productions de guerre effectuées en temps de paix influencent diversement, selon les conditions concrètes, le processus de reproduction. S'il y a dans le pays excédent de potentiel de production, de matières premières et de main-d'œuvre (il en est bien ainsi en règle générale, à l'époque de la crise générale du capitalisme)<sup>1</sup> inutilisés en raison de l'insuffisance de la demande solvable, les commandes de guerre entraînent un accroissement de la production, augmentent le volume du marché, font durer la phase de reprise, d'essor (et de surtension), c'est-à-dire prolongent la durée du cycle, provoquant ou accentuant l'inflation. S'il n'y a pas dans le pays de potentiel non utilisé, les fabrications de guerre n'accroissent pas le volume de la production, qui s'effectue aux dépens de la production civile. Lorsque le volume des fabrications de guerre est supérieur à ce que permettent les ressources économiques du pays, il y a alors surtension et déformation de l'économie semblable à celle que provoque l'économie du temps de guerre.

La crise de 1948-1949 fait nettement ressortir l'influence qu'exercent les commandes de guerre sur le cycle. (Il importe peu en l'occurrence que cette crise ait été intermédiaire, ou que la guerre de Corée ait empêché que se développe aux Etats-Unis une véritable crise de surproduction). Il est, néanmoins, hors de doute que la guerre de Corée a stimulé la production. C'est ainsi que l'indice de la production industrielle des U.S.A. est passé de 95 — point le plus bas — en juillet 1949 à une moyenne de 112 en 1950 (1947-1949 = 100), soit une augmentation de 18%<sup>2</sup>. Ces données montrent clairement que dans certaines conditions un brusque accroissement de la production pour les besoins de la guerre peut impulser la reprise et l'essor de la production.

L'état de l'économie de l'Angleterre dans les trois dernières années du cycle d'après-guerre montre que les fabrications de guerre peuvent ne pas provoquer d'accroissement général du volume de la production et du marché, bien que les productions de guerre aient été considérables, l'ensemble de la production de l'Angleterre est resté au même niveau en 1955, 1956 et 1957. Rien que le potentiel de production ait été presque entièrement utilisé, la part excessive des fabrications de guerre a provoqué l'inflation et une crise monétaire. D'autre part, les dépenses de guerre relativement peu élevées de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon ont incontestablement été parmi les facteurs qui ont facilité le rapide rétablissement dans ces pays du potentiel détruit, une importante extension du capital fixe, d'où un accroissement considérable de la production dans la phase d'essor.

Tout cela indique que les fabrications de guerre ont fortement influencé le déroulement du premier cycle d'après-guerre. Si l'on prend l'ensemble de l'économie capitaliste, les productions de guerre peuvent prolonger la phase d'essor et de surtension, donc du cycle même. Mais cette

---

<sup>1</sup> Potentiel de production non utilisé des usines américaines (en %) :

1954	1955	1956	1957	1958
10	8	14	22	20

(Données du XII<sup>e</sup> bulletin *Mcgrow Hill*). En fait, le capital fixe non utilisé a été beaucoup plus important, car 300 relèves par an sont considérées comme signe de plein emploi.

<sup>2</sup> D'après divers numéros du *Federal Reserve Bulletin*.

production n'est pas un moyen d'éviter la crise de surproduction, comme en témoigne celle de 1957-1958.

La presse au service des monopoles, qui s'enrichissent sur les fournitures de guerre, se répand fausement, à propos de la prétendue influence stabilisatrice des commandes de guerre sur la reproduction. Le fébrile développement de la technique de guerre accentue l'anarchie de la production.

Les données suivantes font ressortir la rapidité avec laquelle changent les dépenses pour les principaux matériaux de guerre aux U.S.A.<sup>1</sup> :

POURCENTAGE DES DÉPENSES

Années	Navires	Chars, munitions	Avions	Électronique	Fusées
1953	6,8	50,0	31,5	11,2	0,5
1961	7,8	12,4	28,2	18,0	33,6

De si brusques bonds ne stabilisent pas, ils désorganisent l'économie. Les changements ont fréquemment entraîné le chômage en masse dans certaines villes des U.S.A.

La désagrégation du système colonial a influencé la marche du cycle avant tout par des changements dans les exportations de capitaux. Ils ont cessé d'être exportés vers les anciens pays coloniaux ou semi-coloniaux engagés dans la voie du socialisme : Chine, Nord-Vietnam, Corée du Nord. Le facteur politique est devenu décisif dans le choix d'un pays où l'on envisage d'exporter des capitaux : « tranquillité » et « ordre » dans le pays, pas de menace de nationalisation, c'est-à-dire les conditions indispensables au placement avantageux de capitaux. La désagrégation du système colonial a modifié le volume et l'orientation géographique de ces exportations. Pendant le cycle d'après-guerre, le montant des exportations de capitaux privés, compte tenu de la réduction du pouvoir d'achat de toutes les monnaies, a été bien inférieur à celui du cycle de 1921-1929. L'orientation géographique des exportations de capitaux a changé ; ils ont surtout été placés dans les pays que les capitalistes considèrent comme les plus sûrs : Canada, Amérique latine, et partiellement Afrique.

Les importantes exportations de capitaux par l'Etat constituent un élément nouveau, aux Etats-Unis tout particulièrement, et revêtent la forme de subventions économiques et militaires à d'autres pays. Il n'y a aucune différence du point de vue du déroulement du cycle qu'il s'agisse des exportations de capital privé ou d'Etat, ou de subventions<sup>2</sup>. Tout cela signifie qu'il y a exportation de marchandises sans importation simultanée d'autres marchandises, comme c'est le cas du commerce extérieur habituel, c'est-à-dire qu'il y a extension momentanée du volume du marché et, toutes conditions étant égales, prolongation du cycle industriel.

La perte de ressources causée par la formation du système socialiste mondial et la désagrégation du système colonial n'a pas entraîné la pénurie de matières premières dans le monde capitaliste.

<sup>1</sup> Cf. *The Economist*, 13.X.1962, p. 144.

<sup>2</sup> Naturellement, ce n'est que du point de vue du déroulement du cycle qu'il n'y a pas de différence entre l'exportation de capitaux et les subventions. En réalité, et malgré les affirmations de certains économistes soviétiques, les subventions ne sont pas des exportations de capitaux, car ce qui, selon la définition de Marx, est la substance du capital — la valeur qui augmente d'elle-même — n'est pas le propre des subventions.

Durant le cycle d'après-guerre, l'insuffisance de certaines matières de base sur le marché capitaliste et la forte hausse des prix n'ont été observées qu'en 1950 lorsque les Etats-Unis ont fébrilement procédé à des achats de matières stratégiques en vue de constituer des stocks de guerre. Grâce à la nouvelle technique, les capitalistes ont décelé des sources de matières premières au Canada, en Amérique du Sud, en Afrique noire, et sur le territoire même des pays impérialistes (le pétrole au Texas, en Allemagne de l'Ouest et en France), et remplacé par d'autres les matières de base manquantes.

La surproduction et la chute des prix des matières premières industrielles ont commencé avant la crise dans l'industrie, ce qui montre l'inconsistance des affirmations sur l'insuffisance de matières premières dans le monde capitaliste.

PRIX DES PRINCIPALES MATIERES DE BASE AUX U.S.A.<sup>1</sup>

	1956 niveau maximum	1957 janvier	1958 Janvier
Cuivre (en cents, la livre) . . .	45,9	35,8	24,8
Acier (en dollars, la tonne) . .	67,0	63,0	33,0
Zinc (en cents, la livre) . . .	13,5	13,5	10,0
Etain " "	106,5	102,2	92,2
Caoutchouc " "	37,2	33,5	27,2
Cuir " "	13,5	10,0	9,2

Comme il ressort de ce tableau, les prix de certaines matières premières (cuivre, étain, caoutchouc, cuirs) ont commencé à baisser dès 1957.

La deuxième guerre mondiale, à laquelle les pays industrialisés ont participé, sauf la Suède et la Suisse<sup>2</sup>, a exercé une influence décisive sur le déroulement du premier cycle industriel d'après-guerre.

Pendant la guerre, le niveau de consommation militaire et civile, compte tenu également des destructions causées par les hostilités, a grandement dépassé celui de la production. La richesse nationale a diminué<sup>3</sup>. Les stocks de marchandises ont fortement baissé. Le capital fixe, excepté celui des branches militaires, a été beaucoup usé. La demande de la population en marchandises, en articles de consommation durable surtout (habitations, meubles, voitures automobiles, articles ménagers) n'a pas été satisfaite pendant des années, en raison de l'interdiction de les fabriquer afin d'utiliser les forces productives (ouvriers, matières premières et machines) à la fabrication du matériel de guerre. La consommation alimentaire de la population citadine, excepté la consommation des riches qui avaient recours au marché noir, a été limitée par le rationnement. A la fin de la guerre, s'était également accumulée une importante demande non satisfaite de moyens de production dans les branches « pacifiques » et des biens de consommation.

<sup>1</sup> Cf. *The Morgan Guaranty Trust Survey*, January 1958, pp. 12- i:i ; February 1958, pp. 12-13.

<sup>2</sup> L'économie des pays neutres d'Europe a également été fortement déformée pendant la guerre : les pays belligérants, l'Allemagne surtout, y ont acheté toutes sortes de marchandises à des prix forts.

<sup>3</sup> Selon les calculs d'économistes américains, même aux Etats- Unis, pays qui n'a pas subi de destructions pendant les hostilités, et qui a participé à la guerre moins de temps que les pays européens, la richesse nationale, non compris celle de l'Etat, ne dépassait pas en 1945 (en prix de 1929) celle de 1929 (S. Kuznets and R. Goldsmith. *Income and Wealth of the United States*, Cambridge 1952, pp. 327-328)

Cette demande extraordinaire était solvable. L'Etat payait les fournitures de guerre à des prix forts. Les bénéfices, les amortissements accumulés et les fonds provenant de la diminution des stocks restaient chez les capitalistes sous forme de dépôts en banque, de fonds publics (pouvant être réalisés à tout moment) et en caisse. En raison de la pénurie de biens de consommation, la partie la plus fortunée de la population, et même certaines catégories d'ouvriers industriels, étaient obligés de garder une partie des revenus sous forme d'accumulations.

Les données ci-dessous concernant les Etats-Unis font nettement ressortir que pendant la guerre la population n'avait pas la possibilité de dépenser ses revenus en raison de la pénurie de marchandises de la section II<sup>1</sup>.

PARTIE NON DÉPENSÉE DES REVENUS INDIVIDUELS AUX ETATS-UNIS  
(«personal savings», en milliards de dollars)

1939	1942	1943	1944	1943	1947
2,9	27,8	33	36,9	28,7	4,7

Le tableau est si clair qu'il se passe de commentaires. Il y avait parallèlement accroissement considérable de la circulation monétaire et des dépôts, partiellement aussi du fait de l'inflation de guerre.

MASSE MONÉTAIRE EN CIRCULATION<sup>2</sup>  
(en milliards, en fin d'année)

année	USA (dollars)	Canada (dollars)	Brésil (cruzeiros)	Angleterre (livres sterling)	Suède (couronnes)	France (francs)	Italie (lires)	Japon (yens)
1938	5,8	0,24	3,6	0,46	1,04	112	19	2,9
1945	26,5	1,06	14,3	1,34	2,79	577	368	54,8

Ainsi, dans tous les pays de tous types : industrialisés et sous-développés (Brésil), belligérants et neutres, la masse monétaire en circulation a augmenté de 3 à 5 fois ; dans les pays vaincus (Italie et Japon) de 20 fois environ.

Il convient d'y ajouter les dépôts en banque.

DÉPÔTS<sup>3</sup>  
(en milliards, en fin d'année)

année	USA <sup>4</sup> (dollars)	Canada (dollars)	Brésil (cruzeiros)	Angleterre (livres sterling)	Suède (couronnes)	France (francs)	Italie (lires)	Japon (yens)
1938	26	0,9	8,5	1,2	1,9	80	21	4,7
1945	76	2,5	27	3,1	3,8	436	290	36

<sup>1</sup> Cf. *United States. Economic Report of the President*, 1961, p. 145.

<sup>2</sup> Cf. *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1956, p. 184 passim.

<sup>3</sup> Cf. *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1954, p. 484 passim.

<sup>4</sup> La *Federal Reserve Bulletin* donne des chiffres encore plus élevés. Cette différence vient vraisemblablement de ce qu'ils comprennent aussi les dépôts interbanques et ceux de l'Etat.

Les rythmes de croissance des dépôts et ceux de la circulation monétaire coïncident presque<sup>1</sup>. Pris ensemble, ils font ressortir un énorme accroissement du pouvoir d'achat de la société à la suite de la guerre. On peut y ajouter l'accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne et des obligations des emprunts de guerre en possession des particuliers et des sociétés. Il n'y aurait naturellement pas eu accroissement du pouvoir d'achat si les prix des marchandises avaient haussé au même rythme qu'augmentaient la circulation monétaire, les dépôts en banque et dans les caisses d'épargne. Cela ne s'est pas produit toutefois.

Dans les pays décisifs du point de vue du cycle industriel (U.S.A., Angleterre, Canada), les prix ont beaucoup moins augmenté pendant la guerre que la masse monétaire en circulation, que les dépôts en banque et dans les caisses d'épargne. En d'autres termes, *à la fin de la guerre, la demande différée était entièrement solvable dans ces pays*, bien que les prix du marché noir aient été bien supérieurs aux prix officiels. La situation était différente en France et en Italie où, déjà pendant la guerre, l'inflation avait pris de vastes proportions.

INDICE ANNUEL MOYEN DES PRIX DE GROS (1953 = 100)

année	USA	Canada	Brésil	Angleterre	Suède	France	Italie	Japon
1938	46	46	13	31	37	4	2	0.4
1945	62	60	40	52	65	14	39	1,0

Ainsi, après la fin de la guerre, le volume du marché capitaliste était, dans la section I comme dans la section II, beaucoup plus important que le volume « normal », déterminant de la sorte en premier lieu le déroulement du cycle d'après-guerre. Les capitalistes se sont mis à reconstituer très rapidement le capital fixe usé, à l'agrandir intensément : dans les pays vainqueurs, dès la fin des hostilités ; dans les pays vaincus<sup>2</sup>, quelques années plus tard. C'est la principale raison de la grande durée de la phase de reprise et d'essor du cycle d'après-guerre. Citons, à titre d'exemple, les chiffres concernant les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne de l'Ouest.

DÉPENSES EN ÉQUIPEMENTS NOUVEAUX AUX  
ETATS-UNIS<sup>3</sup>

(en milliards de dollars, moyennes annuelles)

1929-1938	1945-1949	1950-1954	1955	1956	1957
3,5	14,4	25,5	28,7	35,1	37,0

Encore dans la première moitié de 1957, le capital fixe était augmenté à des rythmes toujours plus accélérés. Même compte tenu de la réduction du pouvoir d'achat du dollar, les proportions de l'accroissement du capital fixe ont été, durant tout le cycle d'après-guerre, plusieurs fois supérieures à celles du cycle d'avant-guerre.

La situation a été la même en Angleterre et en Allemagne de l'Ouest.

<sup>1</sup> L'inflation était déjà considérable à l'époque en Italie et au Japon, l'accroissement de la monnaie en circulation était supérieur à l'augmentation des dépôts.

<sup>2</sup> Les pays neutres et tout particulièrement les pays sous-développés qui n'avaient pas activement participé à la guerre éprouvèrent eux aussi pénurie de capital fixe vers la fin des hostilités, car les pays industriels belligérants ne pouvaient pas leur fournir d'instruments de production pendant la guerre.

<sup>3</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1951, p. 444 ; 1956, p. 498 ; 1961, p. 492.

DÉPENSES EN CAPITAL FIXE EN ANGLETERRE<sup>1</sup>  
(en millions de livres sterling)

	1938	1950	1955	1956
En prix courants	656	1 702	2 855	3 139
En prix de 1948	1 559	1 641	2 124	2 243

En Allemagne de l'Ouest, les investissements en moyens de production et dans le bâtiment ont représenté (en milliards de marks)<sup>2</sup> :

1938	1950-1955 (moyennes annuelles)	1955
7,1	27,8	39,8

Les ressources monétaires accumulées à l'issue de la guerre ont servi à augmenter le capital fixe et à compléter les stocks de marchandises dont le niveau était très bas à la fin des hostilités. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis les stocks de marchandises dans l'industrie, dans le commerce de gros et de détail étaient tombés à 25 milliards de dollars vers la fin de la guerre ; durant le cycle ils ont progressivement atteint 91,3 milliards de dollars (août 1957). Le même phénomène s'est produit dans d'autres pays industrialisés. La production destinée à compléter les stocks a joué un rôle considérable dans la plus longue durée de la phase de reprise et d'essor du cycle d'après-guerre. Aux Etats-Unis, les stocks n'ont commencé à diminuer qu'au quatrième trimestre de 1957. Mais la croissance plus rapide des stocks par rapport à la somme des ventes avait déjà indiqué qu'il y avait pléthore de marchandises et surproduction.

Le troisième facteur, qui a prolongé la phase d'essor non plus du fait de la guerre, mais, au contraire, du fait de l'épuisement de la demande supplémentaire des premières années d'après-guerre et de l'insuffisance, qui s'est fait jour, de la demande solvable, c'est l'extension artificielle du volume du marché des biens de consommation par suite d'un fort accroissement du crédit à la consommation, c'est-à-dire en anticipant sur les revenus futurs, sur le futur pouvoir d'achat de la société capitaliste. Cela s'est produit en premier lieu aux U.S.A. où ce mode de crédit est passé de 5,7 milliards fin 1945 à 45,3 milliards de dollars en novembre 1957. On observe également un accroissement du crédit à la consommation, bien que dans une plus faible mesure, en Angleterre, et dans certains autres pays capitalistes industrialisés.

*Ces trois facteurs : le volume fort considérable de renouvellement et d'extension du capital fixe (dans les pays qui avaient été le théâtre d'opérations militaires, la reconstruction des usines, des maisons d'habitation détruites, etc.), la constitution d'importants stocks de marchandises à la production et dans le commerce, la vente à valoir sur les futurs revenus de la société, ont déterminé la durée du cycle d'après-guerre.*

Une question se pose : pourquoi la crise de surproduction de 1957-1958 qui a clos le premier cycle d'après-guerre, n'a-t-elle pas touché des pays aussi évolués que la France, la R.F.A., l'Italie et le Japon ?

<sup>1</sup> Cf. *United Kingdom Annual Abstract of Statistics*, 1956, p. 249 ; 1957, p. 252 — « Gross fixed capital formation ».

<sup>2</sup> Cf. *Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland*, 1957, S. 561.

Nous voudrions à ce propos soulever la question à savoir par quelles voies une crise, qui a éclaté dans un ou plusieurs pays, s'étend à d'autres pays industrialisés. Les principales voies sont les suivantes :

Les pays où la crise a éclaté cherchent à alléger leur situation aux dépens des autres pays en augmentant les exportations<sup>1</sup> et en réduisant les importations.

La crise dans tel ou tel pays ruine la confiance des capitalistes et réduit les investissements.

La baisse du cours des valeurs résultant d'une crise se répercute aux bourses de tous les pays capitalistes.

En cas de crise monétaire et de crédit, le retrait du capital de prêt à court terme des autres pays peut y provoquer une crise monétaire et de crédit<sup>2</sup>.

Voie détournée. Dans certains pays, la crise peut provoquer une forte baisse du prix des matières premières et brusquement réduire le pouvoir des pays de monoculture d'importer des produits industriels.

L'influence de ces facteurs est fonction des conditions concrètes existant dans chaque pays. L'influence du commerce extérieur sur la solution de la crise de commerce extérieur, sur la solution de la crise de surproduction est plus forte dans les pays qui ont d'importants contingents d'exportations et d'importations, par exemple en Angleterre et en Belgique. Mais en règle générale, *la crise de surproduction sévit dans de nouveaux pays lorsque les conditions internes de la crise y sont plus ou moins venues à maturité*. En effet, le contingent d'exportation étant approximativement de 25%, comme c'est le cas de l'Angleterre, une baisse des exportations de 10% ne représente que 2,5% de la production. Dans la plupart des pays ce taux est inférieur.

Il est évident que la montée de la production industrielle entre 1948 et 1958 jusqu'à un niveau représentant à peu près le double de celui d'avant-guerre, n'a pas encore entièrement liquidé dans ces pays les conséquences économiques de la deuxième guerre mondiale, n'a pas encore créé les conditions capables de provoquer une crise de surproduction.

Ainsi, bien que le niveau de la production industrielle du monde capitaliste ait été dans l'ensemble, vers la fin du cycle, approximativement le double de celui de 1937, la disparité entre les différents pays en ce qui concerne le niveau de production et les rythmes de développement du cycle était encore considérable. Si la guerre de Corée n'avait pas impulsé la production industrielle des U.S.A. (et de certains autres pays), la disparité de l'évolution du cycle dans les pays vainqueurs et dans les pays vaincus aurait été encore plus grande.

Une importante particularité du premier cycle d'après-guerre a été la dépréciation constante, d'ordre inflationniste, de la monnaie de tous les pays capitalistes, ce qui ne s'était produit dans aucun cycle au XIX<sup>e</sup> siècle. Partout l'or industriel, y compris aux Etats-Unis, était vendu à des prix supérieurs à celui dicté par les U.S.A. (35 dollars l'once). Cela a entraîné la dépréciation de toutes les

---

<sup>1</sup> A titre d'exemple, nous pourrions citer le brusque accroissement du solde actif de la balance commerciale des U.S.A. en 1957 : de 2,9 milliards de dollars en 1955 à 4,7 milliards de dollars en 1956 et à 6,5 milliards de dollars en 1957 (sans les exportations d'armements) (*Statistical Abstract of the United States*, 1961, p. 865).

<sup>2</sup> A titre d'exemple citons la faillite des grandes banques en Allemagne en 1931 provoquée par l'annulation des crédits américains à court terme.

monnaies par rapport au dollar, et avant tout la hausse des prix qui ont partiellement continué de monter même après le déclenchement de la crise aux Etats-Unis. Comme la valeur des marchandises, c'est-à-dire le temps de travail incorporé dans une unité de marchandise, a certainement diminué durant le cycle en raison du rapide progrès technique, la hausse des prix représente la rupture inflationniste entre les prix et la valeur des marchandises. ,

La montée des prix se produisant durant des années prolonge la phase d'essor (et de surtension), donc le cycle même. En escomptant une nouvelle hausse des prix, les entrepreneurs augmentent leurs stocks, s'efforcent de convertir en « valeurs matérielles » leur capital argent et de prêt. S'attendant à une nouvelle montée des prix, les consommateurs s'empressent d'acquérir, souvent à crédit, des marchandises dont ils n'auront besoin que plus tard. La phase de prospérité continue. Il est hors de doute que l'inflation a été un des facteurs de la longue durée du premier cycle d'après-guerre.

Presque tous les pays capitalistes ont éprouvé une « pénurie de dollars » pendant le cycle<sup>1</sup> Les causes en sont bien connues : mesures de restrictions contre les importations de marchandises dans l'intérêt des monopoles, dumping des monopoles sur le marché mondial, d'où l'important solde actif de la balance des paiements des Etats-Unis, accroissement presque ininterrompu des stocks d'or des U.S.A. aux dépens des autres pays capitalistes. La pénurie de dollars a été une cause supplémentaire de l'inflation dans nombre de pays capitalistes, en Angleterre par exemple.

*Pendant presque toute sa durée, le cycle s'est accompagné d'une crise agraire aiguë, ce qui n'est pas la particularité du cycle en question : il en a été de même dans les cycles précédents de l'époque de la crise générale du capitalisme (comme nous le montrerons dans l'essai suivant).*

## **LES PARTICULARITÉS DU DEUXIÈME CYCLE D'APRÈS-GUERRE**

Le deuxième cycle d'après-guerre se déroule alors que continue la lutte entre les deux systèmes, alors que s'est presque complètement achevée la libération politique des colonies, alors que s'aggrave la crise agraire.

Les éléments nouveaux les plus importants qui distinguent le deuxième cycle du premier sont les suivants :

a) Le retard des pays vaincus en ce qui concerne le niveau de la production industrielle, si caractéristique du début du premier cycle, est comblé ; au départ du nouveau cycle tous les pays fortement évolués sont à un niveau à peu près égal par rapport à 1937.

b) Les U.S.A. n'ont plus la même supériorité économique sur tous les autres pays capitalistes. A la pénurie de dollars, si caractéristique du premier cycle, s'est substitué un déficit considérable de la balance des paiements des U.S.A., il y a exode continu de l'or. Les Etats-Unis se sont trouvés dans la nécessité de recourir à l'aide financière des pays d'Europe occidentale. Le remboursement avant terme par la France et la R.F.A. de leur dette aux Etats-Unis devait servir cet objectif ainsi que l'accord passé avec les banques centrales d'Europe occidentale pour le soutien du dollar, la vente de fonds publics américains sur le marché monétaire d'Europe occidentale ; le prêt de 500 millions de

---

<sup>1</sup> En font exception les pays à grande production d'or ; les pays exportant en grand les matières premières stratégiques vers les Etats-Unis ; la Suisse, refuge pour les capitaux d'origine douteuse (les fascistes allemands, les spéculateurs de tous les pays, sauvent leurs fortunes en les déposant dans les banques suisses qui observent strictement le « secret bancaire »).

dollars consenti aux Etats-Unis par le Fonds Monétaire International, etc. Sans cette aide, l'exode de l'or des U.S.A. aurait été encore plus considérable, et le dollar encore moins stable. Il est apparu que le poids spécifique extraordinairement élevé des U.S.A. dans la production industrielle mondiale, les exportations des marchandises, les réserves d'or, ainsi que leur poids politique étaient un phénomène de peu de durée, conséquence de la deuxième guerre mondiale. Il est également apparu que malgré l'existence de ressources naturelles et d'une productivité du travail très élevée, reposant sur une technique perfectionnée, la puissance économique des U.S.A. est insuffisante pour leur permettre de tenir en permanence dans le monde entier le rôle de défenseur du régime capitaliste.

c) L'inflation dans les pays fortement évolués, caractéristique du premier cycle d'après-guerre, s'est arrêtée ; les cours des changes exprimés en dollars et par rapport à l'or, se sont stabilisés. Cette stabilisation ne signifie cependant pas l'arrêt de la montée des prix, des prix de détail, tout particulièrement.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION<sup>1</sup>  
(1958=100)

	France	R.F.A.	Italie	Angleterre	U.S.A.	Japon
Fin 1961	114	105	104	105	103	110
Fin 1962	119	109	109	110	105	118

La hausse des prix résulte de l'activité des monopoles et de leur Etat qui, sous la forme d'impôts indirects accrus, de droits et taxes, etc., font supporter par les ouvriers et les employés une part de plus en plus élevée des dépenses publiques.

d) De grands changements se sont produits sur le marché mondial. Dans le premier cycle d'après-guerre, et tout particulièrement dans les premières années qui ont suivi la fin des hostilités, les marchandises américaines prédominaient sur le marché mondial. Les pays vaincus produisaient surtout pour leur propre consommation et exportaient peu de marchandises. Dans le deuxième cycle d'après-guerre, la situation est toute différente. Il y a violente concurrence sur le marché mondial : les U.S.A. et le Marché commun vont jusqu'à appliquer des taxes douanières prohibitives. Les articles électroniques japonais pénètrent sur le marché américain. Les cotonnades fabriquées dans les pays sous-développés trouvent un débouché en Angleterre. On se plaint partout du dumping. Tout cela indique que la capacité du marché mondial se rétrécit de plus en plus par rapport au potentiel de production toujours croissant.

e) Le chômage structurel est de plus en plus la principale calamité de la classe ouvrière, le principal objet de préoccupation de la grande bourgeoisie aux Etats-Unis, en Angleterre, etc. Alors que la classe ouvrière peut plus ou moins efficacement se défendre contre la vie chère par une opiniâtre lutte de classe, seule une réduction radicale du temps de travail de la totalité de la classe ouvrière jusqu'à approximativement 30 heures par semaine, serait capable d'atténuer momentanément le chômage structurel de plus en plus grave par suite du progrès technique, et tout particulièrement de l'automatisation de la production. Mais les capitalistes ne sont pas disposés à admettre une si forte réduction de la plus-value.

L'intervention du président du Federal Reserve Board, Martin, devant la commission économique du Congrès des Etats-Unis montre à quel point les représentants du capital monopoliste de ce pays sont préoccupés par l'extension rapide et ininterrompue du chômage structurel dans le pays. « Le

<sup>1</sup> . Cf. *Monthly Bulletin of Statistics*, April 1963, p. 146 passim.

nombre des personnes ayant un emploi a augmenté de 1 200 000 en 1962, a déclaré Martin. Le niveau moyen du chômage n'a cependant été ramené en 1962 qu'à 5,6% contre 6,7% en 1961. En outre, malgré l'augmentation du niveau de production industrielle de 8%, par rapport au maximum précédent du début du premier trimestre de 1960, le nombre des ouvriers occupés à la production dans les entreprises du pays a diminué de 500 000 durant la même période, soit de 4,5%<sup>1</sup>.

Ce banquier se soucie moins du sort des millions de sans-travail que des répercussions que le chômage massif peut avoir sur l'économie américaine, sur l'état du marché intérieur. Il dit : « Nous sommes également placés devant l'inévitabilité d'un plus fort accroissement de la population d'âge valide. D'année en année, il faudra trouver une quantité toujours plus grande d'emplois. On considère qu'au cours des cinq prochaines années, les effectifs de la main-d'œuvre augmenteront annuellement d'environ 1 250 000 personnes contre 800 000 en moyenne dans les années précédentes. En 1965, la nouvelle génération, figée de 18 à 24 ans, représentera déjà plus de la moitié de l'accroissement annuel de main-d'œuvre. Le pourcentage des chômeurs est très élevé parmi ces jeunes, surtout parmi ceux qui ne possèdent pas une instruction suffisante. L'extension de la demande de maisons d'habitation, d'automobiles et d'autres marchandises et services, depuis longtemps attendue, ne deviendra guère réalité si nous ne pouvons pas procurer un emploi à la nouvelle génération<sup>2</sup>.

C'est là un des problèmes majeurs de l'évolution future de la reproduction aux U.S.A., en Angleterre et autres pays fortement évolués.

Bien que le deuxième cycle d'après-guerre se déroule dans des conditions fort différentes de celles du premier cycle, sa nature n'est cependant pas tout à fait la même qu'il s'agisse des pays vainqueurs ou des pays vaincus. Dans les premiers : U.S.A., Angleterre, Canada, les rythmes de croissance sont lents et une crise s'y est déjà produite : aux Etats-Unis en 1960-1961, en Angleterre en 1962-1963, bien qu'au fond il n'y ait pas eu de phase d'essor.

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
(1958=100)<sup>3</sup>

Années	Japon	R.F.A.	France	Italie	Etats-Unis	Angleterre
1959	124	107	101	111	113	105
1960	156	119	110	128	116	112
1961	186	126	116	142	117	114
1962	201	132	123	156	126	115

Comme nous le voyons, le type de mouvement cyclique aux Etats-Unis et en Angleterre, d'une part, et dans les grands pays industriels capitalistes, d'autre part, diffère également dans le second cycle d'après-guerre.

\* \* \*

Il reste à savoir comment se déroulera ultérieurement le cycle de la reproduction en régime capitaliste.

Il est à notre avis impensable que, dans le cadre du capitalisme monopoliste, le cycle de la reproduction diffère constamment dans les deux parties essentielles du monde capitaliste. Un type

<sup>1</sup> Cf. *Federal Reserve Bulletin*, February 1963, p. 123.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>3</sup> Données de l'O.N.U. *Monthly Bulletin of Statistics*, June 1963, p. 18 passim.

unique de cycle doit s'établir tôt ou tard dans l'ensemble du monde capitaliste<sup>1</sup>. Il nous apparaît que *le cycle ressemblera de plus en plus au développement d'après-guerre des Etats-Unis*.

La tendance à la réduction de la durée du cycle est tout à fait logique et découle des lois générales de la reproduction capitaliste. Il est clair qu'avec le développement du capitalisme s'aggrave la contradiction entre le caractère social de la production et la forme capitaliste privée de l'appropriation, fondement du mouvement cyclique. Plus concrètement : la contradiction s'aggrave entre l'aspiration du capital à agrandir sans bornes la production et les limites étroites du pouvoir de consommation de la société capitaliste<sup>2</sup>. Les crises de surproduction seront pour cette raison plus fréquentes et se reproduiront à plus brefs intervalles que par le passé.

Déjà, il y a 100 ans, Marx notait la tendance à la réduction de la durée des cycles. Il écrivait : « Jusqu'à ce jour un tel cycle s'étendait habituellement sur 10 à 11 ans. Mais nous n'avons aucune raison de considérer ce chiffre invariable. Au contraire, les lois du capitalisme, exposées par nous, permettent de supposer que c'est un nombre changeant et que petit à petit il sera réduit<sup>3</sup>. »

L'analyse des crises qui se sont produites depuis que le capitalisme existe révèle une nette tendance à la réduction de la durée des cycles. Entre 1825 et 1857, lorsque les crises de surproduction n'avaient lieu régulièrement qu'en Angleterre, pays capitaliste alors le plus évolué, la durée du cycle, comme l'a établi Marx, était de onze ans.

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque les crises de surproduction revêtirent un caractère mondial, leur périodicité fut la suivante : 1857, 1866, 1873, 1882, 1890, 1900.

Comme on sait, selon la théorie marxiste des crises et des cycles, la crise est la phase finale (naturellement, la phase initiale aussi) du cycle.

Par conséquent, cinq cycles se sont produits en 43 ans (1857-1900), d'une durée moyenne de 8 ans et demi chacun.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la périodicité des crises a été la suivante : 1907, 1914, 1920, 1929. Ainsi, il y a eu quatre cycles en 29 ans, d'une durée moyenne de sept ans. Il convient de rappeler qu'en 1914 il n'y a pas eu de nette explosion de la crise, la première guerre mondiale y ayant fait obstacle. Bien qu'il y ait eu quatre cycles au cours de ces 29 années, seules trois crises de surproduction nettement exprimées ont été observées.

La question se pose : la tendance à la réduction de la durée du cycle se maintiendra-t-elle à l'avenir également ?

---

<sup>1</sup> Il ne faut naturellement pas l'entendre dogmatiquement ; des écarts se sont toujours produits et se produiront dans certains pays.

<sup>2</sup> Le pouvoir de consommation de la société c'est la somme dépensée pour les biens de consommation, c'est-à-dire  $v+m - a$  (où  $a$  signifie accumulation). C'est moins que la demande solvable de la société qui est  $c+v+m$  ( $c$  n'est naturellement que la partie usée du capital constant). Mais comme en définitive toute la production s'effectue en vue de la production des biens de consommation, le pouvoir de consommation de la société est le facteur décisif de la contradiction entre la tendance du capital à augmenter sans bornes la production et les limites étroites de la consommation. La méconnaissance de la différence entre le pouvoir de consommation et la demande solvable est, ainsi que Lénine l'a prouvé, à la base de la théorie de Tougan-Baranovski.

<sup>3</sup> K. Marx, *le Capital*. Ces lignes sont une addition de Marx à la traduction française du *Capital*.

Nous pensons que cette tendance se maintiendra et que dans l'ensemble du monde capitaliste le mouvement cyclique ressemblera de plus en plus à celui qui a été observé aux U.S.A. dans l'après-guerre, c'est-à-dire que *les intervalles seront plus courts entre les crises peu profondes où les véritables phases d'essor seront de plus en plus brèves.*

Certains économistes soviétiques ont voulu éluder ce problème en qualifiant toutes les crises d'après-guerre aux Etats-Unis (en Angleterre aussi), sauf celle de 1958, de crises « intermédiaires », « partielles », « préalables » ou « post-crisis ». On relève tous ces termes chez Marx, dans ses lettres tout particulièrement. Mais dans *le Capital*, il n'a élaboré que la théorie des véritables cycles et crises.

Nous considérons qu'il n'y a pas de raisons pour qualifier d'intermédiaires toutes les crises qui se sont produites aux U.S.A. dans l'après-guerre (sauf la crise de 1958). En effet, Marx n'a parlé des crises « non véritables » qu'en tant que phénomènes se produisant dans le cadre d'un cycle normal, mais qui ne sont pas partie intégrante du cycle, qui peuvent se produire dans un cycle et pas dans un autre. Or, nous observons aux Etats-Unis et en Angleterre la répétition régulière des crises à faibles intervalles. On ne peut donc les qualifier de crises intermédiaires, bien qu'en fait le nom ne change rien à la chose.

Nous considérons que le cycle unique pour l'ensemble du capitalisme qui s'établira tôt ou tard ressemblera au type de cycle que nous observons dans l'après-guerre aux Etats-Unis et en Angleterre, c'est-à-dire plus bref qu'avant la deuxième guerre mondiale.

Selon nous, à part l'aggravation générale des contradictions du capitalisme, *de nouveaux facteurs se sont manifestés dans l'après-guerre qui opèrent dans le sens d'une réduction de la durée du cycle.*

On sait que le capital fixe est la base matérielle de la marche cyclique de la reproduction. Plus concrètement : chaque crise est le point de départ d'un renouvellement massif et de l'extension du capital fixe en vue de réduire les frais (de production, car à la surface des phénomènes il semble à chaque capitaliste que les frais élevés de production sont à l'origine des difficultés de vente. Les lois de la concurrence, qui opèrent également sous le capitalisme monopoliste, obligent les capitalistes à renouveler et à augmenter le capital fixe. Pendant que dure ce processus, les capitalistes achètent sur le marché l'équipement (machines, appareils), les matériels de construction des usines, complètent leurs stocks de matières premières, etc. Dans cette période, le renouvellement et l'augmentation du capital fixe est un facteur d'extension du volume du marché.

La situation change à mesure que s'achève le renouvellement et l'extension du capital fixe. Les capitalistes cessent de retirer du marché les marchandises nécessaires à la construction et à l'équipement des nouvelles usines : simultanément les nouvelles entreprises, les nouvelles capacités de production mises en service déversent sur le marché une masse supplémentaire de marchandises.

Le processus de renouvellement et d'extension du capital dans l'après-guerre est caractérisé par de nouveaux et importants facteurs et notamment :

1. La durée des travaux de construction des nouvelles usines a été considérablement réduite par rapport à l'avant-guerre grâce à l'application de nouvelles méthodes de construction.
2. L'usure morale est à présent beaucoup plus rapide qu'avant la guerre en raison du progrès technique.
3. Dans les conditions du capitalisme monopoliste d'Etat, le remplacement rapide de l'équipement et de l'ensemble du capital fixe est tout particulièrement encouragé. Les gouvernements des pays

capitalistes fortement évolués autorisent les monopoles à prélever d'importantes sommes sur les bénéfices pour les affecter aux amortissements, ceci dans des proportions de 2 à 3 fois supérieures à l'usure réelle. Ainsi, par exemple, aux Etats- Unis, dans les entreprises considérées comme importants du point de vue militaire, l'équipement peut être amorti au bout de cinq ans, et même avant. Cela signifie «pu- les capitalistes peuvent fréquemment renouveler le capital fixe aux frais des contribuables, d'où une réduction de la durée du cycle.

4. L'affectation prioritaire des nouveaux investissements dans les pays capitalistes évolués non pas pour construire de nouvelles usines, mais pour moderniser l'équipement des entreprises déjà existantes. Ainsi, il a été dépensé aux Etats-Unis (en %)<sup>1</sup> :

Années	Pour la construction de nouvelles usines	Pour le remplacement et la modernisation de l'équipement
1959	37	63
1960	35	65

Cela résulte de l'existence d'un potentiel non utilisé et signifie : a) qu'avec un montant identique d'investissements, le potentiel augmente dans de plus fortes proportions que si les mêmes fonds avaient servi à la construction de nouvelles entreprises<sup>2</sup> ; b) que ces nouveaux investissements commencent à fructifier beaucoup plus rapidement. Ces deux circonstances accélèrent le mûrissement des prémisses de la crise de surproduction, réduisent la durée du cycle.

Comme ces facteurs n'opèrent pas qu'aux U.S.A., mais aussi dans tous les pays capitalistes fortement évolués, on peut prévoir que la durée du cycle diminuera encore dans l'ensemble du monde capitaliste.

La question se pose : quelle phase du cycle est réduite ? Si l'on prend à titre d'exemple ce qui s'est produit aux U.S.A. dans l'après-guerre, il est clair que c'est avant tout la phase de dépression qui est la plus brève. Cela se conçoit. Si les capitalistes peuvent procéder au renouvellement et à l'extension du capital fixe grâce aux fonds d'amortissement, la phase de dépression, c'est-à-dire la période où la production est presque stagnante, doit être plus courte.

Par ailleurs, *se trouve réduite et disparaît presque entièrement parfois la phase d'essor*. Etant donné le sous- emploi chronique de plus en plus répandu d'une partie considérable du capital fixe, la mise en service de nouvelles capacités, même de peu d'envergure, provoque rapidement la surproduction. La phase d'essor sera donc plus brève et l'essor peu important. La courbe cyclique sera moins inclinée que par le passé.

On peut de même prévoir l'aggravation des crises par comparaison de la première période d'après-guerre. Les crises de l'après-guerre aux Etats-Unis ont nettement tendance à s'aggraver. Les économistes de la National City Bank américaine ont déterminé l'ampleur des crises de surproduction aux U.S.A. selon les indices mensuels. Le tableau obtenu est le suivant<sup>3</sup> :

<sup>1</sup> Cf. *Business Week*, 30.IV. 1960, p. 28.

<sup>2</sup> Une analyse détaillée de l'industrie de l'Allemagne d'avant- guerre (à propos des réparations) a montré que l'équipement ne représente en moyenne que 45% de la valeur des entreprises industrielles.

<sup>3</sup> Cf. *First National City Bank Monthly Letter*, March 1960.

Années	Ampleur des crises (% de chute de la production)	Années	Ampleur des crises (% de chute de la production)
1948-1949	8	1957-1958	14
1953-1954	10	1960 <sup>1</sup>	10

La tendance à l'aggravation des crises est nette.

Il est à prévoir que les grands monopoles accentueront leurs efforts pour faire peser les charges imposées par les crises sur les petits capitalistes et fermiers, sur la classe ouvrière, et tout particulièrement sur la population des pays sous-développés, profitant de l'aggravation nouvelle des conditions du commerce entre ces derniers et les pays fortement évolués — la baisse des prix des matières premières tout en maintenant les prix élevés des produits fournis par les monopoles industriels.

Les deux facteurs suivants font prévoir une forte extension du chômage : 1) l'accroissement du nombre des personnes aptes au travail, l'influence des années de guerre et des premières années de l'après-guerre sur le mouvement de la population ne se faisant plus sentir ; 2) le rapide développement de l'automatisation, ce qui signifie la réduction constante de la main-d'œuvre nécessaire à la production d'une même quantité de marchandises. Est particulièrement importante sous ce rapport la rapide implantation dans les bureaux des machines à copier, à calculer, etc. Tout cela signifie que le chômage touchera les employés de bureau, les « cols blancs ». Cela est important sous le rapport politique, car cette couche du prolétariat, dont les effectifs ont fortement augmenté au cours des 100 dernières années, forme à l'heure actuelle de 30 à 40% des personnes ayant un emploi, et qui, en raison d'une situation plus aisée, était autrefois considérée comme plus proche de la bourgeoisie que des ouvriers. On peut prévoir la radicalisation de l'immense armée des employés et des fonctionnaires. Cet état d'esprit s'est dès à présent manifesté en Angleterre et en France, par exemple.

L'aggravation de la lutte de classes est à prévoir car la grande bourgeoisie cherchera à résoudre les difficultés de vente en réduisant les frais de production, les dépenses pour les salaires.

Il faut cependant tenir compte du fait qu'il y a contradiction évidente entre les intérêts économiques immédiats des capitalistes et leurs intérêts politiques. Les intérêts économiques immédiats leur dictent l'offensive contre la classe ouvrière, contre les salaires et le niveau de vie des ouvriers. Mais étant donné la lutte des deux systèmes, les intérêts politiques ne permettent pas à la bourgeoisie de s'inspirer uniquement de leurs intérêts économiques. Luttant en permanence contre le système socialiste mondial, la bourgeoisie doit tenir compte des conséquences politiques de l'offensive contre la classe ouvrière, tout particulièrement dans les pays où le prolétariat constitue la grosse majorité de la population, notamment aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne de l'Ouest.

Nous voudrions, enfin, attirer l'attention des chercheurs sur la modification singulière de la phase de crise du cycle, observée ces derniers temps. Dans le passé, la crise se manifestait habituellement par une explosion, c'est-à-dire que la transition de la phase de prospérité à celle de crise se produisait d'un seul coup. Nous voyons que la crise tarde pour ainsi dire à éclater aux U.S.A. et en Angleterre, *qu'il y a piétinement sur place au niveau élevé de production atteint*, durant des mois, jusqu'à six mois. C'est alors que s'amorce une nette chute de la production, une chute de crise.

---

<sup>1</sup> Sur la base des données du *Federal Reserve Bulletin*.

Selon toute apparence, non seulement la surproduction qui suit l'essor, mais encore l'état du marché est à présent beaucoup mieux connu des capitalistes qu'au temps de Marx, ou même qu'il y a trente ans. On possédait moins de renseignements à l'époque, ils étaient publiés avec beaucoup de retard, et, ce qui importe le plus, ils étaient de nature *rétrospective*, ne faisant qu'enregistrer des faits antérieurs.

Or, on dispose à présent d'une abondante statistique *perspective*.

Les pays industriels fortement évolués publient régulièrement (et assez rapidement) des renseignements sur les nouvelles commandes, les carnets de commande, les contrats pour les nouvelles constructions ; des renseignements sur les intentions des sociétés par actions concernant les investissements pour l'année à venir ; des enquêtes sur les intentions des acheteurs éventuels de voitures automobiles, sur les stocks de marchandises en usines, dans le commerce de gros et de détail, etc. Nombre de grandes entreprises et d'unions monopolistes disposent d'organismes spécialisés, chargés d'observer l'état du marché les intéressant. Tous ces renseignements permettent aux capitalistes de réduire à temps la production lorsque l'état du marché l'exige, afin d'éviter une surproduction considérable des marchandises.

L'Etat du capital monopoliste agit dans le même sens. Il publie plusieurs années à l'avance des prévisions concernant le revenu national, le montant des salaires, les prochaines dépenses de l'Etat, etc. Ces prévisions sont fort imprécises, mais elles permettent jusqu'à un certain point aux capitalistes de s'orienter.

En outre, lorsqu'il y a menace de récession, l'Etat peut accélérer le placement de ses commandes, en accroître le volume ; il peut réduire les impôts pour augmenter le pouvoir d'achat de la société, etc. Il ne convient naturellement pas de surestimer l'importance des mesures « anticrises » de l'Etat ; ses possibilités sont très limitées. Il ne peut pas non plus être question de planification de l'Etat, de reproduction capitaliste sans crise. Mais les activités de l'Etat peuvent quelque peu accentuer les autres facteurs qui réduisent l'intensité et la durée de la phase d'essor, ainsi que la profondeur et la durée de la phase de crise des cycles futurs.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas lieu de s'attendre à l'avenir à un aussi durable et aussi fort accroissement de la production, comme celui qui a été observé jusqu'à présent dans les pays industriels vaincus. Nombre d'économistes bourgeois le reconnaissent eux aussi. Ainsi, par exemple, le directeur du Fonds Monétaire International, Jacobsen, a déclaré dans un rapport présenté devant des jeunes économistes à New York : « Une situation nouvelle s'est créée, dont certains traits sont semblables à ce qui s'est produit au début des années 30... Je n'ai pas l'intention de soutenir l'idée selon laquelle nous devons revivre la triste expérience de ces années, mais je pense que nous devons prendre des mesures appropriées pour que de tels événements ne se reproduisent plus<sup>1</sup>. »

L'aggravation de la crise générale du système capitaliste se manifeste dans l'augmentation du nombre des secteurs en état de crise chronique, tels que les industries charbonnière, textile, les chantiers navals, ou des autres secteurs qui vont au-devant d'une telle crise — la métallurgie, l'industrie automobile.

Les beaux jours de la période d'après-guerre sont passés pour le capitalisme !

---

<sup>1</sup> *The Times*, 20.II.1963.

## 13

### LE PROBLÈME DES CRISES AGRAIRES

Plus de la moitié de la population du monde capitaliste s'adonne à l'agriculture. Les paysans travailleurs sont les plus importants alliés du prolétariat dans sa lutte contre le capitalisme à l'échelle mondiale. Aussi, le problème des crises agraires, phénomène économique, a-t-il une immense portée politique. Sa signification augmente avec la croissance de la production marchande de l'économie paysanne, à mesure que toute l'agriculture du monde bourgeois est entraînée dans les rapports capitalistes.

Ce problème important est cependant étudié d'une manière insatisfaisante dans notre pays<sup>1</sup>. La base même de l'analyse scientifique n'est pas suffisamment préparée : notamment la réunion et la systématisation, sur la base du marxisme-léninisme, des données statistiques concernant la production agricole, les prix et le commerce extérieur des denrées agricoles, les changements dans la propriété et le taux de la rente au cours des 100 dernières années.

Cela étant, le problème des crises agraires est beaucoup plus compliqué que celui des crises industrielles de surproduction, avant tout parce que l'agriculture est elle-même plus compliquée que l'industrie. Car :

a) L'industrie fonctionne entièrement pour le marché : la consommation de leurs propres produits par les producteurs eux-mêmes ne joue aucun rôle, alors que la production agricole n'est que partiellement destinée au marché. Dans les pays sous-développés, l'agriculture (sauf les plantations), vise de préférence à satisfaire les besoins des producteurs. Même dans les pays fortement évolués

---

<sup>1</sup> Le livre de L. Loubochitz (*Questions de la théorie marxiste-léniniste des crises agraires*, Gospolitizdat, 1949) est une sérieuse tentative marxiste d'analyser les crises agraires. Mais cet ouvrage est dépassé, car il n'englobe pas la période d'après la deuxième guerre mondiale, celle où la crise agraire du XX<sup>e</sup> siècle a définitivement pris corps. En outre, expliquant les crises agraires, l'auteur ne peut s'empêcher d'établir des analogies avec les crises industrielles. Il écrit, par exemple, page 35 : « Tout comme les crises industrielles, les crises agraires de longue durée sont non seulement de violentes explosions des contradictions capitalistes, mais aussi leur violente égalisation. Il s'ensuit que ... elles ne sont ni permanentes, ni chroniques dans ce sens qu'elles peuvent être surmontées... » Ce n'est là qu'une affirmation gratuite. C'est un fait qu'après la première guerre mondiale et jusqu'à ce jour (à l'exception de la période de la deuxième guerre mondiale et des premières années d'après-guerre), la crise agraire n'a pas été surmontée ; elle est à l'heure actuelle plus grave et affecte une plus grande quantité de branches de l'agriculture qu'à aucun autre moment dans le passé.

existent des millions d'exploitations auxiliaires des ouvriers, employés, artisans, petits paysans, qui cultivent fruits et légumes, qui font l'élevage des porcins et de la volaille pour satisfaire leurs propres besoins. En outre, une partie considérable de la production agricole (fourrages) est utilisée dans ces exploitations pour les besoins de la production. Dans l'industrie, cette situation n'existe que dans les unions verticales.

b) Dans l'industrie les rapports sociaux sont plus ou moins homogènes : aux capitalistes s'oppose la main-d'œuvre salariée. Il y a également des artisans, mais dans les pays capitalistes évolués leur poids spécifique est très faible.

De nos jours, nous retrouvons dans l'agriculture la presque totalité des rapports sociaux qui ont existé durant toute l'histoire de l'humanité. De véritables grandes entreprises capitalistes existent dans les pays du capital et des plantations capitalistes dans les pays en voie de développement ; il y a des économies paysannes indépendantes : des latifundia féodaux dans les pays d'Asie, d'Amérique latine, en Espagne, dans le sud de l'Italie, etc., prélevant la rente foncière sous toutes ses formes : en espèces, en nature, et même le métayage ; le semi-esclavage en Afrique du Sud, dans les colonies portugaises, etc.

c) L'agriculture (et l'industrie minière) possède un facteur particulier qui n'existe pas dans l'industrie : la rente absolue et différentielle, souvent pour de longues années (de 10 à 12 ans), fixée par bail. Ce facteur trouve son expression dans le prix de la terre qui, à part le taux de la rente, dépend également du taux d'intérêt du capital de prêt.

d) Dans l'industrie, la production est en règle générale ininterrompue : de nouvelles marchandises sont offertes chaque jour sur le marché. (Seuls le bâtiment, la construction des navires et la production de grosses machines et ouvrages uniques n'ont pas un caractère ininterrompu).

En raison des conditions climatiques, le cycle de production est annuel dans l'agriculture (dans les pays tropicaux — de six ou quatre mois). Dans les pays principaux, il n'y a qu'une récolte par an. Il est très difficile de modifier la production dans le cours de l'année agricole ; en règle générale, cela ne se produit que par suite d'un fléau.

e) Le climat et le temps ont peu d'importance pour la production industrielle, alors qu'elle est très grande pour l'agriculture. Les conditions climatiques déterminent essentiellement les cultures à cultiver et celles qui sont le plus économiques<sup>1</sup>. Le mauvais temps : les vents secs, les gelées ou les froids durables, etc., peuvent détruire une partie considérable de la récolte, faire travailler à perte.

Ces particularités de l'agriculture compliquent à l'extrême la crise agraire. Il est souvent très difficile de dégager d'une multitude de phénomènes, souvent contradictoires, ceux qui sont décisifs et ceux qui sont peu importants, de définir ce qui est la ligne fondamentale et ce qui n'est qu'un phénomène accessoire.

Citons quelques exemples.

La forte baisse du prix des denrées agricoles est préjudiciable à toutes les entreprises qui les produisent pour le marché. Mais elle affecte faiblement les producteurs lorsque les denrées sont destinées à leur propre consommation.

---

<sup>1</sup> Grâce à la technique moderne, il est possible de cultiver chaque plante dans n'importe quel climat. Mais cela ne serait pas rentable.

La baisse du prix des fourrages entraîne une extension systématique de l'élevage, des porcins tout particulièrement, jusqu'à ce qu'il y ait surproduction (ce que l'on appelle le cycle porcin).

Dans les pays capitalistes, le loyer est en règle générale fixé dans des baux de longue durée. Aussi, la chute du prix des produits agricoles durant le bail ruine les fermiers, mais ne diminue pas les revenus des terriens.

Nous pourrions citer un très grand nombre de ces exemples. Ils font ressortir la complexité du problème des crises agraires.

On conçoit dès lors qu'une partie de nos auteurs, suivant les voies les plus explorées, expliquent les crises agraires par analogie avec les crises de surproduction industrielle, les interprètent comme *la simple conséquence des crises industrielles*. Ainsi, par exemple, dans la deuxième édition du manuel d'économie politique, il est dit : « Les crises capitalistes de surproduction : engendrent la surproduction partielle ou générale dans l'agriculture. Les crises de surproduction dans l'agriculture sont appelées *crises agraires*<sup>1</sup>. »

Certes, il existe des similitudes et des rapports entre les crises agraires et les crises industrielles. La *base commune* des crises agraires — comme de la crise générale du capitalisme — et des crises industrielles de surproduction c'est la contradiction fondamentale du capitalisme, la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation capitaliste privée. La production marchande implique la possibilité de la crise agraire, comme de la crise industrielle. Des excédents de produits peuvent exister là où l'agriculture ne tend qu'à satisfaire directement les besoins des producteurs, mais il ne peut y avoir de crise de surproduction, de crise agraire.

Il y a, sans aucun doute, un lien étroit entre les crises agraires et les cycles industriels. Les crises agraires influent sur le déroulement du cycle industriel, atténuent l'essor, aggravent la crise. Les crises industrielles de surproduction peuvent provoquer la crise dans les branches de l'agriculture qui produisent des matières premières pour l'industrie : coton, lin, laine, jute, caoutchouc. *Mais les crises industrielles n'ont jamais engendré par elles-mêmes de crises agraires*. Les véritables causes des crises agraires sont ailleurs.

Nous voudrions préalablement signaler que l'interaction des crises agraires et des crises industrielles s'est considérablement modifiée durant l'histoire du capitalisme. Au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque le poids spécifique de l'agriculture était encore très élevé dans l'économie capitaliste, la crise agraire influençait grandement le déroulement du cycle industriel. La longue crise industrielle des années 70 du XIX<sup>e</sup> siècle en fournit un éclatant témoignage. A l'heure actuelle, alors que l'importance relative de l'agriculture dans l'économie capitaliste, en général, et dans les principaux pays capitalistes — U.S.A., Angleterre, Allemagne de l'Ouest — tout particulièrement, a fortement diminué, l'influence de la crise agraire sur la marche du cycle industriel est beaucoup plus faible. La profonde crise agraire qui s'est produite aux U.S.A. après la deuxième guerre mondiale n'a pas empêché l'essor considérable de la production industrielle dans le cycle d'après-guerre.

Au contraire, avec le fort accroissement du poids spécifique de l'industrie dans l'économie capitaliste, et tout particulièrement du traitement industriel des produits agricoles, l'influence des crises industrielles sur la situation de l'agriculture s'est accentuée. Ils n'engendrent cependant pas de

---

<sup>1</sup> *Economie politique*, manuel, 2<sup>e</sup> édition, Moscou 1955, p. 224 Déjà, précédemment, I. Laptev et plus récemment, E. Chiffrine, dans son ouvrage *L'Agriculture des U.S.A. après la deuxième guerre mondiale* (Editions de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., 1956) avaient exprimé cette opinion.

crises agraires générales. Nous essaierons de le démontrer sur l'exemple de deux crises agraires des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

## LA CRISE AGRAIRE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

La crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle a duré approximativement de 1870 à 1895<sup>1</sup>. Cela n'est pas contesté. Cette crise agraire avait-elle été engendrée par la crise industrielle ? Nullement. En témoigne, en premier lieu, l'explication donnée par un contemporain — Engels — qui écrivait dans le supplément au manuscrit du tome III du *Capital* au début des années 90 du XIX<sup>e</sup> siècle.

Pour éviter toute discussion superflue, nous donnons le texte intégral d'Engels.

« Les steamers transatlantiques et les chemins de fer des deux Amériques et des Indes donnèrent à des régions tout à fait particulières la possibilité de participer à la concurrence sur les marchés européens du blé. D'une part, c'étaient les prairies d'Amérique du Nord, les pampas d'Argentine, steppes que la nature elle-même avait défrichées et préparées pour la charrue ; ces terres vierges donnèrent durant des années, et sans engrais, des rendements abondants, même avec des modes d'exploitation primitifs. D'autre part, c'étaient les terres appartenant aux communautés paysannes de Russie et des Indes, forcées de vendre une partie sans cesse croissante de leur produit, afin de se procurer l'argent nécessaire au paiement des impôts que le despotisme impitoyable de l'Etat leur extorquait, bien souvent par la torture. Ces produits étaient vendus sans tenir compte de leur coût de production, au prix que le marchand en offrait, parce que le paysan avait absolument besoin d'argent pour l'échéance. Contre cette concurrence (celle de la terre vierge des steppes et celle des paysans russes et indiens, écrasés d'impôts), le fermier ou le paysan européen ne pouvait pas lutter, au taux où étaient auparavant les rentes. En Europe, une partie des terres ne put plus concourir à la production de blé ; partout les rentes baissèrent... D'où les pleurs des agrariens depuis l'Ecosse jusqu'en Italie et du Midi de la France jusqu'à la Prusse orientale<sup>2</sup>. »

Comme nous le voyons, Engels ne dit mot des crises industrielles, mais explique la crise agraire par la rapide et excessive extension, par rapport à la demande solvable des pays importateurs, de la production des céréales sur les nouvelles terres d'Amérique, par l'amélioration et les frais moins élevés de transport du blé, par « l'exportation de famine » de la Russie et de l'Inde.

Pour écarter tout doute, citons les données tirées de l'ouvrage du professeur Sering, éminent chercheur bourgeois<sup>3</sup>, chargé de mission en 1883 par le ministère prussien de l'Agriculture, qui a étudié sur place l'agriculture des U.S.A. et du Canada (les agrariens allemands souffraient alors fortement de la concurrence du blé nord-américain). Le tableau se présente succinctement de façon suivante :

---

<sup>1</sup> Il est difficile de fixer les dates exactes du début et de la fin de la crise agraire, car les denrées agricoles essentielles sont produites par année ; il n'existe pas de données mensuelles de la production, comme dans l'industrie. En ce qui concerne les prix, ils peuvent se former différemment selon les denrées agricoles, en fonction de la récolte, de la spéculation, de la nature de produit: alimentaire ou matières premières pour l'industrie, etc.

<sup>2</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, t. III, p. 113.

<sup>3</sup> Cf. M. Sering, *Die Landwirtschaftliche Konkurrenz Nord Amerilkas in Gegenwart und Zukunft*, Leipzig 1887.

a) La production des céréales a rapidement augmenté aux Etats-Unis et au Canada dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

PRODUCTION DE BLÉ ET DE MAÏS AUX ETATS-UNIS<sup>1</sup>  
(en millions d'acres)

	1850	1860	1870	1880	1890	1891
Blé	100	173	254	502	449	678
Maïs	592	839	1125	1 707	1 650	2 336

Naturellement, pour éliminer les oscillations de la récolte, il aurait fallu calculer les moyennes de 5 ou 10 ans ; comme le montrent les années 1890 et 1891, ces oscillations sont fort considérables. Mais le bilan est clair sans cela : la production de blé a été multipliée par 5 à 6 en 40 ans ; celle du maïs, par 3 à 4<sup>2</sup>. La production d'avoine et d'orge a augmenté à la même cadence et celle des graines de lin encore plus rapidement.

b) *L'accroissement de la production a surtout eu lieu par l'extension des emblavures* et non par l'intensification et l'augmentation du rendement. Cela est important pour la comparaison avec la crise agraire actuelle.

SURFACE DES EMBLAVURES AUX U.S.A.<sup>3</sup>  
(en millions d'acres)

	1866	1870	1880	1890	1891
Maïs	30	38	63	75	79
Blé	15	21	38	37	41

La superficie de « récolte » n'est pas une mesure exacte, car elle ne prend pas en considération les emblavures non moissonnées qui, dans l'économie extensive, sont souvent considérables :

RÉCOLTES MOYENNES DE BLÉ<sup>4</sup>  
(boisseaux par acre)

1870-1874	1875-1879	1880-1884	1885-1889	1890-1894
12,1	12,4	12,2	12,9	13,8

Comme on voit, le rendement moyen n'augmente pas du tout ou très lentement. Le retard sur le rendement en Europe occidentale était considérable.

RÉCOLTES DES ANNÉES 70<sup>5</sup>  
(boisseaux par acre)

Angleterre	Belgique	Allemagne	France	U.S.A.
29,9	27,9	19,5	17,1	12,25

Le blé était produit aux U.S.A. par le procédé extensif, les frais de production étant bas. Avec l'abondance de terres incultes, comme l'indiquait Marx, la rente foncière n'était que nominale. En

<sup>1</sup> Cf. M. Sering, *op. cit.*, S. 730 passim -*Historical Statistics of the United States*. 1st Edition. Washington 1949, p. 106. Les données concernant le maïs sont celles de l'année précédente (un boisseau de blé=27,2 kg, un boisseau de maïs=25,4 kg).

<sup>2</sup> Nous ne possédons malheureusement pas ces données pour le Canada qui se présentait en qualité de gros producteur et exportateur de blé des U.S.A.

<sup>3</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*. 1st Edition, p. 106.

<sup>4</sup> Cf. M. Sering, *op. cit.*, S. 737 ; 1885-1894. Notre calcul sur la base des données de l'*Historical Statistics of the United States*. 1st Edition, p. 106.

<sup>5</sup> Cf. M. Serins, *op. cit.*, S. 472. Les données concernant la France sont probablement minimisées.

règle générale, ces nouvelles terres étaient cultivées non pas par des entreprises capitalistes, mais par des fermiers avec comme main-d'œuvre, les membres de la famille. Les fermiers étaient exploités par les compagnies de chemins de fer appartenant aux monopoles locaux.

Les excédents de blé étaient exportés vers les pays d'Europe occidentale, en Angleterre surtout en proie à une violente crise de la production céréalière, à une crise agraire en général.

EXPORTATIONS AMÉRICAINES DE BLÉ  
ET DE FARINE CONVERTIE EN BLÉ<sup>1</sup>  
(millions de boisseaux)

1860	1870	1880
16	52	180

Le blé américain a évincé du marché anglais le blé des autres pays, sa part dans la consommation est passée de 12% en 1851-1855 à 54 % en 1876-1880<sup>2</sup>. La concurrence du blé américain a amené une forte baisse des prix sur le marché anglais qui déterminait à l'époque le niveau des prix du blé sur le marché mondial. Les prix du blé étaient dans tous les pays à peu près au niveau de ceux du marché anglais, moins les frais de transport (du pays producteur vers l'Angleterre).

PRIX DU BLÉ EN ANGLETERRE ET EN PRUSSE<sup>3</sup>  
(marks, la tonne)

	1871-1875	1881-1885
Prusse	235	190
Angleterre	246	180

La commission royale formée pour étudier les causes de la crise des fermiers anglais, écrivait dans son rapport en 1882 : « .. dans la presque totalité des régions de l'Angleterre et de l'Ecosse les fermiers ont subi un malheur sans précédent, de vastes étendues de bonnes terres arables ont été transformées en pâturages ». Il est hors de doute que les très fortes importations de céréales, en provenance des U.S.A. tout particulièrement, ont encore aggravé la situation, déjà précaire sans cela, des fermiers.

Résumons : la crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle n'a pas été provoquée par *une crise industrielle*. Ni Engels, ni Sering, ni les autres savants qui ont étudié la crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle, n'en ont trouvé la cause dans les crises industrielles<sup>4</sup>.

Pendant la crise agraire se sont déroulés trois cycles industriels terminés par les crises de 1873, 1882 et 1890. Si la crise industrielle engendrait la crise agraire, il y aurait lieu de supposer que l'essor aurait dû y mettre fin<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Cf. M. Sering, *Die Landwirtschaftliche Konkurrenz Nord Amerikas in Gegenwart und Zukunft*, S. 739.

<sup>2</sup> La construction des lignes ferroviaires transcontinentales aux Etats-Unis et le développement du transport par mer y ont contribué.

<sup>3</sup> Cf. M. Sering, *Die Landwirtschaftliche Konkurrenz Nord Amerikas in Gegenwart und Zukunft*, S. 555.

<sup>4</sup> Sering parle, il est vrai, de l'influence de la crise de 1873, mais dans un sens tout à fait différent. Il écrivait (p. 532) que l'important chômage pendant la crise de 1873 a favorisé l'extension de la production céréalière, car elle a libéré la main-d'œuvre de l'Est industriel des Etats-Unis en faveur de l'agriculture de l'Ouest.

<sup>5</sup> Il est naturellement des facteurs, tels que l'existence d'une rente fixe, l'impossibilité d'utiliser la main-d'œuvre des paysans en dehors de leur exploitation, etc., qui font que les crises agraires ont tendance à durer.

*La crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle a été un événement unique dans l'histoire du capitalisme, naturellement provoquée par la contradiction fondamentale du capitalisme, le pouvoir d'achat limité de la société, qui en est la conséquence, la rapide extension des emblavures sur les terres fertiles des Etats-Unis<sup>1</sup> et, plus tard, dans les autres pays américains. Ce fut la crise agricole de l'Europe occidentale et de l'Est des U.S.A., la crise de l'économie céréalière<sup>2</sup> avant tout, et non pas une crise agraire mondiale affectant tous les pays et toutes les branches de l'agriculture (dans la mesure où elles sont marchandes, comme c'est le cas de l'actuelle crise agraire).*

CHEPTEL DES ETATS-UNIS  
(millions de têtes)

	1867	1877	1887	1897
Bovins .....	29	37	57	50
Porcins .....	34	39	43	51

La crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle s'est terminée vers le milieu des années 90. Comment a-t-elle été surmontée ?

1. Partiellement par la ruine des paysans et des propriétaires terriens économiquement faibles ; par la baisse de la rente foncière et du loyer de la terre.

2. Partiellement par l'application en Europe continentale de taxes douanières sur les denrées agricoles, les céréales en premier lieu, pour que les prix intérieurs soient supérieurs aux prix mondiaux.

3. Par l'arrêt de l'extension des emblavures après 1896 aux U.S.A. ; les cultures de maïs augmentaient très lentement<sup>3</sup>.

4. Le rôle primordial a été joué par *le passage à la culture intensive en Europe avec large emploi des engrais et extension des branches non céréalières* : élevage intensif, culture des fourrages, des légumes, des fruits, des plantes industrielles. Dans ce sens, l'évolution a suivi *une voie progressiste*. Cette circonstance est extrêmement importante pour l'analyse de la crise agraire actuelle.

Quelles ont été les conditions sociales et historiques qui ont créé des marchés supplémentaires pour les produits de l'élevage, pour les légumes, les fruits, les plantes industrielles dans cette période ?

C'était en premier lieu le développement accéléré de l'industrie suivi de l'accroissement rapide de la population citadine, créant une forte demande supplémentaire de produits de l'élevage, de légumes et de fruits. C'était la période du partage définitif du monde entre les Etats impérialistes et de la formation, sur cette base, d'une couche plus ou moins nombreuse d'aristocratie ouvrière dans les principaux pays impérialistes d'Europe, suscitant une demande supplémentaire de produits alimentaires de meilleure qualité. Bref, le développement accéléré généralisé du capitalisme, qui

<sup>1</sup> Il ne faut naturellement pas exclure d'une façon absolue la répétition d'un événement semblable sur le globe terrestre. Selon l'estimation du géographe allemand Humboldt, la vallée de l'Amazone aurait pu il y a 100 ans déjà nourrir 500 millions d'hommes, si l'on pouvait éviter la croissance impétueuse des mauvaises herbes qui envahissent les cultures. L'irrigation du Sahara (du fait de la technique moderne, cela n'est pas du tout absurde) pourrait produire un effet considérable. Mais ce ne sont pour l'instant que des possibilités peu réalisables en régime capitaliste.

<sup>2</sup> L'élevage s'est développé aux U.S.A. beaucoup plus lentement que l'agriculture.

<sup>3</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*. 1st Edition, p. 106.

s'est amorcé déjà dans la période de son passage au stade monopoliste, comme Lénine l'a indiqué dans son livre *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, a été le principal facteur qui a permis de surmonter la crise agraire en Europe.

Ces processus peuvent être illustrés sur l'exemple de l'Allemagne. Dans les années de crise agraire, l'élevage s'est développé comme suit :

CHEPTEL<sup>1</sup>  
(millions de têtes)

Années	Chevaux	Bovins	Porcins	Ovins
1873	3,4	15,8	7,1	25
1892	4,0	17,5	12,2	13,6
1913	4,5	20,9	25,6	5,5

L'important cheptel d'ovins, caractéristique de l'économie extensive, a fortement diminué ; la quantité de bovins, de porcins tout particulièrement, a considérablement augmenté. En même temps, la qualité du bétail s'est améliorée, son poids moyen a augmenté, ainsi que les quantités de lait fournies par vache.

L'agriculture est devenue plus intensive : en 1878- 1884, la récolte moyenne de blé a été de 15,4 quintaux n l'hectare<sup>2</sup>, de 19,8 quintaux<sup>3</sup> pour 1903-1907. Le rendement des autres cultures a augmenté à peu près dans les mêmes proportions.

Ce ne sont naturellement pas les paysans qui y ont gagné, mais avant tout les hobereaux allemands qui bénéficiaient de l'aide multiple de l'Etat.

L'étude marxiste du problème de la crise agraire au XIX<sup>e</sup> siècle, doit être poursuivie sur la base des sources primaires de cette période. Il convient de souligner que les processus analysés par Lénine dans ses travaux connus sur le problème agraire — la formation du marché intérieur pour le capitalisme par la différenciation de la paysannerie, la concentration des moyens de production agricole aux mains des éléments capitalistes, etc., — se déroulent, qu'il y ait crise agraire ou non (Lénine écrivit ses travaux à la fin de la crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle et avant le début de la crise agraire du XX<sup>e</sup> siècle). La crise agraire accélère ces processus, les rend encore plus douloureux pour les travailleurs de la campagne.

## ABSENCE DE CRISE AGRAIRE AU DÉBUT DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, avant la première guerre mondiale, l'agriculture de l'Europe occidentale s'était adaptée à la concurrence américaine. Les prix des denrées agricoles ne baissaient plus, ils manifestaient une tendance à la hausse.

Les prix en bourse des produits de l'élevage ont augmenté encore davantage entre 1904 et 1913. A Londres, le prix du bœuf est passé de 102 à 119 marks les 100 kg, le bœuf argentin de 41 à 61 ; le porc, de 92 à 134 marks. Le même mouvement des prix a été observé sur les autres marchés européens<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Cf. *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1914, S.51-53.

<sup>2</sup> Cf. M. Sering, *op. cit.*, S. 742.

<sup>3</sup> Cf. *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1914, S. 44.

<sup>44</sup> La hausse des prix n'était pas d'ordre inflationniste : le standard or existait alors en Europe occidentale.

**PRIX DE LA TONNE EN BOURSE<sup>1</sup>**  
(en marks allemands)

	Blé		Seigle		Maïs	
	1904	1913	1904	1913	1904	1913
Londres . . . .	144	158				
Amsterdam (blé d'hiver américain)	152	163	108	131		
Chicago					83	103

Fait de grande importance : les surfaces cultivées en blé et maïs aux Etats-Unis ont cessé d'augmenter, les récoltes se sont stabilisées ; étant donné l'accroissement de la consommation intérieure, les exportations ont relativement diminué ; les prix sont montés aux Etats-Unis.

**EMBLAVURES AUX U.S.A.<sup>2</sup>**  
(en millions d'acres, moyenne annuelle)

	1896-1900	1909-1913
Blé	47	48
Maïs	92	101

**RÉCOLTES**  
(en millions de boisseaux)

	1896-1900	1909-1913
Blé	710	682
Maïs	2547	2632

Le prix du boisseau de blé à la ferme est passé de 0,72 dollars en 1896 à 0,99 en 1909 et à 0,80 en 1913 ; le prix du maïs respectivement à 0,21 ; 0,58 et 0,68.

Ainsi, la crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle avait été surmontée au début du XX<sup>e</sup> siècle.

## **LA CRISE AGRAIRE APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE**

La crise agraire du XX<sup>e</sup> siècle a commencé peu après le début de la crise générale du capitalisme. Le prix du blé aux Etats-Unis, fortement en hausse pendant la guerre et qui avait atteint 2,13 dollars le boisseau en 1919, est tombé à 0,9 dollar en 1921, soit à un niveau inférieur à celui de 1909. Il en a été de même des autres céréales.

Quelle a été la cause de cette violente chute des prix ? La cause principale en a été l'extension considérable des emblavures dans les pays d'outre-mer, pendant et après la première guerre mondiale. Sous ce rapport, la situation est semblable à la crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est ainsi que les superficies cultivées en blé aux U.S.A. sont passées de 52 millions d'acres en 1913 à 74 millions en 1919. L'extension des emblavures a été encore plus forte au Canada : de 4 millions d'hectares en moyenne pour 1909-1913 à 8,7 millions d'hectares en moyenne pour 1920-1924.

Mais le caractère de la croissance de la production agricole a changé par rapport au XIX<sup>e</sup> siècle. Les emblavures étaient étendues non pas par des fermiers travailleurs qui mettaient eux-mêmes en

<sup>1</sup> Cf. *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1914. Internationale Übersichten, S. 23x.

<sup>2</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*. 1st Edition, p. 106. (La moyenne annuelle a été calculée par nous).

culture les terres vierges, comme cela avait été le cas dans les années 70 et 80 du XIX<sup>e</sup> siècle aux U.S.A., mais surtout par des entrepreneurs et des fermiers capitalistes. Le capital aux proportions relativement réduites, accumulé pendant la guerre, qui trouvait difficilement emploi dans l'industrie et le transport en raison du renforcement des monopoles, a énergiquement cherché à se placer dans l'agriculture des pays capitalistes. *Cette situation est caractéristique de toute la période de la crise générale du capitalisme. Elle est la cause essentielle de la crise agraire du XX<sup>e</sup> siècle. Durant cette période, l'agriculture des pays capitalistes fortement évolués est graduellement passée du stade de la manufacture au stade du développement mécanique, au stade de la fabrique.*

Les adeptes de la théorie selon laquelle les crises agraires sont engendrées par les crises industrielles de surproduction affirment que la crise agraire a été provoquée par la crise industrielle de 1920-1921. L'étude des faits ne confirme pas cette assertion. Pour que la crise industrielle provoque une crise agraire consécutive à la chute des prix des denrées agricoles, la consommation de ces produits aurait dû considérablement diminuer. Or, la crise de 1920-1921 a été de trop brève durée pour produire un tel effet. Elle a avant tout atteint les pays non belligérants, les Etats-Unis en premier lieu, qui, en fait, n'avaient presque pas participé à la guerre. Les données sur la consommation par habitant pendant la crise font nettement ressortir que la chute des prix n'a pas été consécutive à la réduction de la consommation. Bien que la consommation moyenne annuelle par habitant ait diminué, ses proportions n'ont pu provoquer une brutale chute des prix.

#### CONSOMMATION MOYENNE ANNUELLE PAR HABITANT AUX ETATS-UNIS<sup>1</sup>

	1913	1920	1921	1922
Calories par jour	3 480	3 350	3 260	3 460
Farine de froment (livres par an)	206	186	177	181
Viandes »	144	136	134	138
Graisses »	37	36	36	40
Sucre »	81	86	87	104
Pommes de terre »	185	146	154	154

On sait que ces statistiques ne sont pas précises. Mais elles font ressortir avec suffisamment de netteté que la diminution de la consommation a été insignifiante (sauf pour les pommes de terre)... La diminution de la consommation de pain a été de moins de 10 %, alors que celle de graisses et de sucre a même augmenté. Il n'est guère probable qu'une faible diminution de la consommation de pain ait pu provoquer la crise agraire<sup>2</sup>.

Il est encore plus difficile aux adeptes de la théorie selon laquelle les crises agraires sont engendrées par les crises industrielles, d'expliquer le développement de la crise agraire. Dans le manuel d'économie politique déjà mentionné, il est dit : « L'agriculture ne s'est pas encore remise de cette crise (1921. — E. V.) que déjà l'on décelait à la fin de 1928 de nets indices d'une nouvelle crise agraire au Canada, aux U.S.A., au Brésil et en Australie<sup>3</sup>. »

<sup>1</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*. 1st Edition, pp. 52-54.

<sup>2</sup> Le caractère de classe de la consommation ressort nettement du fait que c'est avant tout la consommation de farine (pain) et de pommes de terre qui a diminué et non pas celle des produits achetés par les personnes ayant un revenu plus élevé : viande, graisse, sucre ; pour la quantité de calories, la consommation n'a pas diminué en fait.

<sup>3</sup> E. Chiffrine dans le livre déjà mentionné répète mot à mot cet alinéa sans se référer à cette source.

Il apparaît donc que la crise agraire de 1921 avait pris fin trois à quatre ans plus tard, ce qui contredit la juste affirmation des auteurs sur la nature durable des crises agraires.

Mais nous demanderions à K. Ostrovitianov, I. Laptev, E. Chiffrine et autres partisans de la théorie selon laquelle les crises agraires sont engendrées par les crises industrielles, de nous expliquer comment, selon eux, la crise agraire avait pu éclater « à la fin de 1928 », alors qu'à cette date la crise industrielle n'avait pas encore commencé ? »

Or, il est bien connu que la crise de 1929-1933 a commencé aux U.S.A. par l'effondrement à la Bourse, à l'automne 1929, et que, après un ralentissement de courte durée, la production industrielle avait continué de monter dans les premiers mois de 1930. La crise n'a pris toute son ampleur qu'à partir de la seconde moitié de 1930. Dans certains pays capitalistes, en France par exemple, la crise n'a commencé qu'en 1931<sup>1</sup>.

Comment, grâce à quel mécanisme économique, la crise de 1929-1933 avait pu, avant même de se produire, « engendrer » une crise agraire ? Tout cela ne tient pas debout !

L'affirmation selon laquelle les crises agraires sont engendrées par les crises industrielles est non seulement contraire aux faits, mais contredit même les indications explicites de Marx. La seule fois qu'il exprima son opinion sur la crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle, Marx écrivit : « Pour ce qui est de la crise agraire, elle s'intensifiera graduellement, se développera et atteindra petit à petit son sommet, entraînant une véritable révolution dans les rapports de propriété foncière, tout à fait indépendamment des cycles des crises commerciales et industrielles<sup>2</sup>. »

Aucun fait concret ne vient appuyer l'affirmation selon laquelle la fin de 1928 avait été le début d'une nouvelle crise agraire aux États-Unis.

DONNEES ESSENTIELLES SUR L'AGRICULTURE  
DES U.S.A.  
(en millions de dollars)<sup>3</sup>

Années	Revenu brut des fermiers	Revenu en espèces des fermiers	Prix réalisés par les fermiers	Prix payés par les fermiers
			(1910-1914=100)	
1928	13 550	11 072	151	155
1929	13 824	11 296	149	154

Les données ci-dessus ne montrent aucune modification supérieure à l'inexactitude statistique. Les superficies cultivées en blé aux U.S.A. sont même passées de 59 millions d'acres en 1928 à 63 millions en 1929.

On peut naturellement trouver dans certains pays des indices particuliers témoignant d'une aggravation de la situation en 1928. Mais on ne saurait édifier une théorie sur des faits particuliers de ce genre. La juste théorie marxiste doit expliquer tout, ou tout au moins les phénomènes communs

<sup>1</sup> Cf. *Les crises économiques mondiales de 1848 à 1935*, t. I, Sotsekguiz, 1937 (éd. russe).

<sup>2</sup> K. Marx et F. Engels, *Œuvres*, t. XXVII, p. 94 (éd. russe).

<sup>3</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*. 1st Edition, p. 99.

les plus importants<sup>1</sup>. L'ancienne crise agraire pouvait continuer en 1928, mais on ne relève pas d'indices d'une nouvelle crise.

Certes, la crise industrielle de 1929-1933, la plus grave et la plus durable de toutes crises que l'histoire du capitalisme ait connue jusqu'à ce jour, a fortement aggravé la crise agraire. La crise industrielle a provoqué une chute brutale des prix des denrées agricoles.

PRIX DE GROS (EN BOURSE)<sup>2</sup>

	1929	1932
Blé (d'hiver) (en dollars pour un boisseau)	1,16	0,47
Maïs (d'hiver) (en dollars pour un boisseau)	0,95	0,32
Viande de porc (en dollars pour 112 livres anglaises)	10,42	3,89
Coton (en cents pour 1 livre anglaise)	18,50	6,36

La très forte chute des prix a inauguré le système de la garantie des prix par l'Etat en vigueur jusqu'à ce jour aux U.S.A.

La consommation par habitant a considérablement diminué aux Etats-Unis<sup>3</sup>, ainsi qu'il ressort des données ci-dessous :

	1929	1935
Calories par jour	3 480	3 170
Farine de froment (livres par an)	173	150
Pommes de terre (livres par an)	155	138 (1934)
Viande (livres par an)	131	116
Graisses (livres par an)	4 5	42 (1932)

La chute a été considérable. Fait particulièrement intéressant : le plus bas niveau de consommation générale des denrées a été noté en 1935, lorsque les ouvriers, par suite d'un chômage massif et prolongé, ont épuisé tous les moyens de subsistance et les possibilités de se ravitailler à crédit. La même baisse a été observée dans les autres pays capitalistes.

La diminution de la consommation a provoqué une forte baisse des prix des marchandises produites par les fermiers. Les monopoles de la meunerie, de la laiterie, les grandes maisons de boucherie, acquéreurs des produits des fermiers ont fortement réduit les prix d'achat. Par contre, malgré la grave crise, les monopoles industriels ont maintenu les prix de leurs articles à un niveau relativement plus élevé. La disparité des prix a été désastreuse pour les fermiers américains.

<sup>1</sup> Les faits suivants montrent combien complexes et contradictoires sont les phénomènes, dans l'agriculture surtout. En 1929, le prix d'un boisseau de maïs était de 80 cents aux U.S.A. ; en 1932, il est tombé à 32 cents. La superficie des cultures de maïs est cependant passée de 97,8 millions d'acres en 1929 à 106 millions en 1933. En 1932, malgré la crise industrielle, les emblavures de maïs ont été les plus étendues, et la récolte, un record pour cette époque.

<sup>2</sup> Cf. *The Morgan Guaranty Trust Survey*, December 1963, p. 10.

<sup>3</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*. 1st Edition, pp. 52-51.

## LA CRISE AGRAIRE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE. COMPARAISON AVEC LA CRISE DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

La crise agraire du XX<sup>e</sup> siècle se distingue radicalement de celle du XIX<sup>e</sup> siècle, bien qu'il y ait à la base de l'une et de l'autre la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation capitaliste privée. Pour comparer nous prenons, nous tenons à le souligner, la crise du XX<sup>e</sup> siècle au moment de son plein développement, c'est-à-dire au début des années 60 ; mais il s'agit de la crise agraire qui s'est déployée dès avant la deuxième guerre mondiale ; son évolution n'a été que momentanément interrompue par la guerre.

La surproduction, dans la crise agraire du XX<sup>e</sup> siècle (dans la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale), n'a pas été provoquée par l'extension des emblavures<sup>1</sup> ni par la modification de la technique du transport, comme cela s'est produit au XIX<sup>e</sup> siècle, mais par l'augmentation du rendement, résultat de l'intensification de la production, du large emploi des machines et des engrais minéraux, en d'autres termes, la surproduction résulte de la *transformation de l'agriculture des pays capitalistes fortement développés en une branche de la production mécanique capitaliste*.

Nous citons, à titre d'exemple, le rendement des cultures de blé dans les principaux pays capitalistes.

RENDEMENT DES CULTURES DE BLÉ<sup>2</sup>  
(en quintaux à l'hectare)

	Avant la première guerre mondiale (1912 ou 1913)	Avant la deuxième guerre mondiale (1931- 1935)	1937	1960	1962
Etats-Unis . . .	10,2	8,8	9,2	17,4	16,1
Allemagne . . .	23,6	21,2	21,7	35,6 <sup>3</sup>	35,1 <sup>4</sup>
France	13,8	16,0	13,3 (1936)	25,0	24,4
Angleterre . . .	21,0	23,2	20,6	35,0	40,2
Argentine . . .	7,8	9,4	8,2	13,3	

Les chiffres cités manquent naturellement de précision (dans les limites  $\pm 10\%$ ). Les conditions atmosphériques influent elles aussi sur la récolte de telle ou telle année. Toutefois, malgré l'imprécision des chiffres cités, deux faits sont évidents :

1. Dès [les] dernières années qui ont précédé la première guerre mondiale et jusqu'à la seconde guerre mondiale, le rendement moyen du blé dans les principaux pays capitalistes se maintenait à peu

<sup>1</sup> Il n'y a eu extension des emblavures aux Etats-Unis et au Canada que dans les premières années qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale, alors que l'agriculture de l'Europe occidentale était dans un état précaire.

<sup>2</sup> Cf. *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1914. Internationale Übersichten, 1938 ; Internationale Übersichten ; *Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland*, 1962 ; *Monthly Bulletin of Agricultural Economics and Statistics* (FAO), 1962, divers numéros ; 1963, n°1.

En sa qualité de principale culture, le blé peut représenter toute la production céréalière. Comme on sait, Marx a employé ce procédé pour l'analyse de la rente foncière.

<sup>3</sup> Allemagne de l'Ouest.

<sup>4</sup> *Wirtschaft und Statistik*, N° 10, 1962, S. 604-605.

près au même niveau. La grave et longue crise industrielle de 1929-1933 a joué un rôle considérable en l'occurrence.

2. Entre 1937 et 1960-1962, le rendement moyen du blé a augmenté de 50 à 100%. Le rendement des autres cultures a changé en conséquence.

Quelle est la cause de cet accroissement du rendement agricole d'une rapidité sans précédent dans l'histoire de l'agriculture, tout particulièrement dans les pays capitalistes fortement développés, tels que les U.S.A., l'Allemagne, la France et l'Angleterre ?

Cela résulte des très importants investissements effectués dans les entreprises agricoles capitalistes en machines, engrais minéraux, herbicides, etc. ; bref de la transformation de l'agriculture capitaliste en une branche de production mécanique.

L'agriculture des Etats-Unis peut servir d'exemple<sup>1</sup>

Années	Valeur des machines et matériels (en milliards de dollars)	En moyenne par personne occupée dans l'agriculture (en dollars)
1910	1,4	103
1958	17,4	2 020
1960.	18,4	2 592

Il faut y ajouter la valeur du capital fixe : vaches laitières, porcins, bétail de boucherie, poules pondeuses, etc. Le capital investi en moyens de production (machines et équipements, sans les bâtiments) dans l'industrie de transformation des Etats-Unis, se chiffrait par ouvrier occupé : à 1 800 dollars en 1929 et à 3 037 dollars en 1960.

Il est hors de doute que l'accroissement des investissements dans l'industrie des U.S.A. s'est effectué plus lentement que dans l'agriculture. Ces investissements, calculés par ouvrier occupé dans l'agriculture sont à présent supérieurs aux capitaux placés dans bien des branches de l'industrie de transformation<sup>2</sup>. (Il faut naturellement tenir compte du fait qu'une partie de l'outillage agricole : charrues, moissonneuses-batteuses, semoirs, ne sont pas utilisés toute l'année comme le sont les machines dans l'industrie.)

Des investissements aussi massifs sont également effectués dans d'autres pays fortement évolués, mais évidemment pas dans les exploitations paysannes pauvres ou moyennes. Il n'en est pas non plus question dans les pays sous-développés.

L'accroissement du parc des machines dans les fermes américaines se présente comme suit<sup>3</sup> (en milliers) :

<sup>1</sup> Données officielles : *Agricultural Statistics of the United States*. 1959, pp. 443, 451 ; 1960, p. 448 ; *Statistical Abstract of the United States*, 1961, pp. 215, 628 ; *United States Income and Output*, Washington 1958 d. 196.

<sup>2</sup> Cf. Rosswell Garst, capitaliste agricole américain connu, cite d'autres chiffres : 30 000 dollars de capital par ouvrier agricole, 15 000 dollars par ouvrier industriel (*US News and World Report*, 2 IV.1962, p. 78). Mais il y ajoute probablement le prix de la terre et la valeur des maisons d'habitation, ce qui est incorrect.

<sup>3</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*, 2e édition, pp. 284-285 ; *Statistical Abstract of the United States*, 1961, p. 639.

Années	Tracteurs	Camions	Moissonneuses-batteuses	Machines à récolter le maïs	Quantité de fermes possédant des appareils de traite
1920	246	139	4	10	55
1940	1 545	1 047	190	110	175
1960	4 770	3 110	1 065	780	730

Au cours des 20 dernières années, le parc des grandes machines a augmenté de 3 à 7 fois dans les fermes américaines. Il en a été de même dans les autres pays capitalistes fortement évolués. Pour ne pas fatiguer le lecteur, nous ne citerons pas de chiffres.

L'accroissement de la consommation des engrais artificiels joue un rôle considérable dans l'augmentation du rendement agricole aux U.S.A. De 9,4 millions de tonnes en 1940 elle est passée à 25 millions de tonnes en 1959<sup>1</sup>. La consommation des engrais minéraux a considérablement augmenté en Europe occidentale également après la deuxième guerre mondiale. La consommation des engrais azotés y a augmenté comme suit (en milliers de tonnes d'azote pur)<sup>2</sup> :

1951/1955	1960/1961
2 167	3 060

*L'intensification de l'agriculture et la surproduction des denrées agricoles n'a lieu que dans les pays fortement évolués.* Dans les pays en voie de développement, le matériel agricole s'est jusqu'à présent fort peu amélioré. Selon le dernier recensement effectué en Inde en 1956, on y comptait :

Charrues en bois (araires)	37 000 000
Charrue en fer	2 000 000
Tracteurs	18 000

Il est clair qu'avec de tels moyens de production il est impossible d'augmenter la production vivrière et de satisfaire les besoins d'une population qui s'accroît rapidement. La situation est la même dans les autres pays sous-développés.

La différence de plus en plus grande qui existe entre les riches pays capitalistes fortement évolués et les pays pauvres sous-développés, imprime à la crise agraire une forme très contradictoire : *dans les pays fortement évolués (et dans les plantations) il y a surproduction de denrées alimentaires ; dans les pays sous-développés, pénurie de vivres, sous-alimentation chronique.* En cela consiste la seconde différence entre la crise agraire du XX<sup>e</sup> siècle et celle du XIX<sup>e</sup> siècle.

Il n'y a pas à l'heure actuelle celle exportation de blé au prix de la famine dans les pays sous-développés, mentionnée par Engels comme une des causes de la crise agraire. Au contraire, les pays fortement évolués (Etats-Unis, Canada, France) livrent dans les dernières années des produits alimentaires aux pays en voie de développement : à l'Inde, au Pakistan et autres pays. Les U.S.A. le pratiquent fréquemment sous la forme d'« aide » économique. L'ancienne notion des pays sous-développés considérés comme des fournisseurs de denrées agricoles aux pays impérialistes doit être précisée.

Il est peu probable que le caractère double de la crise agraire change tant soit peu en la période historique où le capitalisme existe encore.

<sup>1</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1961, p. 636.

<sup>2</sup> Cf. *Deutsches Wirtschaftsinstitut*, 1963, 8 Heft, S. 12.

Dans les pays capitalistes fortement développés il y a concentration de plus en plus poussée du capital, les monopoles y sont toujours plus puissants. Les petits capitaux ont de plus en plus de mal à s'appliquer dans l'industrie autrement que sous la forme d'achats de valeurs en bourse à des cours élevés, et dont le taux d'intérêt est très bas ; ou encore sous la forme de capital de prêt. Les petits capitaux continueront donc à chercher à s'appliquer dans l'agriculture, la transformant entièrement en une branche de la production capitaliste, l'hypothèse par laquelle Marx commence dans *le Capital* l'analyse de la rente foncière, disant que l'agriculture s'effectue sur des bases purement capitalistes, est devenue réalité dans les pays capitalistes fortement évolués de notre temps.

D'autre part, les pays sous-développés manquent non seulement des capitaux nécessaires pour augmenter le rendement agricole, mais, même s'il existait, il serait impossible de l'appliquer dans les conditions du système encore existant des latifundia féodaux ou semi-féodaux (par exemple en Turquie, au Pakistan, au Brésil, en Argentine, et même en Espagne, et dans le sud de l'Italie). Sans une réforme agraire radicale et sans importants investissements, il n'est pas possible de modifier la situation qui règne actuellement dans l'agriculture de ces pays.

Marx écrivait : « Mais le système capitaliste de production à ses débuts se trouve en présence d'une forme de propriété foncière qui ne lui correspond pas. C'est lui seulement qui crée la forme qui lui convient, en subordonnant l'agriculture au capital...<sup>1</sup> »

Le régime agraire en vigueur dans les pays capitalistes sous-développés, qui ne permet pas d'accroître la production agricole, leur permet de moins en moins d'assurer le ravitaillement de leurs populations qui croissent rapidement. En 1953, le directeur de l'« Organisation pour l'alimentation et l'agriculture », Dodd, déclarait : « L'abîme entre ceux qui se nourrissent mal et ceux qui se nourrissent bien est à présent encore plus profond que par le passé<sup>2</sup>. » Dix ans plus tard, la même organisation a, dans son rapport, brossé un tableau exact de la période qui va jusqu'à 1970 comme celle de « l'accroissement des excédents de vivres dans les pays fortement évolués, de la sous-alimentation continue, sinon accrue, et de la famine dans les pays moins évolués<sup>3</sup> ».

Parlant au Congrès International de l'Alimentation à Washington en juin 1963, Kennedy a solennellement proclamé : « La guerre contre la famine est réellement une guerre pour la libération de l'humanité... Il n'est pas de bataille plus importante sur terre et dans l'espace, car la paix et le progrès sont impossibles dans un monde à moitié affamé et à moitié rassasié. Il nous est tout à fait possible d'éliminer la faim de la face de la terre, ajoutait Kennedy. Il ne faut pas s'attendre à la victoire dans l'année à venir... Mais elle doit être remportée de la vie de notre génération ». Mais Kennedy n'a pas donné de solution concrète. La revue américaine qui rapporte les paroles de Kennedy ajoute : « Derrière cette retentissante déclaration de guerre à la famine il y a les terribles faits suivants. A l'heure actuelle, près de 10 000 personnes, c'est-à-dire un nombre beaucoup plus élevé que jamais dans le passé, meurent chaque jour de faim ou par suite de sous-alimentation. Rien qu'en Inde, 50 millions d'enfants mourront de faim dans les 10 prochaines années. Plus de la moitié des trois milliards de personnes qui peuplent le globe terrestre ne mangent jamais à leur faim<sup>4</sup>... »

---

<sup>1</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, t. III, p. 9.

<sup>2</sup> *Daily Worker*, 14.XI.1953.

<sup>3</sup> *The Times*, 5.V.1962.

<sup>4</sup> *Newsweek*, 17.VI.1963, p. 31.

Nous pensons que cette perspective est non seulement valable pour la période allant jusqu'en 1970, mais aussi tant que le capitalisme existera.

Les féodaux des pays sous-développés résistent, opiniâtrement même, à la refonte bourgeoise de l'agriculture par des investissements. Citons quelques exemples puisés aux sources bourgeoises.

« Le Pérou est un exemple classique du système de la hacienda espagnole moyenâgeuse qui subsiste au XX<sup>e</sup> siècle. 160 000 Péruviens (1,5% sur une population de 11 millions) possèdent 76,2% des terres arables. Par contre, 6 millions de Péruviens possèdent moins de 1% des terres arables. Les grandes haciendas pratiquent des cultures d'exportation telles que le coton, qui procure à ses propriétaires des profits fabuleux, alors que la population agricole manque des produits alimentaires essentiels<sup>1</sup>. »

Une autre revue écrit à propos de toute l'Amérique latine : « Moins de 6% des terres sont cultivées ou servent à l'arboriculture... Moins de 5% des propriétaires possèdent 70% des terres arables. Un quart seulement de ces superficies sont cultivées ou affectées à l'élevage. Cette situation entraîne une pénurie de vivres qui oblige 17 pays d'Amérique latine à importer des produits alimentaires, ce qui provoque souvent d'énormes sorties de devises. De plus, une partie considérable de la population d'un grand nombre de pays traîne une existence misérable, vit dans les conditions de la féodalité... Le Latino-Américain moyen consomme 1 200 calories par jour...<sup>2</sup> »

Etant donné de tels rapports agraires, l'accroissement de la production agricole est presque impossible.

Le tableau ci-dessous montre qu'à l'opposé des pays fortement évolués, les pays en voie de développement ne peuvent pas augmenter le rendement :

RÉCOLTE DE BLÉ (EN QUINTAUX À L'HECTARE)<sup>3</sup>

Années	Inde	Algérie	Argentine
1909-1913 .....	8,1	6,7	6,6
1923-1927 .....	7,5	5,3	8,6
1925-1929 .....	6,8	5,5	8,6
1929-1933 .....	7,2	5,3	8,8
1934-1938 .....	6,9	5,6	9,8
1948/1949-1952/1953 .....	6,7	6,2	11,5
1958/1959 .....	6,8	6,3	12,8
1959/1960 .....	7,9	6,4	13,3
1960/1961 .....	7,8	7,8	11,0

Après la deuxième guerre mondiale, le rendement n'a considérablement augmenté qu'en Argentine. En Inde et en Algérie, la récolte n'est actuellement pas supérieure à ce qu'elle était avant la première guerre mondiale. En Inde, la récolte de riz est même inférieure à ce qu'elle était avant 1914 ; 16,5 quintaux en 1909-1914 et 15,2 quintaux en 1961.

L'augmentation par bonds du rendement grâce aux investissements renouvelés sur une superficie égale ou même inférieure dans les pays fortement évolués *réfute complètement* la théorie de la

<sup>1</sup> *Newsweek*, 28.V.1962, p. 43.

<sup>2</sup> *US News and World Report*, 21.VIII.1961, p. 54.

<sup>3</sup> Cf. *Annuaire International de Statistique Agricole*, 1928/29, 1931/32, 1939/40 ; *International Yearbook of Agricultural Statistics*, 1933/34 ; United Nations, FAO, *Yearbook*, 1961.

fertilité décroissante de la terre<sup>1</sup> en honneur depuis déjà 150 ans dans l'économie politique bourgeoise, et servant à justifier la pauvreté des travailleurs en régime capitaliste. Toute l'évolution d'après-guerre a pleinement confirmé la justesse de la thèse de Marx selon laquelle des investissements supplémentaires dans l'agriculture peuvent, selon les conditions concrètes, procurer un plus fort accroissement de la récolte et du revenu par rapport à la période précédente.

Le développement de l'agriculture n'est pas un processus rectiligne. En Angleterre, par exemple, les superficies cultivées ont augmenté pendant la deuxième guerre mondiale, pour diminuer de nouveau après la fin des hostilités.

SURFACES EMBLAVÉES ET PRAIRIES<sup>2</sup>  
(en millions d'acres en moyenne)

	1938	1944 (max.)	1948	1960
Surfaces emblavées	9,0	14,5	13,2	11,2
dont cultures de blé	1,9	3,2	2,3	2,1
Prairies . . . .	22,7	16,4	17,9	19,6

Nous citons ci-dessous les données concernant trois pays typiques — gros producteurs de blé<sup>3</sup>.

	Cultures de blé (en millions d'hectares)			Rendement (quintaux à l'hectare)		
	1937	1960	1961	1937	1960	1961
Canada	10,4	9,4	9,6	4,8	14,2	7,4
Australie	5,7	4,9	5,7	9,0	11,1	10,4
Argentine.	6,2	4,4 (1959)	4,6	8,1	13,3	

Le mouvement est le même que dans les pays capitalistes fortement évolués : la superficie des cultures de blé a diminué, tandis que le rendement a considérablement augmenté (au Canada, 1961 a été une année de mauvaise récolte).

Il est donc clair que la surproduction dans la totalité du monde capitaliste ne vient pas de l'extension des emblavures, comme c'était le cas de la crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle, mais de l'accroissement du rendement s'accompagnant d'une diminution des surfaces cultivées.

L'élevage a de même considérablement progressé dans les pays capitalistes fortement évolués.

Le cheptel<sup>4</sup> est non seulement plus nombreux (excepté les chevaux), mais c'est la productivité de l'élevage qui a tout particulièrement augmenté : le rendement par vache, le poids du bétail de boucherie. L'Allemagne occidentale peut servir d'exemple.

<sup>1</sup>

<sup>2</sup> Cf. *United Kingdom Annual Abstract of Statistics*, 1938-1948, p. 171 ; 1961, p. 169.

<sup>3</sup> Cf. *Statistische Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1938. Internationale Übersichten, S. 44x ; *Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland*, 1961 ; Internationale Übersichten, S. 46x ; 1962, S. 46x.

<sup>4</sup> Selon les statistiques officielles l'accroissement a été le suivant en Angleterre, entre 1950 et 1960 (en millions) :

Bovins	de 10,6 à 11,8
Porcins	de 3,0 à 5,7
Ovins	de 20,4 à 27,9

RENDEMENT MOYEN PAR VACHE ET PAR AN  
(en kg.)<sup>1</sup>

1937	1954-1959	1960	1961
2 519	3 068	3 395	3 428

L'évolution capitaliste de l'agriculture a les mêmes , conséquences que le développement capitaliste de l'industrie: évincement des petits producteurs — petits et moyens paysans et fermiers — concentration de plus en plus poussée de la production dans les grandes entreprises capitalistes.

Il y a cependant une importante différence. Dans l'industrie capitaliste, la réduction du nombre des ouvriers résultant de l'accroissement de la productivité du travail était jusqu'à présent compensée par l'augmentation du volume de la production industrielle. Ce n'est que dans les toutes dernières années que l'on observe aux Etats-Unis une tendance à réduire le nombre des ouvriers occupés à la production. Dans l'agriculture, par contre, ainsi que Marx l'avait prévu il y a déjà cent ans, l'évincement des ouvriers est absolu, définitif. Il écrivait : « La nature du mode capitaliste de production entraîne une diminution constante de la population paysanne par rapport à la population non agricole... Dans l'agriculture, le capital variable nécessaire à l'exploitation d'un terrain déterminé diminue de façon absolue ; il ne peut donc s'accroître que dans la mesure où de nouvelles terres sont cultivées...<sup>2</sup> » Or, la superficie des emblavures n'augmente plus dans les pays capitalistes.

L'évincement absolu de la main-d'œuvre agricole apparaît le plus nettement aux U.S.A. Par suite de l'élévation de la productivité du travail, le nombre des personnes occupées dans l'agriculture des Etats-Unis diminue continuellement.

MAIN-D'ŒUVRE OCCUPÉE DANS L'AGRICULTURE  
DES ETATS-UNIS<sup>3</sup>  
(millions de personnes)

1929	1939	1949	1957	1961	1962 <sup>4</sup>
10,5	9,6	8,0	6,2	5,5	5,2

En douze ans, de 1949 à 1961, le nombre des personnes occupées dans l'agriculture aux Etats-Unis a diminué de 2,5 millions, soit de 30%. C'est la conséquence de la rapide élévation de la productivité du travail dans l'agriculture. Le rendement horaire (1947- 1949=100) est passé de 54% en 1929 à 210% en 1961<sup>5</sup>, c'est-à-dire en augmentation de 12% en moyenne par an.

L'important progrès réalisé dans l'agriculture des pays capitalistes fortement développés est lié à des conséquences habituelles pour le capitalisme : ruine en masse des paysans travailleurs<sup>6</sup> et

<sup>1</sup> Cf. *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1938, S, 125 ; *Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland*, 1961, S. 183 ; 1962, S. 195.

<sup>2</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, t. III, pp. 28-29.

<sup>3</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*, 2<sup>e</sup> édition, p. 70.

<sup>4</sup> Cf. *Federal Reserve Bulletin*, May 1963, p. 700 ; *Survey of Current Business*, December 1962, p. 27. Etaient avant tout évincés les exploitants qui n'employaient pas de main-d'œuvre (self-employed) ; entre 1950 et 1962 leur nombre a diminué de 4,3 à 2,6 millions de personnes.

<sup>5</sup> Cf. *United States, Report of the President*, 1962, p. 293.

<sup>6</sup> Les hommes d'Etat des Etats-Unis et des pays membres du Marché commun considèrent comme souhaitable l'évincement des paysans qui ne disposent pas de capitaux suffisants. Par exemple, le communiqué publié au début de 1964 à l'issue de la conférence des ministres de l'Agriculture des pays du Marché commun déclare : « Les ministres reconnaissent la nécessité de constituer des exploitations agricoles

l'évincement de millions d'ouvriers industriels. La surproduction de produits agricoles n'a d'ailleurs rien donné aux travailleurs des villes, car par suite de l'intervention de l'Etat bourgeois et des monopoles les prix ne baissent pas.

\* \* \*

La différence essentielle entre la crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle et celle du XX<sup>e</sup> siècle réside dans ce qui suit.

La crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle n'a été que la crise du blé, elle n'a touché que l'Europe occidentale et l'Est des Etats-Unis. C'est pourquoi, se déroulant dans les conditions de l'ascension du capitalisme, elle a été surmontée (sauf la chute de la rente foncière), grâce à l'intensification de l'élevage. La croissance rapide de la population urbaine avait suscité une demande supplémentaire de produits de l'élevage.

La crise agraire du XX<sup>e</sup> siècle s'étend à toutes les branches de la production agricole. La surproduction affecte l'agriculture comme l'élevage de tous les pays capitalistes fortement évolués, et aussi les plantations capitalistes des pays sous-développés. La nature généralisée de la crise agraire s'est manifestée dès les années 30 ; la deuxième guerre mondiale en a interrompu le cours, tandis que dans les années 60, la surproduction dans toutes les branches de l'agriculture capitaliste a connu son plein développement.

Cela ressort avec plus de relief aux Etats-Unis, pays capitaliste le plus riche. Pour combattre la surproduction, l'Etat a procédé à des achats et a emmagasiné les denrées suivantes : blé, orge, maïs, avoine, riz, coton, beurre, fromage, lait (en poudre), quatre variétés de graines oléagineuses, sucre et six autres denrées. Au 30 juin 1960, les entrepôts de l'Etat avaient emmagasiné des denrées pour un montant de 7,2 milliards de dollars, la moitié presque de cette somme se rapportant au blé. A eux seuls, les frais de stockage ont coûté à l'Etat 522 millions de dollars en 1960<sup>1</sup>.

Pendant onze ans (1950-1960), l'Etat américain a prélevé sur ses réserves et exporté, sous forme de prêts et d'« aide », avant tout vers les pays sous-développés (c'est-à-dire, non par la voie habituelle du commerce), des marchandises représentant une valeur de 13,8 milliards de dollars<sup>2</sup>. On peut facilement imaginer quel désastre ce serait pour le marché mondial si les excédents de produits agricoles américains y étaient jetés à des prix libres.

La surproduction des denrées agricoles, conséquence du rapide développement du capitalisme dans l'agriculture, se manifeste également dans les pays capitalistes fortement évolués d'Europe occidentale.

Bientôt, les pays membres du Marché commun auront eux aussi des excédents de produits alimentaires.

---

viables... La tendance à transformer les entreprises non viables en un nombre plus réduit d'exploitations économiquement saines est considérée comme un pas décisif vers l'élévation des revenus de l'agriculture » (*Neue Zürcher Zeitung*, 29.11.1964).

<sup>1</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1901, p. 363.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 632.

PRODUCTION DES PAYS MEMBRES DU MARCHÉ  
COMMUN EN DENRÉES ALIMENTAIRES PAR  
RAPPORT A LEURS BESOINS

(en %)<sup>1</sup>

Légumes	104	Blé	93
Viande de porc.	102	Viande de bœuf.	92
Heurre	101	Oeufs	90
Pommes do terre	100	Totalité des denrées	87
Sucre	98		

Il y a, avant tout, pénurie de marchandises ne pouvant pas être produites pour des raisons climatiques : agrumes, graines oléagineuses et autres produits tropicaux.

En France où le poids spécifique de l'agriculture est relativement élevé, il y avait déjà en 1962 d'importants excédents de blé : il fallait exporter de 25 à 27 millions de quintaux de blé. Les excédents résultent de la croissance continue du rendement qui est de 29 quintaux en moyenne à l'hectare.

Les processus qui se déroulent dans l'agriculture française sont semblables à ceux constatés aux Etats-Unis. Au cours des 12 dernières années, les investissements de capitaux dans l'agriculture française ont doublé. Le cheptel des vaches est passé de 15 millions à 20 millions de têtes. La productivité du travail a augmenté de 7% en moyenne par an. Chaque année, près de 100 000 ouvriers abandonnent l'agriculture et se rendent dans les villes<sup>2</sup>. Ce sont surtout les vieux qui restent à la campagne. La petite paysannerie disparaît. La lutte se déroule à présent pour le maintien de la petite paysannerie. Le prix d'un hectare de superficie cultivée représente le tiers seulement du prix de la terre en Allemagne de l'Ouest, pays voisin<sup>3</sup>.

Notons que cette évolution de l'agriculture est conforme aux prévisions de Marx. « Plus le mode capitaliste de production se développe, plus se développe la concentration de capital sur un même terrain...<sup>4</sup> »

Aux Etats-Unis et en France les investissements de capitaux dans l'agriculture sont facilités du fait que, à la différence de l'Angleterre, la terre est surtout la propriété de riches paysans et fermiers. Ils sont eux-mêmes des capitalistes. La propriété foncière ne fait pas obstacle aux investissements. Marx écrit : lorsque « le propriétaire foncier est lui-même capitaliste ou le capitaliste propriétaire foncier... pour lui, la propriété foncière ne constitue pas un obstacle à l'investissement de son capital<sup>5</sup>. »

En raison de ses particularités climatiques et historiques l'Angleterre pratique surtout l'élevage. Mais là aussi il y a surproduction. Toute la politique agraire de la Grande-Bretagne traverse actuellement une crise. La revue *The Economist* écrit : « ...On a toujours cru que si les subventions avaient été raisonnablement employées... on aurait pu éviter la pléthore de marchandises. Il a été démontré l'année dernière qu'il est impossible de l'éviter. On a même noté une surproduction de viande de bœuf et de mouton et, pour couvrir les paiements non effectués, la trésorerie a dû verser 70

<sup>1</sup> Cf. *The Times*, 3.II.1963.

<sup>2</sup> Cf. « Etudes et Conjoncture ». *Neue Zürcher Zeitung*, 20.VIII.1962.

<sup>3</sup> Cf. *The Economist*, 1.IX.1962, p. 775.

<sup>4</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, l. III, p. 80.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 136.

millions de livres de plus par an que la somme précédemment convenue. C'était un Rubicon. Cela signifiait que la productivité du travail d'un million environ de fermiers et d'ouvriers agricoles anglais est à présent suffisamment élevée pour fournir des excédents de n'importe quelle denrée tant que les prix proposés aux fermiers se maintiendront au niveau actuel<sup>1</sup>. »

La surproduction de produits laitiers est de plus en plus grande dans les pays capitalistes. En 1962, d'importantes quantités de lait écrémé ont été déversées dans les vieilles mines et dans les cours d'eau de l'Angleterre. Les paysans français ont versé le lait dans les rues pour maintenir les prix à un niveau élevé, etc.

Il ne s'agit pas d'un phénomène passager. Selon l'estimation conjointe de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture et de la Commission Economique Européenne, l'Europe occidentale a importé 97 000 tonnes de produits laitiers (calculé en beurre) en 1958. En 1965, l'Europe occidentale aura des excédents d'exportation de l'ordre de 235 000 tonnes et de 424 000 tonnes en 1970<sup>2</sup>. Dans certains pays capitalistes évolués, il y a des excédents de viande, de lard, etc.

En ce qui concerne les produits provenant des plantations, la crise se manifeste avec le plus de vigueur dans la production du café. Le prix du café brésilien a fléchi de 59 dollars le sac en 1957 à 40 dollars en 1962<sup>3</sup>. Les stocks de café représentent des quantités pouvant assurer la consommation mondiale pendant deux ans<sup>4</sup>. L'accord mondial sur le café n'a rien changé à cette situation.

Dans ces conditions, il ne restait rien d'autre à faire au Brésil, principal producteur, que de détruire en masse le caféier. Un milliard d'arbres doivent être arrachés ; cette opération est financée par l'Etat. De puissants bulldozers détruisent des plantations entières.

\* \* \*

Pendant la crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle, les prix du blé et des autres céréales avaient fortement fléchi. Dans la crise agraire du XX<sup>e</sup> siècle, toute la puissance de l'Etat capitaliste a été mobilisée pour empêcher une telle chute des prix, avant tout dans les pays d'Europe occidentale et aux U.S.A. Cela a été obtenu par l'augmentation des tarifs douaniers<sup>5</sup>, le contingentement des importations et, comme cela est également pratiqué à l'heure actuelle, par l'établissement des prix d'Etat des denrées agricoles. A la suite de ces mesures, *les prix s'écartent de plus en plus de la valeur ou de coût de revient de la marchandise, des facteurs politiques* entrant en jeu. Le prix du blé dans les pays d'Europe occidentale en 1962 peut servir d'exemple.

PRIX OFFICIEL DU BLÉ<sup>6</sup>

(en livres sterling la tonne)

R. F. A.	France	Angleterre
37	27	27

<sup>1</sup> *The Economist*, 6.X.1962, p. 20.

<sup>2</sup> Cf. *Neue Zürcher Zeitung*, 11.XII.1962.

<sup>3</sup> Cf. *Neue Zürcher Zeitung*, 19.XII.1962.

<sup>4</sup> Cf. *The Times*, 28.IX.1962.

<sup>5</sup> En 1929-1931, lorsque la crise agraire s'est fortement aggravée sous l'influence de la crise industrielle, les tarifs douaniers ont été relevés : en Allemagne, de 5 à 25 marks la tonne de blé, en Italie, de 11 à 75 livres, en France, de 35 à 80 francs.

<sup>6</sup> Données du Conseil international du blé. *The Economist*, 31.III.1962, p. 1214.

Ni la valeur, ni le prix de revient du blé dans la R.F.A. ne peut être supérieur à celui de la France, pays voisin, où les conditions climatiques et le sol ne sont pas plus favorables que dans la R.F.A. et les investissements inférieurs. Seules des raisons d'ordre politique font que le prix du blé est dans la R.F.A. de 36% supérieur à ce qu'il est en France ou en Angleterre. Même dans un pays agraire par excellence comme le Danemark, il y a sur le marché intérieur des prix minima d'Etat des denrées de l'élevage.

Le même écart des prix existe en faveur de la R.F.A. pour d'autres produits agricoles.

#### PRIX A LA FERME<sup>1</sup>

(en 1961/62, en marks les 100 kilos)

	R. F. A.	France	Italie	Pays-Bas	Belgique
Orge pour fourrages	37	25	30	29	33
Betterave à sucre	7	5	6	5	5
Porcs	235	226	228	187	210
Lait	35	31	29	31	27
Oeufs	306	277	314	183	227

Le décalage des prix atteint 30%. On conçoit que la paysannerie allemande, donc les partis gouvernementaux, s'opposent vigoureusement au plan qui prévoit l'égalisation du prix des denrées agricoles dans les pays du Marché commun avant 1970.

Le système des prix d'Etat existe aussi à présent dans les pays exportateurs de denrées agricoles : Etats-Unis, Canada, Argentine, etc. En 1962, le prix d'Etat du blé sur le marché intérieur des U.S.A. était de 2,34 dollars les 60 livres anglaises, le prix à l'exportation allant de 1,63 à 1,73 dollar<sup>2</sup>. En Argentine, l'Etat fixe le prix du blé, du maïs, du millet, des plantes oléagineuses, etc<sup>3</sup>.

Ces exemples montrent *qu'il est à présent impossible (le se baser sur le mouvement des prix pour tirer des conclusions sur la périodicité de la crise agraire, sur le déroulement de la crise, en général. Il n'existe plus à l'heure actuelle de prix libres mondiaux de la plupart des denrées agricoles.*

Dans l'après-guerre, la formation des prix des denrées agricoles a non seulement été altérée par l'intervention de l'Etat, mais encore par la dépréciation, à différents degrés, de la monnaie de certains pays. Nous ne mentionnons pour cette raison que les prix pratiqués aux Etats-Unis, la teneur or de leur monnaie (formellement en tout cas) n'ayant pas changé.

#### INDICE DES PRIX DES DENRÉES AGRICOLES AUX ETATS-UNIS<sup>4</sup>

(1947-1949= 100)

1938	1945	1948	1951	1953	1957	1961 <sup>5</sup>
38,3	71,6	107,3	113,4 (maximum)	97	90,9	87,9

<sup>1</sup> Cf. *Neue Zürcher Zeitung*, 16.11.1964.

<sup>2</sup> Cf. *Monthly Bulletin of Statistics*, June 1963, p. 132.

<sup>3</sup> Cf. *Neue Zürcher Zeitung*, 11.IX.1962.

<sup>4</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*, 2<sup>e</sup> édition, p. 117.

<sup>5</sup> Cf. *Federal Reserve Bulletin*, November 1962, p. 1504. (Notre calcul à partir de la base 1957-1959=100).

Les prix de 1945 ne prennent pas en considération le marché noir ; les prix élevés en 1951 sont la conséquence de la guerre de Corée. Malgré une énorme surproduction les prix ont peu baissé après 1953 ; ils ont été 2,5 fois supérieurs à ceux de 1938, bien que le prix de revient des fermes capitalistes ait certainement été beaucoup plus bas qu'en 1938.

Une évolution analogue des prix a été constatée dans la R.F.A.

PRIX DE DÉTAIL DES DENRÉES  
AGRICOLES<sup>1</sup>

1938-1939	1956-1957	1959-1960
100	211	328

Ainsi qu'il ressort de ce tableau, les prix ont plus que doublé. (A l'heure actuelle, la parité du mark et du dollar est la même qu'avant la guerre, le cours du mark est même légèrement supérieur).

A part les tarifs douaniers, la stabilité relative des prix aux Etats-Unis et en Europe occidentale a été maintenue grâce aux subventions gouvernementales fort élevées. Ces pays ont dépensé les sommes suivantes pour soutenir les prix agricoles en 1962 :

Etats-Unis (1962) <sup>2</sup>	6 036 millions de dollars
Angleterre	399 millions de livres = 1 120 millions de dollars
R.F.A. (gouvernement fédéral et Lands)	6,6 milliards de marks = 1 650 millions de dollars

Nous voyons que pour soutenir la production agricole — toutes proportions gardées dans l'économie nationale — le gouvernement de la R.F.A. ne dépense pas moins que les Etats-Unis.

Ces dépenses ne sont profitables qu'aux fermiers capitalistes et aux paysans riches (en Angleterre, en définitive, aux gros terriens). Il est dit dans un document officiel du Sénat des U.S.A. : « Deux millions de grandes fermes fortement mécanisées ont principalement bénéficié de notre politique de soutien des prix. La production des 3,5 millions de fermes restantes est si peu importante que les fermiers profitent très peu du maintien des prix élevés<sup>3</sup>. » En 1955, les subventions gouvernementales accordées aux producteurs de coton ont atteint en moyenne 268 dollars. Le plus gros producteur de coton a reçu 1 292 472 dollars.

*Les énormes dépenses que l'Etat effectue pour soutenir les prix élevés des denrées agricoles sont exclusivement d'ordre politique et non économique.* Dans l'économie des pays capitalistes fortement évolués l'importance relative de l'agriculture est très faible. Aux Etats-Unis, en 1961<sup>4</sup>, le revenu non agricole a été de 399 milliards de dollars, contre 17 milliards pour le revenu agricole. En d'autres termes, le revenu provenant de l'agriculture n'a représenté qu'environ 4% du revenu de la population du pays. D'ailleurs, les versements de l'Etat forment un tiers du revenu de l'agriculture. Une situation semblable existe dans d'autres pays capitalistes fortement évolués (sauf le Canada, et partiellement la France).

Les subventions de l'Etat jouent un rôle particulièrement important dans les revenus des fermiers anglais, ce qui s'explique par l'influence politique encore fort considérable des terriens. Le *Times*

<sup>1</sup> Cf. *Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland*, 1961, S. 465.

<sup>2</sup> Cf. *Federal Reserve Bulletin*, November 1962, p. 1179.

<sup>3</sup> United States, 83d Congress, 2d Session, Document n° 292.

<sup>4</sup> Cf. *Federal Reserve Bulletin*, November 1962, p. 1507.

écrit : « En 1961-1962, les sommes versées aux fermiers anglais par l'Etat pour soutenir directement les prix ont représenté plus de la moitié du revenu annuel net de ces fermiers. Si l'on y ajoute les autres formes de subvention de l'agriculture par l'Etat, cela donne jusqu'à 83% du revenu des fermiers. Tels sont les chiffres irréfutables qui remettent en question l'opportunité de l'actuel système de soutien de l'agriculture et de compensation du déficit des fermiers introduit pour la première fois en vertu de la loi de 1947<sup>1</sup>. »

La raison politique de ces généreuses subventions à l'agriculture est claire. Dans les pays capitalistes fortement évolués, où les ouvriers et les employés, c'est-à-dire la classe dont les intérêts sont objectivement en contradiction avec l'existence du capitalisme (à part une certaine couche d'employés supérieurs), la paysannerie aisée, les fermiers capitalistes, sont l'unique élément massif de la population qui défendent le système de la propriété privée, les seuls alliés de la bourgeoisie. C'est pourquoi, dans tous ces pays les gouvernements du grand capital dépensent d'immenses sommes pour soutenir ces éléments<sup>2</sup>.

Le système de soutien des prix agricoles au moyen de fortes dépenses de l'Etat est préjudiciable à la classe ouvrière sur trois points :

1. Les sommes que les gouvernements versent aux fermiers et paysans capitalistes proviennent pour la plupart des prélèvements sur les salaires des ouvriers sous forme d'impôts directs et indirects.

2. Le niveau élevé de prix agricoles artificiellement soutenu signifie que malgré la surproduction des denrées alimentaires, les ouvriers sont obligés de payer cher les produits d'alimentation. A titre d'exemple citons les chiffres concernant les U.S.A.

INDICE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES À LA CONSOMMATION<sup>3</sup> (1947-1949=100)

1938	1948	1957	1961	1962
48,4	104,1	115,4	121	122

Malgré la surproduction, les prix à la consommation montent continuellement et ont à présent doublé par rapport à l'avant-guerre<sup>4</sup>. Certes, les monopoles jouent là aussi un rôle considérable.

3. Le système des subventions aux fermiers et paysans capitalistes intensifie la mécanisation de l'agriculture, évince définitivement chaque année des centaines de milliers d'ouvriers agricoles qui vont chercher du travail dans l'industrie et pèsent sur le marché du travail.

\* \* \*

Résumons ce qui vient d'être dit.

<sup>1</sup> Cf. *The Times*, 27.11.1963.

<sup>2</sup> La signification politique de ce problème s'est nettement manifestée dans les négociations de l'Angleterre en vue de son adhésion au Marché commun. Le capitalisme monopoliste anglais n'y a pas fait obstacle. Quant à la question de l'agriculture, élément fort peu considérable de son économie, l'Angleterre n'est pas arrivée à s'entendre. Un rôle essentiel est naturellement joué par la rente foncière dont bénéficient les lords anglais.

<sup>3</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*, 2e édition, p. 125 ; *Federal Reserve Bulletin*, November 1962, p. 1504 ; May 1963, p. 704 (calculé par nous à partir de la base 1957-1959=100).

<sup>4</sup> En Angleterre, l'indice officiel des prix de détail des produits alimentaires est passé de 100 en janvier 1956 à 111,4 en Juin 1961. (*United Kingdom Annual Abstract of Statistics*, 1961, p.303.)

1. Les crises agraires ne sont pas cycliques, ce n'est pas un processus qui se reproduit périodiquement. Les crises industrielles n'engendrent pas par elles-mêmes les crises agraires. La crise agricole du XIX<sup>e</sup> siècle s'est étendue sur trois cycles industriels. Celle du XX<sup>e</sup> siècle a connu son entier développement dans la période d'après la deuxième guerre mondiale, alors qu'il n'y avait pas de crise mondiale de surproduction. Mais toutes conditions étant égales, les crises industrielles aggravent les crises agraires et celles-ci aggravent à leur tour les crises industrielles de surproduction.

2. La crise agricole du XX<sup>e</sup> siècle n'est pas due à l'extension des surfaces cultivées, mais à l'accroissement du rendement des cultures et de la productivité de l'élevage à la suite d'importants investissements dans l'agriculture des pays capitalistes évolués et dans les plantations capitalistes.

3. Dans son développement des années 60, la crise agricole du XX<sup>e</sup> siècle est un phénomène contradictoire : la surproduction dans les pays capitalistes fortement évolués s'accompagne d'une pénurie de denrées alimentaires dans les pays capitalistes sous-développés en raison de l'insuffisance de ressources et du frein que met le régime agricole semi-féodal. Les pays capitalistes évolués ravitaillent les pays en produits alimentaires et non pas le contraire, comme c'était le cas au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

Le mouvement des prix des denrées agricoles (dans les pays à climat modéré) a cessé d'être l'indice de l'évolution de la crise agricole, les prix n'étant pas déterminés par la concurrence sur le marché mondial, mais par les gouvernements des pays capitalistes pour des raisons d'ordre politique — conserver une couche relativement large de petits capitalistes, défenseurs du régime capitaliste dans l'agriculture.

Il ressort de ce qui vient d'être dit qu'il n'est pas possible de mettre fin à la surproduction de produits agricoles dans les pays capitalistes fortement évolués, car l'existence de petits capitaux désireux de se placer dans l'agriculture est un phénomène non pas passager, mais en progression, tandis que la politique des prix élevés d'Etat visant à conserver la couche capitaliste dans l'agriculture va se renforcer, de même qu'ira en s'accroissant la polarisation inévitable de la société des pays capitalistes fortement évolués en une poignée de monopolistes et en une immense majorité de prolétaires intellectuels et manuels.

Dans les pays capitalistes fortement évolués, la consommation des produits alimentaires peut encore augmenter car il est des couches assez importantes qui, étant donné la répartition du revenu national, s'alimentent d'une manière insatisfaisante. Toutefois, la consommation moyenne de calories, des graisses, et de la viande tout particulièrement, y est dès à présent supérieure à la quantité jugée utile par la médecine<sup>2</sup>. La consommation des denrées d'importance secondaire pour la crise agricole : fruits et légumes, continuera à augmenter.

---

<sup>1</sup> De tous les pays capitalistes fortement évolués seule l'Angleterre est encore un gros importateur de produits alimentaires.

<sup>2</sup> La statistique des grandes compagnies d'assurances américaines au plus haut point intéressées à ce que leurs clients vivent plus longtemps, fait ressortir que les personnes, dont le poids est supérieur à la norme, vivent en moyenne de 5 à 6 ans de moins que les personnes dont le poids est normal ou inférieur à la norme. Les compagnies d'assurances envoient périodiquement leurs médecins chez les clients les plus aisés pour les inciter à moins manger.

Il est théoriquement possible d'augmenter la production agricole dans les pays capitalistes pauvres, sous-développés, pour rendre superflues les importations de produits alimentaires. Mais cela est pratiquement fort difficile à réaliser : il faudrait une réforme agraire radicale — la révolution agraire — et un grand afflux de capitaux étrangers dans l'agriculture<sup>1</sup>. Il va de soi qu'une telle évolution aggraverait encore la surproduction dans les pays capitalistes fortement évolués<sup>2</sup>. Selon un rapport du ministère de l'Agriculture, les U.S.A. ont exporté en 1961 un sixième de leur récolte pour un montant de 6 milliards de dollars. Les Etats-Unis ont été, cette année-là, un très gros exportateur des produits agricoles. Ces denrées ont représenté un quart du total des exportations des Etats-Unis<sup>3</sup>.

L'analyse de l'évolution de la crise agraire après la deuxième guerre mondiale confirme l'opinion émise par nous il y a trente ans, notamment que *la crise agraire du XX<sup>e</sup> siècle n'est pas un phénomène passager, mais un élément de la crise générale du capitalisme*.

Mes contradictions[teurs] y objectaient en se référant à l'opinion de Marx selon laquelle « il n'y a pas de crises permanentes ». Cette objection est une primitive erreur de logique. Les critiques affirment à tort que les crises agraires se répètent aussi périodiquement que les crises industrielles. Ils essaient d'argumenter cette thèse erronée en se référant à une opinion de Marx concernant les crises *cycliques*.

Mais nul ne nie le caractère permanent de la crise générale du capitalisme qui ne prendra fin qu'avec la disparition du régime capitaliste. Nul ne nie le sous-emploi du potentiel de production et le chômage en masse permanents à l'époque de la crise générale du capitalisme.

Or, que signifie ce sous-emploi ? Il signifie la surproduction potentielle permanente dans l'industrie des pays fortement évolués. La différence avec l'agriculture est que dans ce domaine la surproduction est permanente et réelle, tandis que dans l'industrie elle est habituellement latente, sauf dans la phase de crise.

La raison en est la suivante.

Dans l'industrie, la période de production est relativement brève, elle l'est de plus en plus avec le progrès de la technique. (Les grandes constructions font exception : usines, navires, machines-outils hors série. Mais comme ils sont construits sur commande, il n'y a habituellement pas de surproduction dans ce domaine). Cela signifie que la production peut être adaptée à la demande et au besoin réduite de 10, 20 ou 50%. La surproduction n'est qu'en puissance. A un certain degré de réduction de la production le profit disparaît, mais le capital investi dans l'entreprise subsiste même lorsque la production est complètement arrêtée.

Dans l'agriculture, la période de production est beaucoup plus longue : près d'un an pour les blés d'hiver, et jusqu'à six mois pour les blés de printemps. Il est très difficile de réduire entre-temps la production ; on ne peut que détruire une partie des emblavures. La diminution de la production entraîne de même de lourdes pertes dans l'élevage. On ne peut pas nourrir le bétail à moitié ou traire les vaches à moitié. D'autre part, la rente foncière, dont les proportions sont souvent fixées par contrat, rend difficile la réduction de la production. Pour les paysans, qui recourent à la main-

---

<sup>1</sup> Les pays *socialistes* peuvent, par la redistribution des investissements, affecter les sommes indispensables au développement de l'agriculture lorsqu'ils le jugent nécessaire.

<sup>2</sup> Au cours des dix dernières années les Etats-Unis ont presque exclusivement exporté leurs produits agricoles vers les pays sous-développés.

<sup>3</sup> Cf. *Neue Zürcher Zeitung*, 1.II.1963.

d'œuvre familiale, diminuer la production rendrait impossible l'emploi de cette force de travail, signifierait la ruine. En d'autres termes, les grandes entreprises industrielles peuvent ralentir leur activité sans grand dommage, alors que pour la majorité des producteurs agricoles, la réduction forcée de la production c'est la ruine. C'est pourquoi, dans les pays capitalistes fortement évolués il y a, à l'époque de la crise générale du capitalisme, surproduction potentielle permanente sous forme de sous-emploi chronique du potentiel de production, et dans l'agriculture, surproduction chronique réelle, crise agraire chronique.

INDICES ESSENTIELS DE L'INDUSTRIE HOUILLÈRE DES ETATS-UNIS<sup>1</sup>

Années	Production (millions de t.)	Nombre moyen d'ouvriers (milliers)	Stocks en fin d'année, (millions de t.)	Production par ouvrier et relève (en t.) <sup>1</sup>
1929	535	503	40	5,06
1939	395	422	45	5,19
1956	501	228	78	9,84
1959	412	179	—	12,22

Le cas de l'industrie houillère montre que les crises chroniques peuvent aussi se produire dans l'industrie. Les manifestations de la crise chronique qui sévit dans l'industrie houillère sont semblables à celles de la crise agraire des pays capitalistes fortement évolués : perfectionnement du matériel grâce à d'importants investissements, élévation de la productivité du travail, réduction du nombre des ouvriers occupés, accroissement des stocks. La différence est que l'industrie peut plus facilement que l'agriculture surmonter la crise chronique de surproduction, car il lui suffit de réduire l'extraction.

Le tableau ci-dessus fait ressortir que la production houillère a diminué de 21% entre 1929 et 1959 ; les stocks ont doublé, le nombre des ouvriers a diminué des deux tiers ; la production par relève a augmenté de 140%. Le prix de la tonne de charbon est passé de 1,88 dollar en 1936-1940, à 4,73 dollars en 1960<sup>2</sup>.

Un processus analogue se déroule dans l'industrie houillère de l'Angleterre, de l'Allemagne de l'Ouest et de la Belgique. On peut également prévoir une crise chronique dans la sidérurgie, dans la production automobile, etc.

Par conséquent, les choses se passent tout comme pour la crise agraire chronique dans les pays capitalistes fortement évolués, mais au lieu d'augmenter, comme cela est le cas de l'agriculture, la production industrielle diminue.

Certes, il ne faut pas considérer le caractère chronique de la crise agraire ou de la crise des charbonnages sous un angle dogmatique. La crise chronique ne signifie pas qu'une amélioration de courte durée soit impossible. Quand on dit « chronique », cela signifie qu'une amélioration *de longue durée est impossible, qu'il n'y a pas d'issue à la crise dans le cadre du capitalisme.*

<sup>1</sup> Cf. *Historical Statistics of the United States*, 2<sup>e</sup> édition, p. 350 passim ; *Statistical Abstract of the United States*, 1961, p. 725.

Nous excluons les années de guerre pour ne pas embrouiller l'essentiel de l'évolution ; pour simplifier nous excluons de même l'antracite qui ne représente à présent que 6% de la production houillère.

<sup>2</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1961, p. 713.

Il est intéressant de noter que, bien qu'il nie « théoriquement » le caractère chronique de la crise agraire du XX<sup>e</sup> siècle, L. Lubochilz, chercheur consciencieux, n'est pas d'accord avec les affirmations, fréquentes dans notre littérature, selon lesquelles la crise agraire aurait été surmontée avant 1929. En réalité, la crise a continué, elle s'est même aggravée pendant la deuxième guerre mondiale.

L. Mendelson établit une juste distinction entre les phénomènes de crise passagers dans l'agriculture sous l'influence des crises industrielles et les crises agraires de longue durée<sup>1</sup>. Mais l'analyse de ces crises est chez lui théorique, abstraite, il ne cite ni faits concrets ni chiffres. Son analyse n'a aucun rapport avec les crises agraires contemporaines.

L. Mendelson s'étend beaucoup sur la chute des prix. « Les crises agraires... s'expriment avant tout par une baisse prolongée des prix<sup>2</sup> », affirme-t-il. Or, *les prix ne baissent pas*<sup>3</sup> à l'heure actuelle, dans les pays où il y a surproduction des denrées, parce que l'Etat fixe les prix. C'est pourquoi sont sans objet les raisonnements de l'auteur sur l'influence que la baisse des prix exerce sur la production, sur l'abandon des terres moins fertiles, sur la baisse de la rente, sur les moyens de mettre fin à la crise agraire.

L. Mendelson tombe dans l'erreur parce qu'il détache l'économie de la politique. Il ne voit pas que dans les conditions de l'âpre lutte des deux systèmes, la grande bourgeoisie des pays capitalistes évolués ne peut admettre la chute violente des prix des denrées agricoles concomitante à une forte surproduction, parce que cela ferait rapidement disparaître l'unique et large couche encore existante des partisans du capitalisme : koulaks et fermiers aisés, ne laissant subsister que des éléments peu nombreux de gros producteurs agricoles capitalistes. L. Mendelson n'a pas vu le caractère double de la crise agraire *mondiale* actuelle qui s'exprime par la surproduction des produits agricoles dans les pays capitalistes fortement évolués, d'une part, et la famine dans les pays sous-développés, d'autre part ; il n'a pas vu une des principales manifestations de la division du monde capitaliste actuel en pays riches et en pays pauvres.

Dans les conditions actuelles, ne tiennent également pas les raisonnements selon lesquels la rente fixe fait durer les crises agraires. Bien que des prix stables signifient la tendance à la stabilisation et à la hausse de la rente foncière, l'importance relative de la rente sous toutes ses formes (loyer, dette hypothécaire) dans les dépenses des producteurs agricoles diminue avec l'intensification de l'agriculture.

<sup>1</sup> *L'économie mondiale et les relations internationales*, 1958, n°7, p. 45 (éd. russe).

<sup>2</sup> Cela était juste avant la deuxième guerre mondiale. Entre 1929 et 1933, l'indice des prix des produits agricoles a baissé : aux Etats-Unis, de 138 à 63 (1909-1914=100) ; en Allemagne, de 137 à 93 (1913=100). Mais cette chute des prix a avant tout été provoquée par la grave crise industrielle de 1929-1933.

<sup>3</sup> Aux Etats-Unis — centre de la surproduction agraire — l'indice « les prix des produits agricoles a été (1910-1914=100) :

1946	1951	1957
236	302	235

(*Historical Statistics of the United States*, 2<sup>e</sup> édition, p. 283.) La hausse des prix en 1951 est liée à la guerre de Corée

## RECETTES ET DÉPENSES AGRICOLES AUX ETATS-UNIS (1960)

Recettes brutes <sup>1</sup>	Dépenses générales pour la production	dont			dont	
		Impôts	Intérêts de la dette hypothécaire	Loyer aux propriétaires non agriculteurs	Loyer aux propriétaires des fermes <sup>2</sup>	Total de ces dépenses
en milliards de dollars		en millions de dollars			en millions de dollars	
38	16	1 548	640	1 031	1 500	4 719

La statistique des pays bourgeois ne permet pas de calculer la rente foncière nette. Cependant, les chiffres suivants en donnent une certaine idée<sup>3</sup>.

Comme il ressort du tableau ci-dessus, les dépenses fixes : impôts, intérêts de la dette hypothécaire et loyers, ont totalisé, en 1960, 4,7 milliards de dollars, c'est-à-dire moins d'un tiers des dépenses des fermiers des U.S.A. Il est évident que le rôle de ces dépenses fixes ne peut pas être décisif dans la durée de la crise agraire, d'autant plus qu'un tiers de cette somme est réparti entre les fermiers mêmes. Ces dépenses fixes peuvent naturellement être désastreuses pour un grand nombre de fermiers pauvres, mais elles ne sont pas décisives pour la crise agraire.

L. Lubochitz écrit : « La crise agraire... doit être considérée à la lumière de la crise générale du capitalisme, et non pas en tant que partie intégrante...<sup>4</sup> » Cette énonciation ne nous aide nullement à élucider la nature de la crise agraire actuelle, car tous les processus économiques et politiques de notre époque doivent être envisagés à la lumière de la crise générale du capitalisme. La question n'est pas d'examiner la crise agraire en tant que « partie intégrante » ou « à la lumière » de la crise générale du capitalisme. La question se présente ainsi : telle que nous l'observons aujourd'hui, la crise agraire est-elle un processus *cyclique passager* ou, comme nous le pensons nous-mêmes, un phénomène *non cyclique, permanent* (jusqu'à la disparition du capitalisme) ?<sup>5</sup>

Cette question ne doit naturellement pas être abordée d'une manière dogmatique. Tout comme il n'existe pas de mode « pur » de production, tout comme il n'y a pas d'impérialisme à l'état « pur », il n'y a pas non plus de crise agraire à l'état « pur », dans ce sens que toutes les branches de l'agriculture dans tous les pays sont simultanément en proie à une crise agraire aigue. Les guerres mondiales de longue durée interrompent la crise agraire de surproduction. La mauvaise récolte de certaines cultures sur de vastes étendues peut momentanément atténuer la crise de surproduction. (Par exemple, les importants achats de blé effectués sur le marché capitaliste par la Chine en 1961-1962, par l'Union Soviétique en 1963 ont réduit la surproduction. Mais il s'agit là d'un phénomène passager, conséquence de la mauvaise récolte, phénomène qui n'influe pas sur le caractère chronique de la surproduction de blé, sur la crise agraire en général). La modification de la politique agraire peut jusqu'à un certain point influencer sur le déroulement de la crise agraire. Aussi, cette crise se manifeste-t-elle dans les différents pays, et pour les différentes cultures, parfois très violemment,

<sup>1</sup> Y compris les subventions de l'Etat (plus de 3 milliards de dollars).

<sup>2</sup> Cf. *United States Agricultural Statistics*, 1960, p. 492.

<sup>3</sup> Cf. *Statistical Abstract of the States*, 1961, p. 629.

<sup>4</sup> L. Lubochitz, *Problèmes de la théorie marxiste-léniniste des crises agraires*, p. 228 (éd. russe).

<sup>5</sup> L. Lubochitz parle d'« atténuation » de la crise agraire (dans les périodes de 1924 à 1926 et de 1935 à 1937), et pas de sa fin (p. 327), et de sa nouvelle aggravation en 1937 (p. 329).

parfois elle passe presque inaperçue<sup>1</sup>. Mais ces fluctuations ne modifient pas ce fait essentiel : la surproduction des produits agricoles dans les pays capitalistes évolués continuera à s'accroître, la concentration de la production et de la terre aux mains des fermiers capitalistes et la ruine des paysans travailleurs<sup>2</sup> continuera, le joug des monopoles pèsera encore plus lourdement. Quant à la sous-production des produits agricoles dans les pays bourgeois sous-développés, elle persistera vraisemblablement jusqu'à la disparition complète du capitalisme<sup>3</sup>.

La surproduction agricole dans les pays capitalistes fortement évolués et la pénurie de vivres dans les pays sous-développés s'accroissent en raison des rythmes différents de croissance de la population dans ces deux groupes de pays.

POPULATION DES CINQ PAYS CAPITALISTES  
FORTEMENT ÉVOLUÉS — ETATS-UNIS, ANGLETERRE,  
FRANCE, R.F.A., ITALIE  
(en millions de personnes)<sup>4</sup>

1953	1962	Accroissement
350	392	42

POPULATION DES CINQ PAYS EN VOIE DE  
DÉVELOPPEMENT — INDE, PAKISTAN, INDONÉSIE,  
BRÉSIL, MEXIQUE  
(en millions de personnes)<sup>5</sup>

1953	1962	Accroissement
616	760	144

En dix ans, le pourcentage de croissance de la population s'est exprimé comme suit : 12 pour les pays fortement évolués, 22 pour les pays en voie de développement ! Or, l'accroissement de la production agricole dans ces pays rejoint à peine les rythmes d'accroissement de la population.

---

<sup>1</sup> Ainsi que nous l'entendons, le nouveau Programme du P.C.U.S. parle précisément dans ce sens-là des crises agraires et non pas dans le sens de leur caractère cyclique.

<sup>2</sup> Malgré l'extension rapide de la production agricole en France, 100 000 personnes ont quitté chaque année la campagne depuis 1955. Selon le recensement de 1955, 380 000 exploitants possédaient moins de deux hectares chacun. Les deux tiers des exploitations étaient tenues par des personnes âgées de plus de 55 ans. Les jeunes sont allés travailler dans l'industrie. (*The Economist*, 1.IX.1962, p. 775.)

<sup>3</sup> On relève dans le *Cours d'économie politique*, paru en 1963 sous la rédaction de N. Tsagolov, le même défaut d'interprétation de la crise agricole que chez L. Mendelson : la méconnaissance de la distinction radicale qui existe entre la surproduction dans les pays riches et la pénurie chronique des produits alimentaires dans les pays sous-développés, c'est-à-dire l'élément essentiel et insurmontable dans la crise agricole actuelle. (Cf. *Cours d'économie politique*, pp. 508-510, éd. russe.)

<sup>4</sup> Cf. *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1957, p. 23 passim ; *Monthly Bulletin of Statistics*, January 1964, p. 1 passim.

<sup>5</sup> Cf. *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1957, p. 23 passim ; *Monthly Bulletin of Statistics*, January 1964, p. 1 passim.

## PROBLÈMES THÉORIQUES DE L'ÉCONOMIE DU MARCHÉ COMMUN<sup>1</sup>

Le Marché commun et le plan d'intégration capitaliste est le fait des plus grands monopoles de l'Europe occidentale. Les objectifs poursuivis sont multiples. On se propose d'augmenter les ventes et les profits par l'extension du marché aux dépens des concurrents plus faibles, de rassembler les forces du capitalisme pour combattre le système socialiste et la classe ouvrière des pays du Marché commun. Il s'agit d'une tentative de sauvegarder et de consolider l'exploitation économique des anciennes colonies africaines par une forme nouvelle de néo-colonialisme, de rassembler les forces du capital monopoliste de l'Europe occidentale contre la suprématie économique des Etats-Unis. Le capital monopoliste se sert de la puissance de l'Etat pour résoudre toutes ces tâches. Le Marché commun, et les tentatives d'intégration de l'Europe occidentale, sont, comme nous l'avons déjà noté, un nouveau degré du capitalisme monopoliste d'Etat.

Il va de soi que toutes les contradictions du capitalisme subsistent dans le cadre du Marché commun : les tendances en jeu se heurtent à des contre-tendances, chaque participant au Marché commun poursuit, concurremment aux intérêts communs du capital monopoliste, ses propres objectifs, chacun envisage à sa manière les perspectives de l'intégration, etc.

G. Dell, économiste de l'Organisation des Nations Unies, donne une assez bonne et brève caractéristique de cet enchevêtrement d'opinions et d'objectifs contradictoires : « Le partisan du libre échange rêve de supprimer les barrières qui entravent le commerce extérieur. Le protectionniste espère protéger l'Europe occidentale en dressant une nouvelle muraille douanière. L'aile droite veut mieux garantir les intérêts du monde des affaires et la possibilité d'une plus ferme résistance aux revendications de salaire. L'aile gauche songe à l'union internationale des ouvriers et voit l'approche de l'idéal de la fraternité mondiale. Les fédéralistes aspirent à un nouveau pouvoir supranational et à la formation progressive d'un gouvernement fédéral. Les confédérés voient la perspective d'une « Europe des patries », d'une Europe des Etats nationaux. Les « européistes » mettent leurs espérances dans un nouvel esprit européen, dans une prise de conscience à l'échelle européenne. Les

---

<sup>1</sup> Dans sa première version cet essai a paru dans la revue *L'économie mondiale et les relations internationales*, 1962, n° 10 (éd. russe).

partisans de la Communauté atlantique envisagent le développement d'une union beaucoup plus vaste.

Une chose est claire : tous ces calculs ne peuvent pas être justes simultanément. »

L'ensemble des problèmes du Marché commun et de l'intégration ouest-européenne est examiné dans les thèses de l'Institut de l'Economie mondiale et des relations internationales de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. et a fait l'objet d'une discussion circonstanciée à la Conférence internationale des théoriciens marxistes, tenue à Moscou, du 27 août au 3 septembre 1962<sup>1</sup>.

Nous nous bornerons donc à examiner un seul problème : la création du Marché commun peut-elle, et dans quelle mesure, amener une extension durable du marché capitaliste de l'Europe occidentale en plus de l'augmentation consécutive dans tous les pays capitalistes à la croissance de la population et au développement technique.

Les propagandistes du Marché commun prétendent que sa constitution ouvre une ère nouvelle et durable d'essor du capitalisme en Europe occidentale. A les en croire, un marché unique groupant les pays d'Europe occidentale dont la population est égale à celle des Etats-Unis doit les porter au même niveau que les U.S.A. sous le rapport économique comme sous le rapport politique. Ces assertions reposent sur la thèse selon laquelle le volume du marché intérieur et la puissance économique dépendent de la population des pays membres de la C.E.E.

Citons plusieurs faits montrant l'inconsistance de cette thèse. La population de l'Inde est le double de celle des Etats-Unis, mais le volume de son marché intérieur et sa puissance économique lui sont bien inférieurs. En 1959, le revenu national de l'Inde était évalué à 128 milliards de roupies (27 milliards de dollars)<sup>2</sup>. Dans la même année, le revenu national des U.S.A. était estimé à 397 milliards de dollars, soit environ 15 fois plus élevé. La proportion est presque la même entre les volumes des marchés intérieurs de ces pays.

On sait que les estimations du revenu national manquent de précision. Mais étant donné une si forte disparité, ces inexactitudes n'ont pas grande importance. On pourrait également objecter qu'il ne convient pas de comparer l'Inde en voie de développement avec les U.S.A., un des pays capitalistes les plus évolués. Les pays du Marché commun ne sont-ils pas, tout comme les U.S.A., à un niveau élevé de développement. Il en est ainsi, mais pas tout à fait. En comparaison des pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, les Etats du Marché commun sont, bien entendu, fortement évolués. Mais à les comparer avec les U.S.A., la situation change substantiellement. Les Etats du Marché commun apparaissent alors comme relativement en retard<sup>3</sup>. Dans ces pays, la productivité du travail est de 2 à 3 fois inférieure à celle des U.S.A. et le revenu national par habitant représente la moitié de celui des Etats-Unis. Ces pays retardent à peu près dans la même mesure sur les U.S.A. quant au volume du marché intérieur.

La supériorité des Etats-Unis en ce qui concerne le développement de la productivité du travail s'explique partiellement par des raisons d'ordre historique que nous connaissons par les travaux de

---

<sup>1</sup> Cf. *Les problèmes du capitalisme contemporain et la classe ouvrière*, Editions « Paix et Socialisme », Prague 1963.

<sup>2</sup> Cf. *Monthly Bulletin of Statistics*, May 1962, pp. 150-151.

<sup>3</sup> Si l'on prend pour base de comparaison le niveau de la productivité du travail, élément que Lénine estimait comme décisif pour déterminer la nature progressive du régime social.

Lénine. Ces causes peuvent changer. Mais il en est dont le caractère est constant. Elles ne disparaîtront pas avec la création du Marché commun. Ainsi le climat des Etats-Unis est plus favorable, leurs ressources naturelles sont beaucoup plus abondantes que celles des pays du Marché commun, notamment en ce qui concerne les réserves de matières minérales (pétrole, charbon, cuivre et autres métaux non ferreux). Les superficies cultivées aux U.S.A. sont quatre fois supérieures à celles de tous les pays de l'Europe occidentale composant le Marché commun.

En raison de l'inégalité du développement du capitalisme, la supériorité économique des Etats-Unis sur l'Europe occidentale, qui avait été très grande après la fin de la deuxième guerre mondiale, a visiblement régressé dans les dernières années. Elle reste cependant considérable jusqu'à ce jour. L'union de certains pays de l'Europe occidentale en un Marché commun ne peut supprimer les fondements naturels et historiques de cette prépondérance (immense richesse nationale, équipement technique, etc.).

Le nombre des habitants ne peut pas déterminer les rythmes de la production. A titre d'exemple prenons le Japon. Comme résultat de la deuxième guerre mondiale, ce pays a perdu une partie fort considérable de son marché « intérieur » d'avant-guerre sur le territoire duquel il y avait plus de 100 millions d'habitants, soit une population supérieure à celle du Japon même. Les rythmes de croissance de la production ont néanmoins été au Japon, entre 1951 et 1961, plus rapides que dans n'importe quel autre pays capitaliste.

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
(1953=100)

	1951	1961		1951	1961
Japon	74	317	Italie	90	200
R.F.A	85	191	Angleterre.	97	128
France	99	184	U.S.A.	89	120

Malgré la perte considérable de débouchés, le Japon a réussi à quadrupler la production industrielle entre 1951 et 1961. Dans la même période, les principaux pays de l'Europe occidentale ont à peu près doublé leur production industrielle, les U.S.A. ne l'ont augmentée que de 33%. En ce qui concerne l'agriculture, le Japon a réussi à récolter en 1960 sur une superficie de 3,3 millions d'hectares 48,6 quintaux de riz en moyenne à l'hectare contre 39 quintaux avant la deuxième guerre mondiale.

Ainsi, les allégations selon lesquelles le groupement de certains pays d'Europe occidentale en un marché commun comptant une population égale à celle des Etats-Unis, assurera à l'avenir l'égalisation de l'Europe occidentale et des U.S.A. quant à la puissance économique, sont dénuées de tout fondement scientifique.

Si les apologistes du Marché commun abordaient l'analyse du problème à partir de positions scientifiques, ils devraient expliquer comment l'union d'un certain nombre de pays d'Europe en un marché commun en doublerait, ou même en triplerait le volume. Mais ils ne l'ont pas fait. Essayons donc d'examiner théoriquement le problème des changements économiques qui pourraient se produire à la suite de l'union économique complète de l'Europe occidentale<sup>1</sup>. Cela peut-il améliorer la situation économique des pays du Marché commun ? Du point de vue marxiste cette question doit

---

<sup>1</sup> Une telle hypothèse est naturellement irréaliste. Le Marché commun est loin de signifier l'union économique complète et il est fort douteux qu'une telle union puisse être un jour réalisée. Mais cette hypothèse est parfaitement admissible pour une analyse abstraite.

être posée de la façon suivante : *une telle union peut-elle aboutir à une extension permanente, ou, plus exactement, durable, non cyclique, du pouvoir de consommation de la population ?* Il ne s'agit pas, par conséquent, de l'extension du marché en général, mais de l'augmentation de la demande des marchandises de la section II. L'extension du marché des produits de la section I est insuffisante pour assurer un essor prolongé de l'ensemble de la production. Si la demande des produits de la section II est insuffisante, il y aura inévitablement diminution de la demande des marchandises de la section I. Seuls les adeptes de la théorie de Tougan-Baranovski peuvent croire d'assurer l'essor constant et sans crise de la production capitaliste.

On connaît bien le déroulement cyclique de la reproduction capitaliste. Dans les phases de reprises et d'essor, il y a extension du capital fixe (construction de nouvelles usines, remplacement des vieilles machines et équipements), ainsi que du marché des produits de la section I. Cela entraîne à son tour une extension momentanée du volume du marché des produits de la section II, car un nombre plus élevé d'ouvriers participent à la production, la somme des salaires augmente, avec, comme conséquence, un accroissement de la demande des biens de consommation. Mais ce qui nous intéresse, ce n'est pas cette extension cyclique, provisoire, du marché capitaliste. La question est ailleurs : le groupement des marchés intérieurs de différents Etats peut-il amener une augmentation durable de la demande des produits de la section II ? Essayons d'examiner ce problème à l'« état pur », en excluant de l'analyse différents problèmes connexes et secondaires. Nous procéderons donc à une abstraction scientifique et nous analyserons :

1. les conséquences de l'union de deux Etats impérialistes fortement évolués ;
2. les conséquences de l'union d'un pays fortement évolué et d'un pays sous-développé.

Nous partirons de l'hypothèse qu'une telle union s'accomplira non pas en dix ans, comme cela est prévu pour les pays du Marché commun, mais immédiatement, sans période transitoire<sup>1</sup>. Nous partirons ensuite de l'hypothèse que l'union économique a déjà été entièrement réalisée, et que les pays unis sont placés dans des conditions de concurrence absolument identiques. Elles supposent la suppression complète des tarifs douaniers, la liberté complète de circulation des marchandises, des capitaux et de la main-d'œuvre, l'égalité complète en ce qui concerne les impôts, la sécurité sociale, la législation économique, etc. ; la suppression ou l'alignement de toutes les mesures d'ordre économique par l'Etat : subventions, garanties des crédits à l'exportation, etc.

\* \* \*

Quelles seront, dans l'hypothèse formulée par nous, les conséquences économiques de l'union de deux pays capitalistes fortement évolués ? On peut prédire avec certitude que les changements seront insignifiants, car l'action des lois économiques objectives du capitalisme (de l'impérialisme) sera invariable.

C'est pourquoi, il n'y a pas lieu de s'attendre à une extension permanente ou tant soit peu durable du marché des produits de la section II supérieure à celle qui se produit habituellement pendant une longue période. Il n'y aura pas non plus d'augmentation durable du niveau de production des pays

---

<sup>1</sup> Avec une période transitoire de dix ans, il est difficile de déterminer ce qui a résulté de l'union et ce qui est la conséquence d'autres facteurs : de l'évolution cyclique de la reproduction, d'un effondrement à la Bourse, d'événements politiques, etc. Dans la R.F.A. on attribue au Marché commun l'accroissement de la production de ces dernières années. Mais les adversaires du Marché commun peuvent avec autant de raison lui attribuer l'aggravation de la situation économique de la R.F.A. en 1962.

unis. Cela ne signifie naturellement pas qu'il ne se produira pas de changements. Mais leur action s'accompagnera de l'accentuation de certaines tendances et de l'atténuation d'autres tendances.

Les monopoles resteront, comme par le passé, le facteur décisif du développement économique. Leur action sur l'évolution économique sera contradictoire. Les plus grands monopoles opérant dans différents secteurs des deux pays s'efforceront de conquérir pour leurs produits de nouveaux secteurs du marché intérieur issus de l'union. Ils augmenteront à cet effet leur potentiel de production et procéderont à de nouveaux investissements<sup>1</sup>, ce qui ne fera qu'aggraver encore davantage la lutte concurrentielle. Surviendra ce qui se produit habituellement sous le capitalisme dans les phases de reprise et d'essor : le volume du marché des produits des sections I et II s'élargira momentanément. Mais les processus mêmes qui provoquent cette extension créeront en définitive les prémisses de la crise de surproduction, amèneront le rétrécissement du marché. D'autres monopoles s'abstiendront de la lutte concurrentielle ouverte. Ils formeront des cartels et des trusts sur la base de l'interpénétration des capitaux et des liens économiques établis entre eux avant l'union de leurs pays. La puissance des monopoles s'en trouvera accrue.

L'aggravation de la lutte concurrentielle dans les conditions de l'union entraînera certains changements structureaux. Ils affecteront avant tout les secteurs les plus faibles de l'économie et les entreprises qui, pour des raisons historiques ou du fait de leur situation économique et géographique défavorable produisent des marchandises dont le prix de revient est supérieur à celui du marché mondial. Ces branches et entreprises ne pouvaient exister que grâce au protectionnisme. L'union des pays les privera de cette défense. Les concurrents qui produisent des marchandises de même qualité, mais dont le prix de revient est inférieur, évinceront et ruineront leurs rivaux plus faibles, les obligeront à fermer les usines, vendre leur production à vil prix aux vainqueurs. La centralisation du capital sera plus poussée.

La répartition géographique de la production changera elle aussi. Une des conséquences de l'union (à condition de l'entière liberté de concurrence) sera la concentration graduelle de la production là où les frais de production sont les plus bas. Ce processus prendra beaucoup de temps, car le transfert des usines (si le poids spécifique du capital fixe  $y$  est élevé, si d'importantes sommes ont été dépensées pour la construction des bâtiments, les installations souterraines, les lignes secondaires, les machines encombrantes et complexes) entraîne de lourdes pertes. Mais les nouvelles usines seront construites dans les lieux les plus avantageux. Les entreprises situées dans les conditions les moins favorables seront par conséquent fermées<sup>2</sup>. La production se déplacera ainsi progressivement vers les régions où les conditions seront les meilleures.

Comment ces changements se répercuteront-ils sur le volume du marché intérieur ? C'est avant tout la productivité du travail social qui augmentera : le temps de travail socialement nécessaire incorporé dans une unité de marchandises diminuera. Pour produire une même quantité de

---

<sup>1</sup> La durée de la période des gros investissements et leur volume dépendra (toutes autres conditions étant égales) de la phase du cycle où se produira l'union. Dans la phase de prospérité, il sera difficile de procéder à de nouveaux et importants investissements car il y aura peu de main-d'œuvre et de matériaux excédentaires. Si l'union se produit dans la phase de crise, les capitalistes ne se hâteront pas de faire des investissements. La phase de reprise y est la plus favorable.

<sup>2</sup> Certes, dans une situation concrète, la fermeture des entreprises peut non seulement être la conséquence de leur situation géographique défavorable, mais d'autres facteurs comme, par exemple, l'équipement démodé, les machinations financières, etc.

marchandises, il faudra, toutes conditions étant égales, moins d'ouvriers. Il en résultera que même si la grandeur du salaire réel de chaque ouvrier occupé reste inchangée, le total des salaires diminuera et le volume du marché des marchandises de la section II se rétrécira : résultat diamétralement opposé à celui que prédisent les apologistes du Marché commun.

La situation se présentera-t-elle ainsi ? Cela dépend pour beaucoup des perspectives de la lutte de classes entre le travail et le capital. A l'heure actuelle, dans tous les pays capitalistes les plus évolués, le problème le plus aigu est de savoir à qui doivent appartenir les fruits du progrès technique et de la croissance de la productivité du travail, comment doit s'opérer le partage de ces fruits entre le capital et le travail. Ce problème se posera avec la même acuité après l'union des deux pays fortement évolués. Le volume éventuel du marché dépendra de la solution qui surviendra à travers la lutte de classes. Les ouvriers et les employés ne forment-ils pas la majorité écrasante de la population des pays capitalistes fortement évolués ? Le montant des salaires versés aux ouvriers et aux employés est le facteur décisif du volume du marché des produits de la section II, donc du volume de l'ensemble du marché.

Ces derniers temps, les capitalistes et leurs savants apologistes de certains pays, des U.S.A. tout particulièrement, s'efforcent de démontrer que le revenu national, pris dans l'ensemble, est la mesure du progrès économique du pays. Ils méconnaissent non seulement l'importance de la répartition du revenu national, mais exigent que soit accrue la part du capital, alléguant que ce n'est qu'en augmentant continuellement l'importance relative des investissements qu'il est possible d'accroître constamment la production et l'emploi, de préserver le monde capitaliste des crises de surproduction, de l'emporter dans la compétition avec le monde socialiste.

Cette argumentation est tout à fait fautive. La répartition du revenu national entre les capitalistes, d'une part, les ouvriers et les employés, de l'autre, exerce une influence décisive sur le volume du marché. En règle générale, les ouvriers et les employés dépensent tous leurs revenus pour l'achat des biens de consommation ; leurs épargnes, sous forme d'assurance-vie ou de dépôts dans les caisses d'épargne, ne représentent qu'une faible partie de leurs revenus, et sont en définitive également dépensées en biens de consommation. Avec l'extension du système des ventes à crédit des marchandises de consommation durable (voitures automobiles, téléviseurs, maisons d'habitation, etc.), les ouvriers et les employés font des achats à valoir sur leurs revenus futurs. Quant aux capitalistes, une part considérable de leurs revenus n'est pas dépensée en biens de consommation, mais accumulée. Plus leurs revenus sont élevés, et plus grande est la part affectée à l'accumulation, c'est-à-dire en définitive pour l'achat de moyens de production. Comme le volume de l'ensemble du marché dépend en dernier lieu du volume du marché de la section II, le caractère de la répartition du revenu national exerce une notable influence sur le développement de la reproduction capitaliste.

L'extension ininterrompue du capital fixe sans un accroissement correspondant de la demande de marchandises de la section II aboutit non pas à une stable prospérité, comme le prétendent les apologistes des monopoles, mais à la sous-production permanente des entreprises, au chômage chronique en masse et à l'aggravation du problème du marché. Ni les nouveaux et importants investissements, ni leur absence (ce qui entraînerait la stagnation), ne peuvent assurer la constante prospérité du capitalisme. A notre époque, qui est celle de la crise générale du capitalisme, cette thèse est encore plus juste qu'elle ne l'était dans la période de son ascension, lorsque Marx découvrit et analysa les lois du développement de la société capitaliste et de son inéluctable disparition.

Ainsi, l'union de deux pays capitalistes fortement évolués peut momentanément impulser un accroissement de la production, ressemblant à un essor cyclique. Elle est toutefois incapable de

provoquer une extension durable du volume du marché des pays unis, elle n'est pas en état d'apporter une amélioration durable de leur situation économique. Au contraire, du fait de l'aggravation de la lutte concurrentielle, de l'évincement des concurrents plus faibles, de l'accélération de la concentration du capital, de la concentration de la production industrielle dans les régions géographiquement les plus favorables, il y aura tendance à réduire les besoins en main-d'œuvre, la somme des salaires réels, tendance à diminution de la demande de produits de la section II, donc à l'aggravation du problème du marché. Cette tendance remportera-t-elle, cela dépendra du développement concret de la lutte de classes, dont l'analyse n'a pas à être faite dans le cadre de cet essai<sup>1</sup>.

A. Miléïkovski doute de la justesse de nos affirmations<sup>2</sup>. C'est son droit. Mais il a entrepris sa tentative de réfutation par des moyens indignes.

Notre raisonnement théorique abstrait aurait pu être réfuté : a) s'il avait été démontré que ces raisonnements sont contraires au marxisme-léninisme ou reposent sur des fondements absurdes ; b) si, sur la base de la méthodologie marxiste, on avait mis à nu le mécanisme économique à l'aide duquel l'union des marchés de deux ou d'un plus grand nombre de pays capitalistes fortement évolués conduit à une extension durable du marché (en plus de celle qui est habituelle pour le capitalisme). Miléïkovski s'y est pris autrement. Il oppose à un raisonnement théorique l'exemple historique de l'essor du capitalisme allemand après l'union de l'Alsace-Lorraine industrielle à la région de la Rhur fortement évoluée. Ce procédé aurait été correct si les circonstances historiques concrètes correspondaient exactement aux prémisses de l'analyse théorique abstraite mise en cause. Ce qui n'est pas le cas.

Ce qui s'est passé en Allemagne après 1871 n'a pas été l'union isolée de deux régions fortement évoluées, mais la réunion de ces régions à de plus vastes parties de l'Allemagne à industrie faiblement développée (Bavière, Prusse orientale, etc.), où une forte part de la production des exploitations paysannes était encore destinée à leur propre consommation. Témoin oculaire, Marx écrivit à propos de l'Allemagne de cette époque : « .. Nous sommes, comme tout l'Ouest de l'Europe continentale, affligés et par le développement de la production capitaliste, et aussi par le manque de ce développement<sup>3</sup>. »

---

<sup>1</sup> Nous ne voudrions faire qu'une seule remarque. Les leaders syndicaux réactionnaires de l'Occident soulignent invariablement leur hostilité envers le communisme, leur fidélité au capitalisme. George Meany, président de l'AFL-CIO, le plus vil ennemi du socialisme et zélé instigateur de la guerre contre le monde socialiste, tout comme les autres leaders syndicaux de même acabit, ne voit pas, ou ne veut pas voir, que les succès remportés par les syndicats dans les pays capitalistes, résultent non seulement du renforcement du mouvement ouvrier et de la ferme résolution des ouvriers de lutter pour défendre leurs intérêts, mais sont aussi le résultat de l'existence du monde socialiste. C'est précisément la crainte du monde socialiste, la crainte du plus grand rayonnement d'idées communistes parmi les ouvriers qui a contraint parfois les politiciens des U.S.A., le républicain Nixon, comme le démocrate Kennedy, à intervenir dans les conflits du travail pour refréner jusqu'à un certain point les monopoles les plus enragés, dans l'intérêt de l'ensemble du capitalisme. Le monde socialiste est un puissant défenseur des intérêts de la classe ouvrière des pays capitalistes.

<sup>2</sup> Cf. *Les problèmes du capitalisme contemporain et la classe ouvrière*, p. 155 (éd. russe).

<sup>3</sup> K. Marx, *le Capital*, livre I, t. I, p. 18.

Il est clair que l'exemple de l'extension du marché en Allemagne après la réunion de toutes ses régions en un territoire économique unique ne saurait réfuter nos thèses théoriques, car les rapports historiques concrets ne correspondent en aucune façon à nos prémisses.

\* \* \*

La situation sera différente lors de l'union d'un pays fortement évolué avec un pays sous-développé. Dans ce cas et dans des conditions déterminées, une extension du volume du marché capitaliste est possible pendant un certain temps.

Nous entendons par pays sous-développé un pays où l'économie a surtout un caractère agraire, où le niveau de développement des forces productives est bas, donc ayant un bas revenu national et une population pauvre<sup>1</sup>. Dans ce pays, le volume du commerce intérieur est peu important, car la part marchande de la production est faible. La paysannerie produit surtout pour les besoins de sa propre consommation.

Du point de vue des possibilités d'extension du marché capitaliste, ce dernier élément est décisif. En effet, le fondement historique de la constitution du marché capitaliste est, comme l'a montré exhaustivement Marx, la transformation des producteurs qui produisent pour leur propre consommation, en producteurs et acheteurs de marchandises. Dans son ouvrage *Le développement du capitalisme en Russie*, Lénine a analysé le processus de la formation du marché capitaliste où les paysans, de producteurs produisant pour leurs propres besoins, deviennent des producteurs et acheteurs de marchandises. Il a montré le processus qui y est lié, celui de la décomposition de la paysannerie en capitalistes agraires, en koulaks, d'une part, et en ouvriers agricoles obligés de vendre leur force de travail, de l'autre. Point n'est besoin de répéter cette analyse. Notons seulement que l'union d'un pays fortement évolué et d'un pays sous-développé, par cette voie précisément, accélérera la formation d'un marché capitaliste dans ce dernier pays.

La suppression d'obstacles tels que les tarifs douaniers, la pénurie de devises, etc., suscitera dans la partie sous-développée de l'union un large afflux de produits industriels provenant du pays fortement évolué. Ces marchandises en évinceront la production paysanne. Le capital augmentera ses achats de produits aux exploitations paysannes. Les profits n'étant pas exportés, le danger de nationalisation diffère, et d'autres raisons favoriseront l'accroissement rapide des investissements. La constitution d'une main-d'œuvre à bon marché, inorganisée ou faiblement organisée en syndicats du fait de la désagrégation de la paysannerie et du surpeuplement agraire accru, accélérera de même le développement de l'industrie capitaliste.

Il y aura ainsi extension durable du marché capitaliste dans les deux parties réunies. Mais ce processus ne se produit qu'une seule fois. Il cessera dès que les producteurs de produits destinés à la consommation propre seront devenus des producteurs de marchandises destinées au marché capitaliste.

Chaque union d'un pays fortement évolué avec un pays agraire n'amène pas l'extension du marché capitaliste. Supposons qu'un pays agraire comme la Nouvelle-Zélande s'unisse à un pays

---

<sup>1</sup> Cela ne signifie naturellement pas qu'il n'y ait pas de gens riches dans ces pays. Par exemple, il y a de vastes domaines féodaux dans les pays pauvres comme l'Iran, la Turquie, le Pakistan, le Brésil, etc. Il y a dans les pays sous-développés de grosses fortunes capitalistes résultant souvent du pillage. Ainsi se sont formés le « capital bureaucratique » de la clique de Tchang Kaï-chek dans la Chine du Kuo-min-tang, les avoirs des dictateurs latino-américains déposés dans les banques étrangères, etc.

industriellement évolué. L'agriculture de la Nouvelle-Zélande est fortement évoluée et purement capitaliste<sup>1</sup>. La production agricole de ce pays est destinée à la vente sur le marché capitaliste mondial. Malgré le caractère agraire de son économie, la Nouvelle-Zélande est très riche. Son revenu national par habitant (environ 1 200 dollars par an), est supérieur à celui des pays industriels fortement évolués de l'Europe occidentale. Il est clair que l'union de la Nouvelle-Zélande avec un pays industriel fortement évolué n'entraînerait pas l'extension du marché capitaliste. La seule chose qui pourrait alors se produire c'est que ce pays industriel s'emparerait d'une partie considérable du marché des produits industriels de la Nouvelle-Zélande. Mais cela ne signifierait qu'une redistribution des positions sur un marché capitaliste déjà formé et non pas son extension.

Il est également clair que l'étendue du territoire et la population des pays réunis déterminent les proportions de l'extension éventuelle du marché de l'union nouvellement constituée. Par exemple, si un pays fortement évolué comptant 50 millions d'habitants, s'unit à un pays sous-développé de 5 millions d'habitants, le marché capitaliste de ce dernier pays peut rapidement s'étendre. Mais pour l'ensemble de l'union, cette extension du marché sera fort limitée.

Les exemples ci-dessus donnent une idée de l'ampleur de l'extension du marché capitaliste des pays de la Communauté économique européenne pouvant résulter de l'« association » avec les anciennes colonies qui malgré leur indépendance politique dépendent encore économiquement des métropoles. Une simple comparaison montre que cette extension ne peut être qu'insignifiante. Les six pays membres du Marché commun comptent plus de 170 millions d'habitants, contre environ 70 millions<sup>2</sup> pour les pays africains « associés ». D'autre part, le volume du marché des pays membres de la C.E.E. calculé par habitant est bien supérieur à celui des pays d'Afrique. C'est la conclusion que l'on peut tirer de la comparaison du revenu national des pays du Marché commun et des pays « associés ». Le revenu national des six pays du Marché commun est évalué à 44,5 milliards de livres sterling<sup>3</sup>. Nous ne connaissons pas les estimations du revenu national des pays africains associés au Marché commun. Mais par analogie avec d'autres pays sous-développés, leur revenu national ne dépasse guère 20 à 25 livres sterling par an et par habitant, soit au total moins de deux milliards de livres sterling par an. Il convient de souligner que le volume du marché et le niveau du revenu national ne coïncident pas<sup>4</sup>. Les proportions du revenu national peuvent cependant donner une idée approximative du volume du marché. Il est néanmoins clair que, si par suite du développement des rapports capitalistes, le volume du marché des pays africains « associés » avait triplé<sup>5</sup>,

<sup>1</sup> En 1960, les produits agricoles ont représenté 95% des exportations de la Nouvelle-Zélande. A eux seuls 4 articles : la laine, la viande, le beurre et les fromages ont fourni 85% des exportations.

<sup>2</sup> Cf. *Deutsche Wirtschaftsinstitut*, Bericht n° 13, 1963, S. 238.

<sup>3</sup> Cf. *Barclay's Bank Letter*, 16.III.1962, p. 1.

<sup>4</sup> Le volume du marché représente plus que le revenu national, car les marchandises sont revendues. Aux U.S.A., en 1961, les « ventes de l'industrie et du commerce » ont représenté 738 milliards de dollars, le « produit national brut » étant de 449 milliards de dollars. (*Survey of Current Business*, May 1962, p. 7, S. 4). Pour l'Allemagne de l'Ouest, les chiffres correspondants ont été les suivants : ventes (y compris les exportations et les ventes de produits agricoles) — 675 milliards de dollars (1960), le produit national brut (1959) — 281 milliards de marks (*Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland*, 1961).

<sup>5</sup> Un tel accroissement est tout à fait improbable car les plantations capitalistes jouent un rôle important dans certains de ces pays. De plus, en raison de l'immensité des territoires, le développement du marché intérieur exigerait de très fortes dépenses pour la construction de routes et des moyens de transport. Etant donné la très faible densité de la population des pays « associés », ces travaux ne seraient guère rentables.

l'accroissement général serait insignifiant pour l'ensemble de Communauté économique européenne. Pour ce qui est des grands pays où les rapports capitalistes sont faiblement développés (Inde, Pakistan, Indonésie, les pays de l'Amérique du Sud), leur entrée au Marché commun est exclue même si l'Angleterre y adhère.

Tout cela autorise à conclure que l'« intégration » des pays membres de la C.E.E. avec certains Etats africains n'entraînera pas une extension considérable du marché capitaliste. Sans parler qu'étant donné l'aspiration générale des peuples d'Afrique, qui ont accédé à l'indépendance politique, de s'affranchir de la dépendance économique de l'impérialisme, il est peu probable que ces pays remplissent longtemps le rôle d'appendices économiques du Marché commun. Le Congo, avec ses 13 millions d'habitants, est de plus en plus fortement assujéti aux Etats-Unis.

\* \* \*

Le problème de l'extension ou du rétrécissement du marché capitaliste est naturellement d'importance décisive pour porter un jugement sur les perspectives de développement du Marché commun. Mais dans leur propagande, les partisans et les avocats de l'« intégration » ouest-européenne mettent l'accent non pas sur ce problème, mais avant tout sur les perspectives d'accroissement des exportations. A la lecture, ces « ouvrages » donnent l'impression d'être des traités de l'époque du mercantilisme. Car peut-on autrement juger la principale thèse des avocats du Marché commun, selon laquelle toute l'évolution de l'économie du capitalisme actuel dépendrait du volume des exportations ? Cette large renaissance des conceptions du mercantilisme n'est pas fortuite. Les raisons en sont les suivantes :

a) le retard dans le développement du marché intérieur par rapport à l'augmentation de la production, en général, et au rapide accroissement du potentiel de production, en particulier — phénomène caractéristique du capitalisme actuel. Pour la bourgeoisie et les économistes bourgeois, qui ne voient que les phénomènes de surface, les exportations sont le procédé le plus simple pour surmonter l'exiguïté du marché intérieur. Ils ne savent ou ne veulent pas savoir que cette exiguïté est actuellement un phénomène typique de tous les pays capitalistes, sauf les cas rares d'essor cyclique ;

b) l'instabilité monétaire et financière du capitalisme actuel. Avant la période de sa crise générale, une monnaie « stable » était caractéristique du capitalisme (c'est-à-dire l'invariabilité prolongée du cours des devises lors de l'échange sur la base de la parité or), basée sur la libre circulation de l'or, sous la forme de monnaies, à l'intérieur du pays, et de lingots, sur le marché mondial. A l'heure actuelle, il ne peut être question de devises « stables » que dans un sens relatif. Non seulement la plupart des pays sous-développés, mais certains pays fortement évolués, tels que les Etats-Unis, le Canada et l'Angleterre, sont obligés de surveiller constamment l'état de leurs balances des paiements afin d'éviter la dépréciation de leurs monnaies.

Les revenus que procurent les exportations de marchandises sont le principal élément du solde actif de la balance des paiements. On conçoit de ce fait pourquoi aux U.S.A., en Angleterre et dans presque tous les autres pays capitalistes, augmenter les exportations est considéré comme la tâche majeure de la politique économique. Les exportations ont une grande importance non seulement pour les Etats bourgeois, mais aussi pour certaines grandes entreprises capitalistes. Elles leur permettent souvent (même lorsque l'écoulement des marchandises revêt la forme de dumping), de produire des quantités supplémentaires de marchandises sans quoi ces usines travailleraient à perte. Les subventions à l'exportation, la garantie du crédit par l'Etat, etc., sont pour les monopoles des sources supplémentaires de profits.

Malgré toute l'importance des exportations, leur augmentation ne saurait résoudre toutes les difficultés du capitalisme actuel, comme voudraient le faire croire certains économistes et politiciens bourgeois. On peut s'en convaincre en analysant le rôle des exportations dans l'économie de certains grands pays capitalistes. En Allemagne de l'Ouest, par exemple, le volume du marché (en excluant les reventes de marchandises) a été à peu près le suivant<sup>1</sup> :

Produit brut de l'industrie (selon le cens de 1954)	154 milliards de marks
Ventes de produits de l'artisanat (1955)	37 milliards de marks
Ventes de produits agricoles (1957-1958)	17 milliards de marks
<hr/>	
Volume du marché	208 milliards de marks

En 1956<sup>2</sup>, les marchandises exportées ont fourni un total de 31 milliards de marks. Ainsi, les exportations ont représenté 15% du volume global du marché de l'Allemagne de l'Ouest. Selon toute probabilité, la proportion est à peu près la même pour les exportations des autres pays du Marché commun (pour lesquelles nous ne disposons pas des données indispensables).

Il ne nous est pas possible de donner une estimation concrète des perspectives des exportations de la Communauté Economique Européenne. Elles seront déterminées par nombre de facteurs aujourd'hui inconnus. Mais une chose est claire : même si les exportations des pays de la C.E.E. augmentaient de 50%, cela n'entraînerait qu'une extension de 7,5% du volume global du marché, ce qui ne résoudrait naturellement pas les difficultés de vente, ni les autres graves problèmes qui se posent au capitalisme actuel.

D'ailleurs, une augmentation des exportations de 50% donnerait moins de 7,5% d'extension du volume global du marché. Premièrement, les marchandises exportées sont réalisées ; en d'autres termes, le pays exportateur devra recevoir leur valeur de l'étranger<sup>3</sup>. Cette valeur revient de préférence sous forme d'autres marchandises, car à l'heure actuelle aucun pays n'a la possibilité de régler continuellement ses importations avec de l'or. Ces importations sont fréquemment composées de marchandises qui se substituent à la production nationale sur le marché intérieur, ce qui provoque naturellement le rétrécissement du marché des produits nationaux. A titre d'illustration, nous citerons les données sur les échanges de machines de mêmes catégories entre l'Allemagne de l'Ouest et les U.S.A.<sup>4</sup>. [page suivante]

La plupart des machines importées pourraient être produites, bien que plus cher, dans le pays même. Leur importation de l'étranger rétrécit le marché des machines de même type de fabrication nationale.

<sup>1</sup> Cf. *Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland*, 1961, S. 168, 243, 252.

<sup>2</sup> Nous avons choisi pour la comparaison les chiffres de 1956 comme correspondant le mieux aux années pour lesquelles nous possédons en général des données sur les ventes. Dans les dernières années, les exportations ont considérablement augmenté : jusqu'à 51 milliards de marks en 1961. Mais le volume de la production industrielle a lui aussi augmenté : de 129 en 1955 à 191 en 1961 (1953= =100). Ainsi, le rapport entre la réalisation des marchandises sur les marchés intérieurs et extérieurs a à peine changé.

<sup>3</sup> Sauf les cas où les marchandises sont exportées pour investissement à l'étranger.

<sup>4</sup> Cf. *Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland*, 1961, S. 310-311.

	Importations de l'Allemagne de l'Ouest en provenance des U.S.A.	Exportations de l'Allemagne de l'Ouest vers les U.S.A.
	en millions de marks	
Machines-outils	129	74
Machines pour les industries textile et du cuir	53	78
Machines de bureau	78	63
Machines pour les industries du papier et de l'imprimerie	21	68
Automobiles et avions	259	1 183
Matériel électrique	200	214

Admettons qu'en cinq ans, les exportations des pays du Marché commun augmenteront de 50%, mais dans cette même période la production à l'intérieur du pays augmenterait d'environ 15% (de 3% en moyenne par an durant le cycle). Ainsi, l'accroissement des importations de 50% ne signifiera pas l'extension du marché intérieur et extérieur commun de 7,5%, mais d'environ 6%.

\* \* \*

En conclusion, nous voudrions rappeler une fois de plus au lecteur que notre analyse a un caractère théorique abstrait. Elle n'aborde pas les conditions dans lesquelles s'est constitué et fonctionne le Marché commun. Notre hypothèse de l'union économique complète a pour but de démontrer qu'elle ne résoudrait pas les insolubles problèmes qui se posent au capitalisme en cette période historique, au seuil de sa disparition définitive. Une telle union économique complète est d'ailleurs tout à fait irréaliste. Comme on sait, l'égalisation des conditions de la concurrence à l'intérieur du Marché commun ne doit être achevée que vers 1970. Mais on en est encore loin de l'union économique complète.

Cette union totale signifierait une monnaie, un budget, un Etat uniques. C'est-à-dire l'« intégration » politique complète, l'abandon de la souveraineté des pays membres du groupement. Nous le considérons comme impossible. Peut-on imaginer que des pays comme l'Angleterre ou la France, Etats indépendants depuis des siècles, renoncent de leur propre gré à leur souveraineté et se soumettent aux décisions d'une instance quelconque où ils seraient en minorité ? Ce n'est pas par hasard que de Gaulle préconise la « fédération » où chaque participant resterait souverain et non pas l'« intégration » politique complète.

Les apologistes de l'« intégration » politique n'ont pas bien réfléchi à leurs propositions. On peut, certes, former un « parlement ouest-européen » qui émettrait des opinions sur les affaires communes des pays du Marché commun. On peut même se représenter un « gouvernement européen » chargé d'administrer certaines affaires communes des pays de l'Europe occidentale. On peut constituer un commandement militaire réuni, comme c'est le cas de l'O.T.A.N. Mais la réalisation de toutes ces mesures ne signifie pas encore l'intégration politique complète. Une question, par exemple, reste ouverte : quel organisme disposera des forces armées du pays.

L'existence de l'O.T.A.N. n'a d'ailleurs pas empêché de Gaulle de retirer la marine militaire du commandement commun, de créer sa propre force de frappe. Tant que chaque pays capitaliste aura ses propres forces armées, toute politique d'intégration est conventionnelle, provisoire.

Les apologistes et les propagandistes de l'intégration politique prétendent qu'après 1970, le traité de Rome sera « perpétuellement » en vigueur, et qu'aucun pays membre du Marché commun n'aura plus le droit de s'en retirer. C'est une absurdité. On ne saurait par des procédés juridiques, rien qu'en

vertu de la décision d'une Cour internationale, contraindre un Etat souverain qui a ses propres forces armées, à respecter un traité qu'il considère désormais comme désavantageux, préjudiciable à ses intérêts. Dans ce cas ce n'est que par la guerre qu'un Etat souverain pourrait être obligé à exécuter le traité. Mais une guerre des pays du Marché commun contre un Etat qui déciderait de s'en retirer ou qui saboterait l'exécution du traité de Rome n'est guère à envisager.

Indépendamment de ces circonstances historiques, le problème théorique reste ouvert : l'union des pays capitalistes fortement évolués conduit-elle vers une extension durable de leur marché en dehors des limites habituelles? Ceux des marxistes qui donnent une réponse positive à cette question se doivent de mettre en évidence le mécanisme économique qui assure une telle extension.

## DES RAISONS DE LA POPULARITÉ DES THÉORIES DE KEYNES

Nous ne nous proposons pas de faire ici une critique complète de la théorie de Keynes, travail déjà effectué par d'autres économistes<sup>1</sup>. Une seule question nous intéresse : comment s'explique la prédominance des conceptions de Keynes dans le monde capitaliste ? Comment a-t-il pu se produire que des hommes d'Etat qui expriment les intérêts du capital monopoliste, des professeurs d'universités des pays capitalistes, de même que les leaders réformistes sont dans une égale mesure des partisans de Keynes ?

Ce fait n'a pas à être démontré. Kennedy a essayé de « stimuler » le développement économique des U.S.A. selon les recettes de Keynes, au moyen d'un énorme déficit budgétaire d'environ 10 milliards de dollars. Les représentants du capital monopoliste aussi bien que les leaders syndicaux des U.S.A. ont réclamé et obtenu la réduction des impôts, malgré le déficit du budget. Cette méthode de financement est devenu la règle depuis le début des années 60, alors qu'un budget équilibré est une rare exception. Parmi les grands pays capitalistes, seules l'Allemagne de l'Ouest et la France, ainsi que le Mexique et la R.A.U., ont des budgets où les dépenses ne dépassent pas les recettes.

Les représentants des Partis démocrate et républicain des Etats-Unis, les conservateurs anglais, de même que le théoricien du Parti travailliste Strachey, et même Schacht, ancien principal expert de l'Allemagne fasciste pour les questions économiques, s'inspirent de la théorie économique de Keynes.

On pourrait dire qu'il n'y a là en général aucun problème. Les capitalistes, aussi bien que les leaders réformistes, ainsi que les professeurs bourgeois d'économie politique, considèrent le régime capitaliste comme immuable, s'emploient à le conserver, à l'adapter aux conditions nouvelles, pour éviter la révolution prolétarienne. Aussi, n'est-il pas étonnant qu'ils soient partisans d'une même théorie économique.

Mais les choses ne se présentent pas si simplement que cela. Des centaines de théories économiques bourgeoises ont vu le jour dans les 50 dernières années et toutes voulaient sauvegarder,

---

<sup>1</sup> Voir les travaux de W. Foster, J. Bloumine, A. Trachtenberg et autres.

améliorer le régime capitaliste. Mais pourquoi la théorie de Keynes a-t-elle pu s'imposer dans les pays capitalistes ?

Son analyse du capitalisme est-elle plus profonde, plus circonstanciée que celle des autres théories ? Nullement.

Keynes n'a étudié que les phénomènes de surface de l'économie capitaliste. Paraphrasant Marx, on pourrait le qualifier de génie de la surface, des apparences de la société bourgeoise. Il n'accorde aucune attention aux *catégories fondamentales* de l'économie capitaliste, dont l'explication occupe tant de place chez les classiques de l'économie politique bourgeoise (et que Marx a exhaustivement mis en relief par la suite). Il ne fait pas l'analyse de la marchandise et de la monnaie, de la valeur et de la plus-value, de l'intérêt et du profit de l'entrepreneur ; il ne fait aucune distinction entre les lois du mouvement du capital individuel et du capital social global, etc. Tout est clair pour lui, tout est à la surface.

Le capital rapporte « par lui-même » un intérêt comme la terre une rente, puisque tous deux sont « rares » : « Le propriétaire du capital peut toucher un intérêt parce que le capital est rare, de même que le propriétaire de la terre peut recevoir une rente parce que la terre est rare<sup>1</sup>. » Quelle est la source économique de l'intérêt et de la rente, quelle est leur place dans l'économie capitaliste, Keynes n'en a cure.

D'ailleurs, expliquer l'origine de l'intérêt et de la rente par la « rareté » du capital, est incorrect même si l'on procède à une analyse superficielle. En périodes de dépression, d'importants capitaux restent inutilisés. Et pourtant, personne ne les offre gratuitement à d'autres. Au Brésil, en Argentine, au Pérou, etc., les gros terriens font obstacle à la culture d'immenses superficies pour « raréfier » la terre et imposer aux paysans un taux élevé de la rente. Cette « rareté » de la terre n'est nullement naturelle. Elle est artificiellement créée par le monopole de la terre qui existe dans la société bourgeoise.

Ces autres catégories économiques sont aussi superficiellement expliquées. Le profit rétribue le « travail » de l'entrepreneur et le risque qu'il prend. Le prix c'est l'argent offert pour la marchandise selon l'offre et la demande. Et ainsi de suite, les explications sont du même genre que celles de l'économie politique vulgaire.

Keynes n'a pas conçu de théorie économique à lui : c'est un éclectique typique. Ce que Marx a dit à propos de MacLeod peut s'appliquer à Keynes. « L'Écossais MacLeod, qui s'est donné pour fonction d'habiller et d'orner d'un si grand luxe d'érudition le fouillis des préjugés jugés économiques de Lombardstreet, — la rue des grands banquiers de Londres, — forme la synthèse réussie des mercantilistes superstitieux et des esprits forts du libre-échange<sup>2</sup>. »

Keynes nie délibérément la doctrine des classiques de l'économie politique bourgeoise. On le conçoit : le chemin suivi par eux amène logiquement au marxisme et à la reconnaissance du caractère transitoire du mode de production capitaliste. Mais cela, il ne peut l'accepter puisque représentant des intérêts du capital monopoliste. Il puise aux sources les plus variées ses conceptions

---

<sup>1</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Editions de littérature étrangère, 1949, p. 362 (éd. russe). Nous citerons par la suite à plus d'une reprise cet ouvrage capital de Keynes, puisqu'il a lui-même renoncé à certaines thèses formulées par lui dans son travail « théorique » précédent : *Traité de la monnaie*.

<sup>2</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. I, p. 74.

« théoriques » : son explication du prix, du profit et de l'intérêt est au fond tirée de la théorie de l'utilité marginale de l'école autrichienne, l'explication de la pauvreté — chez Malthus, la justification du profit — de la « théorie du renoncement ». Dans nombre de cas Keynes retourne au mercantilisme ; il vante l'inconnu Silvio Gesell et le met sur le même rang que Malthus et Marx (sic).

Cet éclectisme de Keynes est une des principales raisons de sa popularité dans les milieux les plus divers et aux intérêts les plus différents : chacun peut choisir dans ce fouillis ce qui est à son goût.

« L'analyse » de Keynes n'a absolument rien à voir avec l'économie politique telle que la concevaient les classiques, et que nous la concevons, nous, les marxistes. C'est de la psychologie fantaisiste appliquée à l'économie.

Keynes le proclame ouvertement : « Nous pouvons ainsi considérer parfois nos ultimes variables indépendantes comme composées : 1) de trois facteurs psychologiques fondamentaux, notamment de la propension psychologique à la consommation, de l'attitude psychologique envers la liquidité et de l'estimation psychologique des futurs avantages du capital ; 2) de l'unité de salaire résultant du marché convenu entre l'employeur et l'ouvrier, et 3) de la quantité de monnaie déterminée par les activités de la banque centrale. Avec les facteurs susmentionnés, ces variables détermineront le revenu national (ou le dividende) et l'emploi<sup>1</sup>. »

Nous voyons que le profit, le moteur du mode de production capitaliste, n'est même pas mentionné<sup>2</sup>.

La recherche du profit par les capitalistes est pour lui un phénomène secondaire : « Si la nature humaine n'était pas tentée par le risque, si la construction d'une usine, d'une ligne de chemin de fer, d'une mine ou d'une ferme, ne lui procurait pas de satisfaction (à part le profit), les investissements uniquement fondés sur de froids calculs, seraient probablement plus rares<sup>3</sup>. »

Se lançant dans la psychologie, Keynes tombe dans le ridicule. Il écrit : « Pour porter une appréciation sur les perspectives offertes aux investissements nous devons prendre en considération l'état nerveux, la tendance à l'hystérie et même l'indigestion et la réaction aux variations atmosphérique des personnes de l'action spontanée desquelles ces investissements dépendent principalement<sup>4</sup>. »

Il oublie tout à fait que la concurrence force chaque capitaliste à rechercher le profit, sans quoi c'est la ruine.

Puisque Keynes n'admet pas l'analyse de classe, et qu'il ne mentionne même pas les classes<sup>5</sup>, son analyse psychologique se rapporte à un être abstrait opérant soi-disant dans la sphère économique, et

---

<sup>1</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, pp. 239-240..

<sup>2</sup> Plus tard, il fut obligé d'introduire, après coup, le profit dans sa théorie, sous la forme du profit de l'entrepreneur.

<sup>3</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 142.

<sup>4</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 154.

<sup>5</sup> On ne relève qu'une seule fois chez lui l'expression de « classes épargnantes » (*Ibid.*, p. 119), qui ne peut que faire sourire.

ses « lois » psychologiques n'ont aucune signification dans la réalité capitaliste. Nous allons le montrer sur un exemple.

Keynes formule une « loi »<sup>1</sup>. qui veut que l'homme augmente sa consommation lorsque son revenu s'accroît, mais à un degré moindre que l'augmentation du revenu, puisqu'une certaine part va à l'épargne.

Si nous analysons cette prétendue loi appliquée aux différentes classes de la société, nous découvrons qu'elle n'opère pas partout.

Le monde capitaliste compte au moins un milliard de personnes qui ne gagnent pas suffisamment pour manger à leur faim. Même aux Etats-Unis, le plus riche pays capitaliste, il y a des millions de personnes dont le revenu est inférieur à ce qu'il faudrait pour se nourrir normalement<sup>2</sup>. Il est clair qu'un supplément de revenus de cette catégorie, la plus pauvre, de la population serait en règle générale entièrement dépensée pour la consommation et, sauf de rares exceptions, il ne resterait rien pour l'épargne. Quel sens peut avoir la loi de la « propension à l'épargne » si l'on n'a rien à épargner ?

Par contre, il y a dans les pays fortement évolués, aux Etats-Unis et en Angleterre tout particulièrement, une large couche de fonctionnaires, d'employés et d'ouvriers qualifiés qui, avec l'accroissement de leurs revenus, augmentent encore davantage leur consommation. Ce sont les couches de la population qui achètent habituellement à crédit des biens de consommation durables : maisons, voitures automobiles, meubles, téléviseurs, etc., c'est-à-dire les éléments qui dépensent leurs revenus futurs.

Lorsque leurs revenus augmentent, ils accroissent immédiatement leurs achats à crédit pour un montant bien supérieur à cette augmentation du revenu. Ce processus peut être observé sur les statistiques des U.S.A. en comparant le montant des salaires à celui des ventes à crédit (en milliards de dollars)<sup>3</sup> :

Années	Salaires des ouvriers et employés	Epargnes	Crédits à la consommation
1958	249	24,4	40,8
1959	268	23,4	49,0

Ces chiffres infirment les assertions de Keynes.

Enfin, il existe dans les pays capitalistes fortement évolués une couche, naturellement très limitée, celle de la haute sphère de la bourgeoisie monopoliste dont les revenus sont si élevés qu'ils ne peuvent pas en général être dépensés en biens de consommation. Comment pourrait-on dépenser en biens de consommation des revenus qui atteignent des millions de dollars par an ?

Significative est à cet égard l'annonce faite, il y a quelques années, avant le Noël par un grand magasin américain : « *Quel cadeau de Noël peut-on faire à une personne qui possède déjà tout ?* » Le

<sup>1</sup> Cf. J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 28.

<sup>2</sup> Le troisième rapport de l'O.A.A. [FAO] note « qu'un quart des familles aux Etats-Unis consomment moins de calories que les normes prévues par l'O.A.A. » (*The Economist*, 29.VI.1963, p. 13-18).

<sup>3</sup> Cf. *United States. Economie Report of the President*, 1961, pp. 141, 145, 180. Ces chiffres manquent de précision, mais ils le sont suffisamment pour notre démonstration.

mari peut offrir à sa femme un nouvel et élégant avion quadriplace coûtant 45 000 dollars. La femme peut, pour sa part, faire cadeau à son mari d'un nouvel avion coûtant 60 000 dollars. Et, chose plus magnifique : le mari peut offrir à sa femme une cafetière en or (sic), assortie de brillants au prix de 150 000 dollars.

Il va de soi que l'accroissement des revenus de ces personnes ne peut entraîner une extension des dépenses à la consommation.

La soi-disant « loi » psychologique générale de Keynes n'est valable que dans un milieu déterminé : pour les rentiers à revenus modérés.

Il s'ensuit que la solution proposée par Keynes pour surmonter l'exigüité du marché capitaliste, notamment l'accroissement de la consommation des objets de luxe par les classes oisives, loi déjà formulée par Malthus, est dépourvue de sens dans les conditions actuelles<sup>1</sup>.

Toutes les autres « lois » psychologiques de Keynes sont aussi schématiques et vides de contenu appliquées au capitalisme actuel.

Mais l'absurdité évidente de l'allégation sur l'utilité de l'extension de la consommation des objets de luxe a pour le monde capitaliste une bien réelle signification de classe : elle doit justifier les dépenses pour les armements et la guerre si bénéfiques pour le capital monopoliste.

« La construction de pyramides, les tremblements de terre et même les guerres peuvent servir à accroître la richesse...<sup>2</sup> »

Le troisième défaut, le plus important peut-être, de la « théorie » de Keynes, c'est qu'il envisage les problèmes du capitalisme sans rapport avec l'histoire. Il ignore complètement *l'évolution* du capitalisme d'un stade historique à l'autre.

D'une manière générale, il ne dit mot des lois historiques fondamentales du développement du capitalisme : de la concentration du capital résultant de son accumulation et centralisation, à la suite de quoi chaque année des millions de « petites gens » : paysans, artisans, commerçants, petits capitalistes, deviennent des prolétaires. De même, il ne dit rien de la transformation du capitalisme de libre concurrence en capitalisme monopoliste actuel où dominent les monopoles. Il ignore l'existence de l'Union Soviétique, de la lutte entre les deux systèmes.

L'analyse historique faisant défaut, les problèmes du capitalisme contemporain sont examinés d'une manière abstraite, erronée<sup>3</sup> ; il y a confusion de ses particularités ; les thèses formulées, justes du point de vue théorique abstrait, sont fausses en application aux conditions du capitalisme existant réellement. Prenons quelques exemples seulement.

---

<sup>1</sup> Keynes cite la lettre de Malthus à Ricardo, exprimant son accord avec ce que celui-ci écrit : « ...Comment peut-on dire ... que l'accroissement de la consommation improductive des landlords et des capitalistes ne peut être un moyen approprié pour rectifier une situation où les motifs de la production sont atténués » (J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 350).

<sup>2</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 124.

<sup>3</sup> Il est significatif que Keynes ignore complètement le caractère monopoliste du capitalisme actuel. Même le terme de « monopole » ne figure qu'une seule fois dans son ouvrage capital, lorsqu'il mentionne le « prix de monopole ».

A plus d'une reprise, Keynes ironise à propos du fait que sous le capitalisme des centaines de milliers d'ouvriers s'emploient à extraire des profondeurs de la terre l'or qui est ensuite déposé dans les caves des banques centrales. En raisonnant d'une manière abstraite, cela est, certes, absurde. Nous savons le rôle qui, selon la pensée de Lénine, sera dévolu à l'or dans la société communiste. Mais l'idée ne serait jamais venue à Lénine d'affirmer que l'extraction de l'or est chose absurde dans la société capitaliste. En régime capitaliste où existent des Etats indépendants et qui repose sur la production marchande et le commerce mondial, la *monnaie universelle* est indispensable. On cherche à l'heure actuelle à limiter le rôle de l'or en tant que monnaie universelle. Le Fonds Monétaire International a notamment été constitué à cet effet et de nombreux accords d'assistance monétaire mutuelle ont été conclus par les banques centrales des pays capitalistes fortement évolués. Mais pour combler le déficit de la balance des paiements d'un pays (il ne s'agit pas d'un déficit passager, fortuit) il n'existe pas jusqu'à ce jour d'autre moyen que celui de la monnaie universelle, de l'or.

Une exceptionnelle attention est accordée jusqu'à ce jour à l'état des réserves d'or de chaque pays. La menace de l'exode de l'or des Etats-Unis fait à présent l'objet des plus vives préoccupations de ceux des dirigeants américains qui s'occupent des problèmes économiques. Si absurde que puisse être « en soi » l'extraction de l'or et son accumulation par les différents pays, c'est chose inévitable sous le capitalisme, et seul peut mettre en doute la nécessité d'extraire l'or sous le capitalisme contemporain celui qui perd de vue aussi bien l'évolution historique du régime capitaliste que les conditions concrètes du capitalisme actuel, celui qui ne fait qu'imaginer des lois qui n'existent pas dans la réalité.

\* \* \*

Pourquoi, malgré ces défauts capitaux, Keynes fait-il jusqu'à ce jour autorité dans la science économique bourgeoise, dans l'économie politique du monde capitaliste ?

Keynes a écrit son ouvrage capital dans la première moitié des années 30, lors de la plus grande crise économique que l'histoire connaisse (celle qui avait débuté en 1929), lors de la profonde et longue dépression qui avait suivi et où avait sévi un chômage massif sans précédent dans l'histoire du capitalisme.

Il n'était plus possible de nier la crise générale du capitalisme constatée par les marxistes après la première guerre mondiale. La théorie formulée par les épigones de l'économie politique classique bourgeoise sur l'harmonie du capitalisme, et en vertu de laquelle les forces internes du capitalisme surmontent automatiquement toutes les difficultés, s'était avérée inconsistante<sup>1</sup>. Il n'était plus possible de nier les maux du capitalisme. Keynes écrit : « La plus grande tare de la société dans laquelle nous vivons c'est son impuissance à assurer le plein emploi, la répartition arbitraire et injuste de la richesse et des revenus<sup>2</sup>. »

Keynes visait les objectifs suivants :

a) Démontrer que les tares du capitalisme, tout particulièrement le chômage massif chronique, n'est pas engendré par le régime capitaliste en tant que tel, mais par les lois générales

---

<sup>1</sup> Keynes range tout à fait arbitrairement parmi les classiques de l'économie politique les économistes vulgaires, y compris « le vulgaire Say », ainsi qualifié par Marx. Par sa critique de leur théorie de l'harmonie du capitalisme, Keynes veut discréditer les véritables classiques, Ricardo en premier lieu qui a mis en évidence bien des aspects du capitalisme.

<sup>2</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 359.

psychologiques ; par conséquent, la responsabilité en incombe non pas à la grande bourgeoisie dominante, au capital monopoliste, mais à des facteurs perpétuels, indépendant du régime social ;

b) Recommander des mesures qui serviraient en réalité les intérêts de la bourgeoisie monopoliste, mais qui par leur forme extérieure seraient acceptables pour les réformistes.

W. Foster a formulé cela comme suit : « Le keynésisme est la réponse de l'économie capitaliste à sa propre crise générale<sup>1</sup>. »

Comment Keynes décharge-t-il le capital, la bourgeoisie, de toute culpabilité pour les tares du capitalisme ?

Il justifie avant tout les revenus de toutes catégories ne provenant pas du travail, dont la source n'est naturellement pas selon lui dans l'appropriation de la plus-value, dans l'exploitation, mais dans la rareté des facteurs de la production, dans l'esprit de la théorie marginale. La bourgeoisie aurait légitimement droit à un revenu, puisque le capital est « rare », le propriétaire terrien a naturellement droit à la rente foncière, puisque la terre est, elle aussi, « rare », le propriétaire du capital de prêt a naturellement droit à un intérêt à titre de rémunération pour son renoncement momentané à la « liquidité » de son capital (là se manifeste la vieille « théorie du renoncement »), les capitalistes qui dirigent les sociétés réalisent un profit puisque leur travail exige une haute qualification et qu'ils encourent un risque pour le capital investi dans l'entreprise. Tout est expliqué, tout est justifié !

Comment expliquer et justifier le chômage massif et les privations endurées de ce fait par la classe ouvrière ? Les lieux communs grandiloquents de la théorie de Keynes permettent de tirer les conclusions essentielles suivantes.

Le nombre des ouvriers occupés dépend de la « demande effective », c'est-à-dire des dépenses pour la consommation et des nouveaux investissements. « Si la propension à la consommation et le niveau des investissements aboutissent à l'insuffisance de la demande effective, le niveau réel de l'emploi sera inférieur à l'offre potentielle du travail, étant donné le salaire réel existant...<sup>2</sup> »

Bien que justes ces remarques n'expliquent cependant pas le chômage.

Selon Keynes, il y a chômage parce que plus l'entrepreneur embauche d'ouvriers, moindre est le profit que lui rapporte chaque ouvrier (loi de la « rentabilité décroissante »)<sup>3</sup>. Plus il y a d'ouvriers occupés, et plus élevées sont les dépenses en salaires par rapport au travail effectué, jusqu'à la disparition complète du profit.

La seconde cause du chômage est que tous ne dépensent pas entièrement leurs revenus pour la consommation personnelle ou les investissements, préférant en garder une partie sous forme de monnaie, exigeant en contrepartie et recevant un certain intérêt. L'intérêt du capital de prêt signifie que le capital cesse d'employer des ouvriers lorsque le revenu que le capitaliste tire de son capital est inférieur à l'intérêt qu'il doit lui-même payer.

L'intérêt est un « phénomène au plus haut point psychologique<sup>4</sup> ». Toutefois « le frais de commission pour les emprunts contractés et l'incertitude quant au taux futur de l'intérêt... établissent

---

<sup>1</sup> *Political Affairs*, January 1948, p. 47.

<sup>2</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 29.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 194.

la limite inférieure qui s'exprime dans les conditions actuelles par 2 à 2,5% pour les crédits à long terme<sup>1</sup> ».

Incorrigible éclectique, Keynes confond en l'occurrence la théorie de l'utilité marginale avec la théorie quantitative de la monnaie de Knapp.

Par de très longs raisonnements vides de sens, Keynes prétend que le capital de prêt et le taux d'intérêt déterminent la limite de la rentabilité du capital et aboutissent de la sorte à la réduction de l'emploi et à l'extension du chômage. Le capital industriel est ainsi déchargé de sa responsabilité pour le chômage.

Les deux arguments sont tout à fait erronés.

Dans la phase d'essor avant la crise, lorsqu'il y a presque plein emploi et que les heures supplémentaires sont largement pratiquées, les dépenses en salaires peuvent quelque peu augmenter. Mais en même temps diminuent les frais généraux par unité de production et — fait décisif — les prix montent. C'est la surproduction des marchandises, et non la diminution du profit en raison des dépenses élevées en salaires et du paiement des intérêts, qui entraîne le ralentissement de la production et la réduction de l'emploi.

Quant au rôle de l'intérêt, tout marxiste sait qu'il représente une part particulière du profit, que le taux d'intérêt est fonction de l'offre et de la demande et qu'il dépend plus ou moins de la grandeur du profit, et non pas, inversement, que le profit dépend de la grandeur de l'intérêt, comme le prétend Keynes. Seules les courtes crises monétaires et du crédit, lorsqu'il faut à tout prix trouver de l'argent en tant que moyen de paiement, y font exception.

A l'heure actuelle, les statistiques prouvent elles aussi le caractère erroné des thèses de Keynes. L'analyse du bilan d'une grande société capitaliste fait ressortir que les intérêts payés forment une part insignifiante des frais de production. Les bilans des grandes sociétés anglaises publiés chaque trimestre par l'*Economist* font ressortir qu'à elle seule la somme des traitements alloués aux directeurs est supérieure aux intérêts des emprunts obligataires<sup>2</sup>.

Pour les 500 plus grandes sociétés des U.S.A., le capital investi a rapporté 10,3%<sup>3</sup>. Comment les intérêts à payer pour des crédits relativement peu élevés peuvent-ils être un facteur déterminant le degré de l'emploi ?

La situation est semblable en ce qui concerne l'ensemble du capital américain (sans les banques et les compagnies d'assurances).

Les données pour 1962 se présentent de la façon suivante<sup>4</sup> (en milliards de dollars):

Ressources des sociétés	57,6
dont:	
provenant des emprunts obligataires	5,0
des autres emprunts	2,5
des crédits bancaires	3,0
Total	10,5

<sup>1</sup> *Ibid.*, pp. 210-211.

<sup>2</sup> Ces chapitres ne comportent pas les intérêts payés pour les crédits bancaires à court terme. Mais leur montant ne peut pas être considérable.

<sup>3</sup> Cf. *Statistical Abstract of the United States*, 1961, p. 482.

<sup>4</sup> Cf. *Survey of Current Business*, May 1963, p. 10. Sans les crédits courants sans intérêt.

Nous ne connaissons pas le taux moyen d'intérêt de cette dette, mais à supposer que cela soit 6%, taux très élevé, le total des intérêts sera 600 millions de dollars. En 1962, les sociétés américaines par actions ont réalisé un bénéfice global (sans les banques et les compagnies d'assurances) d'environ 40 milliards de dollars. Si elles n'avaient pas en général à verser d'intérêts, cela aurait faiblement influencé leurs bénéfices. Or, Keynes consacre nombre de chapitres de son livre pour prouver l'influence décisive des intérêts sur les crédits.

Il est clair pour tout marxiste que la cause essentielle du chômage réside dans le système capitaliste même : dans la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation capitaliste privée, plus concrètement dans la contradiction entre la propension du capital à l'accroissement illimité de la production et le cadre restreint de la consommation<sup>1</sup>, ou, comme on s'exprime couramment, l'exiguïté chronique du marché capitaliste.

Le chômage qui existe en permanence en régime capitaliste sous forme de surpeuplement agricole, et périodiquement — lors des crises de surproduction dans l'industrie — se transforme graduellement, à l'époque de la crise générale, en chômage chronique de masse. Il est aggravé par suite de la rationalisation, de la mécanisation et de l'automatisation de la production. Après la deuxième guerre mondiale, le chômage massif chronique a été temporairement atténué en raison des immenses pertes humaines causées par la guerre, de la diminution de la natalité, des millions d'hommes ayant été appelés sous les drapeaux ou occupés aux productions de guerre. Dans les prochaines décennies ce sera le problème le plus difficile du capitalisme. L'explication imaginée par Keynes n'a rien de commun avec les causes réelles du chômage.

Keynes met tout sens dessus dessous lorsqu'il donne le plein emploi et la réduction du profil qui en serait la conséquence comme explication de la surproduction. Marx écrivait : « Le mouvement d'expansion et de contraction du capital en voie d'accumulation produit donc alternativement l'insuffisance ou la surabondance relatives du travail offert, mais ce n'est ni un décroissement absolu ou proportionnel du chiffre de la population ouvrière qui rend le capital surabondant dans le premier cas, ni un accroissement absolu ou proportionnel du chiffre de la population ouvrière qui rend le capital insuffisant dans l'autre<sup>2</sup>. »

Il est parfaitement clair pourquoi la grande bourgeoisie, la bourgeoisie industrielle surtout, a fait de Keynes son prophète.

Keynes affirme que le régime bourgeois peut être sauvé grâce à des mesures capitalistes d'Etat. Il préconise l'intervention économique de l'Etat en tant qu'unique moyen pratique d'éviter la destruction complète des formes économiques existantes, comme la condition du bon fonctionnement de l'initiative individuelle<sup>3</sup>. »

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, il prétend que ce n'est pas la bourgeoisie, mais le « salaire élevé » des ouvriers qui porte la responsabilité des crises de surproduction et du chômage de masse, des principales tares du capitalisme.

---

<sup>1</sup> Cette contradiction est si évidente que même Keynes s'en rend compte. Il déclare en termes très vagues : « Chaque fois que nous assurons l'équilibre en augmentant les investissements, aujourd'hui nous augmentons les difficultés à assurer cet équilibre demain ». (J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 100).

<sup>2</sup> .K. Marx, *le Capital*, Livre I, l. III, p. 61.

<sup>3</sup> 1. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 367.

Nous montrerons sur un exemple choisi entre mille comment la bourgeoisie utilise cette théorie de Keynes. W. Butler, vice-président de la Chase Manhattan Bank, un des plus grands consortiums du groupe financier Rockefeller, a déclaré que les causes suivantes ont provoqué la crise de 1960 aux U.S.A. : « Les salaires ont continué à progresser plus rapidement que la productivité par heure et par ouvrier, augmentant d'environ 2% par an les dépenses en salaires par unité de production... Les profils ont de ce fait diminué. La réduction du taux de profit entraîne inévitablement la diminution des investissements en équipements et constructions nouvelles. Cherchant à augmenter le taux de profit, les industriels sont obligés de réduire le rythme de croissance du capital. Cela signifie que seuls peuvent être effectués les investissements qui promettent de bons bénéfices<sup>1</sup>. »

Cette thèse se retrouve presque mot à mot dans le manuel de Keynes.

Les conseils qu'il donne à la grande bourgeoisie pour résorber le chômage sont entièrement conformes aux intérêts des monopoles. Pour réduire les salaires, il recommande la hausse lente des prix au moyen de l'inflation réglée. Il répète à maintes reprises que les capitalistes ne doivent pas réduire le salaire nominal, ce qui se heurterait à une plus vigoureuse résistance des ouvriers qu'une réduction indirecte des salaires consécutive à la hausse du prix des produits consommés par eux. « Dans la vie courante, les tentatives des employeurs pour réduire le salaire en espèces par la révision des accords avec les ouvriers provoqueront une beaucoup plus vive résistance qu'une réduction graduelle ou automatique du salaire réel provoquée par la hausse des prix<sup>2</sup>. »

Dans l'après-guerre, c'est bien cette politique qui a été pratiquée par la bourgeoisie dans la plupart des pays.

L'ampleur de la hausse des prix diffère dans ces pays, mais la tendance générale est la même.

Pour améliorer la situation économique, Keynes recommande aux capitalistes le financement déficitaire des travaux publics (et à l'occasion, la possibilité de bénéficier de commandes avantageuses de l'Etat).

INDICE DES PRIX DES BIENS DE CONSOMMATION<sup>3</sup>  
(1953=100)

Année	U.S.A.	Angleterre	Italie	France	R.F.A.	Inde	Canada	Japon
1948	90	77	86	70	99	91	87	63
1960	111	121	115	134	111	116	111	114

Il conseille aux entrepreneurs de ne pas accroître excessivement le potentiel de production: «...Appliqué à de longues périodes, le capital doit être suffisamment rare pour que son efficacité marginale soit tout au moins égale au taux d'intérêt déterminé par les conditions psychologiques et sociales durant son service<sup>4</sup>. »

Mais à quoi faut-il employer le capital excédentaire ?

<sup>1</sup> *US News and World Report*, 19.IX.1960, p. 68.

<sup>2</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, pp. 255-256.

<sup>3</sup> Cf. *Statistical Yearbook of the United Nations*, 1961, p. 480 passim. *Monthly Bulletin of Statistics*, June 1963, p. 144 passim. Nous ne mentionnons pas les données concernant les pays à forte inflation.

<sup>4</sup> Cf. J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 209.

Keynes recommande de le dépenser dans la sphère improductive, de l'affecter à la consommation privée et publique d'objets de luxe. Il rejoint ainsi ouvertement les positions de Malthus. Bien plus, il juge opportun d'appliquer les recommandations de Silvio Gesell selon lesquelles il faut périodiquement échanger la monnaie pour obliger les gens à dépenser leur argent au lieu de le thésauriser. Le taux d'intérêt du capital de prêt sera en hausse, réduisant les possibilités d'investissements avantageux de capital productif. Il déclare que tous les maux du capitalisme, à part les salaires trop élevés, viennent de la « volonté d'augmenter la liquidité », du capital de prêt et des intérêts élevés. On en arrive ainsi directement à la conception hitlérienne du capital « fécond » et du capital « rapace ».

Quel est le sens de classe des interminables bavardages de Keynes à propos de l'influence décisive que le taux d'intérêt exerce sur l'économie capitaliste et le chômage ?

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, la question du taux d'intérêt a très peu d'importance pour le capital industriel monopoliste : les grands monopoles utilisent des sommes relativement peu élevées de capital de prêt. Ils puisent surtout dans leurs propres réserves pour financer les investissements. Bien d'autres facteurs que le taux d'intérêt influencent davantage le coût de revient et le profit. Ce sont les prix des matières premières et des combustibles, les tarifs des chemins de fer et le fret, les taxes douanières, le degré d'emploi du potentiel de production, etc., etc.

À cela il faut ajouter que du fait de l'intégration de plus en plus étroite du capital industriel et du capital bancaire (y compris les compagnies d'assurances), il importe de moins en moins à l'oligarchie financière, qui domine l'un et l'autre, comment sont répartis les bénéfices entre les sociétés qui lui appartiennent.

Mais dans les pays fortement évolués, et dans les pays capitalistes pauvres surtout, existent des centaines de milliers de petites et moyennes entreprises capitalistes « non viables » que le processus de centralisation du capital voue à la ruine. Elles sont constamment endettées et doivent verser des intérêts élevés aux banquiers et usuriers. L'impossibilité de rembourser les crédits et de payer les intérêts à l'échéance sont souvent la cause immédiate de leur faillite. Le sens de classe de la théorie de Keynes sur le rôle décisif du taux d'escompte consiste à décharger le capitalisme en général, le capitalisme monopoliste en particulier, de toute responsabilité sur la ruine en masse des petits capitalistes, paysans et artisans.

Tout cela atteste que ce n'est pas par hasard que le capital monopoliste a préféré Keynes à des centaines d'autres économistes vulgaires et en a fait son porte- drapeau.

Pour éviter toute possibilité d'interprétation idéaliste ou autre interprétation erronée de ces thèses, nous tenons à souligner tout particulièrement que si le capital monopoliste pratique une politique de développement du capitalisme monopoliste d'Etat, de financement déficitaire, de réduction indirecte des salaires par la hausse constante des prix de détail, ce n'est pas parce que Keynes le lui recommande. Le capital monopoliste pratiquerait cette politique même si Keynes n'avait jamais existé. L'économiste anglais n'a fourni à la politique du capital monopoliste qu'une justification pseudo-scientifique, et il a essayé, par des procédés démagogiques, de faire accepter cette politique par les autres classes de la société capitaliste.

\* \* \*

Tout cela nous amène à une autre question : pourquoi le capital monopoliste n'est pas l'unique partisan de Keynes, pourquoi les partis réformistes et la bureaucratie syndicale le sont-ils également ? L'alliance du réformisme et de Keynes repose sur le fait que réformistes et

révisionnistes proclament que le marxisme est « périmé », alors qu'eux-mêmes sont incapables de formuler leur propre théorie du capitalisme monopoliste. Il leur faut une théorie bourgeoise solide qui critique le capitalisme et proclame la nécessité de réformes (ceci pour tranquilliser les ouvriers mécontents), mais celle critique doit être très modérée et offrir aux leaders réformistes la possibilité de coopérer avec la bourgeoisie. La théorie de Keynes répond à ces exigences des réformistes.

Les chefs réformistes apprécient tout particulièrement Keynes, parce que contrairement à des centaines d'autres professeurs et économistes vulgaires bourgeois, il ne s'emploie pas à réfuter Marx, ni à polémiquer avec lui, mais le passe sous silence<sup>1</sup>.

Qu'est-ce que la polémique des réformistes avec Marx pourrait-elle leur donner à présent ? Elle attirerait l'attention des ouvriers sur la théorie révolutionnaire de Marx, elle rendrait plus difficile la situation des leaders réformistes, elle détériorerait leurs positions parmi les intellectuels. Ils savent, par leur propre expérience, que toutes les tentatives de réfuter théoriquement le marxisme ont échoué. De nos jours, alors qu'un tiers de l'humanité a secoué le joug du capital et édifie le socialisme sous le drapeau du marxisme-léninisme, il serait absurde d'affirmer que la doctrine de Marx est « utopique ». Les réformistes sont obligés d'adopter un système de défense plus simple : ils assurent que le marxisme est peut-être bon pour les pays pauvres, sous-développés, mais non pour les pays capitalistes riches et fortement évolués. De là leur passage dans le camp de Keynes avec lequel ils ont beaucoup d'affinités, sans aucune polémique avec le marxisme.

Signalons seulement les éléments essentiels suivants :

a) Les réformistes estiment, tout comme Keynes, que le capitalisme est la meilleure forme de régime social.

b) Les réformistes, et Keynes, sont unanimes à considérer que le capitalisme doit être réformé, que ces réformes peuvent être réalisées par l'Etat « situé au-dessus des classes », et que la révolution n'est pas nécessaire.

Keynes décrit en termes très confus l'avenir du capitalisme soumis à l'intervention de l'Etat : « Nous pouvons ainsi tendre dans la pratique (et cela n'est aucunement inaccessible) à augmenter la masse du capital jusqu'à ce qu'il cesse d'être rare, de sorte que celui qui ne fait que placer ses fonds (*functionless investor*) ne touche plus de prime, et a un système d'impôts directs qui mettrait au service de la société l'intelligence, l'énergie, la compétence des financiers, des entrepreneurs et *hoc genus omne* (si dévoués à leur métier que leur travail pourra être obtenu bien meilleur marché qu'à présent) pour une rétribution raisonnable<sup>2</sup>. »

Ainsi est mise en évidence la confusion des idées, qui est le propre de Keynes. Alors qu'il avait précédemment déclaré que le capital rapporte du profit puisque « rare », il dépeint à présent un capitalisme où le capital a cessé d'être rare et, de ce fait, ne rapporte pas, c'est-à-dire qu'apparaît un capitalisme sans profit où les entrepreneurs capitalistes touchent un « salaire » élevé selon leurs mérites.

---

<sup>1</sup> Dans son ouvrage capital Keynes mentionne brièvement Marx à trois reprises. Il l'oppose au charlatan Gesell : « Je pense que l'avenir héritera davantage de la méthode Gesell que de celle de Marx », écrit-il. Il écrit dans un de ses travaux que Marx est « ennuyeux ». Keynes n'a rien compris, ni voulu comprendre à la théorie de Marx (J. Keynes, *The General Theory of Employment, Interest and Money*, London 1939, p. 355).

<sup>2</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 363.

Cette absurdité arrange parfaitement les réformistes puisqu'elle permet de tromper les ouvriers.

c) Les réformistes, aussi bien que Keynes, préconisent le développement du capitalisme d'Etat. Keynes déclare : « J'en conclus que la régulation du volume des investissements courants n'est pas en sécurité si cette tâche est laissée à l'initiative privée<sup>1</sup>. »

C'est pourquoi il se prononce en faveur de la socialisation « pacifique », c'est-à-dire bourgeoise d'une partie des moyens de production. Keynes écrit qu'à son avis, « les mesures nécessaires de socialisation peuvent être introduites graduellement, sans briser les traditions établies dans la société<sup>2</sup> ». Dans les conditions actuelles, cette position est parfaitement conforme aux intérêts de la grande bourgeoisie et des besoins de la propagande des chefs réformistes.

d) Keynes « analyse » le capitalisme, comme nous l'avons déjà dit précédemment, sans aucun égard pour la division de la société en classes. Cela répond aux vœux des leaders réformistes qui s'efforcent d'estomper la lutte de classes, de l'effacer de la conscience des ouvriers.

e) A l'heure actuelle, ce qui préoccupe principalement les leaders réformistes des pays capitalistes fortement évolués, ce n'est pas le problème des salaires, mais celui du chômage de masse chronique qui va en s'aggravant avec le développement de la technique et qui menace de plus en plus de s'étendre aux employés et aux fonctionnaires. L'élévation rapide de la productivité du travail accompagnée d'une relativement faible réduction de la journée de travail dans l'après-guerre a fortement augmenté la masse de la plus-value appropriée par la bourgeoisie en valeur comme en nature. Cela lui a permis de consentir de temps en temps, sans réduire pour autant son profit, certaines concessions et d'augmenter les salaires des ouvriers s'appuyant sur des syndicats bien organisés lorsque cela lui paraissait indispensable pour éviter l'aggravation de la lutte de classes. Ces concessions étaient plus ou moins réduites à néant par la hausse des prix.

Mais les capitalistes, aussi bien que les réformistes, ne connaissent pas le moyen de combattre le chômage massif qui s'étend de plus en plus. C'est alors que Keynes vient à leur secours, en apparence tout au moins. Il prétend que l'Etat peut résorber le chômage sous le capitalisme grâce à des mesures telles que les travaux publics financés par un important déficit du budget de l'Etat, en maintenant le taux de l'intérêt à bas niveau, etc. Pour les réformistes, ces conclusions sont le plus grand « mérite » de Keynes.

Avant d'examiner cette question plus en détail, nous voudrions faire une remarque préalable<sup>^</sup>

Trente années se sont écoulées depuis que Keynes a fait cette promesse, et bien que les hommes d'Etat bourgeois, les leaders réformistes et les professeurs bourgeois soient devenus des partisans actifs de ses théories, ils n'ont pas réussi à résorber le chômage. L'analyse des causes réelles du chômage démontre que celui-ci ne s'atténuera pas à l'avenir (abstraction faite des oscillations cycliques), *mais augmentera considérablement par rapport au niveau actuel.*

Examinons le fond des mesures proposées par Keynes. Nous avons déjà dit plus haut que le taux d'escompte exerce une faible influence sur le volume de la production et de l'emploi. Quant à l'effet produit par les travaux publics et les commandes de l'Etat sur l'accroissement de l'emploi, on peut en dire ce qui suit :

---

<sup>1</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 310.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 305.

S'il existe dans un Etat capitaliste un potentiel industriel inemployé et une main-d'œuvre non occupée, les commandes de l'Etat (travaux publics) peuvent impulser un accroissement de l'emploi. Les ouvriers embauchés touchent un salaire, achètent des produits de consommation, ce qui *peut* susciter un accroissement de la production de ces biens, puis favoriser l'augmentation de la fabrication des moyens de production. L'accroissement de la production exigera une nouvelle augmentation de l'emploi, ce qui *peut* réduire le chômage. Tout cela est indubitable pour tout marxiste.

Mais y aura-t-il effectivement résorption du chômage, et dans quelle mesure. Ceci dépend de nombreuses circonstances concrètes : de l'importance des stocks d'objets de consommation, au début du « doping » de la conjoncture, capables de satisfaire la demande accrue, à quel degré l'appareil de production, est-il sous-employé, c'est-à-dire à quel point faut-il étendre le marché pour inciter les capitalistes à faire des investissements supplémentaires. A plus longue échéance, il importe de savoir comment seront financées les dépenses de l'Etat : en définitive avec les revenus des travailleurs (par le truchement des impôts et de la hausse des prix) ou avec les revenus des capitalistes et des rentiers, et ainsi de suite. Ce n'est qu'en tenant compte de toutes les circonstances concrètes que l'on peut porter un jugement scientifiquement fondé sur ce que peut donner le « doping » de la conjoncture.

Il est cependant hors de doute que toute « stimulation » au moyen des commandes de l'Etat et de l'accroissement de l'emploi ne peut avoir qu'un succès temporaire, que la capacité du marché capitaliste est fonction des lois internes permanentes qui régissent la société capitaliste.

Keynes ne prend pas en considération tous ces éléments concrets. Il a inventé le fameux « multiplicateur » (qu'il désigne par le coefficient K) actuellement appliqué par tous ses adeptes. Le coefficient K « indique que lorsqu'il y a accroissement des investissements, le revenu augmente d'une grandeur qui est de K [fois] supérieure à cet accroissement<sup>1</sup> ». Avec l'accroissement des revenus augmente l'emploi, disparaît le chômage.

Sous une forme générale, tout cela est juste. Les difficultés commencent lorsqu'on veut passer du général au concret. Quelle est la grandeur du coefficient K dans les différents pays ? Les keynésiens n'en ont aucune idée (malgré les plus strictes formules mathématiques « scientifiques » de Keynes). En 1963, les uns considéraient le « multiplicateur » égal à 2,5, d'autres, à 3,8. Selon la théorie de Keynes, ils disent qu'avec le progrès de la technique, il faudra des investissements toujours plus considérables pour créer un poste de travail. Selon les calculs de N. Goldfinder, économiste de l'AFL-CIO, chaque nouveau poste exigeait les investissements suivants (en milliers de dollars)<sup>2</sup> :

1954-1956	11
1958-1960	21
1960-1962	40

Quant à Keynes, il ne cite lui-même qu'un seul exemple. Il écrit : «...si l'emploi étant tombé à 5 200 000, 100 000 nouveaux ouvriers sont occupés aux travaux publics, la totalité de l'emploi atteindra 6 400 000. Mais si l'emploi représente déjà 9 millions, 100 000 ouvriers supplémentaires embauchés pour les travaux publics ne porteront l'emploi qu'à 9 200 000. Ainsi, des travaux publics

<sup>1</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 110 [p. 132 de l'édition française].

<sup>2</sup> Cf. *The New Republic*, 25.V.1963, p. 14.

même d'utilité douteuse peuvent encore et encore se justifier durant une cruelle crise de chômage...<sup>1</sup> »

C'est là une brillante argumentation pour les réformistes, qui demandent que les travaux publics soient élargis lorsque le chômage est considérable. Mais Keynes ne dit pas *quand*, ni *au bout de combien de temps* ce fantastique accroissement de l'emploi doit survenir : dans six mois ou dans dix ans ?

Une analyse élémentaire de l'assertion de Keynes selon laquelle une augmentation de l'emploi, grâce aux travaux publics, de 100 000 ouvriers donne en définitive un accroissement général de l'emploi de 1 200 000 ouvriers dans un pays, apparemment en Angleterre, où d'après son exemple l'emploi est tombé à 5 200 000 personnes et où il y a plus de 1 200 000 chômeurs. Par conséquent, les chômeurs représentaient plus de 20% des personnes ayant un emploi, ce qui ne peut se produire lorsqu'il y a crise durable de surproduction.

Examinons deux cas concrets.

1) 100 000 ouvriers ont été embauchés aux travaux publics. Ils travaillent avec des outils rudimentaires et gagnent 15 livres sterling par mois, ce qui représente évidemment un salaire trop élevé pour 1936. 100 000 ouvriers nouvellement occupés ont un revenu de 1,5 million de livres sterling par mois. Nous affirmons que dans ce cas, le coefficient K, le « multiplicateur », ne sera guère supérieur à 1 et qu'il n'y aura presque aucun nouvel accroissement de l'emploi.

Pourquoi ?

Lorsque la crise dure longtemps et que le chômage est massif, les ouvriers sont sous-alimentés, ils usent leurs vêtements, ils s'endettent envers les propriétaires et les épiciers. L'argent nouvellement gagné, ils le dépensent presque entièrement pour l'achat de produits alimentaires, de vêtements, de chaussures et pour rembourser les dettes. Le faible accroissement de la demande de produits alimentaires peut facilement être satisfait grâce aux stocks existants. Il se passera bien des mois jusqu'à ce que l'on ressente le besoin d'embaucher de la main-d'œuvre supplémentaire et il faudra encore plus de temps (étant donné la sous-production chronique) jusqu'à ce qu'il y ait accroissement de l'emploi dans la sphère de la production des moyens de production.

Il en sera différemment si 100 000 ouvriers sont occupés à la construction d'entreprises ou de grandes centrales hydroélectriques ou, par exemple, de sous-marins, etc. Dans un très bref délai, cela entraînera un accroissement de l'emploi dans l'industrie mécanique, dans la construction d'appareillages, et un peu plus tard, dans la production de l'acier et dans l'extraction du charbon. Mais même dans ce cas, il ne saurait être question d'une augmentation de 1 200 000 ouvriers à la suite d'une extension initiale de l'emploi de 100 000 personnes.

Mais Keynes et les chefs réformistes qui trompent les ouvriers en leur promettant de supprimer le chômage sous le capitalisme évitent toute analyse concrète<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 122.

<sup>2</sup> Il est clair pour tout marxiste que l'extension supplémentaire de la production n'est pas déterminée par le nombre des ouvriers occupés et les proportions du chômage, mais par l'importance du capital nouvellement investi.

Keynes ne compte pas sérieusement réaliser le plein emploi auquel il semble aspirer. Il écrit : « L'emploi total ou même approximativement complet est un phénomène rare qui passe rapidement.<sup>1</sup> »

Il envisage l'emploi total non pas du point de vue des intérêts des ouvriers, mais de l'utilisation du capital. Keynes déclare : « L'emploi sera complet lorsque la production atteindra un niveau où le profit marginal d'une unité représentative des facteurs de la production tombera à la grandeur minima où l'on peut obtenir une quantité de facteurs suffisants pour fabriquer cette production<sup>2</sup>. »

L'exemple suivant montre combien se sont profondément enracinées dans le mouvement ouvrier réformiste les idées de Keynes. En Suède, où depuis 1930 le plus réformiste des partis sociaux-démocrates réformistes constitue, seul ou en coalition avec un parti bourgeois, le gouvernement dont la politique sert les intérêts de la bourgeoisie, il existe depuis 1938 une loi, en vertu de laquelle les sociétés par actions ont le droit de réserver 40% de leurs bénéfices. Cette fraction du profit n'est pas imposable. Sa moitié doit être déposée sans intérêt à la Riksbank. Avec le consentement du ministère du Travail, ces dépôts peuvent être utilisés en période de crise pour réduire le chômage<sup>3</sup>.

Les réformistes suédois sont fiers de leur adhésion au keynésisme. Dans une des brochures de la société fabienne, parue en mai 1963, l'auteur, secrétaire général du syndicat des ouvriers municipaux suédois, écrit que le Parti social-démocrate de Suède « a pratiqué une politique keynésienne » dès avant la parution de l'ouvrage de Keynes *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*<sup>4</sup>.

\* \* \*

Point n'est besoin de dire pourquoi les opinions de Keynes prédominent dans les universités des pays capitalistes. Sans parler des intérêts du capital monopoliste, Keynes est cher aux professeurs bourgeois parce qu'il n'envisage que des phénomènes superficiels, et qu'il leur épargne la nécessité d'étudier les catégories *de la nature* du capitalisme, ce qu'exigent les classiques de l'économie capitaliste bourgeoise, aussi bien que Marx. Keynes leur est cher parce qu'il enveloppe des assertions sans aucune signification de formules d'apparence scientifique, exprimées en formes très vagues, parce qu'il donne à la tautologie une forme mathématique, présentées comme des découvertes « scientifiques », parce qu'il est équivoque et offre aux professeurs des possibilités d'interprétations « scientifiques » variées, de discussions stériles. *La prédominance du keynésisme dans la science économique bourgeoise contemporaine est le signe de la dégradation de l'idéologie bourgeoise.*

Citons quelques exemples seulement de l'esprit « scientifique » de Keynes.

Il semble que l'on peut résoudre très simplement la question de savoir ce qu'est un chômeur. Est chômeur celui qui ne peut trouver un emploi et loucher un salaire habituel pour le pays en question.

Keynes formule cela « scientifiquement » dans les termes suivants : « Les hommes sont des chômeurs forcés lorsque, par suite d'une faible hausse des prix des produits consommés par les ouvriers, par rapport au salaire en espèces, l'offre globale de travail par les ouvriers prêts à travailler

---

<sup>1</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, pp. 242-243.

<sup>2</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, pp. 295-296.

<sup>3</sup> Cf. *The Economist*, 15.VI.1963, p. 1175.

<sup>4</sup> *Labour Monthly*, May 1963, p. 321

pour le salaire en espèces existant, ainsi que la demande globale de travail pour le même salaire, sont supérieurs au volume existant de l'emploi<sup>1</sup>. »

Autre exemple : Le fait simple et bien connu de tous selon lequel sous le capitalisme les proportions de la consommation individuelle dépendent avant tout du total des salaires et des bénéfices, Keynes l'exprime « scientifiquement » dans les termes suivants : « Bien que les autres facteurs puissent changer (et il ne faut pas l'oublier), le revenu global, exprimé en unités de salaire, est couramment la principale grandeur variable dont dépendra la fonction conjointe de la demande globale se rapportant à la consommation<sup>2</sup>. »

Le lieu commun selon lequel le capitalisme n'embauche de la main-d'œuvre supplémentaire que lorsque cela lui promet un profit supplémentaire, Keynes le formule comme suit : « La fonction de la demande globale exprime le rapport des différents niveaux hypothétiques de l'emploi à l'égard de la recette escomptée provenant de la vente d'une quantité appropriée de production ; la demande effective est une signification de la fonction de la demande globale qui, considérée en rapport avec les conditions de l'offre, correspond au niveau de l'emploi où l'entrepreneur peut espérer réaliser un profit maximum<sup>3</sup>. »

Cette complication et ce vague « scientifique » permettent aux professeurs de faire la démonstration de leur propre « science ». Et quelle apparence « scientifique » ont les bavardages absurdes de Keynes sur le « taux d'intérêt du blé », « le taux d'intérêt du cuivre », etc. Ce sont des stupidités typiques comme les qualifiait Marx.

La forme embrouillée d'expression vise fréquemment à dissimuler le caractère de classe de la théorie de Keynes. Il prétend que l'inflation résulte du plein emploi, c'est-à-dire que les ouvriers sont responsables de l'inflation. Mais Keynes ne le déclare pas aussi brutalement que le l'ont de nos jours les capitalistes disant que l'inflation résulte de la hausse des salaires. Keynes est beaucoup plus « subtile ». Il écrit : « Lorsque l'accroissement ultérieur de la demande effective n'entraîne plus l'accroissement de la production, mais s'épuise entièrement dans l'accroissement d'une unité de frais, en stricte proportion à l'accroissement de la demande effective, nous aboutissons à une situation que l'on peut fort bien qualifier d'inflation<sup>4</sup>. »

L'éclectisme de Keynes est une trouvaille pour messieurs les professeurs. Ils y trouvent des emprunts aux théories antérieures et peuvent comme bon leur semble exposer les sources historiques du keynésisme.

Keynes les aide à défendre « plus subtilement » le capitalisme et même à le critiquer. Avec Keynes, ils peuvent exprimer leurs regrets que sous le capitalisme les travailleurs vivent dans la pauvreté. Mais d'accord avec lui, ils peuvent aussitôt déclarer qu'elle ne résulte pas l'exploitation, mais de la répartition au plus haut point inégale du revenu national, autrement dit, la pauvreté ne vient pas du capitalisme, mais d'autres causes : « Si après plusieurs millénaires d'épargnes individuelles constantes le monde est toujours aussi pauvre en capitaux accumulés, cela...

---

<sup>1</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 14.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>3</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 52.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 296.

s'explique... par là prime élevée pour la liquidité qui s'attachait autrefois à la propriété de la terre et qui s'attache de nos jours à la monnaie<sup>1</sup>. »

Keynes justifie par ailleurs l'inégalité de la répartition des revenus et de la propriété. Il écrit : « ...Je pense qu'il existe certaines justifications sociales et psychologiques de l'inégalité considérable des revenus et de la richesse...<sup>2</sup> » Mais il déclare encore que l'inégalité dans la répartition des revenus est trop grande. Ainsi, messieurs les professeurs peuvent, le cas échéant, interpréter Keynes à la manière « radicale » des petits-bourgeois.

En conclusion, nous voudrions faire remarquer que les formules mathématiques parfois très compliquées à l'aide desquelles Keynes voudrait donner l'impression de sa « science », ne contribuent en aucune façon à faire connaître l'économie du capitalisme. Ce n'est que la forme mathématique de ce que nous connaissons déjà sans cela. Analysons, par exemple, sa première formule, ce qu'il appelle la « fonction de l'offre »<sup>3</sup>.

Le capitaliste espère réaliser un profit (Keynes désigne cela par la lettre Z). Pour atteindre son but, il embauche des ouvriers qui produisent une certaine quantité de produits ou de valeurs et de plus-value (selon que nous considérons le processus sous sa forme naturelle ou en monnaie). Il désigne la production obtenue par  $O_r$ . Toutes conditions étant égales, l'embauche de main-d'œuvre supplémentaire signifie une extension correspondante de la production. Cette très simple dépendance Keynes l'exprime par la formule mathématique : P (courbe de l'offre) est déterminé :

$$P = Z_r / O_r = \Phi_r(N_2) / \Psi_r(N_1)$$

Cela ne signifie rien d'autre que la masse de la production (un profit déterminé étant assuré) dépend du nombre des ouvriers occupés, ce que toute personne normale sait parfaitement sans cela.

De même, ses autres formules mathématiques, d'apparence « scientifique », n'augmentent pas nos connaissances du capitalisme.

\* \* \*

Résumons. La popularité de Keynes s'explique non pas parce qu'il défend le capitalisme, mais parce que ses arguments pseudo-scientifiques au-dessus des classes et sa critique anodine du capitalisme camouflent cette défense. La popularité de Keynes s'explique non pas par la profondeur de ses conceptions, mais par leur esprit superficiel, non par la nouveauté des idées, mais par leur éclectisme.

Sa popularité atteste que le capital monopoliste ne peut pas trouver de meilleure réponse aux insolubles contradictions du capitalisme, qui le conduisent à son inéluctable disparition. *La prédominance des théories de Keynes illustre la faillite idéologique du capitalisme monopoliste.*

---

<sup>1</sup> J. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, p. 235.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 360.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 42.

## 16

### DU MODE DE PRODUCTION ASIATIQUE

Dans la préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, ce bref essai de l'histoire mondiale, Marx écrit : « A grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale et économique<sup>1</sup>. »

Il est clair que Marx attribue au mode de production asiatique une signification historique analogue à celle des modes de production plus récents.

Néanmoins, la notion de mode de production asiatique a disparu de notre littérature marxiste. Il n'est mentionné ni dans les manuels d'économie politique, ni dans ceux du marxisme-léninisme. Dans les 51 tomes de la Grande Encyclopédie soviétique, il n'y a pas de rubrique « Mode de production asiatique ». Aucune explication n'est donnée sur les raisons pour lesquelles cette importante question de la doctrine marxiste n'est pas traitée devant les étudiants ni par la littérature. On la passe tout simplement sous silence, elle a été condamnée et oubliée.

L'abandon de cette thèse de Marx aurait été justifié dans deux cas :

a) Si cette thèse avait été une remarque faite au hasard par Marx, sur laquelle il ne serait pas revenu par la suite, y renonçant lui-même tacitement. Comme nous le verrons plus loin, ce n'est pas le cas du mode de production asiatique.

b) Si cette conception de Marx s'était avérée erronée. Marx n'était pas infallible. Il aurait lui-même démenti avec indignation toute affirmation de son infallibilité. Avec la perspicacité du génie, il a déterminé il y a plus d'un siècle le caractère historiquement passager du capitalisme, alors que celui-ci avait encore devant lui toute une période de développement ascendant et que le mouvement ouvrier n'en était qu'à ses premiers pas. Son hypothèse sur l'écroulement simultané du capitalisme dans les pays industriellement évolués de l'Europe et les dates de cet écroulement ne se sont pas justifiées.

Mais il s'est très rarement trompé : les cas susmentionnés ne se rapportent qu'aux particularités du développement futur et non pas à l'analyse des faits accomplis. Le rôle extrêmement important que la doctrine de Marx joue dans la formation de notre pensée scientifique actuelle, de notre conception

---

<sup>1</sup> K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, Paris 1957, p. 5.

du monde, la rareté des cas où Marx s'est trompé, font que l'on ne peut renoncer à l'une de ses thèses qu'après une minutieuse analyse opérée par des marxistes compétents. Comme nous le montrerons par la suite, cela ne s'est pas produit en l'occurrence.

Comme il est coutume de le faire, il aurait absolument fallu expliquer à la jeunesse étudiante pourquoi la théorie de Marx sur le mode de production asiatique n'a pas retenu l'attention. Nous ignorons ce que nos professeurs de marxisme-léninisme répondent aux étudiants et auditeurs lorsqu'ils leur demandent pourquoi passe-t-on sous silence la thèse sur le mode de production asiatique. Ils disent probablement ce que m'a dit il y a trente ans un orientaliste de l'Internationale communiste : « Marx entendait par le mode de production asiatique une variété asiatique du féodalisme ». Je lui répondis avec indignation que Marx savait parfaitement formuler ses idées ; si par le terme de mode de production asiatique il avait entendu une variété du féodalisme, il l'aurait dit expressément.

D'autre part, énumérant la succession des « époques historiques » de l'humanité, Marx mentionne les époques asiatique, antique, féodale et bourgeoise moderne. S'il avait considéré le mode de production asiatique comme une « variété » du féodalisme, l'ordre de succession des époques aurait été différent : modes de production antique, féodal, asiatique. Par les remarques faites par lui en d'autres endroits, on peut en conclure qu'il déterminait la place historique du mode de production asiatique avant la période de l'esclavage.

Examinons à présent le fond de la question.

Marx a plus d'une fois exprimé l'idée que le mode de production asiatique se distingue foncièrement de tous les autres modes. Depuis le début de son activité scientifique et jusqu'à sa mort, Marx (de même qu'Engels) s'est intéressé aux particularités du mode de production asiatique. Nous n'avons pas l'intention de citer tous les passages de ses œuvres se rapportant au problème en question, cela prendrait trop de place. En outre, détachées de leur contexte, les citations donnent souvent une fausse idée de la pensée de Marx. Nous prendrons des citations tirées d'œuvres écrites à différentes époques de sa vie pour montrer que la notion de mode de production asiatique est partie intégrante de sa doctrine économique.

1857. Dans la préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, il est dit : « C'est ainsi que l'économie politique bourgeoise n'est arrivée à la compréhension des sociétés féodale, antique et orientale, que lorsque commença l'autocritique de la société bourgeoise<sup>1</sup>. »

Remarquons que pour diverses raisons Marx emploie tantôt l'expression société asiatique, tantôt celle de société orientale, comme il ressort des exemples suivants.

Marx écrit en 1853 : « Le climat et les conditions géographiques, surtout la présence de vastes espaces désertiques, qui s'étendent du Sahara, à travers l'Arabie, la Perse, l'Inde et la Tatarie, aux plateaux les plus élevés de l'Asie, ont fait de l'irrigation artificielle à l'aide de canaux et d'autres ouvrages hydrauliques la base de l'agriculture orientale... Cette nécessité première d'utiliser l'eau avec économie et en commun... imposa... l'intervention centralisatrice du gouvernement. De là, une

---

<sup>1</sup> K. Marx et F. Engels, Œuvres, t. 12, p. 732 (éd. russe).

fonction économique incombant à tous les gouvernements asiatiques, la fonction d'assurer les travaux publics<sup>1</sup>. »

Il dit ensuite que de vastes étendues en Egypte, au Yémen, en Perse et dans l'Hindoustan, régions autrefois florissantes, sont à présent désertiques, parce que les gouvernements n'ont pas rempli leur fonction : organiser l'irrigation publique.

De ces opinions de Marx découle avec une parfaite évidence ce qui suit :

1. La notion de « mode de production asiatique » *ne doit pas être entendue dans le sens géographique*, puisque de vastes régions d'Afrique y sont incluses. C'est pourquoi, à part le terme de « société asiatique », il emploie de temps en temps le terme de « société orientale ».

2. *Marx n'a pas étendu la notion de mode de production asiatique à toute l'Asie*, mais seulement aux régions où les précipitations sont insuffisantes pour la production agricole. Il s'ensuit que cela n'aurait aucun sens de chercher à résoudre la question du mode de production asiatique en ne prenant en considération que les conditions de la Chine, comme le faisaient nos sinologues. En effet, dans la plupart des régions de la Chine, il y a suffisamment de précipitations atmosphériques pour pratiquer l'agriculture sans irrigation, dans le passé surtout, lorsque la densité de la population n'était pas encore aussi grande pour que l'irrigation soit nécessaire pour élever le rendement.

Pendant les décennies où il écrivit *le Capital*, Marx, tout comme Engels dans *l'Anti-Dühring*, revient graduellement à la question des particularités de l'économie asiatique. Citons plusieurs exemples.

« En Asie, la rente foncière constitue l'élément principal des impôts et se paye en nature. Cette forme de la rente, qui repose là sur des rapports de production stationnaires, entretient par contrecoup l'ancien mode de production<sup>2</sup>. »

Marx revient à plus d'une reprise sur cette thèse dans le tome 3 du *Capital*.

« ... Le producteur direct possède ici ses propres moyens de production... Il pratique de façon autonome la culture de son champ et l'industrie rurale domestique qui s'y rattache... Dans ces conditions, il faut des raisons extra-économiques, de quelque nature qu'elles soient, pour les obliger à effectuer du travail pour le compte du propriétaire foncier en titre... Si les producteurs directs n'ont pas affaire à des propriétaires particuliers, mais directement à l'Etat, comme en Asie, où le propriétaire est en même temps un souverain, la rente coïncide avec l'impôt ou plutôt il n'existe pas alors d'impôt qui se différencie de cette forme de rente foncière... C'est l'Etat qui est ici le propriétaire foncier souverain et la souveraineté n'est que la concentration à l'échelle nationale de la propriété foncière. Mais, par contre, il n'existe pas alors de propriété foncière privée, bien qu'il y ait possession et usufruit de la terre, privés aussi bien que collectif<sup>3</sup>. »

Marx analyse en détail les conditions existant en Asie, il analyse la rente acquittée par des corvées. Il souligne en particulier la contrainte extra-économique en Inde.

Il expose là clairement ce que le mode de production asiatique a de particulier.

---

<sup>1</sup> K. Marx et F. Engels, *Textes sur le colonialisme*, Editions en langues étrangères, Moscou 1963, pp. 37-38.

<sup>2</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. I, pp. 145-146.

<sup>3</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, t. III, pp. 171-172.

Tant Marx qu'Engels mentionnent à plus d'une reprise dans leurs œuvres le mode de production asiatique. Engels écrit dans l'*Anti-Dühring* : « Quel que soit le nombre des pouvoirs despotiques qui ont surgi ou ont décliné en Perse et aux Indes, chacun a su très exactement qu'il était, avant tout, l'entrepreneur général de l'irrigation des vallées, sans laquelle aucune culture n'est là-bas possible<sup>1</sup>. »

Engels nie catégoriquement l'existence du mode de production féodal en Asie dans l'antiquité : « Les Turcs ont été les premiers à introduire en Orient, dans les pays qu'ils avaient conquis, une sorte de féodalisme agraire<sup>2</sup>. » Pour confirmer cette thèse, il cite le fait suivant : « Dans tout l'Orient, où l'Etat ou bien la commune est propriétaire du sol, le terme même de propriétaire foncier n'existe pas dans les langues. Sur ce fait, M. Dühring peut aller chercher conseil auprès des juristes anglais qui, aux Indes, se sont mis l'esprit à la torture pour résoudre la question : qui est propriétaire foncier ?<sup>3</sup> »

Point n'est besoin de citer d'autres extraits des œuvres de Marx et Engels : la correspondance échangée entre eux jusqu'à la mort de Marx atteste combien ils s'intéressaient aux différentes formes de développement et modes de production précapitalistes. Nous ne trouvons par contre nulle part le moindre indice qu'ils aient douté de la justesse de la thèse relative au mode de production asiatique<sup>4</sup>.

Lénine a-t-il rejeté la notion du mode de production asiatique ? Nullement. Nous ne trouvons rien de pareil dans ses œuvres. Au contraire, il reconnaissait l'existence du mode de production asiatique.

Dans un de ses premiers ouvrages *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates*, Lénine cite le passage mentionné de la préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique* et se déclare pleinement d'accord avec son contenu<sup>5</sup>. Il en est de même de l'article « Karl Marx »<sup>6</sup>, écrit plus tard. Bien plus, Lénine n'excluait pas que le mode de production asiatique ait pu exister même en Russie. Dans sa polémique avec Plékhanov qui considérait la nationalisation de la terre comme un pas en arrière, car elle existait déjà dans la « Russie de Moscou », Lénine écrivait : « Dans la mesure où la terre avait été nationalisée dans la Russie de Moscou (ou bien : s'il y avait eu dans la Russie de Moscou nationalisation de la terre) *le mode de production asiatique* était sa base économique... En Russie... au XX<sup>e</sup> siècle, c'est *le mode de production capitaliste* qui prédomine certainement... La nationalisation fondée sur le mode de production asiatique, il (Plekhanov — E. V.) l'a confondue avec la nationalisation fondée sur le mode de production capitaliste. Les prémisses de son argumentation font ressortir la restauration de la

---

<sup>1</sup> F. Engels, *Anti-Dühring*, p. 212.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 209.

<sup>3</sup> F. Engels, *Anti-Dühring*, p. 209. L'académicien N. Konrad, qui fait autorité dans le domaine des langues orientales, a répondu par l'affirmative à ma question concernant la justesse de l'opinion émise par Engels.

<sup>4</sup> Un adversaire de l'opinion qui admet l'existence dans le passé du mode de production asiatique a déclaré que Marx et Engels y auraient renoncé, du fait qu'à part la préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, ce terme n'aurait plus été employé dans leurs autres œuvres. C'est là faire preuve d'un pédantisme qui n'a rien à voir avec le marxisme. Marx a employé différents termes pour une même notion selon le point de vue à partir duquel il le caractérisait. Nous trouvons dans *le Capital* les expressions : « Mode de production capitaliste », « capitalisme », « société capitaliste », « régime social capitaliste », etc., et tous signifient la même chose.

<sup>5</sup> Cf. V. Lénine, Œuvres, t. 1, p. 153.

<sup>6</sup> Cf. V. Lénine, Œuvres, t. 21, pp. 50-51.

Russie de Moscou, c'est-à-dire celle du mode de production asiatique, ce qui est tout à fait absurde à l'époque du capitalisme<sup>1</sup>. »

Les adversaires du mode de production asiatique ont voulu interpréter les paroles de Lénine comme la négation de la thèse de Marx. C'est une erreur manifeste. Lénine ne nie en aucune façon le mode de production asiatique en tant que tel : il ne fait que douter de l'existence de ce mode de production dans la Russie de Moscou (avec juste raison d'ailleurs car l'élément essentiel du mode de production asiatique — l'irrigation organisée par l'Etat sur une vaste échelle — faisait défaut en l'occurrence).

Nous avons, enfin, les notes marginales de Lénine figurant dans ses résumés, récemment publiés, de la correspondance échangée par Marx et Engels : « La « clé » du régime oriental, c'est l'absence de propriété privée de la terre. » « Toute la terre est la propriété du chef de l'Etat<sup>2</sup>. »

« Les villages asiatiques, fermés, autarciques (économie naturelle), base des régimes asiatiques + public works (travaux publics. — *N.d.l.R.*) du gouvernement central<sup>3</sup>. »

\* \* \*

La négation du mode de production asiatique, sa transformation en « variété asiatique du féodalisme » résulte des discussions qui ont eu lieu à Tbilissi et à Léninegrad en 1930-1931. Mais cela a été fait sous une forme peu claire et incertaine. Dans les conclusions des débats de Tbilissi, il est dit : « L'originalité des pays asiatiques est très grande durant toute leur histoire. Dans un certain sens, elle crée une structure particulière du féodalisme que l'on peut dénommer mode de production asiatique<sup>4</sup>. »

Nous trouvons une formule analogue dans le discours officiel de clôture de M. Godes à la discussion de Léninegrad : « ...Nous préférons parler d'un certain féodalisme particulier en Orient et non d'un mode de production asiatique<sup>5</sup>. »

Cette grande discussion fort animée s'est avérée stérile pour la science. S'il s'agit uniquement de l'opportunité de qualifier un certain mode de production de « mode de production asiatique » ou de « variante asiatique du féodalisme », cela signifie, du point de vue scientifique, beaucoup de bruit pour rien. La dénomination ne change rien au fond du problème.

Essayons de débrouiller la confusion des idées exprimées lors de cette discussion. Nous voudrions une fois de plus souligner que malgré tout le respect que les véritables marxistes ont pour Marx, ils n'ont jamais considéré son œuvre comme un dogme. Lorsque des faits nouveaux appellent des changements aux thèses de Marx, cela est parfaitement conforme à l'esprit du marxisme. Mais ces modifications doivent être solidement argumentées.

La négation du mode de production asiatique serait justifiée pour deux raisons différentes :

---

<sup>1</sup> V. Lénine, Œuvres, t. 10, p. 303 (éd. russe).

<sup>2</sup> V. Lénine, *Résumé de la « Correspondance de K. Marx et F. Engels, 1844-1883 »*, Gospolitizdat, 1959, p. 260.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 263.

<sup>4</sup> *Du mode de production asiatique*, Editions Zakkniga, 1930, p. 14.

<sup>5</sup> *Société des marxistes orientalistes. Discussion sur le mode de production asiatique*, M.-L. Sotsekguiz, 1931, p. 170.

a) *Du point de vue théorique* : si avaient été insuffisantes les particularités sociales de certains pays d'Orient d'où Marx avait dégagé le mode de production asiatique en tant que phénomène indépendant se distinguant de tous les autres modes de production précapitalistes, y compris le féodalisme.

b) *Du point de vue historique concret*, s'il avait été démontré que l'histoire de la société humaine n'avait pas connu de peuple ayant vécu dans les conditions caractérisées par Marx comme étant le mode de production asiatique.

Est absolument inadmissible l'assertion ou l'allusion selon laquelle Marx et Engels avaient entendu autre chose que ce qu'ils avaient dit, que Marx et Engels auraient insuffisamment compris leur propre théorie, ce qui a été souvent répété lors de la discussion.

A notre avis, les participants à la discussion, qui s'est déroulée dans un cercle étroit d'orientalistes, n'étaient pas suffisamment compétents pour résoudre un problème théorique. Aux discussions étaient principalement représentés les orientalistes, les sinologues et historiens surtout. Aucun des philosophes ou économistes marxistes connus et compétents n'a participé à la discussion. Les orientalistes étaient-ils assez compétents pour résoudre le problème historique concret, nous l'ignorons, mais nous avons des doutes à ce sujet<sup>1</sup>.

Selon nous, cette confusion vient principalement de ce que nombre de participants qui citaient abondamment Marx ne comprenaient cependant pas la méthode dialectique marxiste.

A titre d'exemple, nous pourrions citer le livre de G. Doubrovski<sup>2</sup>, un des principaux adversaires de l'existence du mode de production asiatique.

Doubrovski est un homme « courageux ». Il a foncièrement révisé la théorie de Marx sur les modes de production. Des modes de production qualifiés par Marx d'« époques progressives de la formation sociale et économique » il n'en retient que deux : le mode de production antique (esclavagiste) et capitaliste. Il nie en général le mode de production asiatique ; selon lui la féodalité comprend le mode de production féodal et aussi celui du « servage » ; il introduit « l'économie des petits producteurs » en tant que mode de production particulier, et décrète au sein du socialisme trois modes de production : « l'économie de la période transitoire — celle de la dictature du prolétariat », « l'économie socialiste » et « l'économie de l'époque du communisme mondial »<sup>3</sup>. En tout, dix formations et modes de production. Ayant mal compris ou mal interprété la remarque de Lénine, il déclare que Marx n'a conçu que le mode de production capitaliste, mais pas les formations antérieures.

Toutes ces absurdités ont été légitimement rejetées par les historiens. Celui qui connaît tant soit peu l'histoire sait que le féodalisme et le « servage » en Europe se sont étroitement entremêlés, se succédant en partie alternativement l'un à l'autre.

---

<sup>1</sup> La discussion a surtout tourné autour de cette question : le mode de production asiatique a-t-il existé en Chine et en reste-t-il des traces. Mais nombre des principaux adversaires du mode de production asiatique ne connaissaient pas le chinois, donc ne pouvaient déchiffrer les hiéroglyphes.

<sup>2</sup> Cf. G. Doubrovski, *Du problème de la nature du mode de production « asiatique » du féodalisme, du servage et du capital commercial*, M. 1929.

<sup>3</sup> Cf. G. Doubrovski, *Du problème de la nature du mode de production « asiatique » du féodalisme, du servage et du capital commercial*, M. 1929, pp. 17-19.

Marx écrit : « Si la rente en produits est la forme dominante... de la rente foncière, elle s'accompagne toujours plus ou moins de survivances de la forme antérieure, c'est-à-dire de la rente à verser directement en travail, en corvées, peu importe que le propriétaire soit une personne privée ou l'Etat<sup>1</sup>. »

Doubrovski cite Marx à propos de « l'économie des petits producteurs de marchandises », mais il ressort nettement de la citation que cette économie existe aux plus diverses époques de l'histoire mondiale : dans l'antiquité, aussi bien que sous le capitalisme, c'est-à-dire à l'intérieur des modes de production les plus variés, aussi ne peut-elle former un mode de production particulier.

Les thèses de Doubrovski ont été rejetées, mais les fondements de sa conception viciée n'ont pas été critiqués. Ces fondements, c'est l'incompréhension totale de la dialectique. Pour lui A est toujours A, et B est toujours B. Il ne peut pas comprendre qu'un phénomène examiné d'un point de vue est A, et examiné d'un autre point de vue, B. L'excellent exemple de Lénine à propos du verre, lorsqu'il a essayé d'expliquer la dialectique de [à] Boukharine, n'a probablement pas produit d'effet sur Doubrovski. Nous pourrions citer un autre exemple. L'or est toujours l'or. Mais dans l'industrie aurifère, c'est du minerai ; dans la métallurgie, du métal ; dans la chimie, un élément ; pour les orfèvres, une matière première ; pour l'avare, l'incarnation de la richesse ; pour l'économie marchande, la mesure de la valeur ; sous le capitalisme, la monnaie universelle ; pour la banque d'émission, la couverture des billets de banque émis. C'est toujours le même or, et c'est loin d'être la même chose.

Chez Doubrovski, l'erreur vient de ce qu'il ne comprend pas correctement, il a une compréhension non dialectique du passage bien connu de la préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, où il est dit : « A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors<sup>2</sup>. »

Il est clair pour tout marxiste que les rapports de production et les rapports de propriété sont la même chose lorsqu'on les envisage sous différents aspects.

Cette opinion de Marx est interprétée par Doubrovski, ainsi que par E. Volk et certains autres adversaires du mode de production asiatique, avec une parfaite incompréhension de la dialectique. Le « juridique » se rapporte à la superstructure idéologique : c'est pourquoi, affirment-ils, les rapports de propriété ne sont pas partie intégrante de la base économique, ils n'ont rien de commun avec les rapports de production. « Il est parfaitement clair, prétend Doubrovski, que les rapports de production, en particulier les rapports fonciers, ne sont pas une base économique, mais des phénomènes de superstructure...<sup>3</sup> »

Il le répète maintes fois dans son livre. Incapable de comprendre que deux objets différents peuvent faire l'unité, que les rapports de production et les rapports de propriété sont une seule et même chose, il écrit : « Les citations ne modifient en rien la thèse fondamentale de

---

<sup>1</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, t. III p. 175.

<sup>2</sup> K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, p. 4.

<sup>3</sup> G. Doubrovski, *Du problème de la nature du mode de production « asiatique », du féodalisme, du servage et du capital commercial*, p. 27.

Marx et Engels, selon laquelle ce ne sont pas les formes de propriété qui déterminent le mode de production, mais inversement, qu'elles sont elles-mêmes déterminées par le mode et les rapports de production<sup>1</sup>. » Bien plus, il déclare : « ...Aucun marxiste n'a eu l'idée d'expliquer le mode de production par la forme de propriété...<sup>2</sup> »

Il est rare de se tromper plus lourdement ! Il désunit d'abord ce qui constitue un tout unique, puis il déclare que les deux termes n'ont rien de commun entre eux.

Marx écrit : « C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct (rapport dont les différents aspects correspondent naturellement à un degré défini du développement des méthodes de travail, donc à un certain degré de force productive sociale), qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social...<sup>3</sup> »

Cela signifie que le développement des forces productives détermine le mode de production et les rapports de propriété qui forment avec lui un tout unique. Dans les formations sociales précapitalistes les rapports de propriété déterminaient les rapports de domination et de subordination.

Marx dit : «... il est évident que dans toutes les formes où le producteur direct reste le « possesseur » des moyens de production et des moyens de travail nécessaires pour produire ses propres moyens de subsistance, le rapport de propriété doit fatalement se manifester simultanément comme un rapport de maître à serviteur...<sup>4</sup> »

Ainsi, les forces productives, les rapports de propriété, les rapports de maître à serviteur sont dialectiquement réunis pour Marx dans le mode de production.

Essayons de l'expliquer par le plus simple procédé. Pour toute personne raisonnant normalement, il doit être clair que :

Si la terre et l'eau n'avaient pas été la *propriété de l'Etat*, mais celle du producteur direct des biens matériels, il n'y aurait pas eu de mode de production asiatique.

Si, à part les moyens de production, les producteurs des biens matériels n'avaient pas été la *propriété des esclavagistes*, il n'y aurait pas eu de mode de production antique.

Si la terre n'avait pas été la *propriété du féodal*, et si les producteurs directs des biens matériels n'étaient pas des paysans (serfs) placés sous sa dépendance, il n'y aurait pas eu de mode de production féodal.

Si les moyens de production n'étaient pas la *propriété du capitaliste*, et si les ouvriers n'en étaient pas privés, le mode de production capitaliste n'aurait pu exister.

L'erreur de Doubrovski, de Yolk et d'autres est d'autant plus curieuse qu'ils ont vu de leurs propres yeux la naissance du mode de production socialiste. Ils auraient dû voir qu'à lui seul le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie ne suffisait pas, qu'il avait fallu confisquer la

---

<sup>1</sup> G. Doubrovski, *Du problème de la nature du mode de production « asiatique », du féodalisme, du servage et du capital commercial*, p. 142.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 143.

<sup>3</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre III, t. III, p. 172.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 171.

propriété de la bourgeoisie sous la forme des moyens de production, et les transformer de propriété privée en propriété sociale, afin d'inaugurer le mode de production socialiste. Il faut être totalement privé de bon sens pour prétendre que la forme de propriété n'a rien à voir avec le mode de production !

Nous voudrions faire la clarté sur certaines thèses capitales se rapportant à la catégorie « mode de production ».

1) L'expression « mode de production » est une *abstraction scientifique*, la mise en relief et la synthèse des caractéristiques essentielles de la production sociale. Elles n'ont jamais existé à l'état pur dans la réalité. « Nous ne mettons en relief que les traits caractéristiques : pour les époques historiques, comme pour les époques géologiques, il n'y a pas de ligne de démarcation rigoureuse<sup>1</sup>. »

2) *Les modes de production ne sont pas immuables. Durant le processus historique, ils sont sujets à de constants changements.* Le développement des forces productives en est la cause principale qui, à un certain degré, mine les fondements du mode de production existant, créant dans son sein<sup>2</sup> les germes du futur mode de production qui devient, en définitive, prépondérant. C'est précisément à ces changements ininterrompus que Marx opposait la constance, pas absolue évidemment, des formes asiatiques, des formes indiennes de l'économie tout particulièrement.

D'autres facteurs que le développement des forces productives, en premier lieu la violence, jouent un rôle déterminé. L'invasion de l'Empire romain par les tribus germaniques a accéléré le passage du régime de l'esclavage à celui du féodalisme : les colons européens ont établi en Amérique une économie nouvelle, capitaliste, fondée sur le travail servile ; la conquête de l'Inde par l'Angleterre a détruit ou accéléré la destruction du régime économique de l'Inde, etc.

A propos de la division de la société, en propriétaires de l'argent et des marchandises, d'une part, et en ouvriers, d'autre part, division caractéristique pour le capitalisme, Marx écrit : « Il est évidemment le résultat d'un développement historique préliminaire, le produit d'un grand nombre de révolutions économiques, issu de *la destruction de toute une série* de vieilles formes de production sociale<sup>3</sup>. »

Mais ces changements historiques ininterrompus s'entremêlent dialectiquement à l'unité historique, à une suite logique où tout nouveau mode de production devenu prédominant doit commencer à partir des forces productives constituées par le mode de production antérieur.

En définitive, non seulement à l'échelle du monde entier, mais à l'intérieur même d'un pays, subsistent, à part le mode de production dominant, des vestiges du mode antérieur et des germes de celui qui prédominera ultérieurement.

« La société bourgeoise est l'organisation de la production la plus développée, la plus variée de l'histoire. C'est pourquoi, les catégories qui traduisent ses rapports, la compréhension de son organisation, permet tout en même temps de pénétrer l'organisation et les rapports de production de toutes les formes sociales périmées, dont les débris et les éléments ont servi à son édification

---

<sup>1</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. II, p. 58.

<sup>2</sup> Le mode de production socialiste fait exception : au sein du régime capitaliste ne font que mûrir les prémisses du passage aux rapports socialistes, mais la production socialiste elle-même est impossible dans le cadre du capitalisme.

<sup>3</sup> K. Marx, *le Capital*, Livre I, t. I, p. 172 (souligné par nous. — E.V.).

continuant en partie à traîner à sa suite les vestiges subsistant encore, et développant en partie jusqu'à sa pleine valeur ce qui antérieurement n'était que préfiguration, etc.<sup>1</sup> »

Cela concerne également l'époque actuelle du capitalisme monopoliste. Après la libération de la plupart des peuples de l'Afrique noire de l'assujettissement colonial, il est apparu que dans nombre de cas l'antique régime tribal s'était conservé presque sans aucun changement. Des vestiges de l'ancienne propriété communautaire germanique des terres sous la forme de pâturages et de forêts communautaires exploitées conjointement par les paysans se sont conservés dans le sud de l'Allemagne, en Autriche et en Suisse. Un esclavage à peine déguisé existe dans les colonies portugaises où l'Etat « embauche » par la violence des ouvriers qu'il envoie travailler dans les mines de Rhodésie, etc. En Arabie Saoudite, l'esclavage n'a été officiellement aboli que le 6 novembre 1962. Il existe en fait jusqu'à ce jour. Dans l'est de la Turquie existe un féodalisme presque classique où certains terriens possèdent 500 villages. De fortes survivances du féodalisme se sont maintenues dans le sud de l'Italie, alors que le capitalisme monopoliste s'est pleinement développé dans le nord du pays, et cela malgré l'espace limité du territoire italien.

Il n'existe pas, il n'a jamais existé, de mode de production à l'« état pur » ; tous sont sujets à de constants changements. A part le mode de production dominant il y a toujours des vestiges des modes antérieurs et des germes du futur mode de production (sauf pour le socialisme).

3) *Toutes les sociétés où existent des classes antagonistes* — quel que soit le mode de production — *reposent sur l'exploitation du producteur direct des biens matériels*. Marx dit que partout où une partie de la société détient le monopole des moyens de production, le travailleur direct doit de plein gré ou par contrainte produire des moyens vitaux pour les propriétaires des moyens de production.

Cela se rapporte également au mode de production asiatique, bien que dans ce cas l'Etat fût le propriétaire de la terre, facteur décisif de la production. « Nous ne devons pas oublier, déclare Marx, que ces communautés villageoises idylliques, malgré leur aspect inoffensif, ont toujours été une fondation solide du despotisme oriental. Nous ne devons pas oublier que ces petites communautés portaient la marque infamante des castes et de l'esclavage...<sup>2</sup> »

4) Il y a lutte de classes permanente dans toutes les sociétés où existent des classes antagonistes.

5) Tous les modes de production précapitalistes sont surtout basés sur la production pour les besoins propres du producteur immédiat et de l'exploiteur, propriétaire des moyens de production ; une partie insignifiante de la production revêt la forme marchande. A part le bas niveau général de développement des forces productives, un rôle important était joué en l'occurrence par l'absence de moyens de transports terrestres capables de déplacer de grosses charges. Les bêtes de trait étaient l'unique moyen de transport. Les marchandises ne pouvaient être transportées en grandes quantités que par la voie fluviale ou maritime, mais là encore les cargaisons étaient limitées par les proportions réduites des navires et l'absence de moteurs mécaniques. En amont des fleuves, les bateaux devaient être traînés par des hommes ou des bêtes.

Résumons. Sur le plan historique, les modes de production n'ont jamais existé à l'état pur, ils subissent constamment des changements, et de pair avec le mode de production prédominant existent les vestiges du mode antérieur, ainsi que les germes du mode qui suivra ; les différents modes de

---

<sup>1</sup> K. Marx et F. Engels, *Œuvres*, t. 12, p. 731 (éd. russe).

<sup>2</sup> K. Marx et F. Engels, *Textes sur le colonialisme*, pp. 41-42.

production ont certains traits communs, par exemple toute société où il y a des classes antagonistes repose sur l'exploitation, est l'arène d'une lutte de classes permanente ; tous les modes de production précapitalistes sont fondés sur la production pour la satisfaction des besoins propres ; à l'heure actuelle, le mode de production asiatique ne domine nulle part. Tout cela a permis aux orientalistes de présenter des arguments soutenant le point de vue selon lequel le mode de production asiatique est une variante du féodalisme ce qui, selon nous, signifie corriger inutilement et faussement les conceptions de Marx.

\* \* \*

Si nous nous représentons et si nous comparons à l'état pur, en tant qu'abstractions scientifiques, le mode de production asiatique (oriental), tel que le concevait Marx, avec le féodalisme classique qui a existé en Europe occidentale, il apparaît clairement qu'il s'agit de *deux modes de production* différents, ayant des superstructures différentes.

Sous le mode de production asiatique, la terre, moyen de production extrêmement important, est *propriété de l'Etat*. Sous le féodalisme classique, elle est *la propriété de ceux qui possèdent la terre* — *les féodaux*. Nulle terre n'est partagée, le fils aîné en hérite (le fait que la terre était considérée comme un fief royal donné en usufruit et retournant à la maison royale en cas d'absence de successeurs, avait une très faible importance).

Sous le mode de production asiatique qui, selon Marx, existait dans les zones désertiques à insuffisantes précipitations atmosphériques, la population était concentrée sur les terres irriguées de peu d'étendue. Il n'y avait pas pénurie de main-d'œuvre. La terre irriguée coûtait très cher. Il est significatif que la mesure de surface en Chine, le mu, ne représente que 1/16 d'hectare. C'est pourquoi, depuis des temps immémoriaux, on y procédait au dénombrement des terres avec indication du nom du propriétaire.

Sous le féodalisme classique, il y a de la terre en quantités suffisantes, mais il y a pénurie de main- d'œuvre.

On pratiquait pour cette raison des campagnes de pillage contre les voisins pour s'emparer des paysans et du bétail afin de les installer sur les terres du conquérant.

Les documents du moyen âge mettent parfaitement en relief la différence dans l'estimation de la terre et de la main-d'œuvre<sup>1</sup>. Lorsque les domaines féodaux passaient en d'autres mains, l'étendue du domaine n'est décrite qu'approximativement : du fleuve jusqu'à telle montagne, de la route jusqu'à la forêt, etc.

Par contre, on énumère scrupuleusement la main- d'œuvre transmise, non seulement son importance numérique, mais aussi la profession ; par exemple, deux forgerons, deux charrons, trois tonneliers, etc. Comme on sait, en Russie, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'on parlait de la fortune d'un propriétaire foncier, on spécifiait non seulement la quantité de déciatines de terre, mais aussi le nombre de serfs qu'il possédait.

---

<sup>1</sup> En étudiant l'histoire dans ma jeunesse, j'ai eu connaissance de documents se rapportant au moyen âge en Hongrie.

Sous le *mode de production asiatique*, l'Etat est le propriétaire exclusif initial du surproduit réalisé par le producteur direct — la rente foncière sous forme d'impôt. Toutes ces couches d'exploiteurs reçoivent leur revenu, qui provient du travail d'autrui, par l'intermédiaire de l'Etat<sup>1</sup>.

Sous le *féodalisme*, le propriétaire de la terre est l'exploiteur direct qui s'approprie la rente en corvées et en nature. L'Etat n'a pratiquement rien de commun avec cela.

Sous le *mode de production asiatique*, l'Etat exerce une fonction d'importance vitale pour la population : il construit et règle les ouvrages d'irrigation. On ne peut les aménager que sur de vastes superficies, sans eux la production agricole est impossible dans ces régions arides (cela se rapporte également à la défense contre les inondations). D'où la forte centralisation du pouvoir despotique avec des fonctionnaires révocables. L'Etat constitue des réserves de produits alimentaires pour faire face aux mauvaises récoltes. La légende biblique bien connue selon laquelle Joseph conseille au pharaon d'accumuler des réserves alimentaires au cours des sept années de bonnes récoltes que suivront sept années de mauvaises récoltes, reflète incontestablement l'existence en Egypte du mode de production asiatique, à l'époque où la Bible fut écrite.

Sous le *féodalisme classique*, le seigneur exerce lui-même la presque totalité des fonctions de l'Etat qui ne joue alors aucun rôle économique. Il personnifie toutes les catégories d'exploiteurs : il domine les paysans grâce à ses gens armés, il rend la justice, il peut infliger des amendes, emprisonner, condamner à mort et exécuter. Chaque seigneur est le maître dans son domaine. Le roi — « Primus inter pares » — est le premier entre ses égaux. Dans certains pays, en Allemagne, en Pologne, en Hongrie, le roi ou l'empereur (dans certaines périodes) est élu par les féodaux. Son pouvoir ne s'étend que sur son propre domaine féodal, pas davantage. Lorsque le plus grand seigneur devenait roi, il soumettait par moments à son pouvoir les féodaux plus faibles que lui. Mais cela n'était qu'une exception<sup>2</sup>.

L'Etat féodal, pour autant qu'on puisse parler d'un Etat unique, n'exerçait aucune fonction économique, administrative ou judiciaire. Tout cela était de la compétence de chaque seigneur. Même la conduite de la guerre était en fait l'affaire du seigneur. Les troupes de l'Etat étaient la somme des troupes des féodaux qui combattaient sous leurs propres drapeaux. Le roi pouvait déclarer la guerre, mais les féodaux pouvaient ne pas y envoyer leurs troupes. Si elles arrivaient, la guerre commençait, sinon il n'y avait pas de guerre.

Nous voyons que *le caractère du mode de production asiatique se distingue radicalement de celui du mode de production féodale* : il n'y a aucune raison pour rejeter la classification de Marx et caractériser le mode de production asiatique comme une variante du féodalisme.

\* \* \*

Il n'est guère besoin de procéder à de vastes investigations historiques pour savoir si le mode de production asiatique a réellement existé, puisque la discussion n'a pas porté sur le fait de son

---

<sup>1</sup> Font exception les personnages de la communauté agricole indienne ne participant pas à la production matérielle, tels que les astrologues, les prêtres, etc. Mais leurs revenus ne sont pas supérieurs à ceux du paysan ou de l'artisan.

<sup>2</sup> Ce n'est que dans la période de désagrégation de la féodalité, lorsque apparut le tiers état, la bourgeoisie naissante, lorsque les armes à feu et l'infanterie l'ont emporté dans les combats sur la cavalerie féodale, que purent se former les « monarchies absolues » européennes s'appuyant sur ces forces.

existence dans l'histoire, mais s'il doit être considéré comme un mode de production indépendant ou comme une variante asiatique du féodalisme.

Nous voudrions, cependant, citer deux faits importants à l'intention de ceux qui en doutent.

a) Des villes ensevelies sous les sables ont été découvertes dans nombre de régions désertiques d'Afrique et d'Asie, et les archéologues en trouvent d'autres. Comment pouvaient surgir dans le désert des cités, de vastes temples, des pyramides, etc., — ce qui, étant donnée le bas niveau de développement des forces productives à l'époque, autorise à parler d'une population nombreuse — sans ouvrages d'irrigation, c'est-à-dire sans un pouvoir politique fort, aménageant et réglementant les réseaux d'irrigation, c'est-à-dire sans le mode de production asiatique ?

b) Comme nous l'avons déjà noté, les langues orientales ignorent le terme de « propriétaire terrien ». La langue est le produit de l'histoire, le résultat de toute l'histoire d'un peuple. Comment peut-on expliquer l'absence de ce terme en Orient si y avait existé non pas le mode de production asiatique, mais le féodalisme et les propriétaires terriens ?

Il est beaucoup plus difficile de prouver par des documents l'existence du mode de production asiatique. L'insuffisance des sources se rapportant à cette époque depuis longtemps révolue fait que les opinions des savants ont subi d'importants changements. A preuve, les opinions de l'académicien V. Strouvé. En 1928, il déclarait que le mode de production asiatique n'avait pas existé. En 1931, il démontrait que le mode de production asiatique existait depuis longtemps déjà en Egypte dans l'antiquité.

Il déclarait : « ... Après le dépouillement de toute... la documentation, j'en ai... conclu qu'en Egypte avait réellement existé une formation particulière que nous ne pouvons pas qualifier de féodalisme... Les travaux du réseau d'irrigation ont *conservé* cette communauté primitive... même lorsque se sont formés les éléments dirigeants exploités... Ce n'est qu'en conservant cette communauté qu'il avait été possible de procéder aux travaux publics indispensables pour conserver l'irrigation... Est caractéristique du mode de production asiatique le fait que c'est précisément par suite de la nécessité des travaux publics d'irrigation que la communauté ne s'est pas désagrégée, mais s'est artificiellement conservée, et il est curieux qu'elle ait existé jusqu'aux tous derniers temps, jusqu'à l'époque de Ptolémée<sup>1</sup>. »

De l'importance capitale que l'eau présentait en Egypte atteste ce qui suit : « Le paysan égyptien, déclare Strouvé... dans nombre de cas, tout en étant propriétaire de la terre, n'était pas propriétaire de l'eau, il ne faisait que l'utiliser. Prenez cette expression usitée en Egypte — pour indiquer que l'on est assujéti à quelqu'un l'on dit : Je suis sur l'eau d'un tel, je suis sur le canal d'un tel<sup>2</sup>. »

V. Strouvé en conclut définitivement dans cette proposition : « Si l'on me demande jusqu'à quel moment a existé, selon moi, en Egypte le mode de production asiatique, je suppose que c'est jusqu'à l'époque romaine, lorsque la domination de Rome a introduit une autre formation que celle qui avait existé jusque-là<sup>3</sup>. »

V. Strouvé déclara plus tard qu'en Egypte avait existé non pas le mode de production asiatique, mais celui de l'esclavage.

---

<sup>1</sup> *Discussion sur le mode de production asiatique*, p.96.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 99 (souligné par nous — E.V.).

On note une situation analogue en ce qui concerne la Chine. Nous nous abstenons d'émettre une opinion quelle qu'elle soit sur la question alors vivement débattue : le mode de production asiatique a-t-il existé en Chine, puisque comme la plupart des participants à la discussion nous ne sommes pas suffisamment compétents, pour en juger.

La Chine est un très grand pays ; sa population n'est pas seulement composée de Chinois, mais de certains autres peuples à un plus bas niveau de développement. Son histoire compte des milliers d'années, au cours desquelles il y a eu des batailles de classes, des coups d'Etat, des invasions, etc. C'est pourquoi il est beaucoup plus difficile en l'occurrence d'étudier les modes de production subissant de constants changements, se désagrégeant et s'entremêlant avec d'autres modes de production.

A cela vient s'ajouter la difficulté de l'interprétation correcte des hiéroglyphes qui existent depuis quatre mille ans, et dont l'écriture était beaucoup plus compliquée que de nos jours. Il y a de grandes divergences de vues parmi les savants chinois dans l'interprétation des très anciens hiéroglyphes.

L'interprétation différente d'un hiéroglyphe entraîne des divergences dans la compréhension d'un fait capital : quand et où le régime féodal ou une autre formation sociale ont-ils existé en Chine.

Nous considérons que les modes de production asiatique et féodal sont deux modes de production différents et que le premier d'entre eux a également existé dans le passé.

\* \* \*

Alors qu'à présent, trente ans après, nous parlons de la controverse pour savoir si le mode de production asiatique est une variété du féodalisme, on ne comprend pas l'extrême obstination avec laquelle on a nié l'existence de ce mode de production et faussement interprété la thèse de Marx. Cela malgré que le programme de l'Internationale Communiste, adopté trois ans plus tôt par tous les partis communistes, mentionnait les pays où il y avait des survivances du mode de production asiatique<sup>1</sup>.

Cette question était d'importance scientifique et politico-stratégique pour la Chine. Les adversaires du mode de production asiatique considéraient comme des ennemis politiques tous ceux (et moi-même) qui ne reconnaissaient pas que le régime social de la Chine des années 20 était féodal. Ils se privaient ainsi de la possibilité d'élucider d'importants problèmes.

Ce serait perdre son temps que d'analyser en détail l'argumentation des adversaires du mode de production asiatique. Puisqu'ils n'ont compris ni la méthode dialectique de Marx, ni pris en considération son avertissement réitéré, selon lequel toute généralisation doit reposer sur une connaissance et une analyse préalable circonstanciées des faits concrets, leur argumentation s'appuyant sur des citations détachées du contexte et mal comprises fait que Marx était un mauvais marxiste, qu'il ne comprenait pas le marxisme.

---

<sup>1</sup> Pour se justifier, les plus farouches adversaires de l'existence du mode de production asiatique se réfèrent au fait que dans le texte du programme le terme figure entre guillemets. Selon eux, cela doit signifier sa négation. Mais pourquoi aurait-il fallu le mentionner en général dans le programme si ses auteurs n'attribuaient pas une certaine importance à ses survivances ? Les guillemets étaient une concession à ceux qui avaient des doutes.

Par exemple, un des participants à la discussion, E. Yolk, affirmait que « la théorie du mode de production "asiatique" est contraire... aux principes de la théorie marxiste-léniniste de la société...<sup>1</sup> », bien que, comme on sait, dans la préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Marx attribue au mode de production asiatique une importance analogue à celle des modes de production antique, féodal et capitaliste, en tant qu'époques de l'évolution de l'humanité.

Ce n'est pas une attaque polémique. Il a répété la même chose dans la revue *Sous le drapeau du marxisme* : «...La conception du mode de production "asiatique" particulier représente au fond un système antimarxiste...<sup>2</sup> » Dans le discours prononcé lors de la discussion, il a déclaré : « Le mode de production asiatique est... théoriquement inconsistant, puisque contraire aux principes de la doctrine marxiste-léniniste sur les classes et l'Etat ».

Cela revient à dire que Marx ne comprenait pas sa propre théorie.

C'était se moquer manifestement de Marx, et pour atténuer tant soit peu ce fait, Yolk prétendait que par la notion de mode de production asiatique Marx entendait quelque chose d'autre, ce qui n'était guère mieux dire !

Le principal rapporteur de la part des adversaires du mode de production asiatique, M. Godes, s'est montré plus circonspect. Il a déclaré à propos de l'opinion de Marx dans la préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique* : «...Tout le contexte, de même que la signification de la préface dans l'ensemble écartent toute possibilité quelle qu'elle soit d'admettre qu'il s'agit là d'une formule due au hasard. Chaque mode de production figurant dans cette formule a représenté une formation sociale spécifique et occupe parmi les autres une place déterminée, et notamment selon l'ordre dans lequel ils ont été énumérés par Marx...

... Il est temps de cesser de discuter si Marx avait considéré dans certains de ses travaux le mode de production asiatique comme une formation sociale spécifique. On ne saurait ignorer les opinions irréfutables de Marx, même lorsqu'on n'admet pas la théorie du mode de production asiatique<sup>3</sup>. »

Tout marxiste pourrait être d'accord avec cette opinion. Mais comment se fait-il que, partant de cette thèse juste, Godes en arrive cependant à nier le mode de production asiatique ? Il affirmait que du temps de Marx, nombre de faits relatifs aux pays orientaux n'étaient pas encore connus, aussi Marx qui ne connaissait pas les recherches de Morgan, avait donné le mode de production asiatique comme une hypothèse de travail. « Marx... avait, d'une part, une idée des rapports primitifs, et d'autre part, des notions sur le régime de la société antique et sa différenciation tranchante des classes ; la lacune dans son acception du processus historique a obligé Marx à rechercher l'élément manquant<sup>4</sup>. »

Dans leur développement, les thèses de Godes se distinguent fort peu de l'opinion des autres adversaires du mode de production asiatique. Lui aussi a abouti à la conclusion que « le mode de production asiatique n'est rien d'autre que le féodalisme ». Son principal argument est le même que celui de Doubrovski : identité des conditions par rapport aux exploités et aux exploités. La réponse

---

<sup>1</sup> *Discussion sur le mode de production asiatique*, p. 68.

<sup>2</sup> *Sous le drapeau du marxisme*, 1931, n° 3, p. 133.

<sup>3</sup> *Discussion sur le mode de production asiatique*, pp. 21-22.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 24.

à cette question a été donnée, à ce qu'il nous paraît, plus haut, lors de la confrontation des modes de production asiatique et féodal.

Les adversaires du mode de production asiatique sont donc unanimes pour déclarer que Marx se trompait. Mais Godes en voyait l'explication dans ce que Marx connaissait insuffisamment les faits, et Doubrovski, dans ce que Marx ne comprenait que le mode de production capitaliste et ne comprenait pas le mode de production féodal ; Yolk dans ce que Marx ne comprenait pas lui-même le marxisme dont il était l'auteur. Et tout cela était démontré à l'aide de citations tirées des œuvres de Marx.

La négation de l'existence dans le passé du mode de production asiatique a été définitivement sanctionnée par Staline qui ne l'a même pas mentionné dans son travail *Le matérialisme dialectique et historique*.

Le problème se ramène à ceci : les récentes recherches ont-elles montré ou non la fausseté de l'« hypothèse » de Marx ; le mode de production asiatique a-t-il existé quelque part ? Nous ne sommes pas suffisamment compétents pour résoudre *définitivement* cette question.

Nous croyons que le temps est venu pour les savants marxistes sérieux, philosophes, économistes et historiens de reprendre l'étude du problème et de réhabiliter, à notre avis, la juste théorie de Marx et d'Engels sur les modes de production.

## Table des matières

INTRODUCTION.....	2
PRÉFACE .....	8
1.....	
LE MARXISME ET LE PROBLÈME DE LA LOI ÉCONOMIQUE FONDAMENTALE DU CAPITALISME .....	10
2.....	
LA QUESTION DE L'ÉTAT BOURGEOIS .....	26
3.....	
PROBLÈMES DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT .....	36
LES CONTRADICTIONS INTERNES DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT .....	36
LE DÉVELOPPEMENT INÉGAL DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT .....	41
LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT ET LE PROLÉTARIAT .....	45
LES ORGANISATIONS MONOPOLISTES D'ETAT SUPRANATIONALES .....	47
4.....	52
LES CONTRADICTIONS INTERIMPÉRIALISTES ET LA GUERRE .....	52
5.....	
LE PROBLÈME DU RÔLE DE LA BOURGEOISIE DANS LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE DES PEUPLES COLONIAUX .....	59
6.....	
LE PROBLÈME DE LA PAUPÉRISATION RELATIVE DU PROLÉTARIAT.....	70
7.....	
LE PROBLÈME DE LA PAUPÉRISATION ABSOLUE .....	77
8.....	
L'ARISTOCRATIE OUVRIÈRE APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE .....	87
9.....	
LE PROBLEME DU TRANSFERT DES CAPITAUX EN RAPPORT AVEC LE NIVELLEMENT DU TAUX DE PROFIT. ....	
LE TAUX DE PROFIT SOUS LE CAPITALISME MONOPOLISTE.....	99
10.....	
LE PROBLÈME DU VOLUME DU MARCHÉ CAPITALISTE .....	115

11.....	
PROBLÈMES DE LA FORMATION DES PRIX, L'INFLATION ET L'OR.....	<a href="#">123</a>
PRINCIPAUX DEGRÉS DE LA FORMATION DES PRIX .....	123
12.....	
CHANGEMENTS DANS LA MARCHE CYCLIQUE DE LA REPRODUCTION APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE .....	145
LES PARTICULARITÉS DU PREMIER CYCLE D'APRÈS-GUERRE .....	152
LES PARTICULARITÉS DU DEUXIÈME CYCLE D'APRÈS-GUERRE .....	160
13.....	
LE PROBLÈME DES CRISES AGRAIRES .....	168
LA CRISE AGRAIRE AU XIX <sup>e</sup> SIÈCLE .....	171
ABSENCE DE CRISE AGRAIRE AU DÉBUT DU XX <sup>e</sup> SIÈCLE.....	175
LA CRISE AGRAIRE APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE .....	176
LA CRISE AGRAIRE DU XX <sup>e</sup> SIÈCLE. COMPARAISON AVEC LA CRISE DU XIX <sup>e</sup> SIÈCLE .....	180
14.....	
PROBLÈMES THÉORIQUES DE L'ÉCONOMIE DU MARCHÉ COMMUN.....	199
15.....	
DES RAISONS DE LA POPULARITÉ DES THÉORIES DE KEYNES .....	212
16.....	
DU MODE DE PRODUCTION ASIATIQUE.....	230